

Le commun des lieux

René de Maximy



Architecture + Recherches / Mardaga

LE COMMUN DES LIEUX

Le commun des lieux

Cours et discours sur la ville

René de Maximy

Institut de Recherche pour le Développement

Architecture + Recherche / Mardaga

© IRD - Institut de Recherche pour le Développement
Rue La Fayette, 213
F-75010 Paris



© 2000 Pierre Mardaga éditeur
Hayen 11 - B-4140 Sprimont (Belgique)
D. 2000-0024-20
I.S.B.N. 2-87009-715-8

Je comprends comment les habitants des villes
qui ne voient que des murs,
des rues et des crimes
ont peu de foi;
mais je ne puis comprendre
comment
des campagnards et surtout des solitaires
peuvent n'en point avoir.
J.J. Rousseau («Les confessions»)

Ainsi
— dit-on —
se confirme l'hypothèse selon laquelle
tout homme a dans sa tête une ville qui n'est faite que de différences,
une ville sans forme ni figures,
et les villes particulières la remplissent.
Italo Calvino («Les villes invisibles»)

Ils sortirent de la ville par une porte septentrionale,
traversèrent des banlieues paranogènes,
succession ininterrompue de rues Lénine, avenues Béria, boulevards Staline
bâties d'HLM concentrationnaires surplombant des pavillons croulants
et des jardinets fertilisés par la suie des usines voisines.
Béton, charpente de fer des entrepôts, puanteur des camions,
quelques hommes,
à la peau noire ou bistre,
allant d'un pas découragé,
incapables de se rappeler de quel éclat brillait,
sur d'autres continents,
le soleil.
Michel Desgranges («Je vous hais»)

Quand j'étais petit,
Los Angeles était un endroit magnifique,
surtout le coin de Santa Monica où j'habitais.
Et je croyais que cela ne changerait jamais,
cette beauté autour de moi.
Et je l'ai vue petit à petit se détruire,
se désintégrer.
Après la deuxième guerre mondiale ça s'est accéléré,
tout le monde venait à Los Angeles.
C'était devenu la quête du Graal, cette ville,
le lieu où on touchait l'arc-en-ciel du doigt...
Robert Redford (interview)

PRÉAMBULE EN FORME D'AVERTISSEMENT

Peut-être cet avertissement apparaîtra-t-il impertinent, mais il est probablement nécessaire de clarifier l'état d'esprit qui a motivé la réflexion entreprise. Ceci n'a pas été écrit comme la Bible ou le Coran et ne contient ni révélations, ni même résultats attendus fruits d'une recherche précise. Aussi, le procès qui consisterait à dire que cet ouvrage est sans grand intérêt car ce qui y est dit n'est pas nouveau, ce qui est vrai, serait se méprendre sur les intentions qui ont présidé à son écriture. Le but poursuivi, en effet, n'est que d'aider ceux que ça intéresse et qui ne sont point encore très introduits à la question urbaine, à s'interroger sur ce sujet à travers leur expérience propre et leur culture comme, par une démarche similaire, l'auteur s'autorise à le faire.

Bien des affirmations y sont avancées qui, bien sûr, se fondent sur un savoir qu'il n'a pas cru nécessaire d'estampiller chaque fois par des citations et des références qui ne sont d'ailleurs pas toujours, loin de là, une garantie d'exactitude d'une vérité ou d'une certitude. Chacun de nous dispose d'un capital de culture transmise par l'ensemble des processus d'éducation actuellement disponibles : famille, scolarisation, vie sociale en étant les trois principales sources. Il y puise à son entendement et sa convenance. Faut-il nécessairement qu'il en explique les pourquoi et les comment, comme si d'énoncer que « le phénomène urbain apparaît et se développe... en Mésopotamie, Syrie, Égypte et Perse... », etc., imposait que l'on cite l'ensemble des travaux des archéologues ? Ou bien peut-on accepter le fait que quelqu'un, l'auteur en l'occurrence, qui a fait des études primaires, secondaires, supérieures, qui a passé plus d'un demi-siècle à échanger ses connaissances avec celles du millier de gens qu'il a côtoyés, rencontrés, écoutés, appréciés ou détestés, puisse énoncer ce genre d'affirmation sans justifier de son droit à le faire ? Devrait-il, au contraire, être pédant et étaler l'ensemble des lectures et échanges qui ont tissé et nourri sa vie intellectuelle ? Ne peut-il oser faire le pari que son lecteur a aussi une certaine culture théorique et existentielle qui lui permettra de tirer de ce qu'il lit le miel qui le nourrira ?

En conséquence, l'auteur ne donne des références et des citations que lorsque, manifestement, cela éclaire le texte ou que ce qu'il écrit ne relève pas de la culture supposée des gens issus du même ensemble ethno-historique que lui, ou encore se réfère à des faits et dits très particuliers ou assez récents pour admettre qu'ils n'ont pas déjà été véhiculés par le fonds culturel commun aux lecteurs et à l'auteur.

En complément de cela, il ajoutera que ce n'est pas parce qu'une situation présentée comme étant le résultat d'un comportement culturel ou économique de notre civilisation peut être, aussi, le résultat d'un comportement culturel ou économique propre également à d'autres civilisations qu'elle perd de son acuité ou de son intérêt. Si l'auteur la cite et l'utilise, c'est pour éclairer son propos, non pour nécessairement en singulariser la différence.

On pourrait ainsi longuement poursuivre. Mais il n'y a pas lieu d'amorcer ici une justification ou une longue réponse à des critiques quelque peu scolaires. Ce qui vient d'être dit n'a comme seul objet que de convier le lecteur à ne pas regarder le doigt quand celui-ci montre la Lune. Cependant, pour l'inciter à rester vigilant, à ne pas se prendre au jeu des cours et discours proposés sans préserver son esprit critique et se méfier du déroulement d'un propos sur le ville qui lui est exposé dans ces pages, on fera appel à Michel Foucault¹.

«Le problème se pose de savoir si l'unité d'un discours n'est pas faite, plutôt que par la permanence et la singularité d'un objet, par l'espace où divers objets se profilent et continûment se transforment.» Cet espace d'élection et les transformations qui s'y produisent méritent fortement d'être pris en considération.

L'objet «existe sous les conditions positives d'un faisceau complexe de rapports. (...) Ces relations sont établies entre des institutions, des processus économiques et sociaux, des formes de comportements, des systèmes de normes, des techniques, des types de classification, des modes de caractérisation; et ces relations ne sont pas présentes dans l'objet; ce ne sont pas elles qui sont déployées lorsqu'on en fait l'analyse; elles n'en dessinent pas la trame, la rationalité immanente, cette nervure idéale qui réapparaît totalement ou en partie lorsqu'on le pense dans la vérité de son concept. Elles se définissent par sa constatation interne, c'est ce qui lui permet d'apparaître, de se juxtaposer à d'autres objets, de se situer par rapport à eux, de définir sa différence, son irréductibilité, et éventuellement son hétérogénéité, bref d'être placé dans un champ d'extériorité.» En cette citation sont contenues quasi toutes les obligations critiques à ne pas omettre lorsqu'on entreprend une somme sur un sujet donné. Ce en quoi excella M. Foucault. Nous n'avons pas cette ambition, ce serait une œuvre de dix ans au moins, peu dans notre nature et trop au-dessus de nos moyens, et si nous avons cependant rappelé ce propos, c'est justement pour préciser que nous savons ce que nous ne tenterons pas de faire. Notre ambition n'est que de lancer quelques idées, appuyées par quelques observations, sur certains points qui reviennent sans cesse, parfois fortement, d'autres fois obscurément, dans les considérations, les études si l'on veut, que nous avons faites sur des faits de société, des questions d'urbanisme ou, plus largement, de ville. Ainsi, sachant ce projet tout simple et n'ignorant pas ce qu'il faudrait accumuler de connaissances critiques pour exposer, sans l'épuiser ni l'assécher, ce qu'il y aurait d'essentiel pour un humaniste à dire sur la ville et les villes, on peut ainsi avertir le lecteur qu'il n'aura ici qu'une sorte de discours qui n'aspire qu'à le provoquer, la provocation étant un excitant pour l'auteur et une sorte d'aiguillon profitable à la réflexion du lecteur.

Un discours donc, car «Un savoir, c'est ce dont on peut parler dans une pratique discursive qui se trouve par là spécifiée : le domaine constitué par les différents objets qui acquerront ou non un statut scientifique (le savoir psychiatrique, au XIX^e siècle, ce n'est pas la somme de ce qu'on a cru vrai, c'est l'ensemble des conduites, des singularités, des déviations dont on peut parler dans le discours psychiatrique); un savoir, c'est aussi l'espace dans lequel le sujet peut prendre position pour parler des objets auxquels il a affaire dans son discours (...); un savoir, c'est aussi le champ de coordination et de subordination des énoncés où les concepts apparaissent, se définissent, s'appliquent et se transforment (...); enfin, un savoir se définit par des possibilités d'utilisation et d'appropriation offertes par le discours (...) Il n'y a pas de savoir sans une pratique discursive définie; et toute pratique discursive peut se définir par le savoir qu'elle forme.»

C'est pourquoi l'auteur invite fortement le lecteur à se distancier de ce qu'il va lire...

BIBLIOGRAPHIE

Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, NRF, ed. Gallimard, bibliothèque des Sciences Humaines, 275 p., Paris, 1969.

NOTE

¹ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, NRF, ed. Gallimard, bibliothèque des Sciences Humaines, 275 p., Paris, 1969. Citations, pages 46, 61 et 238.

PREMIÈRE PARTIE

LA VILLE

LA VILLE

Il sera ici question de la ville. S'il y a des sociétés humaines qui n'en secrètent jamais, il n'y a de ville sans que société humaine soit. La cité (*civitas*) est peuplée de citoyens (*cives*). Ceux-ci, construisant des cités, ont créé dans le même mouvement des systèmes sociaux permettant de les régir et de les gouverner, pour cela appelés *civilisations*. Énoncer une telle vérité n'a rien de bien remarquable. Il importait cependant que ce soit appelé au début de cette réflexion.

Depuis le milieu du siècle dernier, le phénomène urbain a pris une dimension planétaire. Récemment, il est devenu objet de discours et d'étude spécifique. Mais les mots utilisés pour en parler sont le plus souvent approximatifs. Cela rend nécessaire l'analyse de leur teneur. Il ne sera cependant pas ici question d'un quelconque glossaire, seulement d'une réflexion menée, à travers des exemples, sur quelques points d'intérêt socio-spatial ou urbanistique. Les objets choisis pour en disserter seront bien évidemment recherchés sous tous les cieux, cependant, il sera fait proportionnellement une plus grande place à ceux que l'on rencontre en région intertropicale. Cela pour deux raisons : les villes de ces régions s'établissent dans les pires conditions sociales et politiques, probablement d'abord parce qu'elles enregistrent depuis trente ans les croissances les plus grandes, aussi les processus d'urbanisation qui les travaillent quoique désormais assez bien analysés restent encore fort mal connus, y compris de ceux qui les habitent, dont sont issus ceux qui les gèrent, ou prétendent le faire; je connais mieux que toutes autres ces régions où, depuis presque quatre décennies, je suis régulièrement amené à travailler, ce qui explique que j'ose exposer tout au long de cet ouvrage le regard avec lequel je les observe.

La ville est un fait social éminemment culturel, économique et politique, ce qui en fait un système. Phénomène complexe donc, sa description mobilise une multitude d'idées, de définitions et de concepts. Or, les urbanistes et les analystes n'en parlent trop souvent qu'en termes imprécis, voire impropres, ce qui nuit à une bonne compréhension de ce qu'implique de réflexion la gestion correcte de ce phénomène social total.

Une longue pratique de l'analyse géographique et sociologique des villes, et de l'usage qu'en font les citoyens, m'a mené à observer très attentivement le fonctionnement de leur espace. Tout en reconnaissant l'utilité et l'efficacité des approches

sectorielles qu'en font les ingénieurs spécialistes de la voirie et des réseaux divers (des VRD, comme ils disent) et les architectes urbanistes, je me suis trouvé contraint à regarder le phénomène *ville* sous des angles différents des leurs et à formuler d'autres interrogations que celles qui leurs sont habituelles. Cette façon de voir a sa justification. En effet, les urbanistes sont confrontés à des impératifs techniques et politiques qui, fréquemment et à plus ou moins juste raison, revêtent pour eux un caractère d'urgence. Mais, à bien considérer, cette urgence n'est que rarement justifiée. Cependant, chacun accepte cette fiction qui permet d'éluder les questions d'ordre sociétal et social, toujours très compliquées tant elles sont difficiles à organiser et encore plus à résoudre. Ainsi, l'architecte conçoit-il des ensembles, l'ingénieur élabore-t-il des réseaux d'assise ou de fonctionnement de ces ensembles puis, à partir de cela, le politique, gestionnaire élu ou nommé, prononce des discours et prend des décisions tendant à prouver le dynamisme de son action urbaine. Or, il faut bien admettre que trop souvent un tel comportement ne fonctionne que dans le court terme, ce qui est inacceptable pour les villes dont on sait qu'elles sont des créations socio-spatiales qui évoluent et ne se réalisent que dans le long terme. Leur dimension historique ne peut être négligée. Complémentairement, les interrogations prospectives doivent inclure la prise en considération des forces sociales qui les firent, les font et les feront. Il y a donc un temps d'analyse, une dimension de réflexion, une ambition de compréhension et d'explication propres au philosophe, au géographe et au sociologue. Aussi pourrait-on s'attendre dans la suite du propos à de longs développements philosophiques étayés par des analyses sociologiques portant sur les espaces urbanisés, géographiquement déterminés.

Je ne me suis point engagé dans cette voie que d'autres ont parcouru, parfois avec brio, souvent avec intelligence. Au contraire, après un quart de siècle consacré à des études d'abord d'aménagement du territoire, puis d'organisation urbanistique des villes, j'ai éprouvé le besoin de délaissier l'activisme qui règne dans les bureaux et agences d'aménagement pour consacrer du temps à l'organisation, à la mise en forme et à la diffusion d'une réflexion que je me suis faite et d'un lot d'observations accumulées sur les villes pendant tant d'années. C'est ainsi que depuis 1983, entre autres activités, j'enseigne quelques heures par an, à Nanterre, à des étudiants en DEA. Or, ceux-ci, pourtant arrivés au troisième cycle de leurs études de géographie du développement, n'ont cessé de me surprendre par leur peu de réflexion structurée sur le thème de la ville et par la maigreur des connaissances y afférant. J'ai donc entrepris cette œuvre où je musarde. Ce n'est pas un travail scolaire. Il ne prétend qu'aider à l'émergence de cette réflexion en latence et ne contient rien d'autres que le commun des lieux et l'approfondissement de lieux communs, finalement pas si communs que ça. Ce n'est pas par jeu, pour autant, que tel ou tel sujet est abordé, mais toujours pour tenter de répondre à des interrogations qu'on se fait ou que l'on nous fait. L'entreprise n'est pas didactique cependant, pas même de balayer l'ensemble du champ urbain. C'est pourquoi elle est qualifiée de « cours » et « discours ». Cours en ce qu'elle contient une part de ce que j'ai pu partager avec mes étudiants de mes observations sur les villes, discours en ce qu'elle développe une réflexion utilisant de nombreux support pour se dérouler, courant çà et là pour ce faire.

Je ne prétends donc à rien d'autre qu'à me laisser aller à une longue réflexion sur des sujets multiples, ayant pour ancrage la ville, entité sociale dont je suis, au demeurant, bien incapable de donner une définition entièrement satisfaisante. On verra, d'ailleurs, que nombre de mes propos sont conditionnels et même casuels, sans être pour autant contingents.

Théoriquement, on peut tout présenter, tout expliquer, tout conseiller, la première difficulté est plus de poser correctement les questions que d'en énoncer la nécessité. Or, quasiment chaque fois que lors d'une conversation ou d'une discussion, une telle situation se présentait, j'ai constaté combien il était indispensable pour être compris qu'un certain nombre de préalables soient attentivement établis, de termes clairement précisés. En effet, il est toujours étonnant de constater la densité du contenu dont les mots et ce qu'ils désignent ont pu se charger au long de notre histoire; et tout aussi étonnant de découvrir que, pour une foule d'interlocuteurs dont on serait en droit d'attendre qu'ils sachent, ce contenu n'est pas évident. Par exemple, gagne-t-on à employer indifféremment les termes d'habitants, d'usagers ou de citoyens, ce qui pourtant se fait couramment? Ou encore, une rue, est-ce seulement un axe de circulation ou un non-lieu comme certains le proclament?

La première partie de ce qu'on pourrait, peut-être, qualifier d'essai va ainsi s'attarder sur quelques situations ayant comme sujet la ville et le désir de la maîtriser, comme objet : le mot ville fait-il référence à un concept, et peut-on le définir? Plus simplement, y a-t-il des villes africaines, américaines, européennes, etc., ou sont-ce des qualifications inadéquates? En quoi la ville est-elle un contenant, un produit stratégique et une entité porteuse de pouvoir?

La deuxième partie abordera de manière discursive le développement d'une réflexion occasionnée par l'énoncé de termes ou expressions usuels tels qu'habitants, forces sociales, acteurs ou encore rue, quartier, mégapoles, entre autres, qui n'amèneront ni réponses ni définitions — je ne me sens pas cette audace —, mais, je l'espère, l'idée pour le lecteur d'une autre manière de poser des questions toute banales.

Je terminerai ce court préambule par l'affirmation naïve que je ne veux, dans ces pages, que donner à réfléchir un peu autrement à ceux qui s'interrogent sur la gravité de la ville, nouvel espace social d'excellence des civilisations qui se rencontrent, se concurrencent, s'affrontent, tentent de s'imposer et finalement s'entremêlent.

Ce que cette situation désormais planétaire va donner? Je n'en sais rien! Mais ce n'est pas une raison pour ne pas se poser des questions à propos de ce qu'elle est en train de construire.

Chapitre 1

VERS UNE APPROCHE DIALOGUÉE DE LA GESTION URBAINE

UNE LONGUE ROUTE JUSQU'AUX INTERROGATIONS PRÉSENTES

Entre 3500 et 1500 av. J.C., le phénomène urbain apparaît et se développe sur des aires géographique relativement limitées. Ceci se passe d'abord en Mésopotamie, Syrie, Egypte et Perse (3500-3000 av. J.C.), gagne l'Asie Mineure et la vallée de l'Indus (3000-2500 av. J.C.), s'étend ensuite à l'autre extrémité de la Méditerranée (côte méridionale d'Espagne), au Soudan et remonte la vallée de l'Indus jusqu'aux confins occidentaux de l'Himalaya (2500-2000 av. J.C.), puis enfin des villes s'édifient sur une grande partie des rives septentrionales de Méditerranée, sur l'ensemble de la Syrie, de la Mésopotamie et de la Perse, dans les plaines qu'arrosent l'Indus et, à l'extrême Orient, le Huang Ho et le Yangzi Jiang (2000-1500 av. J.C.). En ces lieux se construiront, déconstruiront et reconstruiront, souvent sur les mêmes sites, des formes d'urbanisation, donc des civilisations, successivement adaptées aux sociétés qui les édifieront dans le respect des forces qui gouvernent l'organisation de l'espace (géomancie) et selon les techniques alors en usage. Cela passionnera plus d'un archéologue, plus d'un historien, mais ne tracassera guère les gestionnaires actuels des villes, encore moins leurs citoyens.

La ville est un fait, on sait qu'il existe des villes, on les localise, même on connaît les plus remarquables d'entre elles, et au-delà de cet état, on ne se soucie que pragmatiquement de celle où l'on vit ou qu'incidemment on aborde. Il en sera ainsi pendant 5.000 ans, si l'on excepte quelques philosophes¹. La ville ne se dissocie pas du pays qu'elle commande, seul son rôle marchand ou militaire, inquiétant ou protecteur, importe après tout.

Il est vrai que ce n'est que depuis le milieu du siècle dernier que l'on peut considérer que le phénomène urbain est devenu planétaire et que l'on en a conscience. Cependant, ce n'est point, alors, un fait si neuf et si déroutant qu'il mérite de passer dans la conscience commune des citoyens d'une nation, ou même de son élite intellectuelle, industrielle ou marchande. En 1985, une plongée dans les archives des éditions Hachette, sises alors à Paris, dans les sous-sols de leur immeuble d'angle

des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain, nous a permis de consulter très attentivement les manuels d'histoire et de géographie édités par cette maison depuis 1880, époque des réformes de l'enseignement public par Jules Ferry. Or, il apparaît que pendant plus de quatre-vingts ans, dans tous les manuels, du début du cycle primaire jusqu'à la fin du cycle secondaire, le discours sur la ville se limite à des descriptions plus ou moins succinctes et toujours impressionnistes, quand elles ne sont pas tout à fait anecdotiques, d'une rue, d'une place, d'un marché ou d'un événement ayant la ville pour théâtre : pillage de Constantinople par les croisés, entrée processionnelle d'un roi dans une ville conquise, incendie de Londres, tremblement de terre de Lisbonne, défenestration de Prague, incendie de Moscou ou des Tuileries, etc. ; ou à des énumérations de grands travaux entrepris à un moment ou un autre : rénovation et embellissement des villes italiennes de la Renaissance, création de Saint-Pétersbourg, percées haussmanniennes des grands boulevards, construction des gares d'Orsay ou de Perrache, creusement du chemin de fer métropolitain parisien. Certes, l'industrialisation et les gigantesques transferts de populations paysannes vers les villes prolétariennes ne sont pas complètement oubliés, mais ce n'est vraiment qu'en 1955 que l'habitat, le zoning, les déplacements intra-urbains, le fonctionnement des villes suscitent des descriptions explicatives et un début de réflexion socio-économique et socio-politique. C'est d'ailleurs l'année où les directives ministérielles de l'Éducation nationale préconisent aux professeurs de géographie du secondaire (déjà, depuis quelques années, des professeurs de faculté ont timidement abordé ce thème) de prendre en compte de manière didactique la réalité du phénomène urbain en France et dans le monde. On peut dès lors se demander si ce sont ces professeurs pionniers qui ont réussi à faire passer leur intérêt pour cette nouvelle manière de vivre qui s'annonçait, ou bien si ce sont les directives de l'Éducation nationale qui ont provoqué une prise de conscience. Quoi qu'il en soit, nécessairement les manuels scolaires ont suivi les directives ministérielles. Au demeurant, on ne voit pas comment il aurait pu en être autrement !

Ainsi, donc, la ville est un objet d'étude tout à fait récent (moins de deux générations), bien qu'il y ait plus d'un siècle qu'architectes, ingénieurs, politiques, philosophes ou utopistes en parlent, mais elle demeure en quelque sorte une affaire d'initiés qui ne peut incidemment intéresser l'opinion qu'en tant que phénomène social majeur. Aussi ne faut-il trop s'étonner que le vocabulaire la qualifiant dans ses états, ses mouvements, ses habitants usufuitiers, entrepreneurs et animateurs, soit également plus descriptif et impressionniste que normatif.

Cependant, malgré la planétarisation du fait urbain, notre réflexion portera sur des exemples choisis surtout dans les régions intertropicales qui nous sont les plus familières. D'ailleurs, du fait des conditions politiques, sociales et économiques dans lesquelles elles vivent, notamment en Afrique et en Amérique, celles-ci génèrent de nombreuses questions spécifiques réclamant des réponses difficiles à mettre en œuvre. Et c'est notre conviction que la prise de conscience et la formulation de ces questions, que ce soit dans les pays tropicaux ou en d'autres régions du globe, passent par une approche géographique et urbanistique rigoureuse. Notre propos, cependant, n'est qu'une tentative pour relativiser quelques termes, utilisés

habituellement dans l'indifférence des connotations qu'ils véhiculent, et les éclairer de quelques considérations d'ordre général.

DE L'USUEL PAR INADVERTANCE, AU PERTINENT PAR NÉCESSITÉ

Chaque contrée a développé ses propres formes d'urbanisation, toujours supposées adéquates au moment où elles furent mises en chantier. Cependant, par conquête aux multiples apparences (militaire, politique, idéologique, culturelle, économique), les puissances occidentales (terminologie abusive et donc inadéquate, à la rigueur pourrait-on dire les puissances du Nord) ont diffusé un certain urbanisme fonctionnel — ce sont, évidemment, les urbanistes de ces puissances qui le proclament — qui progressivement s'impose. Il devient alors référent international par la force économique de ces puissances et avec l'appui de certains organismes, tel la Banque Mondiale, désormais « banque privilégiée, au service des intérêts des plus puissants » et dont les « projets ne sont soumis à aucun audit, ni bilan critique » malgré « ses échecs et ses fausses prophéties » et « la pesante intervention dans le gouvernement des États de technocrates non élus et irresponsables »² qui s'érigent en maîtres indiscutables de ce qui doit se faire dans les pays sous-équipés ou encore émergents, dont on sait qu'ils affrontent une urbanisation actuellement quasi incontrôlable. Mais les populations, néo-citadines, de ces contrées en difficile mutation politique et sociale, déploient une capacité d'adaptation largement étrangère aux diktats et ukases des technocrates qui voient leurs propositions et leurs projets constamment bafoués par la réalité sociale des populations misérables et miséreuses qui envahissent les espaces mal protégés des villes et de leur périphérie. On peut seulement noter que ce phénomène, qui dure depuis plus de quarante ans maintenant, s'exprime presque toujours en des espaces commandés par une ville déjà existante. Ce n'est pas là une crise urbaine, n'en déplaie à une multitude d'experts, c'est une donnée socio-politique permanente qui ne réclame pas des solutions d'urgence mais de civilisation, recherchées en une approche sereine et objective. La seule urgence qu'il y ait, c'est de respecter ces néo-citadins, de les rencontrer et de les faire dialoguer avec ceux qui sont en charge de la gestion des espaces urbains nouveaux qu'ils ont créés en les colonisant.

Pour mener une telle entreprise encore faut-il savoir de qui et de quoi on parle. Or, il nous semble que les experts et les chercheurs qui s'expriment, si abondamment, en d'honnêtes analyses et par des rapports en conséquence, utilisent une série de termes porteurs de sens qu'ils croient prédéterminés, donc évidents, et dont, pour cela, ils ne mesurent pas vraiment la portée. Car il ne s'agit pas seulement d'accompagner la production de la ville, de l'encadrer ou de la réglementer. Et si « l'objectif prioritaire (devait) être d'induire une dynamique en prenant appui sur les forces existantes, en particulier sur les instances locales élues ou les mouvements associatifs, en identifiant de nouvelles pratiques, de nouveaux acteurs, susceptibles d'être porteurs de changements structurels », comme l'exprime bien A. Durand-Lasserve³, la première urgence ne serait-elle pas que ces nouveaux acteurs et ceux qui les conseillent commencent par se comprendre ? Nous avons trop eu affaire avec des responsables de la gestion urbaine, en Afrique notamment,

mais aussi en d'autres parties du monde, pour croire que cette question préalable soit superflue.

N'est-ce pas le ministre de l'urbanisme du Zaïre qui, après que les assistants techniques que nous étions, l'aient informé, demandait à l'actuel responsable de la planification urbaine de ce grand pays de rester un moment, lui disant simplement : «Maintenant tu vas m'expliquer ce que les *Mindele* (les Blancs) viennent de dire.» Il y avait dans cette réaction un double mal entendu : la ville échappait, en sa complexité et les aspects menaçants de son évolution (menace politique parce que lieu de conscience et donc de turbulence sociales de moins en moins contrôlables); le langage professionnel des *Mindele* s'ancrait en une autre histoire sociale que celle du ministre. Et le ministre de l'urbanisme du Cameroun, lorsqu'on créa son ministère, pria l'un de ses «assistants techniques», un Français qui, au titre de «la coopération», était son conseiller technique, de lui exposer rapidement en quoi consistait l'urbanisme. Ce qu'il sut bien mal lui dire, seule l'expérience au fil des mois lui permit de se faire une religion à ce sujet. La première fois que nous avons proposé à nos étudiants de DEA des définitions de mots couramment employés dans les documents d'urbanisme, nous avons eu la surprise de voir qu'ils en découvriraient le sens, et que cela les passionnait !

Il est donc nécessaire d'organiser la réflexion sur les termes descriptifs de la question urbaine afin de les correctement conceptualiser, d'en construire des images chaque fois spécifiques mais néanmoins globalisantes, d'ancrer leur réalité dans les schémas de pensées qui président à la maîtrise de l'urbanisation. Il importe, en effet, qu'ils soient acceptés, ou récusés en démontrant que d'autres leur sont préférables. Car, pour tous les urbanistes, et d'abord pour les planificateurs, généralement experts et premiers acteurs de l'urbanisation puisqu'ils ont la charge de la mettre en forme et, souvent, de la gérer, ceci est une exigence. Insérés dans un milieu, imprégnés d'une culture, ils sont nécessairement les produits d'une histoire. C'est pourquoi, pour eux, la ville correspond à des concepts et des images, générateurs de schémas, qui doivent être précisés, singulièrement en référence à des modèles de ville, ou de fragments de ville, dont, nécessairement, ils s'inspirent, modèles où l'architecture et l'*architexture* (mode de composition urbaine) ont des fonctions qui doivent être, elles aussi, mises en évidence.

Une telle démarche amène à observer l'objet ville et son fonctionnement à travers les forces sociales qu'ils mettent en œuvre et en considérant les acteurs qui participent à cette mise en œuvre. Ceux-ci et celles-là doivent être, dès lors, attentivement étudiés lors de l'analyse des processus d'urbanisation dont ils imposent l'action.

L'histoire permet de connaître chaque ville pour elle-même, en elle-même, mais n'en offre jamais que des images préjugées et surdéterminées. Bref, la ville ne se montre, son fonctionnement ne s'ordonne, son usage ne s'acquiert, que selon les regards (c'est-à-dire la sensibilité culturelle) que l'on porte sur elle à chaque instant, que chacun et tous portent sur elle au fil des jours. Si bien qu'exercer un pouvoir sur une ville signifie d'abord prétendre l'appréhender, donc la décrire, selon des choix que l'on estime justifiés par l'action qu'on envisage de mener, ou justi-

fiant d'envisager une action qu'il reste alors à définir et à évaluer. La démarche sémiotique paraît ainsi une nécessité, bien que celle-ci ne soit évidente ni pour les responsables politiques du fonctionnement et du devenir des espaces urbanisés, ni pour ceux qu'ils chargent de mettre en œuvre les équipements, l'organisation spatiale et les règlements indispensables à la conduite de leur gestion. En cette occurrence, on suit volontiers A.J. Greimas⁴ lorsqu'il note que la ville agit «comme un référent imaginaire global» dont les marques sont des sortes de transpositions «méta-sémiotiques». Ce qui implique qu'à travers les signes qu'elle projette et les signaux qu'elle émet, l'on sache analyser et clairement identifier en sa diversité et sa complexité la ville, quelle qu'elle soit, regardée comme un phénomène social total non réductible à ses composants, qu'on ne peut pour autant ignorer, ou seulement négliger, ce que dit également M. Foucault (cf. le préambule). En proposer des lectures très actuelles pour en déterminer le devenir est une entreprise souhaitable. Car, pour la comprendre, la saisir et la maîtriser, le planificateur, avec (ou sans) dialogue informé avec les citoyens prenant en compte les forces qui la façonnent, doit savoir la lire, c'est-à-dire savoir susciter des manières de la voir révélatrices de ce qui est caché. En d'autres termes, il doit être capable de choisir les lectures adéquates pour avoir un pouvoir dialectique sur un espace qui, selon ce choix, sera déterminé. Alors, il apparaîtra comme un ensemble de signifiants porteurs d'autant de significations qu'il y aura de clefs utilisées⁵.

Cela suppose que l'on sache en définitive ce qu'est *la ville*? Or, peut-on seulement en donner une définition satisfaisante? D'aucuns le croient, mais en vérité, si bien des points sont communs à plusieurs villes, voire à toutes les villes, il est très difficile d'en dépasser les descriptions, qu'elles soient explicatives ou seulement énumératives car, relevant d'états et de faits, ces entités ne sont pas des concepts. Aussi, sachant que nul lorsqu'il est en ville ignore qu'il s'y trouve, il semble qu'il serait sage d'en rester à ce constat. Cependant, malgré l'impossibilité d'aboutir à une définition vraiment satisfaisante, on a tout de même entrepris cette démarche dans la suite de cette réflexion.

Autre question : peut-on qualifier les villes et les classer au vu seulement de leur paysage et de leur morphologie? A n'en pas douter. Il existe en chaque culture un ou des référents qui fonctionnent comme des images-villes, jouant un rôle dans la problématique de la construction politique et du développement socio-économique urbains. Mais la question de leur classification n'est pas ici vraiment pertinente, car lorsqu'il s'agit de gérer les villes chacune d'elles doit être considérée dans sa spécificité.

On peut aussi s'interroger sur bien d'autres points, notamment sur ces gens qui peuplent les villes et sur les motivations qui les font agir.

Ces interrogations — et d'autres qui viendront au fil de l'exposé —, quoique pas nouvelles, restent ouvertes. On se contentera, par un exposé portant sur quelques exemples pratiques, de fournir des éléments pour y répondre.

LE PLANIFICATEUR, ENTRE L'ENCLUME ET LE MARTEAU

Les plans directeurs ou les schémas directeurs furent, pour toute une génération de décideurs, un préalable à toute action conséquente d'urbanisme. Ce qui ne signifie nullement le passage systématiquement assuré à une réalisation scrupuleuse ou même approchée de ces plans et schémas. On en trouve l'exemple permanent dans les pays sous-équipés et pauvres où il y a bien des explications à cette assez courante contradiction.

Il faut s'attarder sur cette situation qui se fonde fréquemment sur l'urgence, généralement accouplée à une absence de partenaires appropriés, du fait de circonstances que l'on peut considérer comme passagères mais qui durent souvent depuis, déjà, plus d'une génération, probablement par suite d'une malencontreuse conjoncture, d'une fâcheuse incompréhension ou d'une démission inavouée, car inavouable, des gestionnaires politiquement responsables. Il y a, selon les moments, plus ou moins de ces trois raisons. Il semble aussi que le discours ne fait pas toujours passer le message. Or, la réussite ou l'échec d'un projet d'urbanisme dépend tout autant d'une adhésion culturelle à celui-ci, que de la conjoncture et de la qualité des prestations programmées. Une urbanisation réussie est en effet le résultat d'un mode de vie progressivement découvert et intériorisé par une génération, puis clairement transmis à la génération suivante qui l'accepte comme une dimension patrimoniale de sa pratique sociale. Ce qui ne préjuge pas de la façon dont on aide à cette prise de conscience consensuelle : éducation, persuasion, manipulation. Cette situation projette les urbanistes-aménageurs au premier plan, où ils sont laissés à leurs convictions qu'ils ne peuvent guère faire valoir et à leurs techniques dont ils savent les insuffisances. En outre, mis en position (arbitrairement ou délibérément?) de quasi détenteurs du savoir et du convenable, mais plus pragmatiques que philosophes, ces urbanistes savent mieux dessiner un projet, en calculer les caractéristiques et les coûts, en planifier la mise en œuvre, qu'enseigner les bénéficiaires, en un langage imagé et néanmoins rigoureusement maîtrisé pour les convaincre de l'intérêt qu'ils ont à l'accepter. Ces planificateurs sont généralement, pour cela, d'étonnants semeurs d'incompréhension, usant dans l'inattention de mots détournés de leur sens strict et de leur histoire, ce qui fait flotter leurs connotations parfois jusqu'au non-sens. Ils sont fortement soutenus, en leurs actions, par les agents publics représentants institutionnels de l'exécutif. Mais ceux-ci, eux aussi, ne se soucient que des buts visés, sans se rendre compte que le travail sémantique ayant été particulièrement ignoré, tout le bien-fondé de leur prise de conscience (récente) et des actions qu'ils veulent promouvoir va finalement buter sur le flou de formulations d'intentions, engravant de ce fait leur portée sociale. À assez brève échéance, cet enlisement est cause d'échec, car ni les responsables politiques, ni les supposés bénéficiaires, ceux que l'on nomme *les intéressés* mais que l'on ne parvient pas à intéresser, ne comprennent vraiment la dimension culturelle des opérations programmées.

Cette façon de faire s'est fortement développée depuis les années soixante, elle a été évoquée par des gens de terrain dès la fin des années soixante-dix⁶, mais ce n'est qu'en 1992 — attitude toute récente qui vaut d'être notée — qu'est enfin ac-

quise à l'échelon des recommandations faites aux décideurs, la conviction qu'il faut accompagner la production de la ville, ou de toute autre opération de développement dans le tiers monde. On peut lire dans les rapports des urbanistes :

«Enfin, ingénieurs, urbanistes et politiques n'ont plus aujourd'hui l'illusion de créer seuls la ville; ils reviennent à une version pragmatique et réaliste d'accompagnateurs d'un changement urbain sur lequel ils ont finalement un impact certain mais restant partiel.

D'une conception rigide de la politique de la ville (concevoir, structurer, assainir, équiper), on passe à une conception souple d'accompagnement, d'ajustement, d'adaptation, de participation et de responsabilisation de l'ensemble des acteurs de la ville. La dimension programmatique évolue : il s'agit davantage maintenant d'élaborer des schémas d'orientation adaptés et évolutifs proposant les grands objectifs et les instruments de gestion simples, que des programmes d'aménagements exhaustifs. La conception même des projets urbains se transforme rapidement et s'attache maintenant à appuyer des dynamiques locales existantes susceptibles de formuler un projet, leur projet, au lieu d'établir une répartition des investissements en fonction de critères quantitatifs basés sur les besoins⁷.» On voit alors accepter par les pouvoirs publics du Nord ou du Sud la démarche suggérée.

Tout cela est-il compris non dans les intentions (on pense que ça l'est) mais dans la signification productrice de modifications d'usages et de comportements que tout projet véhicule? Car ce n'est pas parce qu'une telle démarche est enfin reconnue comme opératoire, et peut-être même comme la plus acceptable qu'on puisse envisager dans la conjoncture présente, qu'elle est devenue opérationnelle et qu'on ne doit pas réfléchir à la façon non pas seulement de l'utiliser, mais encore d'éduquer les esprits pour que, d'une manière raisonnable, elle soit suivie par conviction et pour que ses capacités prospectives soient développées, inscrivant ainsi la continuité de leurs effets dans la durée. C'est pourquoi il est nécessaire d'organiser la réflexion que l'on peut mener sur la question urbaine afin d'en ancrer le déroulement dans les schémas de pensées qui président à la maîtrise de l'urbanisation, soit en les acceptant, soit en les récusant et en démontrant que d'autres leur sont préférables.

Quoi qu'il en soit, pour le présent, l'habitude demeure vive de faire reposer sur le planificateur non seulement les propositions, mais aussi les choix alors qu'ils appartiennent au politique. Et le fait est bien plus général qu'il n'y paraît, puisque le «rapport Minc» exécute à ce sujet une pirouette magistrale : «La Commission a également laissé de côté la question de l'urbanisme et de la ville pour trois raisons, par absence de compétence spécifique de ses membres sur ces sujets; à cause de la conviction qu'il s'agit d'un enjeu débordant largement l'horizon 2000 et que seules les premières inflexions pourraient être apportées dans les années à venir; de façon délibérée, enfin, pour ne pas accéder à une tentation, souvent répandue, de chercher dans le mythe d'un urbanisme réussi le substitut à ce qui relève d'une lutte contre le chômage autrement plus exigeante pour les intérêts acquis. Elle est néanmoins convaincue que la question urbaine deviendra vitale pour nos démocraties dans les années à venir⁸.» De la part d'une Commission qui avait tous les

moyens et tout le poids du gouvernement français pour consulter les spécialistes, une telle dialectique n'est-elle pas admirable ! À moins qu'il ne faille voir dans l'« absence de compétence spécifique de ses membres » la reconnaissance, par défaut, de l'impérieuse nécessité de savoir user d'une langue dont toute la portée conceptuelle doit être clairement comprise.

En attendant, le planificateur, bouc émissaire d'autant plus rêvé en cas de complication qu'il n'est pas qualifié pour décider, en une situation d'urgence, d'actions qui lui ont été imposées par l'absence d'autres responsables que lui, sait bien qu'une telle démarche amène à considérer l'objet *ville* et son fonctionnement à travers les forces sociales qu'ils mettent en œuvre, et en tenant le plus grand compte des acteurs qui participent à cette mise en œuvre. Ceux-ci et celles-là doivent être, dès lors, attentivement considérés au cours d'analyses des processus d'urbanisation dont ils imposent l'action. Or, si ces processus peuvent être saisis de multiples manières, à notre sens, ce sont celles qui prêtent le moins à caution qui doivent être surtout observées. C'est pourquoi le planificateur s'évertue à considérer d'abord ce qui, visible, est indiscutablement établi comme l'expression des réalités sociales et urbanistiques qui modèlent l'urbanisation et en perpétuent, en les modifiant éventuellement, les éléments fonctionnalistes et moteurs. Mais encore faut-il qu'il ait mission d'assurer l'apprentissage des futurs usagers de son projet. Or, ce n'est pas le cas. Son rôle est d'explicitier auprès des gestionnaires de la ville qui devraient être les véritables décideurs des projets proposés, leur signification, leur portée culturelle et existentielle. Ce rôle, il le tient, mais plus avec ses esquisses, ses plans, ses graphes et ses tableaux qu'avec un exposé directionnel et spéculatif, car ce n'est pas là son art⁹. Aussi, en accompagnement du projet d'urbanisme, n'a-t-on que le flou d'une description impressionniste là où l'on devrait attendre dans l'exposé l'exacte froideur d'une rigueur sémantique. Les décideurs, paresse ou ignorance, ne mettent généralement pas en doute la qualité et la clarté présumée de ce qui est ainsi présenté. Naturellement, ce flou rend floue toute dimension culturelle, et par suite sociétale, du projet.

Bref, lorsque le planificateur devient décideur par incompétence ou défaillance des politiques, il n'y a plus le filtre nécessaire que l'on attend du politique, demandeur initial qui ne sait que se cantonner dans une incertitude source de décision non critique, conforme à la vision du planificateur dont le rôle n'est, en principe, que de proposer. Dès lors, il y a risques d'échec ou de détournement de projet. Si l'on veut éviter cela, il devient évident qu'il faut que la langue que l'on utilise soit le premier outil conceptuel et que cette langue soit comprise. Ce qui, dans le cas qui nous intéresse ici, veut dire que soit abandonné le jeu actuel des mots interchangeables et des approximations sources de mauvaise compréhension que cette situation linguistique entretient.

BIBLIOGRAPHIE

- Christian de Brie, *La religion de la banque mondiale*, in *Le Monde diplomatique* d'avril 1995.
- Luc Cambrézy, René de Maximy, éditeurs, *La cartographie en débat, représenter ou convaincre*, 198 pages, Karthala-Orstom, collection «Hommes et sociétés», Paris, septembre 1995.
- Alain Durand-Lasserve (sous la direction d'), *L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, éditions de l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 1986.
- Agence E4 International, *Développement local urbain*, Paris, juin 1992, Ministère de la coopération et du développement, coll. Projet de quartier.
- Henry Godard, René de Maximy, *Indicateurs d'urbanisation, de quelques indicateurs et de quelques villes des régions intertropicales*, en cours de rédaction.
- A.J. Greimas, *Sémiologie et sciences sociales*, Le Seuil éditeur, Paris, 1976, 224 pages.
- René de Maximy, *Kinshasa ville en suspens, dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique*, Éditions de l'Orstom, coll. Travaux et documents, Paris, 1984, 476 pages plus 120 pages d'annexes microfilmées.
- Alain Minc, *La France de l'an 2000, rapport au premier ministre de la commission dirigée par A. Minc*, Commissariat au plan, éditions Odile Jacob, 322 pages, la Documentation française, Paris, 1994.

NOTES

- ¹ Philosophe, cette appellation reviendra quelque fois dans cet ouvrage, ici son sens est celui, classique, qui a cours depuis Platon, et qui s'est maintenu jusqu'à la Révolution. Le philosophe était celui qui réfléchissait sur l'homme et toutes les influences qu'il exerçait sur son environnement. Cette acception a vieilli, cependant c'est dans ce sens que nous l'utiliserons chaque fois.
- ² Christian de Brie, *La religion de la Banque mondiale*, in *Le Monde diplomatique* d'avril 1995, page 35.
- ³ Alain Durand-Lasserve (sous la direction d'), *L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, éditions de l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 1986; citation p. 169.
- ⁴ A.J. Greimas, *Sémiologie et sciences sociales*, Le Seuil éditeur, Paris, 1976, 224 pages. Citation p. 155.
- ⁵ Henry Godard, René de Maximy, *Indicateurs d'urbanisation*, de quelques indicateurs et de quelques villes des régions intertropicales, ouvrage en préparation.
- ⁶ René de Maximy, *Kinshasa, ville en suspens*, dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique, éditions de l'Orstom, coll. Travaux et documents, Paris, 1984, 476 pages plus 120 pages d'annexes microfilmées. Voici ce qu'on peut lire en page 6 : «Pourquoi les plans ne sont-ils pas suivis d'effets alors que les pressions socio-politiques et démographiques sont si fortes et que la bonne volonté des techniciens de l'urbanisme ne peut être mise en doute, pas plus que leur qualification. Ne serait-ce pas qu'on aurait omis d'étudier certaines dimensions culturelles ou politiques dont l'importance avait échappé?» Ce texte a été écrit en 1980 et publié en 1984. Cependant, son contenu fut l'objet de rapports plus anciens qui, comme souvent, ne furent pas lus par ceux à qui ils étaient adressés. Qui dira jamais le gâchis de compétence, en France en tout cas, qui entraîne la sclérose administrative et est signe d'incompétence. Il est vrai qu'en période de restriction budgétaire, on sacrifie toujours la recherche et les chercheurs au profit de l'administration centrale et des administratifs en charge de permettre aux chercheurs de travailler et à la recherche de progresser!...»
- ⁷ Agence E4 International, *Développement local urbain*, Paris, juin 1992, Ministère de la coopération et du développement, coll. Projet de quartier. Le principe d'accompagnement était déjà préconisé en 1980 par François Amiot, économiste de la BIRD, dans un rapport remis alors au Ministre de l'Urbanisme du Cameroun...
- ⁸ Alain Minc, *La France de l'an 2000*, Rapport au premier ministre de la Commission dirigée par A. Minc, Commissariat au plan, éditions Odile Jacob, 322 p., la Documentation française, Paris, 1994. Citation page 80.
- ⁹ Luc Cambrézy, René de Maximy, éditeurs, *La cartographie en débat, représenter ou convaincre*, 198 pages, éditions Karthala-Orstom, collection «Hommes et sociétés», Paris, septembre 1995.

Chapitre 2

PEUT-ON DÉFINIR LA VILLE?¹

ET D'ABORD, QU'EST-CE QU'UNE VILLE?

Justement qu'est-ce que c'est, une ville? «La réponse est moins simple qu'il ne paraît. Suffit-il de se référer à deux critères, l'un démographique, l'autre économique. On le fait encore communément... dans nos manières de juger, cette double définition s'est solidement installée»². En fait, les urbanistes actuels, qu'ils soient architectes, juristes, économistes, ingénieurs ou géographes, n'en sont pas plus restés aux deux critères cités que G. Duby lui-même. En réaction à la définition administrative fondée sur la démographie et l'économie, qui régit encore le classement statistique diffusé par les recensements officiels, ou, plus exactement, en réaction à l'idée commune que les écrits administratifs usuels confortent, les chercheurs, les universitaires, les praticiens de l'urbanisme et de la gestion urbaine ont fortement réagi. Ainsi, dans «Penser la ville»³, P. Ansay et R. Schoonbrodt font appel à 55 auteurs et à 300 pages de citations qui tendent toutes à caractériser ce que pourrait être le concept ville (s'il existe!) ou à décrire toutes les facettes et tous les aspects que des philosophes peuvent envisager pour singulariser ce qu'ils estiment être la spécificité de la ville.

Mais, «penser la ville, c'est difficile à plusieurs titres. Difficile parce qu'il a toujours été en vérité impossible de penser l'essence générale de la ville, c'est-à-dire ce qui en elle devrait se réduire à quelque être-présent de son existence, à quelque représentation ou quelque présentabilité actuelle (une ville est une mémoire et une promesse qui ne se confondent jamais avec la totalité de ce qui est présentement visible, présentable, construit, habitable) et, ce qui ne s'y résume ou subsume jamais, la singulière essence de chaque ville.»⁴ On remarquera, dès à présent, mais sans s'y arrêter encore, que J. Derrida personnalise la ville et, donc, va plus loin que tout pour inclure dans le concept ville une dimension humaniste qui, de toute façon, doit lui être donnée. Mais on constatera aussi que, malgré l'affirmation que la ville est une mémoire et une promesse, Derrida exprime surtout à quoi elle ne peut se réduire : «il a été impossible», «ne se confondent jamais», «qui ne s'y résume ou subsume jamais»... En cela, il rejoint l'ensemble des philosophes, des chercheurs ou des praticiens qui ont tenté une telle formulation : ou bien ils n'ont

fourni que des définitions approchées et réglementaires, ou bien ils ont surtout précisé ce que n'était pas, ne pouvait être seulement la ville. Leur tentative fut toujours restrictive, ce qui incite à penser que la ville n'est guère réductible à un concept simple, à une expression élémentaire, et même, davantage, que la ville est ce qui reste lorsqu'on a éliminé ce qu'elle n'est sûrement pas, ou ce qu'elle n'est pas seulement. Bref, il semble illusoire de définir la ville. Alors, dans ce cas, pourquoi, encore une fois, se mettre en cette entreprise ?

Tout cela impose la modestie. Et pourtant, si nous ne pouvons pas, nous non plus, définir vraiment ce qu'est ce fait de société, que nous croyons non réductible à un mot-clef porteur de toutes les images et tous les flamboiements, de toutes les obscurités aussi, nous pouvons malgré tout, à notre tour, proposer de réfléchir sur les présupposés que connote le mot ville; poursuivre en empruntant les voies tracées par quelques auteurs reconnus; enfin, considérer s'il est fondé, ou non, de parler de la ville en tant que paradigme de portée universelle, ou même, plus discrètement, de ville à caractère régional et continental spécifique : ville africaine, ville européenne, ville nord-américaine, ville sud-américaine ou ville asiatique.

Mais avant tout, peut-être faut-il clarifier les choses. En effet, c'est selon que :

- on s'attardera à une définition classificatoire simple de la ville, 2.000 ou 5.000 personnes vivant agglomérées par exemple;
- on s'imposera de considérer l'aspect phénoménal de l'objet ville, pour en tester la potentialité opérationnelle;
- au-delà de l'observation d'un agrégat de constructions aux structures imbriquées et ordonnées secrété par un groupe social pour assurer les éléments qu'il juge nécessaires à son cadre de vie, on argumentera pour discerner ce que l'énoncé *ville* inclut de sociabilité et donc de politique;
- qu'on envisagera la gestion de l'espace urbain, tant dans son aire aménagée, et donc physique, que dans son aire culturelle, et donc métaphysique, ou encore dans son insertion éco-géographique et donc économique.

Entre le simplisme statistique, commode, et le bouillonnement des idées avancées, des propos tenus et des jugements portés par nos contemporains, mais déjà depuis Platon et Aristote, sur ce qu'est et devrait être la ville, il doit y avoir place pour un cheminement praticable.

Il fut un temps sans états d'âme à ce sujet. La ville alors avait une signification politique et juridique qui, nécessairement, imposait une formulation administrative. Ce temps est passé, depuis des auteurs venant de toutes les disciplines et de toutes les paroisses ont tenté d'éclairer la diversité de ce phénomène à complexité croissante. Il en est résulté ouvrages didactiques et essais. Mille bons auteurs, mille bonnes intentions, pour qui veut se faire une idée simple mille labyrinthes à parcourir, aucun cheminement suffisant pour satisfaire pleinement les exigences d'une taxinomie simple, faut-il s'en réjouir ou s'en méfier? La seule unanimité se fait sur l'observation que les villes d'aujourd'hui, ou même d'autrefois vues par ceux d'aujourd'hui, se distinguent des autres groupements construits et habités en ce qu'elles grouillent de monde, d'activités, de mouvements et dans cette efferves-

cence et cette diversité elles fonctionnent... Chacun, d'ailleurs, y retenant et en prenant ce qu'il veut.

Boileau voyait les embarras de Paris :

= «En quelque endroit que j'aïlle il faut fendre la presse
D'un peuple d'importuns qui fourmillent sans cesse.

...

Là d'un enterrement la suprême ordonnance
D'un pas lugubre et lent vers l'église s'avance,
Et plus loin des laquais l'un l'autre s'agaçant
Font aboyer les chiens et jurer les passants.»

Nos contemporains les expliquent. Ils vous exposeront pourquoi on enterre les morts avec un rituel de grandeur, et pourquoi, aussi, les laquais s'agacent; et encore ils vous diront l'impact de la rue, espace vécu, sur le mental des acteurs urbains, et le stress qui en résulte : agoraphobie révélée par des indicateurs bien ciblés...

LA VILLE : POINT D'ÉQUILIBRE D'UNE GÉOMÉTRIE SOCIALE

En un premier temps, le mieux est de se laisser prendre au piège des mots et des expressions : «Je vais en ville». Information banale, phrase usuelle? Voire! Il y a dans ces quatre mots l'expression d'une histoire et d'une réalité profondément intériorisées qui démentent la limpidité du propos. La preuve en est que très souvent la personne qui révèle ainsi son projet est déjà en ville, y demeure même.

En ville. C'est donc, dans la pensée de chacun, un lieu ouvert et bien délimité, mais situé hors de son chez-soi. Ce lieu est emplacement, espace humanisé, point d'équilibre d'une géométrie sociale. C'est là, mais non formulée en ces termes, une notion acceptée de longue date et explicitée il n'y a guère. Cependant, nous voudrions nous y attarder.

Point d'équilibre : Ce qui signifie que les forces convergent en ce point, s'y affrontent, s'y neutralisent et s'y combinent à la recherche d'une nécessaire stabilité. Mais leurs actions s'y exercent sans cesse. À chaque instant, cet équilibre peut être détruit, entraînant un changement d'état qui aboutit à un nouvel équilibre, une nouvelle harmonie. Rien n'y est définitif. Il n'y a pas de stabilité permanente, mais il y a une permanence assurée. «La catastrophe pour un plan de ville, c'est de vouloir résoudre tous les problèmes exhaustivement dans le temps d'une génération et de ne pas donner le temps et l'espace aux générations futures, de ne pas le leur léguer...»⁴

Point d'équilibre d'une géométrie. Le terme est descriptif autant que le grec l'autorise : la terre y est mesurée. La mesure des choses, œuvre de l'homme. Ceci implique un ordre, un ordonnancement et une composition. Retenons cette exigence et cette nécessité. Ainsi, on en vient à un espace projeté, puis construit, ordonné, harmonisé et, par suite d'actions issues de forces antagonistes ou concomitantes, susceptible de changements impliquant nouvel ordre et ordonnance nouvelle.

Le qualificatif « sociale » exprime la finalité du lieu. Le syntagme énoncé, *point d'équilibre d'une géométrie sociale*, affirme que l'influence de la société s'applique d'abord à la géométrie qu'elle détermine, et ce par un équilibre maintenu en un point défini.

Cette définition est néanmoins insuffisante, même pour définir les premières bourgades, quoique la géométrie soit le fait d'une intention et d'une action concertées. En effet, un camp, une forteresse sont des lieux sociaux parfaitement mesurés, découpés, attribués et d'un équilibre assuré puisque les forces convergent pour ancrer cet équilibre : ce ne sont pas des villes, ni même des bourgs. Il faut donc aller plus avant, par des cheminements plus diversifiés. La réflexion déjà conduite par quelques grands anciens devrait aider à progresser.

LES GRANDS ANCIENS

Pour n'en rester qu'au XX^e siècle, nous retiendrons P. Lavedan, L. Mumford et H. Lefebvre. Ce n'est pas un choix innocent. Quoiqu'en quelque sorte ils datent, tant les idées fluctuent rapidement désormais, ces auteurs nous servent par l'axiomatique de leur démarche. Ils sont connus cependant et demeurent reconnus, car le sérieux de leur réflexion reste admis.

Pierre Lavedan⁵ fonde son exposé historique et classificatoire sur l'espace construit, témoignage de l'art des civilisations issues du Proche-Orient et de la Méditerranée. C'est sur le plan, la géométrie des villes disparues, puis la composition urbaine des villes qui se sont construites et stratifiées dans la durée et par l'histoire, qu'il développe ses analyses; et, à partir d'elles, il élabore ses classifications. Les éléments qu'il propose, non contenus dans la formule que nous énoncions précédemment, sont, d'abord, la ville dans toutes ses dimensions physiques, son morphème; ensuite, la population agglomérée en cette aire occupée par le morphème urbain et, aussi, quelque peu, les activités qu'elle pratique; enfin, sorte de sémantème, une dimension symbolique délimitée par des signaux et des signes.

Pour qu'il y ait ville, il faut donc bien un lieu, que ce lieu soit mesuré et ordonné (composition), que les structures qui le caractérisent et le déterminent soient en équilibre mais susceptibles de se modifier (forces), ce qui aboutit au morphème urbain. Il faut aussi, et c'est l'un des facteurs sociaux à considérer, que ce lieu soit équipé et utilisé par une population qui l'occupe en permanence (habiter) et s'y occupe (se déplacer, travailler, se divertir). Il faut encore que ce lieu ait une forte signification sociale. Lavedan admet, sans en formuler la problématique, que les urbains, les citadins ou bourgeois, selon la fonction (signalée, mais non vraiment analysée) de la ville considérée, ont des occupations, exercent des activités caractérisées qu'on peut, tautologiquement, appeler urbaines ou citadines.

Il faut revenir, en incise, sur les qualificatifs de citadin et de bourgeois. Ces termes tendent à se confondre dans les textes anciens. Ce n'est qu'au XIX^e siècle, en son milieu, que le bourgeois est devenu grand ou petit et a commencé une carrière

idéologique, classificatrice, de rejet ou de médiocrité, au gré de la prolifération de l'espèce... Au départ, la nuance est d'ordre juridique, mais le flou terminologique entre cité, ville et bourg n'est pas récent. J.Cl. Perrot⁶ note « la difficulté jamais résolue d'adapter le bourg, population groupée dans une seigneurie et dotée progressivement de franchises, à une administration fondée surtout depuis la fin du Moyen Age sur la base paroissiale ». Et il s'interroge : « Les villes ne seraient-elles pas simplement des bourgs ou des réunions de bourgs? », ce qui rejoint la définition grecque initiale de la *polis*. Il constate aussi que l'on passe, pour les bourgs, des « privilèges commerciaux et fonciers » aux « institutions municipales », qui aboutissent aux communes. C'est donc, en ce cas, le statut juridique du sol, et par conséquent des propriétaires ou des usufruitiers de ce sol, et la facture institutionnelle des activités, et par conséquent de la manière de les exercer, qui priment. D'ailleurs, le droit de cité a des fondements probablement aussi anciens que les fondations de la première ville, et, en Suisse, on est toujours bourgeois d'une ville qui doit obligatoirement le vivre et le couvert à ceux d'entre eux qui viendraient à tomber dans une misère absolue⁷. Le statut juridique de la ville, en toute région où il s'en trouvait, s'est maintenu.

Cependant, la fonction urbaine comme les activités des citadins paraissent aller de soi pour Lavedan et ne pas être assez significatives pour qu'on s'y attarde : le morphème prime sur les forces d'équilibre, notamment sur les acteurs et les stratégies, c'est-à-dire sur le politique. Pourtant, l'animation de Mytilène au temps de Sapho⁸, l'Athènes de Périclès, l'effervescence d'Alexandrie ou le rôle du forum dans les villes romaines de l'Empire auraient dû l'inciter à en tenir compte. C'est que, probablement, pour un humaniste pétri de culture gréco-latine, tout allait de soi. En vérité, si Lavedan avait eu un souci opératoire, ou même seulement explicatif, et non pas seulement descriptif, il serait probablement allé plus avant dans son approche sociologique et aurait introduit en sa réflexion l'exposé de certaines fonctions urbaines notoires ou, au moins, les aurait clairement mises en évidence. Mais, en 1926, ce n'était pas la mode...

Lewis Mumford⁹ a eu ce souci classificatoire. Tout au long de la lecture de son ouvrage, on sent que l'habitat est signifiant et que les citadins ont devoirs, rôles et fonctions. Il lie la composition urbaine aux affrontements et compromissions que suscitent les classes sociales qui se côtoient dans la ville. Ainsi, pour lui, et par nécessité, l'espace urbain est socialement hiérarchisé. S'il ne le dit pas aussi formellement, cette notion lui est évidente. Ce qui lui permet d'analyser Amsterdam ou Londres et de constater que l'espace n'est pas mesuré à la même aune s'il s'agit d'un bourgeois flamand ou de la City, ou bien d'un ouvrier. D'ailleurs, d'entrée de réflexion, dès le premier chapitre, L. Mumford humanise au maximum la ville, la considère comme un acte de société. Elle est espace social, contenant bien cerné, nettement délimité, et, en outre, espace très peuplé, surdéterminé, pluri-utilitaire et plurifonctionnel. C'est une notion économique qui sera aussi, dans l'esprit de F. Braudel lorsqu'il liera l'existence de Venise, Amsterdam ou Londres à celle d'économie-monde ayant eu chacune à son tour son temps hégémonique¹⁰.

Avec L. Mumford, on progresse donc dans la formulation conceptuelle de la ville. Cependant, on peut regretter qu'il ait omis de parler des villes des régions tropica-

les, notamment de celles que l'on peut rencontrer sur les côtes africaines ou en Arabie, bien que la Mésopotamie d'où vinrent certains des colonisateurs des rives indiennes d'Afrique, et cela avant même l'engouement islamite pour elles, soit le berceau de l'urbanisation.

Avec Henri Lefebvre¹¹ (et, avec lui, bien d'autres, dont P. George¹², F. Choay¹³, R. Ledrut¹⁴, M. Castels¹⁵, etc.) s'affirme la dimension politique de la ville, ce qui impose que les dimensions culturelles, sociologiques, idéologiques soient prises en compte afin de ne pas mélanger «inconsidérément les formes, les fonctions, les sentiments»¹⁶. Un vocabulaire nouveau, empruntant à tous les langages : philosophique, guerrier, linguistique, voire religieux, se développe jusqu'à l'inflation. Ainsi, en même temps que leur émergence dans le discours sur la ville, apparaissent et s'imposent l'exercice (guerrier) didactique (scolaire, religieux) et stratégique (guerrier) des pouvoirs (politique) et des acteurs (linguistique, philosophique), la formulation des problématiques (philosophique), les droits d'usage (juridique) des acteurs et le rôle des actants (linguistique). On connaît cela, les journaux en sont pleins et les revues, spécialisées ou non, s'en nourrissent...

LA VILLE : ESPACE MULTIFONCTIONNEL

En cet instant, il convient de faire le point. Ainsi, la ville, lieu autant qu'apparence, est un espace privilégié de jeux de rôle. Mais ce n'est pas un lieu quelconque : il est limité, géométré, composé, animé par une multitude d'acteurs, revendiqué. Il est l'objet d'enjeux, de stratégies, de luttes, d'expérience des pouvoirs. Ces caractéristiques peuvent également convenir pour définir un territoire fertile, ou dont les tréfonds recèlent des richesses minérales considérables, et qui serait à conquérir.

C'est pourquoi nous pensons que, pour accepter de parler de ville en suivant la terminologie contemporaine, il faut nécessairement qu'une forte population, une capacité d'investissement, une multitude et une diversité d'activités et de pratiques génératrices d'un art d'habiter et de vivre soient assemblées en ce lieu mesuré, ordonné, comptabilisé (enregistré dans sa diversité) et revendiqué... Mais il est fort instructif de ne pas en rester là, de reprendre un peu une idée historique, mais non classificatoire, de la ville. A travers l'histoire, elle est d'abord perçue comme un lieu privilégié, suréquipé (en toute relativité), jouissant d'un statut lui reconnaissant une relative autonomie de gestion et dont seuls les citoyens reconnus ont un plein usage coutumier.

Les villes mésopotamiennes, sumériennes, babyloniennes, achéménides, et les villes chinoises à l'autre extrémité de la terre, en témoignent. Ainsi, pendant une très longue période de l'histoire des villes (des millénaires ici, plusieurs siècles ailleurs), seuls les maîtres des pouvoirs et leurs serviteurs, hommes du monarque car au service de la fonction royale, étaient citoyens, possédaient vraiment le droit à la ville. Les artisans, les esclaves avaient leurs quartiers séparés, hors de la première enceinte, celle de la citadelle ou de la cité interdite, mais à l'intérieur de la deuxième enceinte pendant. Ce principe était généralisé. On retrouve encore ac-

tuellement quelque chose de cette distribution, comme une permanence, dans certaines villes sahariennes et subsahariennes, jusqu'en bordure des savanes : villes du Mزاب, Zinder, Kano ou, plus au sud, Rey Bouba... et bien d'autres. Il semble que les villes d'Amérique précolombienne ont aussi témoigné de cette hiérarchie¹⁷...

De même, si les artisans et leurs compagnons étaient acceptés, les marchands restaient cantonnés aux portes des cités : marchés, caravansérails, barrières et, au-delà de celles-ci, les faubourgs (*fors-borc*, hors du bourg). La conquête intégrale de la ville par les commerçants est récente. Elle a été source ou résultat de bien des bouleversements structurels de la société et a coïncidé parfois avec des révolutions fondamentales : arrivée de l'islam et appropriation populaire d'un certain espace urbain dans les villes iraniennes, par exemple¹⁸. Le XX^e siècle européen en liquide les dernières séquelles : classes laborieuses, classes dangereuses, donc peu souhaitées *intra muros*, interdites autant que possible; les militaires y sont toujours mal acceptés : pas de légion à Rome, pas de régiment à Paris... Ils prennent leurs quartiers à l'extérieur du périmètre urbain : Lambèze à une lieue de Timgad, ville du *limes*, ou camp de Satory, hors de Paris!

La multifonctionnalité *intra muros* de la ville ne semble donc pas si ancienne, son poids sur la marche des affaires de la cité n'a pris une importance spécifique que progressivement. Certes, jusqu'au début du XX^e siècle dans les très grandes villes, et jusqu'à nos jours dans les autres, on rencontre des jardins potagers et des vergers, et il y eut autrefois un véritable terroir inclus à l'intérieur de bien des enceintes¹⁹. Mais c'est la permanence des activités de service (fonctionnariat) liées à l'exercice du pouvoir qui caractérise plutôt la ville : pouvoir de la gestion urbaine, du politique, mais aussi pouvoir sur le pays que la ville commande grâce à ces capacités de production, d'accumulation et de distribution des produits de la terre et des produits industriels. Ces services ne se peuvent d'ailleurs pas concevoir sans artisans ni domestiques, puis, avec l'ouverture des villes et la révolution industrielle, sans marchands, enfin sans ouvriers producteurs embrigadés, contrôlés et parqués, tolérés par nécessité et sans droits (suffrage censitaire), autorisés donc et tenus en des quartiers à la stricte hiérarchie (espace géométré). C'est pourquoi on peut affirmer que si un lieu construit et habité n'abritait que des occupants ne relevant que d'une seule catégorie sociale, ce serait un domaine, un camp, une forteresse, etc., pas une ville. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'au siècle dernier les utopistes ne proposaient guère que des sortes de camps, certes fort bien équipés, éminemment collectivistes, mais manquant absolument de ce qui fait une ville : la fantaisie, l'inattendu, l'improvisation longue qui modèlent les quartiers et sans quoi l'imprévu et l'inorganisé de la vie de chacun ne saurait aisément s'exprimer.

LA VILLE : UN DROIT, UN POUVOIR

Le droit de cité et le droit à la ville de chaque catégorie sociale nouvelle n'ont jamais été acceptés sans luttes, affrontements et compromis, ce qui explique la re-

vendication communale et la constitution d'un pouvoir marchand, partagé ou accaparé : les confréries, les guildes, tout le mouvement des villes flamandes et hanséatiques ; ainsi que l'emprise des banquiers (les Lombards notamment) sur les cités dès la première Renaissance européenne. Ce pouvoir de la haute finance est dans la tradition du pouvoir des marchands dont il est issu. Il n'a jamais cessé de s'exercer depuis : à Paris, plus de 80 % des sièges centraux des banques se situent dans un périmètre de 500 mètres de rayon autour de la Bourse ! Et à qui appartiennent les plus hautes tours des grandes capitales modernes ? Aux banques, aux compagnies d'assurances, aux compagnies pétrolières, lieux où se brassent l'argent et les affaires... et beaucoup plus rarement à la municipalité ou à l'État... Naturellement, chaque pouvoir nouvellement installé tente d'assurer l'amalgame avec le pouvoir des citoyens déjà établis (légitimité et pouvoir dus à la présence) et de renforcer l'ostracisme au nom d'une classe ou d'une caste. Cette force latente est toujours active : ouvriers et travailleurs immigrés dans les faubourgs, les banlieues, les cités ouvrières, les coron, les courées dépendantes, les grands ensembles que, bien souvent, on devrait appeler plutôt les grands entassements séparés... Mais aussi difficultés d'accès au logement dans les villes de l'ancienne URSS ou en Chine pour les sans-emploi, priorité accordée aux travailleurs, entendre aux ouvriers, au *faber*. Et, naturellement, dans toutes les conjonctures et sous tous les régimes, les *apparatchiks* apparaissent comme des ayants droit en quelque sorte, des accapareurs. Ils sont établis par les maîtres de la ville, comme au siècle dernier les maîtres établissaient leurs domestiques les plus serviables lorsqu'elles se mariaient : politique clientéliste connue de l'attribution des logements gérés par les municipalités, autant à Paris qu'à Ivry-sur-Seine, par exemple ; jeu des clans et des alliances politiques, ainsi en Algérie, des militants du FLN dont les passe-droit ont favorisé l'apparition et la montée en puissance du FIS, qui les a fortement dénoncés, et de ce qui s'en suivit.

Lors d'une interview, à l'automne 1992, l'abbé Pierre disait, en direct à la télévision, à propos de Français d'origine malienne et sans logis qui protestaient de cette situation à connotations racistes évidentes et de toute manière inacceptable : « La mairie de Paris affirme avec une apparence de bonne foi : chacun doit attendre son tour pour être logé... Leur tour ! Quel tour ? Puisqu'il n'y a pas de tour !... », et on sait que des ministres, maire et maires-adjoints ou conseillers n'étant pas inscrits sur ces listes n'eurent jamais besoin d'attendre leur tour pour avoir accès à des habitations à loyer modérés, mais de qualité patricienne, gérées par un office créé pour des populations ne jouissant que de faibles revenus...

PARIS, REVENDICATION D'UN POUVOIR : BREF ARRÊT SUR IMAGE

Bien que ce soit une ville peut-être trop particulière pour être considérée comme un archétype, prenons Paris au milieu du XVII^e siècle. En 1648 commence une longue aventure, ou plutôt cette aventure, bien plus ancienne, prend une autre tournure et plonge dans l'histoire moderne. En 1648, donc, profitant de l'impopularité grandissante de Mazarin, « l'étranger », le Parlement de Paris revendique l'intégra-

té de ses droits de plus en plus malmenés. La rue, comme on appelait l'opinion publique alors, suit. Ce sont les barricades, puis la Fronde. L'ensemble de la France s'émeut à son tour et certains parlements de province, c'est-à-dire les villes dont elles sont le siège, proclament leur solidarité avec le Parlement de Paris. Paul de Gondi, Cardinal de Retz, note²⁰ : « Il est vrai de plus que l'union des grandes villes, en l'humeur où elles étaient, pouvait avoir de grandes suites. » D'aucuns pensaient même que cette union « pouvait, à la vérité, devenir dangereuse à l'État... » Mais Mazarin, dont le Cardinal de Retz disait : « Il promet tout parce qu'il ne voulut rien tenir », sait temporiser et laisser pourrir une situation qui lui est défavorable. La revendication des parlements est muselée, car si la bourgeoisie tient à ses prérogatives, elle manque encore de conviction et d'un grand projet ; quant à la noblesse, conduite par les princes de Condé et de Conti et ceux de leur maison, totalement arrogante, elle est imbue de ses privilèges et ne voit pas plus loin que le bout de ses cabales et de ses complots. Cependant, l'ensemble des protagonistes s'en souviendront. Ce soulèvement d'un pouvoir urbain face au pouvoir royal — on dit qu'on aime et respecte le roi, qu'on supplie la Reine-mère, régente du Royaume, « d'entrer dans les ouvertures... pour rétablir l'autorité royale », que c'est « le Mazarin » qu'on ne veut plus voir aux affaires, mais il s'agit tout de même du pouvoir royal — ne sera pas oublié. D'un côté, Louis XIV neutralisera la noblesse (qui avait relancé la Fronde en 1650-53) en l'asservissant à la Cour et aux pensions, de l'autre flattera la bourgeoisie des rangs de qui sont issus ses grands commis. Ce système fonctionnera, avec quelques aléas et quelques jacqueries, pendant plus d'un siècle. Cependant, le XVIII^e siècle remue de grandes idées, et les Parlements, représentants de la bourgeoisie essentiellement, renforcent leurs droits. Ainsi, dans l'entreprise, réussie, de Philippe d'Orléans, qui veut être le régent et le sera, pour casser le testament de Louis XIV en faveur du Duc de Maine, son fils légitimé et son héritier, on ne peut ignorer le rôle de premier plan du Parlement de Paris. Mais ce sont surtout les intellectuels libertins (libres penseurs) et les « philosophes », adulés par une bourgeoisie et une noblesse parisiennes éclairées, qui mènent le jeu : Montesquieu, Voltaire, tous les encyclopédistes et leurs chefs de file, d'Alembert et Diderot, le premier d'entre eux, sans oublier Rousseau, qui se coupa de tout le monde mais dont les idées étaient particulièrement en avance.

Lentement s'installe dans les esprits parisiens ce désir de faire coïncider le droit avec les faits : la bourgeoisie, c'est-à-dire la puissance industrielle et marchande des villes, a le pouvoir économique et administre le pays de fait, elle doit avoir le pouvoir législatif. Cette exigence se concrétise à la fin du siècle, très rapidement, lors de la convocation des États Généraux de 1789. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre qu'alors l'échec du Parlement de Paris et des Parlements de province, au temps de la Fronde, n'est pas totalement oublié. Son lointain souvenir, seulement endormi et certainement sublimé, hantait l'histoire de Paris comme une sorte d'image recomposée par l'inconscient collectif constructeur de légendes porteuses de la mémoire. En effet, c'est à Paris que tout recommence comme sous la Fronde, y compris l'idée de la prise de la Bastille. Quoique cette fois-ci la bourgeoisie ne se laisse pas confisquer son combat par le sentiment d'une monarchie et d'une haute noblesse intouchables, elle triomphe. La « Commune de Paris » dicte

sa loi au roi et à la France. Mais on n'est plus en 1648 et elle ne se contente plus d'utiliser le peuple comme un épouvantail à courtisans ou un moyen de pression contre Monsieur et « les Princes ». Elle le fait participer. Ainsi, les bourgeois obtiennent le pouvoir législatif (suffrage censitaire, ce qui élargit quelque peu l'assise de cette bourgeoisie) et le peuple acquiert, avec l'espérance, la liberté d'opinion (Liberté, Egalité, Fraternité) en perdant ses privilèges qu'il avait grandement petits.

Cela ne fait pas l'affaire des intellectuels qui, pas particulièrement solidaires de la bourgeoisie, revendiquent pour le peuple et ne sont guère suivis. L'année 1794 leur est fatale. J.R. Hébert, C. Desmoulins et, surtout, le brûlant L.A. de Saint Just, auront à peine le temps de s'en rendre compte. Il y a eu un pas de fait, pas davantage. Si la Fronde est alors oubliée, 1789 et 1793 le seront d'autant moins que l'empereur républicain et ses armées en colporteront les idéaux et les exigences à travers l'Europe, et même plus loin puisque Simon Bolivar en répandra les germes à travers les Andes.

Mais, cependant, paradoxe de l'Empire, en même temps que la Révolution demeure la référence majeure, à son tour sublimée et fortement déviée, on repart pour trois quarts de siècle de pouvoir régalien géré par trois dynasties, ponctué de courtes révolutions et de barricades parisiennes. C'est durant cette période, d'ailleurs, que les bourgeois sont sûrs d'avoir réussi leur coup de 1789, puisque même le roi de la Monarchie de Juillet se veut bourgeois. Et c'est durant cette période aussi que le peuple se rend compte qu'il a été encore utilisé, puis grugé. En 1848, il constate son échec, mais il lui faudra deux décennies de bourgeoisie triomphante, ponctuée par une guerre désastreuse, pour reprendre son combat. Une fois encore, il s'exprimera, avec l'aide des intellectuels, par la mobilisation du peuple de Paris qui manifeste ainsi ce qu'il estime être son droit de se gérer à sa convenance : le 18 mars 1871, Paris entre en dissidence, le 28 mars, le « Conseil de la Commune » est proclamé. Plusieurs villes de provinces, à nouveau, suivent. Encore une fois, Paris mène le branle pour la reconnaissance de ses droits face aux pouvoirs installés et les idéaux défendus alors flottent toujours, aujourd'hui, dans la tête de certains *babas cools* et dans certains couloirs de l'Université où l'on a encore la nostalgie du temps des cerises.

Tout cela montre clairement que les idées vivent plus que les générations, que la ville est le lieu privilégié de leur expression, celui qui fournit aussi à ceux qui la font vivre par leur travail, lorsque leurs droits ne sont pas reconnus, toute la mobilisation sociale au moment opportun pour renforcer une société fondatrice de civilisation et créatrice de démocratie. Or, si la Fronde n'a pas inquiété l'Europe (tout juste troublé la France et, pour d'autres raisons, fait frissonner l'Espagne), la Révolution Française secouera le monde « occidental », et la Commune de Paris servira de référent²¹ aux révolutionnaires russes de 1917. Et c'est bien normal puisque la civilisation naît de la cité et se modifie par elle²². Mais cela est une autre histoire.

LA VILLE : ÉQUIPEMENT ENGLOBANT

Il est évident que ce comportement de domination sur la ville provient de ce que, concentration organisée d'un capital humain considérable et compétent, elle est aussi équipement multiple et performant, un équipement englobant pourrait être une autre manière de dire. Est-ce, initialement, parce que les hommes en habitat groupé ont sécrété l'équipement et l'ont constamment perfectionné? Très probablement : l'homme est *sapiens-sapiens*, mais l'expression de sa culture, l'*épistémé*, passe par les arts, le *teckné*, permettant la fabrication et l'organisation des objets d'usage quotidien, il doit donc être aussi *faber*. Le phénomène d'accumulation et de concentration a entraîné la croissance urbaine, l'accumulation a suractivé l'accumulation, le capitalisme urbain, qui n'est pas l'accroissement d'un cheptel mais la multiplication des techniques de transformation des produits primaires, s'est épanoui. Désormais, les populations, y comprises celles des classes bannies, historiquement ou économiquement condamnées à la vie rurale ou aux camps (*compounds, townships*) recherchent cet équipement social englobant qui leur apparaît comme le lieu le plus propice et le plus adéquat pour l'expression, individuelle et collective, d'une société et de ses composants. C'est un comportement bien connu des Auvergnats, gens économes et industriels qui, dès qu'ils se trouvent à l'étroit dans leur désir de faire de grandes choses, «montent» à Paris! Même les ingénieurs et fonctionnaires les plus conservateurs en sont arrivés à cette conclusion : «Depuis quelques années, on s'est avisé que si le phénomène urbain restait redoutable, il n'était pas forcément regrettable : les villes en Afrique au Sud du Sahara sont bien plus que des centres administratifs ou de transit commercial, comme les villes des régions plus précocement urbanisées, elles sont créatrices de division du travail, elles suscitent des activités nouvelles; elles sont des lieux de production d'échange, d'innovation; elles suscitent des investissements publics et privés importants et sont régies par des mécanismes de marché²³.»

On peut s'étonner de ce constat si tardif, et pas encore unanimement partagé²⁴, mais il faut bien comprendre que les opérateurs dominants du Nord, nous entendons les ingénieurs ou les représentants de la Fonction Publique, en France tout au moins, ne se posent pas ce genre de questions dans leur action coutumière d'urbanistes de tuyaux, comme aurait pu dire H. Lefebvre, et que la nécessité où ils furent mis, un jour, de justifier l'importance des investissements qu'ils préconisaient, leur imposèrent, à propos des villes du Sud, de se poser enfin ce type de questions.

On peut dès lors énoncer que la ville est :

- un lieu construit, délimité et géométré;
- un équipement englobant de grande capacité et de haute performance, dont le dynamisme économique et technique est reconnu;
- à la disposition d'une forte population agglomérée (plusieurs milliers à plusieurs millions), installée sur et dans cet équipement pour en user, en profiter, et aussi le servir en s'en servant.

Ce qui implique alors qu'une organisation sociale particulièrement élaborée en fasse un lieu privilégié d'accumulation, de redistribution et de décision politique afin d'en assurer le fonctionnement harmonieux.

Cette définition nous plairait assez. Cependant, elle ne traduit pas vraiment ce que sont la nouvelle façon de vivre en ville et le nouvel espace investi pour servir et se servir de l'équipement social englobant dont nous venons de parler : façon et espace que l'on rencontre dans les pays suréquipés où justement la capacité de se déplacer et d'étendre les réseaux qui innervent l'hyperéquipement, social et total, qualificatifs qui caractérisent l'urbain, autorise la concentration des équipements, en même temps que l'éclatement des aires de résidence et des lieux d'emplois. Cela va d'ailleurs de pair avec un renforcement de la diversité des fonctions de service des aires centrales («aires de centralité» disent fréquemment les urbanistes, insistant par cette appellation sur le dynamisme de l'urbanisation plus que sur le phénomène) et des subcentres. Si bien qu'à peine formulée cette autre définition de la ville, il nous faut constater que d'autres hiérarchies et d'autres lectures du morphème *ville* pourraient être proposées !

Pour des raisons de méthode dans la conduite de la réflexion, il paraît nécessaire, cependant, de s'arrêter sur notre définition, quelles qu'en soient les limites. Le constat ci-dessus nous amènera ensuite à poursuivre cette dérive sur la ville moderne des pays suréquipés.

Si l'on accepte l'idée — une certaine vision d'une certaine réalité — de la-ville-équipement-global qui, dans sa complexité, autorise une multitude de vies sociales possibles, c'est-à-dire l'épanouissement social des citoyens sans qu'il leur soit nécessaire de sortir à un moment ou à un autre de la ville pour s'exprimer dans leur culture, dans le moral et le matériel de leur vie, on admettra qu'il est nécessaire que la symbiose soit également totale entre le milieu, morphème et ambiance, et les acteurs qui le justifient en l'animant. Si cela est acquis, on comprendra aisément que cette symbiose est de même nature que celle qui se rencontre dans toute niche écologique, qu'on peut parler de biocénose en quelque sorte pour caractériser la relation entre l'espace géométré qui forme la ville et les habitants qui l'occupent. Mais la comparaison biologique s'arrête là; il n'y a pas vraiment de biotope, la ville apparaît comme un avaloir qui restitue des objets transformés mais qui a besoin d'un plus vaste territoire pour subsister. Cependant, peut-être qu'on peut néanmoins user métaphoriquement sinon du terme de biotope, de celui d'écosystème car, culturellement et socialement, la ville fonctionne véritablement en autarcie.

Cette longue considération nous amène à énoncer que la population secrète l'équipement, que l'équipement structure l'espace — singulièrement l'habitat, les réseaux et les structures d'accompagnement — et que cette conjonction caractérise la ville. Mais il faut aller plus loin encore. Teilhard de Chardin écrit qu'il y a eu montée de la vie à des niveaux de «complexité croissante» jusqu'au «seuil de la réflexion» atteint par l'homme qui «sait qu'il sait»²⁵. Il forge aussi le concept de *noosphère*, sphère spirituelle, pellicule immatérielle de conscience qui enveloppe la planète. Ce concept sollicite l'imaginaire, il est donc opératoire. Naturellement,

la complexité continue à croître et s'accompagne d'une emprise sur l'espace. L'urbanisation témoigne de cette entreprise, elle est la forme la plus spectaculaire que revêt la colonisation actuelle par l'homme de son espace vital. Les humains s'acheminent irrésistiblement vers les villes, s'installent en elles, sur elles, s'y fixent, y prolifèrent et, ce faisant, les secrètent et les agrandissent constamment. Cependant, si elle est la plus spectaculaire, cette forme de conquête de l'espace vital ne sera jamais achevée, car leur humanité fait définitivement des humains, contrairement aux autres animaux, des êtres perpétuellement insatisfaits. C'est d'ailleurs en cela qu'ils sont cruels, inventifs, conquérants et porteurs d'espérance.

La limite — toujours fluctuante — à ce phénomène est celle du seuil d'équilibre de l'écosystème. Les espaces interstitiels entre les villes, tenus de plus en plus dans un réseau hiérarchisé d'interrelations villes/territoires, fournissent la production primaire et bénéficient en réciprocité de la production secondaire et tertiaire des villes réglementée par une organisation de décision et de gestion appropriée. C'est pourquoi il est nécessaire que la population inutile gisant dans l'espace productif primaire du fait de la révolution apportée dans les techniques d'exploitation agricole, s'évertue à émigrer vers les centres urbains pour occuper l'espace productif secondaire : première révolution industrielle, accélération de l'urbanisation en Europe et en Amérique du nord au XIX^e et au début du XX^e siècle ; s'efforce de s'incruster dans l'espace tertiaire, espace des services : pléthore de domestiques et de mendiants des XVII^e et XVIII^e siècles²⁶, mouvement repris et renforcé, en s'adaptant, au XX^e siècle : fonctionnariat et services. Ces espaces de production et de service, multifonctionnels, se confondent et n'existent que par la présence d'équipements. Ils singularisent l'espace urbanisé. Les mouvements migratoires de longue durée qu'ils suscitent dynamisent l'urbanisation. L'emprise spatiale des villes augmente. Elles prolifèrent.

A noter également que la plus ou moins grande concentration des populations urbaines dans l'espace-équipement est intimement dépendante des techniques disponibles.

LA VILLE, UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ ET UN OBJET D'EXPORTATION : LE RÔLE DES COLONISATIONS

C'est à ce moment de l'histoire de l'urbanisation que se situe la césure, comme le constate A. Toynbee en suivant une autre démarche : « Les différences entre les villes mécanisées de la révolution industrielle et toutes les villes du type antérieur sont des différences de degré, non d'espèce, bien que ces différences de degré soient si grandes qu'en réalité elles aboutissent à créer des différences d'espèce » (*op. cit.*). Avant, il n'est pas vraiment question de sous-développement²⁷ bien qu'il puisse être question de domination. Après, l'économie, assimilée sans discussion au développement, a entraîné l'urbanisation en l'accéléralant, alors que l'urbanisation a, elle aussi, entraîné l'économie, mais pas nécessairement au même rythme. Dès lors, les villes où les deux dynamiques n'ont pas pu, ou pas su, croître en harmonie devinrent les premiers foyers du sous-développement.

Mais si les maîtres des techniques par le pouvoir de leur savoir dominant l'urbanisation, ils en choisissent aussi désormais plus aisément, et à l'échelle planétaire, les formes et les lieux. Un nouveau projet de société s'élabore, les nouvelles forces d'action en témoignent. Cette puissance anime les civilisateurs coloniaux qui transportent hors de leur espace culturel originel leurs modèles et les techniques d'usage qui en permettent un emploi adapté. Il n'y a rien de révolutionnaire dans ces actions, bien que les techniques le soient. Les civilisateurs respectent la hiérarchie des valeurs établies au sein de leur société. Cependant, conscients des risques acculturatifs que favorisent les transplantations hors de leurs structures d'origine, les bâtisseurs de villes nouvelles se protègent des influences par trop différentes. Mais cette démarche porte sa perversion, le couple dominateurs/dominés qui semble bien être inhérent à l'espèce humaine plus qu'à toute autre, se perpétue. L'apartheid en est la forme la plus exaspérée²⁸. Dès lors, quelle que soit la forme de mise en valeur — singulièrement en des régions sous-occupées, mal exploitées ou mal protégées, où ce phénomène est une colonisation — surtout là où la tradition urbaine est peu répandue, la ville se crée à partir d'un poste militaire et administratif, d'une factorerie ou d'une mission. Ce sont, dans tous les cas de figure, des installations d'une culture importée qui se préserve, d'où partent des prédateurs de toutes apparences : aventuriers, militaires conquistadors, commerçants compradores, missionnaires monothéistes intolérants. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les termes de *conquistadores* et de *compradores* ont été utilisés dès la *Conquista*, c'est-à-dire dès la fin du XV^e siècle ou le début du XVI^e siècle, et qu'ils se sont maintenus depuis. En outre, le comportement d'apartheid, malgré son nom afrikaner, n'est pas une spécialité d'Europe du Nord s'appliquant en Afrique australe. En effet, chaque fois qu'une civilisation s'est montrée plus performante, ou aussi performante, que celle des nouveaux venus, fussent-ils militairement supérieurs et conquérants, c'est cette civilisation qui s'est imposée et les nouveaux venus l'ont acceptée sans difficulté : Rome face à Athènes, les nombreux envahisseurs de la Chine, de l'Inde, de certaines contrées islamisées, etc. Dans ce cas, l'urbanisme des pays nouvellement reconnus s'est imposé naturellement aux nouveaux venus. S'il y a eu phénomène d'apartheid, ce fut alors bien souvent à leur rencontre, du fait des pays d'accueil qui pratiquaient, ou pratiquèrent en cette circonstance, une politique de quartiers réservés et donc séparés : Quartiers des délégations de Tianjin, par exemple, au moment de la Guerre des poings de justice (guerre des Boxers, 1900).

Cependant, ces villes créées par une quelconque colonisation, ou dynamisées par celle-ci, sont également des équipements attractifs et la migration s'enclenche. Il se peut aussi que ces installations s'implantent à proximité de villes déjà établies. Dans ce cas, l'attractivité attachée aux techniques récentes plus performantes provoque un appel de population nouvelle, une délocalisation factuelle des populations déjà installée sur place (migration interquartiers) et une modification, tentative d'adaptation, des comportements sociaux. Mais le schéma historique réapparaît avec des variantes conjoncturelles : isolement en un lieu réservé et protégé de ceux qui sont en fonction de pouvoirs. Ce n'est qu'aux heures ouvrables que ces lieux sont autorisés aux subalternes qui n'ont d'aucune façon droit de cité.

Quoique ceux-ci soient en voie d'acculturation et sortent du domaine coutumier, ainsi des centres extra-coutumiers de la colonisation belge.

Les populations sont alors cantonnées hors de la nouvelle ville, hors de la ville européenne — dans les colonies et anciennes colonies de la dernière époque coloniale qui fut essentiellement européenne — seule considérée comme ville, en des quartiers (lieux séparés, comme on dit des militaires qu'ils prennent leurs quartiers) ou cités (sens complètement dévoyé), selon les régions et les colonisations. Les habitants ne s'y trompent pas : lorsqu'ils vont en ville, c'est toujours dans la partie européenne de la ville, la seule qui est plutôt correctement équipée. L'exclusion est une règle. Les populations servent la ville-équipement, mais ne s'en servent pas. Le développement techno-social restreint (celui qui se marie à ces activités économiques que l'on dit informelles) côtoie un développement techno-social sans frein, et le dialogue démocratique (direct, lorsqu'il existe, à l'échelle de la commune ou de la collectivité locale) faisant presque toujours défaut, il y a généralement sous-développement. Sur ce point également, J. Derrida est particulièrement sévère : «Précisément parce que ceux qui savent, les architectes et les urbanistes, croient savoir d'avance ce que demain devra être et substituent ainsi leur programmation technico-scientifique à la responsabilité éthico-politique» (*op. cit.*), cette substitution étant d'autant plus assurée que la démocratie est absente. On pourrait voir dans ce propos une sorte de condamnation sans appel de toute action urbanistique organisée. Il n'en est évidemment rien, le philosophe ne veut que rappeler que la ville n'est ni réductible à la somme de ses parties, ni saisissable, quoi qu'on fasse, dans sa globalité car celle-ci inclut toutes les croyances et tous les us qui motivent les citoyens. Mais, précisément, cette difficulté sémantique justifie encore davantage que l'on cerne au plus près le sens opérationnel du mot *ville*.

LES VILLES DES PAYS SURÉQUIPÉS — LES VILLES DES PAYS SANS ÉQUIPEMENT

Aussi, lorsque les barrières de l'exclusion disparaissent (révolution ou indépendance), les populations péri-urbaines des «cités», des «quartiers» (terminologie spécifique actuelle en Afrique francophone), des faubourgs, des banlieues (terminologie française qui a évolué dans le temps), mots synonymes par-delà les régions et les époques, se précipitent sur la ville-équipement et s'en emparent. Comme les moyens techniques individuels de déplacement et les réseaux (voirie et transports en commun) sont insuffisants, le fonctionnement de la ville ne peut se faire que si la proximité résidentielle des citoyens le permet, sinon ils ne pourront atteindre les lieux d'activité qui assurent la rentabilité de l'hyper-équipement qu'est la ville. On a donc des agglomérations en croissance et densification exactement concentriques, car les déplacements et les échanges se font sans techniques d'accompagnement : réseaux et moyens d'en user.

Il en était de même dans les pays européens et nord-américains à l'âge précédent de l'urbanisation. Mais, en cette fin de XX^e siècle, c'est sur ce point que l'on ob-

serve le mieux la rupture. Entre les villes de ces pays (et leurs prolongements et répliques sous les tropiques) et les villes des tiers-mondes, notamment les villes d'Afrique, la différence dans la composition de l'espace urbain, la distribution des équipements et des infrastructures, leur usage, se fondent essentiellement sur l'existence ou l'absence d'échanges et des moyens d'en user.

Les réseaux, tous les réseaux, des villes des pays suréquipés autorisent les échanges matériels et immatériels à distance et quasi instantanés. Grâce à la cybernétique, on peut désormais faire fonctionner l'équipement social total qu'est la ville sans que les citoyens demeurent nécessairement sur l'équipement. Et dans la nécessité d'un contact fonctionnel entre équipement et citoyens, le déplacement aisé de ces derniers leur permet d'avoir leur demeure hors de l'espace densément bâti. Le village suburbain est en fait un élément de la ville, mais séparé. L'éclatement de la ville, la disjonction des fonctions jusque-là imbriquées, favorisant une délocalisation des espaces résidentiels par séparation géographique des espaces de production, en donnent une nouvelle image. Cela crée un espace social nouveau où l'urbain et le rural, l'artificiel et le naturel aménagé, se confondent. Si bien que G. Dematteis, par exemple, n'hésite pas à écrire que « dans la phase récente de "mondialisation", la multiplication des liaisons entre villes éloignées amène à considérer les villes non plus comme des portions de territoire délimitées dans un espace physique continu et gouverné par des rapports de proximité, mais comme des nœuds de réseaux à géométrie variable situés dans un espace virtuel discontinu »²⁹. On ne peut plus parler de la ville comme d'une composition architecturale parfaitement étrangère à la composition laborieuse d'un paysage qui n'est qu'un aménagement et un ordonnancement soucieux des données naturelles. Faut-il donc énoncer que, désormais, non seulement le paysage, sans être défigurés, participe de la réalité urbaine³⁰, mais en outre, que l'urbanisation se dissocie de la ville ou, si l'on préfère, que chaque ville n'est plus qu'un élément, un segment d'un réseau aussi sphérique et planétaire que l'est la Terre? Nous ne sommes pas sûr qu'aborder les choses à cette échelle soit une bonne façon de procéder pour mener une analyse urbaine, bien qu'il soit nécessaire de savoir que le fonctionnement des sociétés urbanisées est de plus en plus influencé par le phénomène de « mondialisation », ou mieux de « globalisation ». Mais, même en faisant abstraction des répercussions que cette « globalisation » de l'économie entraîne sur le fonctionnement des sociétés urbaines, l'analyse qui précède n'est pas satisfaisante. Elle est partielle et partielle. Car s'il est vrai que les grandes villes, toutes les grandes villes riches, quel que soit le pays où elles se trouvent, suréquipés ou non, tendent à évoluer selon des forces de même nature et d'intensité variable, motivant des réponses de même facture, mimétiques de comportements alignés sur des variantes d'un modèle quasi universel, il n'est pas vrai que toutes les villes des pays suréquipés, y compris les petites et les moyennes, évoluent ainsi. L'histoire, les usages, les choix de dépenses selon les revenus des divers groupes de citoyens, pèsent d'un poids aussi considérable que celui des techniques, de l'usage des réseaux ou des manières d'habiter.

Cette situation nouvelle explique le poids qu'ont désormais les ingénieurs des travaux publics dans la fabrication des villes; et, réciproquement, l'extensibilité tou-

jours plus grande des villes s'explique par la prépondérance de ces ingénieurs dans la conception et la réalisation des projets actuels d'urbanisme. Ce sont des actions nécessaires pour faire face à la citadinisation de 85 % de la population des pays suréquipés. Ce sont aussi des actions luxueuses qui vont jusqu'à mobiliser fréquemment la quasi totalité des finances collectives dans la construction des réseaux et de l'habitat (il ne s'agit évidemment pas, ici, du seul logement), à l'exclusion de tout autre élément, si bien que la charge de l'adaptation du citadin aux nouvelles manières urbaines que ces réseaux imposent, autrement dit la charge de l'appropriation de l'usage de l'espace urbain, revient à l'usager qui doit dépasser cet état et se faire acteur. Un nouveau citadin et une nouvelle civilisation se forment. Mais, en d'autres contrées moins bien équipées, et souvent moins bien organisées matériellement, on est fort éloigné de cette situation. Ainsi, en Afrique, et moins souvent en Asie et en Amérique latine, bien des quartiers patriciens profitent exclusivement d'un réseau routier autorisant leur éloignement — mais qui revêt alors des apparences luxueuses et non banales — du reste de la ville. A l'évidence, les coûts de tels bouleversements, les mutations sociologiques qui les accompagnent, interdisent que les villes des mondes tiers suivent ce modèle. La prise de conscience toute récente de ce processus et de son inadéquation à l'urbanisation des masses d'immigrants qui, dans les pays sous-équipés, gonflent sans cesse l'effectif des populations qui s'agglomèrent dans les villes, explique la nouvelle expression de la coopération technique Nord-Sud dont nous avons donné la formulation au tout début de notre propos.

BIBLIOGRAPHIE

- Pierre Ansay, René Schoonbrodt, *Penser la ville, choix de textes philosophiques*, AAM éditions, Bruxelles, 1989, 480 pages.
- Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, xv^e-xviii^e siècle*, trois volumes, éditions Armand Colin, Paris, 1980.
- Manuel Castels, *La question urbaine*, 455 p., éditions Maspéro, Paris, 1972.
- Françoise Choay, *L'urbanisme, utopies et réalités*, éditions du Seuil, 448 p., Paris, 1965.
- Giuseppe Dematteis, *Représentations spatiales de l'urbanisation européenne*, in pages 67 à 96 de *Villes en Europe*, publié sous la direction de Arnaldo Bagnasco et Patrick Le Galès, aux éditions la Découverte, dans la collection Recherches, Paris, 1997.
- Jacques Derrida, *Généralisations d'une ville*, in *Lettre internationale*, n° 33, été 1992, Paris.
- Georges Duby (sous la direction de), *Histoire de la France urbaine*, éditions du Seuil, 5 volumes.
- Pierre George, *La ville*, PUF, Paris, 1956.
- Ali Ghaderi, Ahita Pichvai, *Bazar, modèle de génération urbaine en Iran*, article de 23 pages, in *Urbanisation et socio-systèmes urbains*, bulletin n° 14 du Département D, Orstom, juillet 1985.
- Paul de Gondî, *Mémoires du Cardinal de Retz, contenant ce qui s'est passé de plus remarquable en France, pendant les premières années du règne de Louis XIV*, Amsterdam, 1718.
- Jacques Julliard, *La ville lieu politique*, p. 575-639 du tome 5, *La ville aujourd'hui, croissance urbaine et crise du citadin, de l'histoire de la France urbaine*.
- Pierre Lavedan, *Histoire de l'urbanisme*, Paris, 1926.
- Raymond Ledrut, *Sociologie urbaine*, 226 p., coll. SUP, PUF, Paris, 1968.
- Henry Lefebvre, *Le droit à la ville*, 2 vol., Société et Urbanisme, éd. Anthropos, Paris, 1971-72.
- Quartier et vie de quartier*, in *Cahiers de l'iaurp*, n° 7, Paris, mars 1967, repris in PHI n° 75, SMUH, Paris, novembre 1973.
- Pierre Louys, *Chansons de Bilitis*, éditions Albin Michel.
- Karl Marx, *La guerre civile en France en 1871*.

- René de Maximy, *Kinshasa ville en suspens*, cf. biblio. du chapitre précédent.
- Tous les chemins ne mènent pas à Tombouctou, pages 11 à 26 des actes de ces journées publiés à Paris, en 1988, sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, *Processus d'urbanisation en Afrique*, éditions Harmattan, coll. Villes et entreprises, 2 volumes, 303 pages.
- Lewis Mumford, *La cité à travers l'histoire*, New York, 1961.
- Jean Némou, *Quelle formation pour les cadres du Sud?*, in *Villes en développement*, n° 17, sept. 1992.
- Jean-Jacques Perennes, *Villes du Nord, villes du Sud : regard sur la relation ville-campagne*, in n° 85, 1994, de *Mondes en développement*.
- J.C. Perrot, *Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle*, Paris, 1975.
- Daniel Roche, *Le peuple de Paris, essai sur la culture populaire au XVII^e siècle*, éditions Aubier Montaigne, coll. historique, Paris, 1981, 288 pages.
- Jean-Jacques Rousseau, *Les confessions et écrits autobiographiques*, Paris, 1776, édition Club français du Livre, 1.208 pages, Paris, 1964.
- Pierre Teilhard de Chardin, *La formation de la noosphère*, in *Revue des questions scientifiques*, janvier 1947, et aussi *Le groupe zoologique humain*, éd. Albin Michel, Paris, 1956, 172 pages.
- Tzvetan Todorov, *La conquête de l'Amérique, la question de l'autre*, éd. du Seuil, 344 p., Paris, 1982.
- A. Toynbee, *Les villes dans l'histoire*, éditions Payot, Paris, 1972.

NOTES

- ¹ Les chapitres 2 et 3 reprennent, notamment, un exposé fait en 1985 lors de journées d'étude organisées par le Laboratoire Tiers Monde Afrique dans le cadre de l'Université Paris-VII-Jussieu. Cf. René de Maximy, *Tous les chemins ne mènent pas à Tombouctou*, p. 11 à 26 des actes de ces journées publiés à Paris en 1988 sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, *Processus d'urbanisation en Afrique*, éd. Harmattan, coll. Villes et entreprises, 2 vol., 303 pages.
- ² Georges Duby (sous la direction de), *Histoire de la France urbaine*, éditions du Seuil, 5 volumes, citation dans la préface, t. 1, p. 10.
- ³ Pierre Ansay, René Schoonbrodt, *Penser la ville*, choix de textes philosophiques; AAM éditions, Bruxelles 1989, 480 pages.
- ⁴ Jacques Derrida, *Généralisations d'une ville*, in *Lettre internationale*, n° 33, été 1992, Paris.
- ⁵ Pierre Lavedan, *Histoire de l'urbanisme*, Paris, 1926.
- ⁶ J.C. Perrot, *Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle*, Paris, 1975, cit. pages 30-32.
- ⁷ Jean-Jacques Rousseau, *Les confessions*, dans sa paranoïa, Jean-Jacques reprochait justement aux Genevois de n'avoir pas respecté cette règle à son égard. La citation de la page de garde qui ouvre le présent ouvrage se trouve, elle, page 719 d'*Écrits autobiographiques*, 1.208 pages, édités en 1964 par le Club français du Livre.
- ⁸ Pierre Louys, *Chansons de bilitis*, éditions Albin Michel. On lira avec intérêt et plaisir le texte que, pour présenter Lesbos et Mytilène aux temps de Sapho, l'auteur écrivit avec bonheur en introduction de ses chansons saphiques.
- ⁹ Lewis Mumford, *La cité à travers l'histoire*, New York, 1961.
- ¹⁰ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, trois volumes, éditions Armand Colin, Paris, 1980.
- ¹¹ Henry Lefebvre, *Le droit à la ville*, 2 volumes, Société et Urbanisme, éd. Anthropos, Paris, 1971-72.
- ¹² Pierre George, *La ville*, PUF, Paris, 1956.
- ¹³ Françoise Choay, *L'urbanisme, utopies et réalités*, éditions du Seuil, 448 p., Paris, 1965.
- ¹⁴ Raymond Ledrut, *Sociologie urbaine*, 226 p., coll. SUP, PUF, Paris, 1968.
- ¹⁵ Manuel Castels, *La question urbaine*, 455 p., éditions Maspéro, Paris, 1972.
- ¹⁶ Henry Lefebvre, *Quartier et vie de quartier*, in *Cahiers de l'IAURP*, n° 7, Paris, mars 1967, repris in *PHI*, n° 75, SMUH, Paris, nov. 1973.
- ¹⁷ Tzvetan Todorov, *La conquête de l'Amérique, la question de l'autre*, éditions du Seuil, 344 p., Paris, 1982.

- ¹⁸ Ali Ghaderi, Ahita Pichvaï, *Bazar, modèle de génération urbaine en Iran*, article de 23 pages, in *Urbanisation et socio-systèmes urbains*, bulletin n° 14 du Département D, Orstom, juillet 1985.
- ¹⁹ A. Toynbee, *Les villes dans l'histoire*, éditions Payot, Paris, 1972.
- ²⁰ Paul de Gondy, *Mémoires du Cardinal de Retz, contenant ce qui s'est passé de plus remarquable en France, pendant les premières années du règne de Louis XIV*, Amsterdam, 1718. Les citations sont pages 632, 633, 85 et 537 de l'édition du Club français du livre, Paris, 1963.
- ²¹ Karl Marx, *La guerre civile en France en 1871*.
- ²² Jacques Julliard, *La ville lieu politique*, p. 575-639 du tome 5, *La ville aujourd'hui, croissance urbaine et crise du citoyen, de l'histoire de la France urbaine* (cf. note 2 du présent chapitre). J. Julliard écrit ceci : «... un de ces conseils que l'Ancien Régime a chuchoté à la Révolution et à ses héritiers : "Attention à Paris!". Il est de fait que depuis qu'il existe un pouvoir central en France, Paris a été une ville sous surveillance. Qui a commencé? (...) il est vrai que depuis Étienne Marcel au XVI^e s., les Catholiques et Bourguignons au XV^e s., les troubles de la Ligue au XVI^e s., ceux de la Fronde au XVII^e s., la monarchie a eu maille à partir avec ses sujets parisiens. Faut-il ajouter que tout au long du grand siècle des révolutions (1789-1871), Paris est un grand détrôneur de monarques : Louis XVI, Charles X, Louis-Philippe, Napoléon III ont perdu leur pouvoir dans les rues de la capitale. La Commune perpétue cette tradition, car elle est entre autres choses, un règlement de comptes entre Paris et le pouvoir, arbitré par la province en faveur de ce dernier. Même scénario, on le sait, en 1968 (... Paris) c'est un espace privilégié. Une sorte de Pré-aux-Clercs où se donnent périodiquement rendez-vous, pour un duel jamais terminé, révolutionnaires et mainteneurs de l'ordre. Paris n'a jamais refusé de prêter ses places, ses rues et ses décors au spectacle de la révolution, oserons-nous dire à la révolution-spectacle? (...) On a vite dit que l'électeur parisien amplifie les tendances qui se dessinent à un moment donné dans la population.» La citation se trouve page 611 du tome 5 de l'ouvrage collectif cité.
- ²³ J. Nêmo, *Quelle formation pour les cadres du Sud?*, in *Villes en développement*, n° 17, sept. 1992.
- ²⁴ Jean-Jacques Perennes, *Villes du Nord, villes du Sud : regard sur la relation ville-campagne*, in n° 85/1994 de *Mondes en développement*. Il écrit notamment : «L'hypothèse discutée dans ces pages est que l'on assiste à un renversement du rôle de la ville, qui, motrice du développement dans l'histoire du premier monde, devient parasitaire et sources de problèmes dans le devenir actuel du tiers monde, parce que son essor est incontrôlé.» Il faut, à mon sens, un certain angélisme pour affirmer premièrement que les villes du «premier monde» n'ont jamais été partiellement «parasitaire» et «sources de problèmes» (car qu'était-ce que Paris au XVIII^e s.?), ce que laisse entendre cette phrase; deuxièmement, pour considérer Le Caire, Bombay, Lima ou Lagos de la même manière...
- ²⁵ Pierre Teilhard de Chardin, *La formation de la noosphère*, in *Revue des questions scientifiques*, janvier 1947, et aussi *Le groupe zoologique humain*, éd. Albin Michel, Paris, 1956, 172 pages.
- ²⁶ Daniel Roche, *Le peuple de Paris, essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*, éditions Aubier Montaigne, coll. historique, Paris, 1981, 288 pages.
- ²⁷ Une question-réflexion nous a été faite à ce sujet : «les villes mangeuses d'hommes n'étaient-elles pas, par bien des aspects, semblables aux villes "sous-développées"? Certes, ceci est un concept de comparaison externe (*sic*), mais qui a peut-être un contenu de même nature...». On peut, effectivement, avoir la tentation de cette comparaison. Elle ne serait acceptable, cependant, que si la notion de sous-développement était l'expression d'une situation en soi, alors qu'elle n'est que celle d'une situation historique essentiellement conjoncturelle. Or, la ville a toujours été, dans le même mouvement, abri et protection des hommes et mangeuse d'hommes. Ceci est sujet à débat, nous en convenons tout à fait, et mériterait, de toute façon, un long développement qu'on ne fera pas ici.
- ²⁸ René de Maximy, *Kinshasa ville en suspens*, cf. note 6 du chapitre précédent.. Pour ce qui est de l'apartheid, voir surtout pages 102 et suivantes.
- ²⁹ Giuseppe Dematteis, *Représentations spatiales de l'urbanisation européenne*, in pages 67 à 96 de *Villes en Europe*, publié sous la direction de Arnaldo Bagnasco et Patrick Le Galès, aux éditions la Découverte, dans la collection Recherches, Paris, 1997.
- ³⁰ À moins que ce ne soit la ville qui participe de la réalité paysanne! Autre approche qui serait allée de soi il y a cent ans, que personne n'ose envisager à l'heure présente. C'est en se faisant, incidemment, cette réflexion que l'on peut prendre intimement conscience de la distance culturelle parcourue dans notre perception de l'espace par suite de l'intériorisation que nous avons faite du phénomène d'urbanisation, définitivement reconnu.

Chapitre 3

LA VILLE AFRICAINE¹

Nous avons dévié notre attention sur l'exportation vers l'Afrique des conceptions urbanistiques de certains pays suréquipés, en majorité européens. Les coopérations et bureaux d'études qu'on y rencontre dans les années 60-70 sont français, anglais, italiens, belges, suisses, yougoslaves, russes, etc. Que ce soit le continent africain surtout qui soit l'objet de cette exportation s'explique aisément. Certes, les échanges internationaux en ce domaine ont toujours existé. Mais les autres régions du globe ont un long savoir-faire, d'elles en vient autant que vers elles il en part. L'Afrique n'est pas dans cette conjoncture. Une très grande partie de ce continent doit organiser les nouveaux états apparus et faire face à la ruée sur les villes que ce changement politique structurel a provoquée. Il n'y a pas de culture urbaine forte, sauf en quelques régions, et l'ampleur de l'urbanisation est énorme. Les villes ont des croissances annuelles en espace et en population de 10 % et plus. L'intensité du phénomène restera aussi soutenue pendant au moins quinze ans, et aujourd'hui encore la croissance demeure préoccupante. Quelle ville d'un pays riche et fort bien équipé pourrait soutenir sans désordre une situation aussi déséquilibrante ?

Or, malgré ce que cela provoque de remise en question, les urbanistes ont passé des années sur le terrain avant de sentir clairement qu'il fallait formuler autrement les problématiques. Les populations concernées eurent les mêmes difficultés culturelles à l'accepter. Les institutions, quant à elles, eurent besoin d'au moins deux décennies. Il en reste encore des idées préconçues, des façons de voir et de dire bloquantes. Une des caractéristiques des groupes sociaux, en commençant par leurs dirigeants et leurs maîtres à penser, est de ne pas arriver à abandonner les vieux schémas, d'en rester à des formulations simplistes, mais tellement commodes. Ainsi, n'est-il pas surprenant d'entendre constamment parler de crise urbaine pour cette urbanisation sans précédent, alors que ce n'est pas une phase grave dans l'évolution des choses mais une véritable mutation, un changement de société. Mais parler de crise n'est pas innocent. Ça laisse entendre que le phénomène est passager, les décisions requises seront donc fonction de ce malaise ou mal-être. S'il s'agit de mutation, la remise en question touche à l'ensemble du fonctionnement de la civilisation qui la subit, ce qui implique une révolution beaucoup plus difficile et périlleuse à gérer. Il en est de même d'autres formules ou idées reçues

qui, si elles ne sont pas reconsidérées, nuisent à la capacité d'entreprendre les actions adéquates pour déclencher, favoriser ou accompagner des changements nécessaires et donc inévitables. C'est dans cet esprit et à titre d'illustration que nous nous attarderons un moment sur ce qu'on appelle fréquemment *la ville africaine*, ce qui laisse entendre qu'il y a un type de ville, reconnaissable aisément et qualifiable d'*africaine*, singularisée par une sorte d'africanité saisissable d'abord par son architecture et ses modes de composition spatiale; et ce qui invite, par voie de conséquence, à croire qu'une telle spécificité impose aussi une spécificité de traitement. Si, en Afrique, les villes sont si différentes, cela doit se déterminer aisément et être si évident que quelqu'un qui se trouve en face d'images montrant tous les aspects architecturaux et urbanistiques qui caractérisent à coup sûr une ville, dira «Voilà une ville qui est nécessairement africaine».

Il est vrai qu'il y a en Afrique des situations urbaines particulières. Sont-elles pour autant africaine par essence? En effet, de longtemps, les villes d'Afrique Noire, hors quelques capitales, ne pourront éclater en des nébuleuses physiquement reliées à un hypercentre par des réseaux ultra-fonctionnels — et n'entreront donc pas dans la catégorie précédemment définie — car elles demeurent souvent de vulgaires «stations de pompage : lieux d'implantation de pompes à matières premières, à énergie bon marché ou à ressources humaines»², c'est-à-dire à main d'œuvre sans qualification, corvéable pour un coût dérisoire. Leurs fonctions ne sont pas assez diversifiées, leurs capacités de production de qualité et à bas prix insuffisantes, les réseaux nécessaires manquent et les distances qui séparent les lieux de résidence des lieux d'emploi, qu'abrite la ville-équipement (centre, sub-centres et banlieues), ne sont couvertes qu'à pied ou avec des moyens techniques très limités : réseaux insuffisants, inadaptation et rareté des transports collectifs, inaccessibilité monétaire des transports individuels. Les grandes alternances journalières : travailleurs qui se hâtent avant le jour, qui se hâtent avant la nuit, cohortes migrantes à travers un tissu urbain encore peu dense, constitué de maisons n'ayant généralement qu'un rez-de-chaussée, aussi modestement construites qu'au village et, compte tenu de cette forme structurale, densément occupées, donc source d'une assez forte promiscuité, chemins de piétons en traverse de tous les réseaux de voirie, sont un spectacle très habituel des aubes et des crépuscules citadins sous le ciel d'Afrique³. Aussi, constatant cela, le voyageur pourra peut-être dire (au moins dans certains cas, et sachant déjà, évidemment, qu'il est en Afrique) : «Voici que je suis dans une ville africaine». Cependant, pour ceux qui ont dépassé le choc du premier regard de celui qui débarque d'ailleurs, le spectacle de la rue qui se laisse contempler n'est que l'expression de comportements spécifiques. Certes, ceux-ci sont africains et peuvent être immédiatement identifiés comme tels parce que les populations sont africaines et parce que le milieu géographique qui transparait derrière le phénomène ville qui s'étale sous les yeux correspond à des caractéristiques de paysage et de nature que l'on sait usuelles en une certaine Afrique. Mais si l'on observait ce spectacle à Lubéro ou à Butembo, dans les monts du Kivu, ou bien à Dschang, en pays Bamiléké, ou mieux, dans une grande ville comme Addis Abeba, elle aussi indiscutablement en Afrique donc africaine, dirait-on : «Voici que je suis dans une ville africaine»? Bref, il n'y a pas un type de ville particulier qu'on pourrait appeler ville africaine, et s'il y a beau-

coup de types possibles, autant dire que la qualité ou, si l'on préfère, la singularité «ville africaine» n'existe décidément pas plus que son supposé correspondant continental, «ville européenne» ou «ville asiatique».

Certes, on peut avancer bien des critères caractérisant la situation urbaine la plus fréquemment rencontrée sur le continent africain qu'il est déjà abusif de traiter comme un tout homogène : présence *intra muros* d'une population rurale forte (quoiqu'à Kinshasa, par exemple, elle ne dépasse pas 2 %; mais, à Mora et Mokololo, petites villes du nord-Cameroun, elle doit se situer autour de 75-80 %), importance du terroir concurrençant l'importance spatiale productive de la ville-équipement, villes-camps implantées dans les bassins miniers, couronne inéquipée au paysage indifférencié des extensions loties sans souci du fonctionnement de l'espace urbain ainsi occupé y compris dans les *townships*, à l'époque de l'*apartheid* villes en même temps niées, non reportées sur les cartes, et tenues sous le contrôle musclé de populations venues, depuis parfois plusieurs siècles, d'Europe, mais qui ont refusé, pendant des décennies (jusqu'en 1991) et par la législation, le *melting pot*... Ou encore, fonction régionale de la ville qui impose des exigences dont la satisfaction s'exprime dans une pratique indubitablement caractéristique d'une certaine Afrique, généralement subsaharienne. Mais on ne peut décrire sans cesse des façons d'être en affirmant qu'elles sont spécifiques de l'Afrique, alors que, si elles se fondent sur des traditions régionales (donc africaines dans ce cas), elles ne suscitent somme toute que des comportements proches qui se rencontrent d'une région à l'autre, d'un continent à l'autre. Ou, plus justement, ces comportements diffèrent, mais leurs différences, dès lors qu'elles sont analysées non pas à l'intérieur du groupe traditionnel, mais bien à travers une pratique nouvelle, exogène, aliénante et proprement disqualifiante parce que normalisée par l'acculturation et les syncrétismes qu'impose la ville, ne sont pas marquantes, ou plutôt leur marquage ne relève pas d'une culture et d'une civilisation indigènes, leur identité ne vient pas d'une conformité supposée continentale, loin de là. Tout se transforme selon des cheminements qui poussent à croire que, finalement, pour les citadins, il n'y a guère d'autre voie que le mimétisme pour répondre à la réalité technique et fonctionnelle de la ville de la fin de ce siècle. L'apparence est que les populations urbanisées de ces pays passent toutes par un certain nombre d'états qui doivent être inéluctablement parcourus, de l'état villageois à l'état citadin. Quelle que soit la ville considérée, ces états se rencontrent simultanément et s'enchevêtrent, dégageant des situations parfois surprenantes pour celui qui arrive de l'autre côté du monde. Ce pourrait être cela, à la rigueur, qui autoriserait que l'on accolât le qualificatif d'africain à ces façons d'être... Mais est-ce vraiment spécifique d'une situation rencontrée uniquement dans les villes d'Afrique?

Si l'on faisait un parallèle historique (audacieux ?), on pourrait dire que la colonisation de l'Afrique, au XIX^e siècle, et ce qui s'en suivit, produisit au sud du Sahara un choc culturel aussi définitif, quoique de nature tout à fait différente car il n'y avait pas là un retour mythique à un âge révolu et regretté, que celui que produisit en Europe occidentale et méditerranéenne, aux XV^e et XVI^e siècles, la Renaissance, apportant l'Orient, retrouvant l'hellénisme et la romanité, mettant en valeur les connaissances scientifiques transmises par les grands penseurs juifs et arabes et

ouvrant le monde dans ses véritables dimensions. Une autre façon de construire la ville et d'y vivre en fut, déjà à cette époque, le phénomène le plus spectaculaire, la rupture de civilisation entre l'urbain et le rural en fut la marque. De ce choc culturel qui affecta l'Afrique sahélienne et des savanes entre 1880 et 1940 les mémoires d'Amkoullé, l'enfant peul qui raconte l'enfance et l'adolescence d'Ahmadou Hampaté Ba, sont un témoignage extrêmement vivant⁴.

Les dissemblances entre les villes proviennent, autant que de leur localisation géographique, de leur position par rapport aux états successifs ou simultanés à assumer, et des réponses collectives ou individuelles qui leur sont faites. Celles-ci sont toujours de même type, fondées sur les mêmes techniques, permettant de se plier à la contrainte des mêmes nécessités et des mêmes besoins; les différences s'établissent sur les intensités et dans les concomitances.

Il n'y a décidément pas de ville africaine

- quoique nous ayons rencontré beaucoup de points communs entre des villes d'Afrique très éloignées les unes des autres, car nous avons aussi rencontré ces ressemblances en des villes sud-américaines. Elles sont globalement le résultat d'une pauvreté individuelle qui ne peut que produire un habitat pauvre, implanté sur des espaces sous-équipés et sous-intégrés, dont le dénuement est le caractère commun. Il en est ainsi des extensions populaires, immenses et monotones, de leur végétation identique : quelques arbres fruitiers et quelques plantes potagères; de l'état inachevé des maisons; de l'animation des marchés et de leur mode de fonctionnement, etc.
- et quoique nombre de villes (ou de fragments de ville) en Afrique soient non seulement inachevées — seules les villes mortes, comme Pompéi, sont achevées —, mais encore des assemblages d'éléments de ville en perpétuelle confection et construction.

Et, en vérité, c'est ce qui semble être aussi la caractéristique la plus immédiate des nouvelles villes, ou des nouvelles et immenses extensions d'anciennes villes, qui, dans tous les tiers mondes, se font hâtivement et encore moins définitivement qu'ailleurs : ainsi des quartiers immenses de villes sud-américaines ou asiatiques, le Guasmo à Guayaquil (Equateur), Tondo à Manille (Philippines).

Ce ne serait donc que globalement (car on ne peut sur ce point dépasser la généralité), dans la fréquence de cette caractéristique, que pourrait se situer une spécificité, en acceptant d'ailleurs qu'elle soit étroitement localisée sur une partie de l'ensemble du continent. Il faudrait dès lors voir dans ces différenciations non plus des qualités intrinsèques, mais des intensités particulièrement aiguës d'expression d'infinitude dans la misère des villes inorganisées. Alors, cette inorganisation, en fait une sorte de combinaison de l'instant où peuvent se développer des stratégies très élaborées manifestement établies seulement pour des minorités, parfois infimes en nombre mais non en puissance politique, va à l'encontre de la définition de la ville que nous tentons d'établir. On comprend qu'à peine énoncée, nous soyons obligés de rejeter cette tentative de qualification.

Et, puisque nous en sommes à un moment de remise en question de notre réflexion, nous ajouterons que nous avons observé en Chine d'autres types d'urbanisation dont nous ne pourrions affirmer pour autant qu'ils ne sont que chinois, ce qui nous oblige à admettre que si le modèle européen prévaut par mimétisme, ceci est purement circonstanciel et ne durera qu'un temps... Quoique l'exemple chinois ne soit pas heureux, car s'il est une région du monde où une civilisation s'est épanouie en dehors de l'influence européenne et continue d'exister en puisant dans sa propre tradition, c'est bien la Chine ! Donc, à son égard, tout notre discours sur la *mimesis* tombe. Et, en effet, du fait de l'accélération de leur urbanisation depuis la Libération de 1949, les anciens centres urbains ont été encerclés par des couronnes d'usines à la campagne, mais pas si loin de ces villes qu'elles n'aient fini par se souder à elles, enclosant dans leur nouveau périmètre des jardins potagers innombrables où s'active une population serrée de paysans. Ainsi, le mythe de l'industrialisation des campagnes peut à la rigueur se maintenir, et, de toute façon, la valeur du sol, fût-il urbain, étant spéculativement nulle, les villes chinoises, où les étendues d'eau jouent un rôle primordial, et où des centres commerçants très actifs sont bordés de mares à canards, de minuscules et très nombreux potagers, de réservoirs d'eau nécessaires au fonctionnement des machines à vapeur, etc., à notre connaissance, ne ressemblent à aucune ville actuelle d'autres contrées !⁵

C'est pour toutes ces raisons qu'en ne se référant qu'aux seuls phénomènes immédiatement saisissables, et notamment au morphème *ville* relativement aisé à décrire, nous affirmons que le qualificatif « africain » n'est pas pertinent pour singulariser clairement les villes d'Afrique dont les similitudes viennent de leur implantation, de leur même degré de carence et de l'identité de leurs disparités internes saisissables : la pauvreté des citadins produisant sous tous les cieux des sécrétions comparables quand bien même la ville serait riche, car alors cette richesse apparente se fonde précisément sur une politique de faibles salaires et sur une faible rémunération des services. Ce qui permet à une ville riche, et proclamée comme telle par une très étroite classe fortunée, d'être peuplée d'une population pauvre vivant en des extensions « ignorées » du pouvoir d'organisation de ceux qui la gèrent. Johannesburg et ses *townships* en fut l'exemple le plus extrême... Autre carence : la médiocrité ou l'absence d'entretien des réseaux d'équipements d'infrastructure, de l'immobilier et du mobilier urbain. La dégradation en est d'autant plus rapide qu'une partie de ces biens est mal intégrée aux habitudes de vie des citadins qui donc en usent sans intime compréhension et sans précaution : l'état des canalisations et de la chaussée dans toutes les villes d'Afrique en est un exemple probant. Mais tout cela n'est pas une spécialité africaine, loin s'en faut. Ce n'est donc pas ce qualificatif qui permet d'identifier, de décrire et d'appréhender les villes qui se développent sur un continent aussi divers que les autres.

En outre, hors de cette tentative avortée de classification, on peut penser que la population citadine africaine est une population de mutants, de renaissants : sa descendance ne lui ressemblera pas. Elle aura l'usage éduqué de la ville, elle agira en propriétaire de la jouissance de son espace urbain. Dans la mesure où cette population est spécifiquement ceci ou cela — le qualificatif d'« africain » étant exclu de la nomenclature — historiquement et socialement ciblée, elle ne peut que produire

à terme une ville à sa convenance. Mais la misère venant tout gommer, on ne peut guère saisir le projet urbain qui émerge douloureusement à travers l'histoire individuelle et singulièrement identique de ces millions de déracinés. Encore, selon ce qu'on peut observer, les néo-citadins n'ont pas cette nécessaire cohérence sociale qui favoriserait l'organisation de leur espace collectif, la solidarité, si forte dans la tradition des peuples d'Afrique, n'a trouvé qu'imparfaitement ses marques pour s'exprimer dans sa spécificité urbaine, et on a vu que ceux qui ont des moyens alignent leurs comportements et leur environnement sur des modèles importés.

On peut aussi affirmer que dans notre imagerie géographique — où dans un coin le concept incertain «ville africaine» subsiste —, la dite ville africaine est très étendue, basse; qu'on s'y déplace surtout à pied, parfois lourdement chargé; que les marchés et les étals en plein air, à chaque carrefour, y priment sur les échoppes et boutiques, notamment parce qu'ainsi bon nombre de vendeurs et petits artisans, en subsistance, évitent des investissements relativement lourds pour eux et les taxations légales y afférant; que, dans les capitales et grandes villes, le centre des affaires et le centre administratif sont des anciens fiefs de la colonisation tendant désormais à se donner des allures de villes du XXI^e siècle, avec leurs immeubles élevés et leur voie triomphale, mais aussi leur voirie surdimensionnée.

Enfin, on peut dire que l'ensemble de ces limites et pesanteurs de fonctionnement, selon les critères de ce qu'on peut appeler d'une manière restrictive «la modernité», impose une façon de pratiquer la ville et d'y vivre que d'aucuns peuvent trouver, subjectivement, africaine, mais qui, objectivement, ne serait que conjoncturelle.

De toutes ces considérations livrées en désordre, il faut conclure que l'on ne peut spécifier la ville de cette manière. Il y a erreur d'approche. Ce n'est pas uniquement ce qui peut être saisi de l'extérieur, acquis par le spectacle, donc essentiellement le paysage, morphologie fabriquée d'une entreprise culturelle construite progressivement et toujours inachevée, qui doit être pris en considération, pas davantage l'état infrastructurel que celui de l'immobilier ou du mobilier urbain, toujours circonstanciel. D'ailleurs, dès qu'on veut préciser les caractères apparents supposés de la ville africaine ce sont, au-delà et derrière eux, les attitudes et comportements des Africains qui se sont imposés comme spécifiques. Ce qui permettrait de dire que ce n'est pas l'Afrique qui fait la ville africaine, mais que ce sont les Africains, qu'ainsi une ville africaine ce n'est pas nécessairement une ville d'Afrique, mais plutôt une ville peuplée d'Africains... Or, si dans la réalité cela revient au même, cela permet aussi de se poser différemment des questions : y a-t-il une identité de vie, de comportements, de manières d'user de la ville de la part des citoyens africains ou, plus étroitement, des populations citadines de l'Afrique tropicale ?

Apparemment, tous ceux qui ont vécu en Afrique Noire sont enclins à le penser. On ne compte plus les analyses et descriptions convergentes sur ce point. Et c'est vrai qu'il y a un climat et des rythmes qui se rencontrent entre les tropiques et dans ces longitudes, probablement liés à des traditions techniques et sociales qui sont en usage dans des aires culturelles si vastes que, parfois, on se laisse aller à

les confondre avec tout le continent. C'est vrai, aussi, qu'on ne trouve pas exactement ces mêmes convergences en d'autres régions de la zone intertropicale. Mais si cela se sent, se devine, il est bien difficile de le décrire et de le définir. En effet, nous construisons nos propos en nous appuyant sur des référents très étroits, où s'exprime une vision socio-géographique conditionnée par les modèles urbains qu'a secrétés l'histoire actuellement enseignée et répandue, celle qu'ont écrite soit des historiens issus de peuples soucieux que d'eux mêmes, soit des historiens issus des événements de la longue migration conquérante qui a poussé ces peuplades qu'on nomme abusivement indo-européennes à soumettre les expressions de la connaissance humaines aux canons de leur dialectique. Dans les deux cas, chacun voit midi à son clocher et pratique l'exclusion, non par décision mais par ignorance d'autres mémoires. C'est pourquoi, par exemple, nous ne pouvons définir «la» ville africaine malgré une très longue digression. Nous ne pouvons que décrire une ville africaine, puis une autre, et une autre encore, pour, en fin de parcours, noter des ressemblances et dissemblances proprement sectorielles. Alors, nous appellerons ça approche, essai, tentative classificatoire, etc., ce qui est très significatif de notre embarras et se passe de commentaire.

Si jamais un débat doit naître un jour sur la pertinence du qualificatif «africaine» pour définir une ville, chacun sera certes en droit de s'exprimer, mais il appartiendra en priorité, quoique sans exclusive, aux Africains de nous dire, de l'intérieur, leurs villes, singulièrement par le théâtre, le roman, la peinture, le film, la nouvelle et la poésie. En attendant qu'ils se gardent, autant que nous nous gardons, de vouloir définir la ville africaine, car il y a de fortes présomptions pour penser qu'ils useront des mêmes référents que les non-Africains puisque leur apprentissage de l'histoire, ou du moins de ses méthodes, s'est fait en tout cas dans les mêmes universités, avec les mêmes référents et les mêmes certitudes transmises et à eux enseignées. N'est-ce pas Cheikh Hamidou Kane qui écrit ironiquement, mais aussi avec sincérité, dans «l'aventure ambiguë», que «Ceux qui n'avaient point d'histoire rencontraient ceux qui portaient le monde sur leurs épaules»⁶?

D'ailleurs, et pour les mêmes raisons, peut-on parler de villes européennes? Nous disons volontiers «en Europe, les villes...» ou bien «les villes d'Europe...», nous ne disons jamais, ou si rarement, «les villes européennes...» parce que nous sommes européens, et probablement parce que, pour nous, ces villes ne sont pas assez lointaines et, finalement, pas celles des autres. Et nous prétendrions dire «les villes africaines» autrement que dans un souci locatif, comme on dit aussi «les villes asiatiques» ou «les villes américaines», ce qui nous ramène au fait qu'il ne s'agit là que des villes qui sont en Afrique, en Asie ou en Amérique. Une exception cependant : nous disons «la ville européenne» pour désigner la partie d'une ville du tiers monde qui serait habitée par une population conséquente et en majorité européenne ou s'y apparentant, ce qui est une acception très restrictive du qualificatif. De même, on dira dans les villes des pays suréquipés, «la Petite Italie», «le quartier chinois», «la ville chinoise», ou mieux *Chinatown*, mais justement pas le quartier européen ou asiatique. Ceci est très significatif : dans ces cas c'est bien la population usagère de la ville, ou du quartier considéré, qui impose une appellation de ce genre, généralement identifiée avec précision. Ce qui rejoint la remar-

que que nous faisons précédemment : les villes se caractérisent plus par leurs habitants que par leur morphologie. Mais aussi ce qui nous amène à constater que les villes ne peuvent être qualifiées par le continent auquel elles sont supposées appartenir que lorsque, précisément, elles ne se trouvent pas sur ce continent — et ce ne sont alors que des éléments de ville dans la ville : quartiers ou rues — ou que la personne, le groupe, qui s’y réfère n’appartient pas à ce continent ! Il y a là une idée qui mériterait d’être approfondie. La difficulté réside dans la limite du discours qui sert de support aux descriptions que nous sommes amenés à faire pour cerner le phénomène ville, objet de l’étude à entreprendre.

Aussi, nous ne croyons que très peu à cette prétendue démarche première. On peut en effet dire avec les mêmes mots et les mêmes descriptions à peu près n’importe quoi. C’est ainsi que, en recopiant presque mot à mot un texte de D. Roche traitant du peuple de Paris au XVIII^e siècle, nous avons proposé une description de la ville de Kinshasa que toutes les personnes, africaines ou européennes, connaissant bien la capitale zaïroise nous ont dit être très bien observée ! Dans ce document, nous avons mis en italiques tout ce qui est identique ou très proches dans les deux textes que voici :

Celui de D. Roche⁷ :

«Autour du foyer des solidarités de voisinage tissent une autre trame dans la vie du peuple. Quand Mercier évoque les voisins, c’est pour dire qu’ils ne se connaissent pas, or les tableaux de Paris regorgent d’anecdotes significatives qui montre que tout le monde se connaît, dans la maison, dans la rue, dans le quartier. L’étroitesse et la pauvreté des constructions imposent cette publicité de la vie quotidienne, les discordes familiales, les manies des uns et des autres ne peuvent échapper aux voisins de palier, à ceux du dessus ou du dessous. Des relations de familiarités quotidiennes s’établissent, le salut journalier, la discussion sur la pluie et le beau temps, l’échange des allumettes, du sel et du poivre, du poêlon ou de la soupière. Des querelles peuvent faire dégénérer ces rencontres, tournent au crépage de chignon pour une porte trop ouverte ou trop fermée, une corde de puits perdue, un seau d’ordures balancé un peu vite et qui n’a pas raté sa cible. Les locataires de la maison populaire cohabitent et s’ils veulent échapper au stress inhérent à toute collectivité surpeuplée, il leur a bien fallu une adaptation d’ensemble aux conditions matérielles : à un espace perméable et ouvert. (...) La vie ordinaire du peuple est faite de cette aptitude à la brutalité, voire à la fureur, comme de sa propension à la solidarité. Ces sentiments collectifs s’acquièrent tôt, on les voit s’exprimer dans les manières des jeunes compagnons qui s’unissent pour mieux vivre. La misère se partage comme la bonne fortune. (...)»

De la maison à la rue pas de coupure, le voisinage déborde aux maisons proches, aux ateliers, aux boutiques, aux cabarets peu distants» (Le peuple de Paris, p. 253-255).

Et le nôtre⁸ :

«Autour du logement de chaque famille nucléaire ou patriarcale, les solidarités de voisinage tissent une trame dans la vie du quartier, davantage peut-être dans ceux

qui sont densément peuplés, mais dans tous en vérité à l'exclusion des beaux quartiers où vivent expatriés et grands du régime. *Tout le monde se connaît sur la parcelle, dans la rue, dans le quartier.* L'entassement des habitants dans les vieux quartiers, *l'étroitesse et la pauvreté des constructions* dans les extensions, *imposent cette publicité de la vie quotidienne* malgré l'immense pudeur qui est de tradition chez les peuples bantous. *Des relations de familiarités quotidiennes s'établissent, le salut journalier, la discussion sur la pluie et le beau temps, sur les derniers potins du marché, l'échange de menus objets (une marmite prêtée, ou un siège) ou de menues denrées (des allumettes, du pétrole, du charbon de bois, du sel ou du piment).* *Des querelles peuvent faire dégénérer ces rencontres, tourner à la bagarre entre deux types (...) ou entre deux femmes pour une noix de palme, ou une banale tromperie conjugale.* *Les habitants des quartiers populaires de Kinshasa (...) cohabitent dans la mesure où ils partagent le même espace semi-public extérieur.*

Il faut bien qu'ils s'adaptent à l'ensemble des conditions matérielles, à un espace perméable et ouvert, s'ils veulent échapper au stress inhérent à toute collectivité surpeuplée (...) *La vie ordinaire des quartiers est faite aussi de cette aptitude à la brutalité, voire à la fureur, comme de la propension à la solidarité.* *Ces sentiments collectifs s'acquièrent tôt, on les voit s'exprimer dans les manières des jeunes qui s'unissent en bandes et qui parlent "bill", que décrit Raymakers.* Et ceci est un phénomène typiquement kinois. Mais pour tous les travailleurs, à Kinshasa, *la misère se partage comme la bonne fortune. (...)*

De la parcelle à la rue pas de coupure, le voisinage déborde aux maisons proches, aux ateliers, aux boutiques, aux bars peu distants.» (Kinshasa, ville en suspens, p. 291-292)

Naturellement, il ne s'agissait pour nous que de tester une description qui paraissait à première vue très ciblée et très spécifique, mais que nous avons trouvée tout à fait passe-partout. Le texte est court, dans les passages en italiques se rencontrent ce qui a été exactement transféré d'une citation à l'autre, mais aussi ce qui, pris à l'un, n'a été modifié que pour être adapté à l'autre. Il y a plagiat tout à fait délibéré mais ce n'était pas l'objet de cette expérience.

Alors qu'en penser? La ville africaine actuelle ressemble-t-elle à la ville européenne du XVIII^e siècle? Ou bien décrit-on la ville du XVIII^e siècle européen en s'inspirant des villes que nous voyons actuellement en Afrique? Ou encore les descriptions que nous faisons des villes ne seraient-elles que des projections inconscientes de notre imaginaire mythique, conditionné par une culture surdéterminée?

Il faudra, dans ce cas, analyser les éléments qui surdéterminent notre culture. Que le lecteur juge et, ce faisant, qu'il sache que si tous les chemins ne mènent pas à Tombouctou, on peut tout de même arriver à Tombouctou par une multitude de chemins.

LA VILLE, UNE APPROCHE DIALOGUÉE, UNE DÉFINITION INCERTAINE, LE MYTHE DES QUALIFICATIONS GLOBALES : LE POINT SUR LA DÉMARCHE ENTREPRISE

Il y a de plus en plus de très grandes villes, très étendues et très peuplées. Il n'y a pas si longtemps, centres de canton ou de région, ou encore capitales d'état, ce n'était que des lieux de concentration des arts, des richesses et des pouvoirs qui ne prenaient de sens que par les territoires qui les établissaient, les servaient et dont elles dépendaient totalement. Depuis une quarantaine d'années, cette situation se retourne progressivement, l'économie, c'est-à-dire le gouvernement de l'espace construit, prend le pas sur la nature plus ou moins contrôlée et aménagée qui s'inscrit sur la surface de la terre et que la géographie prétend décrire. En une grande partie de l'Europe occidentale et en d'autres régions suréquipées et densément occupées, comme dans l'île nipponne de Honshū ou sur la Côte-Est des États-Unis, ce retournement générateur d'une urbanisation encore inimaginable il y a peu ne paraît pas réversible à une échéance envisageable. La campagne dont la ville était une émanation directe n'est plus cet espace ouvert, quasi illimité, mais un espace compartimenté par les mailles d'une structure réticulée qui relie entre elles les villes dont le rôle est désormais prépondérant, mais aussi ordonnateur impérieux de vastes territoires. Ce modèle, œuvre non programmée d'une évolution fruit d'une quantité d'actions d'envergure qui furent, elles, programmées⁹, s'impose sans qu'aucune philosophie, aucune véritable idéologie, aucune forme structurée de pensée sociale l'étaye. Il est, dès lors, d'autant plus nécessaire de gérer strictement ces villes, creusets espérés d'un autre humanisme, et d'assurer leur fonctionnement que l'ensemble du territoire en est devenu l'environnement et dépend de leur gestion.

Or, elles sont entièrement appropriés, privatisées d'une certaine manière sinon dans leur foncier et leur immobilier qui peuvent être un bien commun, du moins dans leur usage quotidien qui concerne des centaines de milliers de gens astreints à vivre côte à côte sans heurts majeurs et sans excès. Le soin de la gestion urbaine est, en principe, dévolu à des représentants élus, désignés ou auto-proclamés. Quoiqu'assuré avec un bonheur inégal, il fut longtemps peu ou prou accepté car l'ordre social établi, fortement hiérarchisé, n'était pas mis en doute. Et puis l'histoire, expressions de forces sociales, obligea à relativiser et adapter les règles existentielles. Ces périodes sont souvent appelées «renaissance» ou, si elles s'installent avec une certaine violence, «révolution». Depuis 1789, deux siècles d'histoire ont agi par leurs réussites politiques et leurs dysfonctionnements, perturbateurs des modèles auxquels chacun voudrait se référer mais que les faits mettent périodiquement en défaut. Ainsi, la remodelisation du fonctionnement politique et social global généra des principes fondateurs qui, progressivement, tentent de s'imposer mondialement. Ils n'y réussissent qu'imparfaitement, incomplètement, malgré leurs slogans empruntés à quelques grandes formulations et jonglant constamment avec des combinatoires : «Liberté, Égalité, Fraternité» (Révolution française); «Travail, Famille, Patrie» (État français, pétainiste); «Libéralisme et Mondialisation» (slogan techno-économique des nantis du XX^e siècle finissant); ailleurs, on dira «les Cents Fleurs», «les Cinq Modernisations» (République po-

pulaire de Chine) ou encore « Travail, technologie, honnêteté » (slogan du Péruvien Fujimori)... Ces formules incantatoires fonctionnent, elles imprègnent l'esprit des lois et permettent d'organiser et d'institutionnaliser des situations très diverses qui s'en trouvent figées pour un temps. Elles permettent également de s'emparer des pouvoirs de gouvernement, confisquant trop souvent la possibilité de démocratie directe. Au temps présent, dans ce mouvement, quel que soit l'objet social considéré : société, groupe, nation, fédération ou confédération, s'observe l'obsolescence progressive des institutions où la ville n'est pas au centre du dispositif politique et économique, car ces institutions n'ont plus de raison d'être. Cependant, si les impératifs sociaux, très dépendants de la planétarisation de l'économie dont les villes actuelles dans leur disparité sont le produit le plus présent, changent au rythme de la diversification de la production, de l'organisation des échanges, de l'accroissement des besoins et des désirs, de la cybernétique enfin, l'intériorisation des connaissances, l'assimilation et l'alchimie de leur transformation en comportements sociaux ancrés dans les mœurs par l'éducation, ne suivent pas le même rythme. C'est à la disjonction de ces deux dynamiques que les choses se passent. Mais la gouvernance de celles-ci, justement à cause de cette disjonction, échappe désormais à ceux qui, représentants élus de l'ensemble des propriétaires de l'usage des espaces urbains, devraient en assurer la maîtrise harmonisée.

Bref, d'un côté une accélération toute récente (à peine un demi-siècle) de l'urbanisation, avec l'apparition de mégapoles, de l'autre une lenteur d'adaptation économique et culturelle qui provoque dysfonctionnements et fractures sociales. Le pouvoir qui, autrefois, s'exerçait dans la sérénité d'une évolution paisible, doit être chaque jour plus exactement ciblé, ses effets plus justement anticipés. Dès lors, il ne peut être que rarement assuré par ceux qui sont politiquement représentatifs, car l'ampleur des problèmes que chaque décision majeure soulève exige à l'amont la mobilisation d'une équipe de professionnelle, ce qui complique gravement les choix et relativise la sérénité avertie des arbitrages. En conséquence, ces élus sont pris entre deux contraintes dictatoriales dont il leur est malaisé de se libérer : celle du fonctionnement de plus en plus complexe des institutions de gestion municipale ; celle de la maîtrise des arts et des techniques. D'un côté, des fonctionnaires gardiens de la forme, ayant pour bible le corpus des règlements mais aucune responsabilité politique. De l'autre, pas davantage responsables devant les administrés, les concepteurs et les opérateurs qui, en liaison avec les fonctionnaires, engagent dans leurs travaux les deniers publics. Les politiques, obligés de leur faire confiance, leur laissent la bride sur le cou. Cette double démission, si fréquente qu'elle en est devenue banale, favorise la convergence technocratique que seuls, alors, des conflits de compétence peuvent, éventuellement, tempérer.

La perversion de ce système est dans la non-représentativité démocratique des décideurs technocrates. Ils ne connaissent que leur métier, très rarement le société, c'est-à-dire les populations qu'ils servent, ce qui ne leur permet que d'aller au plus grossier, au moins compromettant, sans se soucier de la subtilité extrêmement fragile des forces qui façonnent le tissu social. Il y a de moins en moins de débats ouverts, d'actions transparentes bien qu'elles concernent chacun des citoyens ; il n'y a

que des seuils d'intolérance constamment franchis et des tensions qui fatalement arrivent à une fracture sociale pouvant à terme engendrer une violence irréparable.

Il serait naïf de croire que ce qui précède n'est qu'un mal français. C'est très généralisé en Europe, c'est la règle en Amérique latine, c'est l'unique solution en Afrique sub-saharienne et il semble bien que ce ne soit pas impensable dans toute l'Asie.

La sortie de cette situation pervertie généralisée ne sera possible que par une prise de conscience progressive et bien imparfaite. C'est le premier constat que nous avons voulu mettre en évidence. Ce qui nous a conduit à tenter de définir la ville, préalable à toute tentative pour aller de l'avant dans la réflexion sur cette question. Ainsi, on a la certitude que ce n'est pas le seul contenant, le morphème ville qui compte, mais la réalité sociale qui anime ceux qui vivent dans et par l'espace construit et surdéterminé par ce contenant. D'où une très grande difficulté à agir clairement et harmonieusement puisque même des formulations aussi simple apparemment que « ville africaine » sont dénuées de clarté et de pertinence.

Les deux exemples du chapitre suivant exposent la dimension culturelle et politique de toute ville qui, délibérément ou communément, détermine le cadre urbain de sa vie quotidienne et de son économie.

BIBLIOGRAPHIE

Ahmadou Hampaté Ba, *Amkoullel, l'enfant peul*, coédition Actes Sud-Labor-l'Aire, Arles, 1991-92, Babel coll. Livre de poche, 544 pages.

Cheikh Hamidou Kane, *L'aventure ambiguë*, ed. du Seuil.

René de Maximy, *Kinshasa ville en suspens*, cf. la bibliographie du chapitre 1.

Les longues marches, in *Capitales de la couleur*, revue *Autrement*, hors série n° 9 d'octobre 1984, 5 pages.

Nanning, une ville capitale de la Chine méridionale, texte prévu pour un « spécial Chine » de la revue *Hérodote* qui, par suite des événements de Tian An Men (1988), ne parut pas.

Le poids des métropoles en Amérique latine, participation au colloque sur les *Mutations sociales et articulation des espaces ruraux et urbains* organisé à Paris les 15 et 16 mars 1995 par le GEM-DEV.

Daniel Roche, *Le peuple de Paris, essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*, éditions Aubier Montaigne, coll. historique, Paris, 1981, 288 pages.

NOTES

¹ Cf. note 1 du chapitre précédent.

² René de Maximy, *Le poids des métropoles en Amérique latine*, participation au colloque sur les *Mutations sociales et articulation des espaces ruraux et urbains*, organisé à Paris les 15 et 16 mars 1995 par le GEMDEV.

³ René de Maximy, *Les longues marches*, in *Capitales de la couleur*, revue *Autrement*, hors série n° 9 d'octobre 1984, 5 pages.

⁴ Ahmadou Hampaté Ba, *Amkoullel, l'enfant peul*, coédition Actes Sud-Labor-l'Aire, Arles, 1991-92, Babel coll. Livre de poche, 544 pages. Ces mémoires d'Amkoullel, l'enfant peul, raconte l'enfance et l'adolescence au début du siècle, d'Ahmadou Hampaté Ba.

⁵ René de Maximy, *Nanning, une ville capitale de la Chine méridionale*, article écrit en 1988, prévu pour un « numéro spécial Chine » de la revue *Hérodote*, mais qui, par suite des événements sanglants de Tian An Men, ne parut pas.

⁶ Cheikh Hamidou Kane, *L'aventure ambiguë*, ed. du Seuil.

⁷ Daniel Roche, *Le peuple de Paris, essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*, ouvrage cité en note 26 du chapitre précédent.

⁸ René de Maximy, *Kinshasa ville en suspens*, ouvrage cité en note 28 du chapitre précédent. Citation, pages 291 et 292.

⁹ Par exemple, le grand bond en avant de la santé publique, à qui on doit le croît démographique que le XX^e siècle a enregistré, la facilité étonnante des échanges marchands, le saut dans le cyberspace des communications, et d'autres événements à l'origine d'une mutation sociétale ayant fait passer en quelques décennies des valeurs de référence ancrées dans les mœurs à de pauvres ersatz de valeurs accrochées aux fluctuations des actions en bourse, toutes choses qui ont prodigieusement rétréci la planète, normalisé et déculturé la riche diversité des civilisations, les asservissant à l'uniformité consommatrice de l'éphémère, du jetable et, dans le meilleur des cas, du biodégradable, au point que le qualificatif de « durable » est devenu le maître-mot d'une espérance écologique et de développement qui se voudrait œcuménique.

Chapitre 4

LA VILLE, ENVELOPPE ET PRODUIT DE LA SOCIÉTÉ, OBJET DES STRATÉGIES DE POUVOIR¹

Nous notons dans le chapitre précédent, ce qui est d'une grande banalité, que chacun a, en un coin de son esprit, un référent culturel *ville*. Il nous faut le rappeler ici et maintenant. Généralement, ce référent est d'abord impressionniste et on peut se demander alors s'il concerne vraiment la ville dans sa globalité ou seulement des éléments de celle-ci. Il est bien difficile de le savoir, et c'est probablement selon l'approche envisagée : discours tenu sur un concept ou simple recherche d'une image pour illustrer un propos bien ciblé. Quoiqu'il en puisse être, et bien qu'on ait pu écrire que « l'évolution de la condition urbaine durant les trente dernières années (le propos date de 1985) est, entre autres, celle d'un grand bouleversement dans la représentation ou la saisie que tout un chacun pouvait se faire hier et peut se faire aujourd'hui de l'ensemble urbain auquel il appartient... »², ce référent est si proche, si puissant, si présent, que le mot *ville* évoque presque toujours en même temps une concentration de constructions serrées et des images de la vie urbaine, des fragments de territoire très humanisé, très animé, où il est malaisé de dissocier ce qui relève de l'espace construit et de son ordonnancement, de ce qui relève du mouvement qu'il accueille et favorise. Il y a constamment risque de confusion entre les parties et le tout, entre l'émotion que portent les unités de voisinage s'exprimant dans la convivialité et la raison que révèle la composition de l'espace s'exprimant dans les réseaux, les lieux ouverts et les constructions ; il y a constamment risque que l'organisation fonctionnelle de la ville et son unité dans la diversité soient saisies en une seule figuration quelque peu kaléidoscopique, fondée sur le quartier, voire seulement sur des segments de quartier ou de rue qui se substituent alors, tout naturellement, à la globalité urbaine.

Marcel Roncayolo le constate d'une autre manière : « ... Ce monde de la ville se présente selon deux niveaux, deux portées, qui ont de moins en moins de rapport entre eux et qui tiraillent le citadin dans une double référence, une double identité, une double appartenance. D'une part, le local, d'autre part, le général : la dualité traditionnelle entre le quartier et l'agglomération (deux mondes d'organisation apparemment étrangers), ou l'opposition moderne entre le local et l'urbanisation généralisée (sous le signe de la forte croissance et de la délocalisation). » Ainsi, sans

en nier le rôle et l'intérêt urbanistique, il faut éviter la confusion entre la vie reliante du quartier et l'organisation socio-spatiale de la ville, signifiant constitutif d'un ensemble social qui englobe le fonctionnement d'une société toute entière. Le mouvement de l'urbanisation remet en question bien des appréciations. Désormais, la question se pose en termes de société et de politique.

De toute façon, que le quartier soit ou non à prendre en considération en lui-même et pour lui-même, chacun a nécessairement en tête, s'il a un jour visité une ville, et à plus forte raison s'il a vécu en ville, une série d'images qui lui paraissent fortement consubstantielles au mot *ville* dès l'instant qu'il les évoque. Il doit alors s'imposer une ascèse pour séparer ce qui est impressions et anecdotes de ce qui est raison et globalité. Et pas plus qu'il n'est nouveau d'énoncer cela, il n'est nouveau d'ajouter que l'architecture, considérée comme l'expression matérielle significative et signalée la plus caractérisée de toute ville, peut être un instrument de sa reconnaissance. Elle en exprime clairement le pouvoir dont elle procède ou les pouvoirs dont elle a procédé, saisis alors dans les stratifications de son histoire. Ainsi, avec un soupçon d'approche structuraliste et en privilégiant une certaine manière de voir, on peut mettre en évidence des stratégies de ce(s) pouvoir(s), d'une part, d'une urbanisation mouvante et parfois précaire, d'autre part, qui donnent une dimension politique évidente à la ville, fut-elle produite au fil des ans et des siècles, et même à l'insu des acteurs pris par leur action urbanistique du moment et inconscients du devenir de celle-ci. Ce qui permet de prétendre que toute ville est l'enveloppe et le produit d'une société en adaptation permanente à l'environnement qu'en même temps elle secrète et subit; ce qui est admis généralement sans démonstration, mais il nous paraît bon de s'y attarder et d'avoir l'ambition de le démontrer.

L'analyse succincte et délibérément orientée des cas de Quito, ville bien intériorisée par ses habitants et déjà de longue histoire, et de Yaoundé, ville jeune, dont la vocation de capitale doit s'affirmer, permet d'exposer un peu de ce que l'on veut faire entendre par là³. Mais peut-on, à ce propos, dire aussi que la ville et l'architecture jouent un rôle stratégique dans l'accaparement des signes du pouvoir et dans la problématique du développement?

Les régions qui autrefois s'organisaient autour d'un réseau très hiérarchisé de gros bourgs ou de petites villes, de noyau ou de condensation socio-spatiale de la quintessence régionale existentielle, dont le rôle économique premier exigeait nécessairement une action politique, sont désormais, et de plus en plus, les périphéries des villes, les espaces dans les interstices du filet que le réseau urbain et ses dendrites, les routes et autres chemins, hiérarchisent et enserrant. Maintenant, la ville commande et conditionne la région.

Pour réactiver interrogations et réflexion, il devient donc judicieux d'aborder à contre-sens la question des villes et de l'architecture dans la problématique du développement, car si l'on peine à définir la ville, on sait néanmoins que c'est une totalité porteuse de sens, de discours, d'idéologie et finalement de mouvements politiques dialectiques. Aussi, avant de considérer tout particulièrement Quito et

Yaoundé, nous nous arrêtons sur l'idée de ville telle qu'une longue histoire européenne l'a déposée dans le substrat de notre culture collective.

LA VILLE TOUJOURS INSAISSABLE

Ainsi, nous ne connaissons de la ville que des définitions sectorielles, d'intérêt plus normatif et institutionnel que social et culturel. Même H. Lefebvre⁴, qui s'applique à parler d'espace ludique, d'espace vécu, de production de l'espace, de représentation de l'espace et d'espace de représentation, etc., se garde de la définir. C'est une entité floue, qu'on ne peut saisir que d'une manière quelque peu tautologique, autant par la citoyenneté et la culture de ses habitants que par les paysages qu'elle se crée. La ville est existentielle, un fait de pratique, donc d'expérience.

Considérons néanmoins que tous nous savons reconnaître une ville de ce qui n'est pas une ville. Plus même : toute personne d'Europe Occidentale ayant eu une scolarisation minimale (cycle primaire) et, *a fortiori*, si elle a eu une scolarisation plus longue, a confusément ou clairement dans l'esprit l'image d'une ou plusieurs villes (réelles ou mythiques) de référence. Ainsi, de Florence, Bruges ou Alger ; ou bien de villes plus petites, plus cernées, médiévales par exemple : Chinon, Volterra, le centre de Nuremberg ; ou de villes beaucoup plus vastes : Paris, Amsterdam, Londres ou Milan. Dans ce cas, il se peut que ces grandes villes soient constituées de référents qui se conjuguent, s'atrophient, s'emboîtent ou s'entremêlent. C'est de ces dernières dont parlent T. Paquot quand il observe que « la ville n'est pas un objet aisé à décrire et à analyser, tant il est de multiples matériaux aux histoires rarement unifiées »⁵.

Prenons Bruges. C'est une ville homogène, bien limitée, visible dans sa totalité territoriale du haut de son beffroi, ce qui n'est pas un hasard, sise au milieu de son espace historique. C'est la concrétion précise, discrète et monumentale, d'une organisation sociale où se distinguent des lieux de pouvoir (monuments) produits volontairement pour être lus et des lieux de vie (discretion) produits avant d'être lus, non pour être lus et sus, mais pour être vécus.

S'affirment également les réseaux terrestres et aquatiques liant et intégrant ces espaces. Le pays à l'entour est, aussi, tout à fait marqué, balisé, orienté : notamment l'axe du canal souligné par des rives plantées d'arbres et qui mène de Bruges à Zeebruges. C'était le cordon ombilical assurant le prestige commercial et drapier de la ville dentellière, comme le couloir par où la conquête du monde était possible.

Une telle ville apparaît comme un référent dont l'espace central, très homogène, construit en continu, est irrigué par des rues et des canaux ; avec des convergences sur les places, dont la première celle du beffroi, lieux de rencontre, lieux publics, passages obligés, et des cheminements menant de ces clairières ouvertes au for des constructions en des endroits secrets aboutissant aux maisons hautes que l'on connaît. Bref, un lieu d'accumulation, de transformation et de rediffusion, mais aussi de sécurité et de convivialité. C'est là une représentation qui contient et mémorise

toute une production sociale, celle du mouvement communal de la pré-Renaissance européenne, une des images fortes de la ville véhiculée par notre histoire.

Florence, depuis la Piazza Michel Angelo, ou Pise, depuis sa fameuse tour, propose la même lecture. On sait que ce ne sont pas là des villes de hasard. Au XII^e siècle (1172), Florence a été systématiquement remaniée : construction de nouveaux remparts, ouverture de nouvelles portes, intégration des deux rives de l'Arno (Oltrarno), etc. Et, par la suite, construction monumentale des symboles du pouvoir : duomo, églises maintenues, remaniées ou nouvelles (Santa Maria novella), Palazzo Vecchio et ceux des grandes familles installées et concurrentes dans leur prise de pouvoir sur la marche des affaires de la ville-république⁶.

Autre référence, autre image, même poids dans l'imaginaire : Alger (ou Marseille, ou Gênes) qui s'installe sur un site, l'occupe, le construit-déconstruit-reconstruit inlassablement, le modèle, le produit, le gère. L'ensemble, vu de la mer, comme une production blanche très humanisée, plus exalté par le soleil et son site difficile que par la qualité de son entretien. Telle que, dans ses altérations et ses insuffisances, Alger apparaît, elle aussi, comme un référent : l'image de la grande cité méditerranéenne. Car si, comme nous l'avons dit et pour les raisons que nous avons exposées, il n'y a pas un type de «ville africaine», il y a un type de ville, ou plutôt de cité, «méditerranéenne». En effet, il s'agit là d'une production issue d'un même foyer de civilisation, développée sur une période très longues et très mouvementée, dans un espace géographique restreint aux caractéristiques morphologiques et climatiques homogènes. Nous ne sommes plus devant un amalgame surprenant, fondé sur une vue simplette du découpage géographique du monde, mais face à une expression sociologique très forte, une civilisation étant, comme son nom l'indique, une fabrication historique et sociale, donc extrêmement culturelle, issue de l'exercice responsable de relations humaines citoyennes transcendant par des échanges de toute nature les limites conjoncturelles des frontières politiques.

On pourrait ainsi déterminer d'autres référents : Pékin, Venise, Prague, le Bazar de Téhéran ville ouverte/fermée dans la ville, Lyon et ses deux fleuves, Rome et ses sept collines. Et, pour la ville triomphante du XX^e siècle, Manhattan, centre mythique si souvent représenté de New York.

Si nous avons développé ce point, c'est pour rappeler que tout regard, toute mémoire et toute culture sont d'abord intériorisés, et aussi parce que ces modèles sont très ancrés en nous, que nous les avons peu ou prou diffusés. La monumentalité des lieux de pouvoir, spirituel ou temporel, symboles et bornes indicatrices des époques (châteaux, cathédrales, hôtels de ville et leur beffroi, tours sièges de banques ou de compagnies pétrolières, etc.), la continuité du bâti enserrant des axes d'activité et de circulation, les nœuds de convergence et de points d'accrochage (près de..., en face de...) que sont les places publiques ou, toujours, les monuments, tout cela fait la ville. Car la ville accumule le détail de ses apparences de production spatiale, elle fourmille de ces détails, parfois monumentaux, parfois quasi invisibles, qui singularisent et hiérarchisent sa réalité.

Et les villes construites par les diverses colonisations ont véhiculé tout cela. S'y ajoute alors, dans la mesure de leur création volontariste *ex nihilo*, un découpage au sol projetant et imposant une organisation établie, une politique active, ancrées sur des images symboliques et vulgarisées par elles : le carré du camp militaire, *cardo* et *decumanus*; l'étoile forestière : Versailles ou Karlsruhe; le dessin radio-concentrique : Amsterdam, et parfois image jacobine du pouvoir centralisateur : Pointe Noire, au Congo; le plan en damier toujours : la *cuadrícula* et les *solares* chers à Philippe II; le cercle, plus rare, ou la spirale très contingente (relief) des villes perchées (Volterra, Sancerre), des bastides et des sauvetées; l'oppidum ou la fortification : Rocroy ou Montdauphin; la distribution linéaire avec nodules en chapelet, ou en grappes, de certaines conurbations récentes telles la Ruhr et la Mandchourie⁷ : succession hiérarchisée, intégration, exclusion, jeu des grands axes de liaison et d'échanges, etc. Encore, espaces fermés, parfois partiellement interdits, ou clos la nuit, et espaces dominés des villes, de l'Islam, dont les cinq villes du M'Zab sont l'expression extrême.

Derrière tout ça : des règles, des sociétés : chartes médiévales, loi des Indes, règlements d'urbanisme, plans directeurs, *surveys*, schémas de structures, plan d'occupation des sols...

Il faut admettre que presque toutes les villes des continents africain et latino-américain, et probablement de nombre d'autres régions du globe, de même que celles des pays historiquement relativement neufs : USA (Washington, tracée par Lenfant au XVII^e siècle), Australie (Canberra), Nouvelle-Zélande, sont des créations volontaires initialement développées sur un plan arbitraire (la Brasilia de Costa et Niemeyer en est l'exemple contemporain le plus excessif) dont elles ont submergé les limites et qu'elles ont progressivement dévoyé, désarticulé, modifié, en gardant cependant parfois le souvenir de sa trame, l'identité de ses intentions premières, mais passant plus ou moins sensiblement de l'espace préétabli, lu et d'abord écrit, à l'espace vécu qu'il faut à nouveau rendre lisible pour le gérer.

On pourrait, nous en sommes convaincus, dire la même chose des villes d'Europe ou d'Asie, implantées en de vieilles régions de civilisation, si non peut-être d'Ur, Uruk, Sumer, Ninive ou Jéricho qui ont du être parmi les premières fabrications urbaines balbutiées de l'histoire, tout au moins de Pékin ou Athènes, d'Amsterdam ou La Mecque. Toute ville a été un jour ville nouvelle (Naples : *Nea Polis*) qui, en vieillissant, fut modifiée, parfois détruite et reconstruite, marginalisée ou phagocytée par les nouveaux quartiers qui d'abord les prolongèrent ou s'y adossèrent : ainsi, Fourvière et le quartier Saint Jean à Lyon, par Bellecour et les Terreaux, puis, maintenant, par les Brotteaux et La Part-Dieu; ainsi, la Cité et le Quartier Latin à Paris, par Saint-Germain, le quartier du Marais, de la Bourse, puis celui des Champs-Élysées et maintenant celui de la Défense.

Ces villes sont des lieux sociaux, produits par l'usage, appropriés et intériorisés, dans leur image-signe, par la population et, en définitive, sans cesse construits et redéfinis. L'architecture y a son mot à dire, mieux, elle fut souvent l'arme d'une problématique.

Nous voulons d'emblée préciser qu'architecture, dans notre logique, n'est pas réductible à beauté ou à monumentalité seulement. Ce terme inclut ordre et commandement (*archè*), mais aussi organisation, fabrication (texture), et également structure, construction (*tectôn*) : architecture/architecture (H. Lefebvre).

Cependant, si le commandement et la structure supposent une hiérarchie et un projet établi, instigateurs de monumentalité comme de géométrie modélisée, l'ordre, l'organisation, la fabrication ont des significations plus souples.

Le désordre est «un ordre que l'on ne conçoit pas» (Bergson). Le désordre est donc, face à l'ordre établi, qu'il émane du pouvoir ou du producteur dominant, une altération, une inversion, une négation, voire une aberration. En fait, c'est autre chose qui, aussi, doit être définissable, classable, pour qu'on puisse en accommoder la vision selon un certain ordonnancement, certaines clefs, et des lois tout aussi acceptables, dans une autre culture ou une autre aventure, que les lois qui détermineraient l'ordre préalablement reconnu comme seul ordre admissible. Seulement, généralement, nous ne savons pas définir le désordre autrement que comme désordre — et pour cause! —, nous nous contentons de le décrire sommairement pour lui attribuer une place dans nos nomenclatures. Ainsi, des cartes faites de Yaoundé et de Douala, en 1980, qui traitent de la typologie de l'habitat, où habitat précaire se réfère à une image de désordre apparent dans l'implantation des maisons, image incluant la qualité du bâti et sa distribution spatiale⁸.

Si, lors d'enquêtes, nous demandons à nos interlocuteurs producteurs de ces espaces désordonnés de les définir, ils n'utilisent justement pas l'assistance d'une géométrie plane aux règles bien connues. Soit ils ne savent décrire leur espace qu'à travers les moments qu'ils y vivent : exercice de la profession, approvisionnement, loisirs ou axes de trafic ; lieux d'intégration ou de convivialité donc, où ils ne voient nul désordre. Soit ils proposent une organisation sociale de dimension religieuse, ou hiérarchique, d'une hiérarchie renvoyant à un passé dépassé par la brutalité citadine actuelle, mais conservé par nécessité sécuritaire. Et, en cette vision également, il n'y a nul désordre. Ces cas sont fréquents en Afrique tropicale. C'est là une manière évidente de s'approprier la ville, ou du moins de protéger son espace vécu proche.

Dès lors que le terme d'architecture n'est pas limitatif, que dire des villes et de l'architecture dans la problématique du pouvoir et plus particulièrement dans celle du développement ?

Cette formulation est extrêmement réductrice car elle se fonde sur les *a priori* conceptuels que sont les substantifs qui la constituent.

Nous avons dit que la ville n'est pas définissable. Donc, nous acceptons le mot pluriel *villes* sans en débattre, comme un objet auquel nous nous heurtons et, si nous en avons le temps, que nous manipulons (acteur), que nous modifions (producteur) pour une certaine production sociale.

Architecture, au singulier. Comme on l'a souligné, il n'y a pas qu'une architecture si le fait d'organiser une structure, n'importe quelle structure spatiale, entraîne la

mise au point d'une texture et la construction des éléments fonctionnant solidairement qui la complètent. Ou bien c'est à ce concept qu'on se réfère, ou bien c'est un terme très lié à celui qui prévaut dans les écoles où l'on doit faire intervenir un discours qui ne cesse de se renouveler. Cette acception sera considérée, c'est celle de tout pouvoir, de toute domination, et c'est de cette architecture là qu'il est question ici. Les termes de problématique et de développement inclus dans notre interrogation ne sont que des outils, faussement conceptuels, du pouvoir : pouvoir des intellectuels, problématique imposée aux praticiens ; pouvoir des praticiens, développement imposé aux intellectuels sommés d'avoir une vision normative et technocratique.

En conséquence, la discrimination sociale se fait sur la capacité qu'a chacun et chaque groupe de maintenir, malgré l'action réductrice de la gestion de l'espace, son biotope et de construire son écosystème, c'est-à-dire de s'en réapproprier, plus ou moins partiellement, l'usage. Cela passe par un discours réducteur. Mais la difficulté n'est pas dans cette dévalorisation-revalorisation par le *logos*. Elle gît dans ce que chacun reste avec sa pensée et n'a qu'une idée limitée de la pensée de l'autre. Quoi qu'il advienne, il y a réduction mais production assurée, et quasiment jamais identité absolue de vue.

Faut-il conclure ? Il est malaisé de le faire, si ce n'est pour réitérer l'affirmation qu'il y a vraiment des villes de référence, qui fonctionnent pour tous les producteurs de villes, comme des modèles ayant valeur universelle : « Les voyageurs européens (...) ont admiré de tout temps ces villes splendides qui sont restées des références fabuleuses et stimulantes dans le débat européen », écrit L. Benevolo à propos de Bagdad, d'Ispahan, de Shiraz, Agra et Delhi, villes de l'Islam. Il ajoute : « Entre la fin du XV^e siècle et le début du XVI^e se développe à Florence et à Rome l'exigence d'une synthèse de ces multiples expériences, pour arriver à un style définitif et universel »⁹. Les villes sont nécessairement au cœur de la problématique du développement puisque ce sont des lieux d'accumulation, de production, de décision, de diffusion, de consommation. Elles commandent désormais les régions. L'architecture en cette affaire remplit une fonction à double vocation d'outil idéologique, d'image acceptable. Cette volonté d'architecture et d'architecture de référence se retrouve également ailleurs, à Singapour par exemple, où une vision élitiste de la ville-État est hautement privilégiée. À ce titre, elle entre pleinement dans la problématique du développement que privilégient les nationaux mais, à ce que nous observerons dans les deux exemples que nous présentons au chapitre suivant, plus en Afrique subtropicale qu'en Amérique latine, où l'histoire a su sécréter d'autres voies. Cependant, cette affirmation ne prend pas en compte les clivages internes entre, d'une part, les promoteurs de la modernité qui est désormais une référence internationale où la *mimesis* tient une place de premier plan, et, d'autre part, les nationaux d'abord gens de la terre, de cette terre où ils sont installés sans choix véritable, parce que c'est ainsi.

L'étude de Quito et de Yaoundé illustre assez bien tout cela.

BIBLIOGRAPHIE

- Leonardo Benevolo, *Histoire de la ville*, traduit de l'italien par Catherine Peyre, éditions Parenthèses, Roquevaire, 1983, 512 p., titre original *Storia delle cita*, Rome-Bari, 1975.
- Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, cf. note, au chapitre 2.
- Nicolas Machiavel, *Le Prince (1513)*, suivi de *Discours sur la première décennie de Tite Live et de la mandragore*, éditions Rencontre, coll. Grandes heures de la littérature italienne, Lausanne, 1968, 548 pages.
- René de Maximy, *Les villes chinoises du second cercle*, texte non publié, archives de l'auteur.
- La ville, enveloppe et produit des sociétés mutantes*; in *L'espace géographique*, n° 1, 1993 (tome XXI, n° 1, 1993).
- René de Maximy et Benoît Mougoué, *Typologie de l'habitat de Yaoundé*, éditions BECAT-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, Yaoundé, 1978.
- Thierry Paquot, *Ouverture sur la civilisation urbaine*, in revue *Projet*, n° 243, 131 p., numéro spécial *Pour la ville, mégapopolis, dedans/dehors, des villes à vivre*, Paris, 1995.
- Marcel Roncayolo, *Vivre en ville, appropriation, appartenance, identité*, in tome 5 de *L'histoire de la France urbaine*.

NOTES

¹ Ce chapitre et le suivant reprennent, en l'augmentant, un article de R. de Maximy, publié dans *L'espace géographique*, n° 1, 1993 (tome XXI, n° 1, 1993), sous le titre de *La ville, enveloppe et produit des sociétés mutantes*.

² Marcel Roncayolo, *Vivre en ville, appropriation, appartenance, identité*; in tome 5 de *L'histoire de la France urbaine*, le chapitre cité «vivre en ville» fait une analyse très intéressante et nuancée de la notion de quartier, les citations se trouvent pages 531, 541, 542 et 553.

³ Si nous prenons ces deux villes, c'est d'abord parce que nous les connaissons bien pour les avoir minutieusement étudiées, c'est aussi et tout autant parce que Quito a une longue histoire, mais ne fut jamais véritablement laissée à une croissance incontrôlée, et parce que Yaoundé, durant les 30 années qui l'ont vu passer d'une population de quelques dizaines de milliers de personnes à une population de plusieurs centaines de milliers d'habitants, a échappé à quasi tout contrôle de conquête de son espace et à toute réglementation de sa construction, période qui aboutit ensuite à une reprise en main de son organisation, à des plans d'urbanisme spécifiques et à l'édification d'un Centre-Ville emblématique de sa fonction de capitale d'État.

⁴ Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, cf. note, au chapitre 2.

⁵ Thierry Paquot, *Ouverture sur la civilisation urbaine*, in *Projet* n° 243, 131 p., numéro spécial *Pour la ville, mégapopolis, dedans/dehors, des villes à vivre*, Paris, 1995. Citation page 7.

⁶ Nicolas Machiavel, *Le Prince (1513)*, suivi de *Discours sur la première décennie de Tite Live et de la mandragore*, éditions Rencontre, coll. Grandes heures de la littérature italienne, Lausanne, 1968, 548 pages.

⁷ René de Maximy, *Les villes chinoises du second cercle*, texte non publié, archives personnelles.

⁸ Benoît Mougoué, René de Maximy, *Typologie de l'habitat de Yaoundé*, notice explicative de R. de Maximy, éditions BECAT-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, Yaoundé, 1978.

⁹ Leonardo Benevolo, *Histoire de la ville*, traduit de l'italien par Catherine Peyre, éditions Parenthèses, Roquevaire, 1983, 512 p., titre original *Storia delle cita*, Rome-Bari, 1975, citation pages 167, 276 et 313 de la version française.

Chapitre 5

ÉTUDE DE CAS : QUITO, YAOUNDÉ¹

Les deux cas exemplaires que nous développons ci-après n'ont guère en commun. Quito est une ville qui a une histoire à laquelle s'identifient ses habitants. Ceux-ci sont très fortement et très intimement imprégnés des valeurs diffusées par l'Europe latine et chrétienne. En outre, Quito est une capitale politique et administrative acceptée, elle ne justifie donc pas une attitude constructive délibérément tournée vers une image que l'on voudrait donner de sa fonction politique et nationale. Il en est tout autrement de Yaoundé qui doit justifier son rôle et faire oublier qu'elle est d'abord la ville capitale de la nation bété, avant d'être celle du peuple camerounais qui n'existe encore que d'une manière qu'on pourrait dire constitutionnelle. C'est une ville récente, l'histoire ne lui a pas donné le temps de se faire une identité en harmonie avec les us de ses habitants. Elle doit son apparence à des modes de vie et à un exercice collectif de la sociabilité qui ne leur doivent rien. Pour cela, il est particulièrement judicieux de les observer et de les décrire conjointement.

QUITO, VILLE ANDINE : SON ARCHITECTURE, SA PROBLÉMATIQUE, SON EXPANSION

Quito, San Francisco de Quito, au moins 1.300.000 habitants (1995), fondée en 1534 sur le modèle en damier proposé par les Franciscains (urbanistes de ce temps), fonctionne sur une hiérarchisation rigoureuse de l'espace autour du centre urbain, allant de la *ciudad* au *pueblo*. Plan fait à la règle et au cordeau à partir de la *plaza grande* « d'où les rues doivent partir en direction des portes et des principaux chemins ruraux, et en laissant suffisamment d'espace libre pour que la ville, qui est appelée à grandir, puisse s'étendre toujours de la même manière »². Sur cette place principale se situent la cathédrale, l'évêché (déplacé depuis), le siège du gouverneur (Présidence actuelle) et le pouvoir municipal. Le règlement d'implantation fixait à chaque lot sa fonction et, inversement, assignait à chaque fonction un lieu plus ou moins voisin de la place centrale, cela en conformité avec les idées du temps codifiées dans la première loi d'urbanisme de l'époque moderne. Dans un espace homogène s'instaure une ségrégation admise de tous au départ,

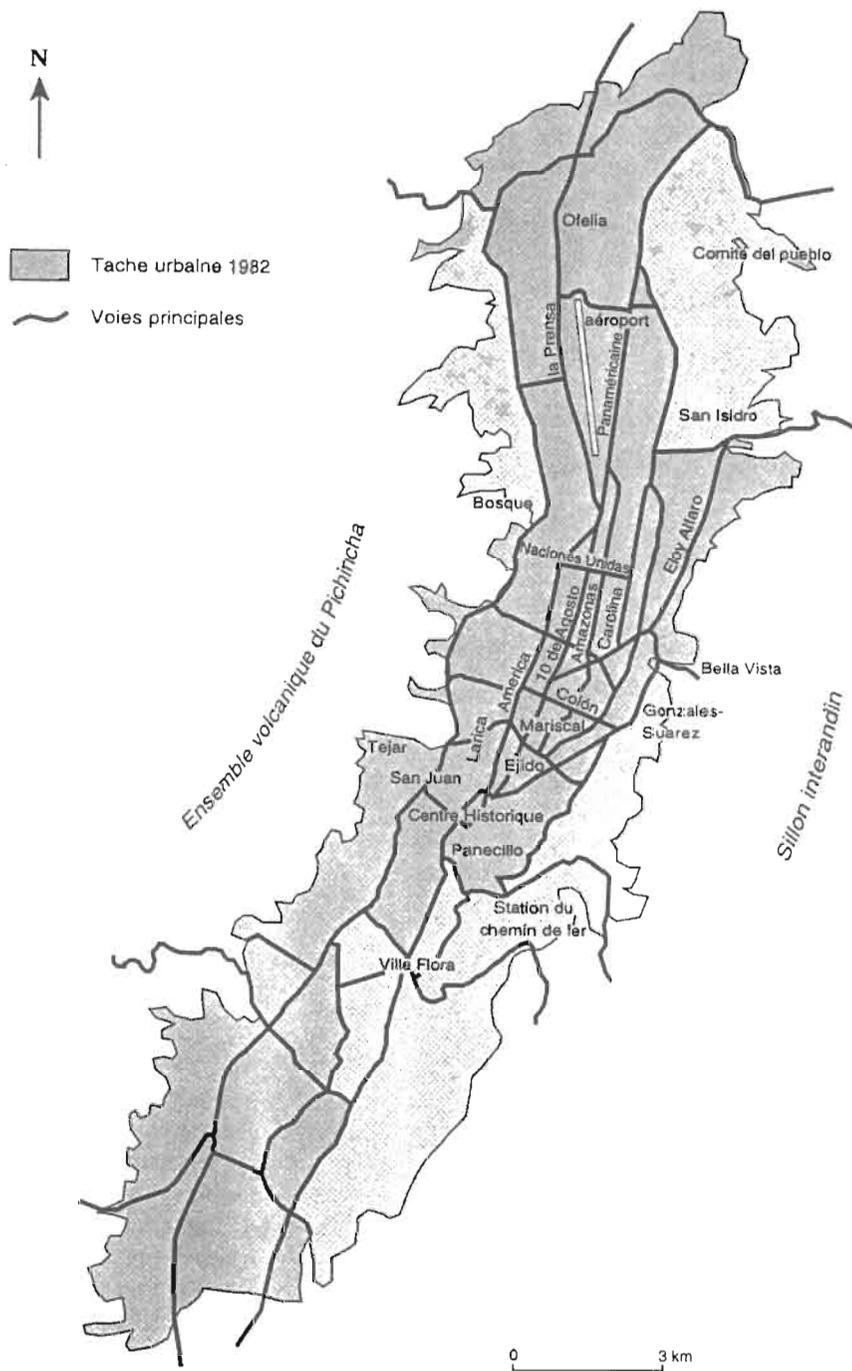


Figure 1 — Quito : localisation des lieux cités dans l'ouvrage.

puisque la hiérarchisation de l'espace est acceptée ou, à tout le moins, indiscutée. Cet espace est marqué. La monumentalité des églises, des couvents et des palais, leurs richesses, côtoient la modestie des lieux d'activité et de vie domestique. C'est l'architecture monumentale des espaces de pouvoir, reliés entre eux par la texture d'une voirie (architecture) hiérarchisée : rues, venelles, escaliers, impasses, qui produit l'espace et en indique à chacun la valeur politique. Les habitants, eux, produisent la vie et animent cet espace, justifiant, par leur manière de vivre, la ville secrétée par le pouvoir.

La problématique est simple alors : l'espace urbain doit être ordonné et gouverné, il doit favoriser l'exercice hiérarchisé de la vie collective. Ceci étant admis, l'extension de la ville, qu'elle soit décidée par le pouvoir incarné dans ses monuments tutélaires, ou qu'elle soit secrétée par les citoyens peu ou prou propriétaires de l'usage de l'espace urbain, se fait dans le respect de l'image initiale et des règles, donc des impératifs sociaux répliqués autant que nécessaires. Le damier est poursuivi, les implantations d'églises également.

Lorsqu'au début du XIX^e siècle, l'Equateur conquiert son indépendance, la ville devient l'expression d'une majorité et des libertés acquises par les citoyens, mais la problématique ne change pas. Les Républicains ne remettent pas en question les principes fondamentaux des fondateurs. Ils rénovent la ville, en font un produit plus riche qui n'appartient plus au roi d'Espagne mais qui est désormais leur bien indiscuté. Les façades des maisons (sinon les façades entières, les parties basses de ces façades, en rez-de-chaussée) sont construites, ou parées, avec des pierres taillées correctement appareillées qui témoignent que le paraître républicain est l'héritier de l'époque coloniale, mais aussi l'affirmation d'une ère nouvelle proclamée. L'architecture, dans son sens étroit, reste un élément du marquage de la ville. Cependant, et probablement dès l'époque coloniale, des extensions misérables développent une autre architecture, celle de la nécessité : protection contre le froid, la pluie, la promiscuité, l'insécurité. Architecture de l'indispensable et de la précarité, en fait sécrétion minimale de la misère. On reste dans une vision urbaine très espagnole, donc très référante à ces schémas européens dont nous avons parlé.

La ville va ainsi s'agrandir lentement, progressivement, dans la fidélité à une vision architecturale reconnue et à des structures de précarité qui de loin l'accompagnent, en développant une architecture, intégrante, de fonctionnement. Il y a un développement, mais la seule remise en cause fondamentale s'est faite vis-à-vis de l'Espagne. Si les Métis et Indiens ont aidé Bolivar, les premiers ont conforté leur droit de cité, les questions pendantes depuis le royaume de l'Inca que posent les seconds ne sont pas résolues. Celles-ci vont demeurer posées de plus en plus violemment jusqu'à nos jours, provoquant l'afflux de populations plus ou moins métissées qui se trouvent en surnombre sur les terres insuffisantes et médiocres qu'on leur laisse. Ils vont produire en ville des espaces en marge, à côté de ceux que préconise ou accepte le pouvoir. Il y a extension, il n'y a pas développement puisqu'il y a maintien des disparités en l'état.

Et, lentement, le pays s'industrialise, tandis que la problématique des fondateurs reste actuelle sous couvert d'autres discours : assurer une ville contrôlée par les

pouvoirs reconnus par une constitution et des institutions républicaines. Cette problématique, nécessairement, s'adapte aux fonctions de Quito. Avec la proto-industrialisation (plus d'artisanat que de réelle industrie) qui accompagne, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le désenclavement de la Sierra et de Quito (notamment construction du chemin de fer Quito-Guayaquil, macadamisation des routes), le commerce local s'émancipe progressivement de sa dimension autarcique, le *Municipio* répond aux besoins par un zonage lié à un capitalisme naissant et structuré par un réseau viaire amélioré.

Tout cela n'est pas vraiment spectaculaire. Dans les années 40, Quito n'était encore connue en Europe que comme «une petite capitale latino-américaine perchée dans les montagnes, où le climat est doux et où on ne paye pas d'impôts»³! Pourtant, depuis les années 20 apparaissent les premiers signes d'une nouvelle ségrégation spatiale. Celle des époques antérieures avaient une autre dimension, mieux acceptée. Elle se faisait dans l'homogénéité d'une ville étroite où le pauvre n'est pas loin du riche, et où l'Église affirme que si les hiérarchies doivent être respectées pour plaire à Dieu, les hommes sont frères et égaux devant la mort, c'est-à-dire dans l'éternité⁴. Ce qui réduit les misérables dizaines d'années de la vie terrestre à une formalité peut-être désagréable pour certains, mais somme toute passagère, donc acceptable et devant être acceptée.

Ainsi, la ville se fragmente. Au centre, c'est toujours le mélange et la monumentalité, espace où l'architecture élaborée a sa signification sociale assurée; sur les pentes fortes, au pied du volcan Pichincha, les maisons misérables où l'architecture de la précarité se maintient et s'étend sur un espace produit au rabais : architecture minimale, voies non revêtues, escaliers de terre, chemins qui montent tout droit selon la ligne de plus grande pente, population prolétarienne contrainte à se déplacer à pied pour atteindre ses lieux d'approvisionnement et d'emplois; au nord, le long des anciennes voies (sur des tracés incaïques ou préincaïques) et de la grande route (panaméricaine) qui traversent les Andes, des espaces plans où se construisent de coquettes demeures coloniales au milieu de jardins. La Mariscal, initialement cité-jardin devenue l'extrémité sud du principal quartier des affaires actuel, fut ainsi produite à partir des années 20 et jusqu'à la fin des années 40. Naturellement, ces quartiers nord sont correctement équipés et intégrés.

Peut-on dire qu'alors il y a une problématique du développement? On améliore le confort, on favorise l'urbanisation pour les classes moyennes, soutien assuré de l'appareil d'État. Les notions de développement et de sous-développement ne sont pas à l'ordre du jour. En effet, ces notions n'existent que par comparaison entre pays à la richesse ostentatoire et pays à la pauvreté inéluctable. Or, la comparaison ne peut se faire. L'Europe et les États-Unis sont loin. Ceux qui les connaissent ont les moyens, donc rien à envier au confort social qu'ils y ont rencontré. Il n'y aura pas ce heurt, fruit de l'évidence, qui sera très violent en Afrique, entre conditions de vie des colonisateurs et des colonisés. Ce heurt s'était produit aux XV^e et XVI^e siècles, époque où la brutalité espagnole provoqua des haines et des disparités sociales considérables. Cependant, alors, il n'y avait pas d'opinion publique internationale pour conforter les opprimés dans le sentiment de révoltes ou de révolution justes, si bien qu'à l'époque républicaine (XIX^e s.) s'établit vaille que vaille un

modus vivendi qui ne put, au demeurant, interdire la permanence d'une certaine migration vers la côte, et bien des colères et frustrations rentrées qui expliquent vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e le gouvernement tourmenté de certains *caudillos*, mais qui permit malgré tout de souder le sentiment national en une unité acceptable. Certes, les indiens demeurèrent, eux, plutôt exclus de ce mouvement, et leurs problèmes furent évacués dans l'acceptation de leurs différences, ce qui, faute de résoudre les questions latentes, permit de les tenir à l'écart, dans des communautés tout à fait extra-urbaines.

Ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale que la poussée de l'impérialisme économique et politique nord-américain va bousculer la situation quoique l'Europe demeure le continent avouable, aux références culturelles : surtout l'Espagne et la France. Le pétrole découvert et exploité en Équateur (1972) va provoquer le choc et le saut irréversible dans la modernité. Quito explose (figure hors texte). La construction se développe rapidement, de très grands immeubles, très hauts, apparaissent, ce qui est nouveau. Il y a des emplois espérés, on construit à tout va et l'Équateur entreprend de se doter d'infrastructures modernes. Les ruraux qui se rendaient, depuis le début du siècle, sur la Côte, à Guayaquil et sa région, viennent désormais aussi à Quito. De plus, déstabilisés par une révolution agraire mal conçue et mal appliquée, ils migrent plus fréquemment et plus définitivement, bien que la migration saisonnière persiste.

Les autorités municipales doivent faire face. Le développement devient un concept moteur, flou peut-être mais puissant. Le discours des intellectuels s'empare de Karl Marx dont les idées entament une nouvelle existence, exposées en une langue de bois imbibée de lutte des classes. Tandis que les gestionnaires municipaux doivent définir une politique urbaine. Il faut donc poser les problèmes et se référer à une idéologie, sinon déclarée, du moins implicite. La classe moyenne (dont les militaires qui s'emparent du pouvoir) est aux affaires. La problématique est simple : suivre le marché et maintenir l'ordre établi. Cela conduit au fonctionnalisme, déjà fortement théorisé par la Charte d'Athènes⁵ et au zonage y afférant qui sont les formes les moins humanistes de l'urbanisme. Les nouveaux espaces produits sont l'expression d'une classe moyenne aux revenus montants et si l'on a l'impression qu'il y a exclusion des ruraux, souvent analphabètes, des démunis, des venus d'ailleurs (indiens mal intégrés), il ne s'agit pas là d'un projet délibéré. Cette exclusion n'est pas déclarée, elle n'est que le fruit de l'oubli. Si bien que les exclus doivent de leur côté inventer un urbanisme approprié, leur urbanisme. Ceux qui sont de Quito, installés sur leurs terres ancestrales, développent vaille que vaille une architecture et un micro-urbanisme de la précarité (*barrio* San Isidro notamment), une partie des autres se regroupent en coopératives et comités pour exister et subsister : recherche de terres urbaines ou péri-urbaines d'accueil, construction de nouveaux quartiers que le pouvoir municipal doit, *volens nolens*, entériner.

L'architecture ne sera guère le fait des pouvoirs statutaires, mais celle du secteur capitaliste dont la puissance domine et soumet d'une certaine façon les autorités politiques. C'est une architecture qui s'inspire, *pro parte*, de l'Amérique du Nord, la copie même : gratte-ciel et *CBD*. Elle affirme, sinon de façon militante et délibérée, du moins dans la réalité objectivée (jetée devant les yeux) par ce qui se

construit avec l'aval des pouvoirs municipaux (actions légalisées), la suprématie symbolique du capitalisme sur la religion (dépassement de la monumentalité des églises par l'hypermonumentalité des gratte-ciel), voire, plus réaliste, sur l'institutionnel (dérogations). L'habitat pour hauts revenus suit le mouvement : grands immeubles luxueux, mais aussi perpétuation des maisons individuelles qui sont désormais de tous les styles. La brique traditionnelle s'efface de plus en plus devant le béton et les parpaings de ciment, la tuile résiste assez bien, mais l'adobe régresse alors que la brique cuite artisanale se maintient. La classe moyenne-basse a droit à des lotissements de petites maisons individuelles mais jointives, ou aux barres d'immeubles bon marché qui firent les banlieues des villes européennes dans les années 50, et qui, à Quito, comme à Pékin ou à Shanghai, continuent à se bien construire. C'est cette classe moyenne qui profite d'une politique sociale de l'habitat (*banco de vivienda*) qui demeure inaccessible aux citadins les plus défavorisés dont il est difficile de faire le compte⁶, probablement 10 à 15 % de la population de 1995, voire davantage. Aussi, les pauvres restent-ils producteurs d'habitat très médiocre.

S'il y a une problématique du développement, elle s'exprime plus dans l'ingénierie, les VRD, que dans la construction de l'habitat. Certes, on parle beaucoup de programmes de logements, et il s'en réalise. Cependant, dans le monumental et les immeubles de qualité, malgré la tradition planificatrice issue des directives de Philippe II, une certaine problématique semble se résumer en un « américanisons-nous » porteur de rêves. L'Amérique alors se réduit aux *States*, ce qui est une façon de se nier jusque dans ses fondements.

A l'heure présente, la municipalité, sociale-démocrate, tente un discours porteur d'idéologie et de problématique, plein d'interrogations. Comment protéger l'espace contre la destruction excessive du site et les spéculations abusives ? Comment reconnaître l'invasion de terres et intégrer les *barrios marginales* délaissés ? Comment assurer le fonctionnement de l'ensemble de l'Aire Métropolitaine ? Comment mettre de l'ordre, l'ordre du *Municipio* s'entend, et par quelle application de la formulation réglementaire le consolider ? Comment faire respecter le nouveau POS ? Comment le caractériser ?

C'est une avalanche de questions, sans ressources fiscales suffisantes pour y répondre correctement, quoique la Municipalité consacre 95 % de ses revenus directs à l'amélioration et à l'intégration de ces quartiers marginaux. Comme il y a une forte récession économique, on peut s'attendre à ce que le poids du capital sera moindre et à ce que les pouvoirs établis, ceux du *Municipio* surtout, seront assurés d'être mieux respectés.

Ce qui apparaît chaque jour avec une évidence accrue, c'est que l'architecture, de la seule décision des détenteurs de capital et par le seul exercice d'un libéralisme peu contrôlé, impose aux Quiténiens une image impérieuse du pouvoir de l'argent et exalte une réussite sociale réduite à un enrichissement individuel ou d'entreprise.

Cependant, le pouvoir municipal actuel (même parti au pouvoir de 1988 à 2000) inscrit également sa marque dans le paysage, s'attachant d'avantage à l'architecture qu'à l'architecture, notamment par la mise en chantier d'une planification clairement réglementée qui se traduit d'abord par une amélioration spectaculaire de la voirie et des réseaux divers : construction de ronds-points régulateurs de flux, de croisements aménagés sur deux niveaux, de voies rapides et d'échangeurs, achèvement en cours d'un périphérique et implantation de nouvelles voies en *by pass*, mise en service d'une ligne de trolleybus (1996). Le souci de la Municipalité est aussi de reconnaître et de légaliser les quartiers autoconstruits, de les désenclaver, comme d'implanter de nouveaux subcentres afin de redistribuer les équilibres urbanistiques en équipant le sud de la ville⁷ surtout peuplé de travailleurs manuels et de petits employés⁸.

Ainsi, à Quito, si le pouvoir s'exprime dans l'architecture du fait d'un secteur privé capitaliste et presque tout puissant, il s'exprime davantage, et depuis peu (nouvelle orientation sociale de la municipalité, à partir de 1988), dans la maîtrise de la gestion de l'espace. Ces deux situations, l'une à composantes architecturales, l'autre à composantes architexturales, peuvent aisément coexister car le pouvoir public est aussi fortement décentralisé (sur le modèle états-unien) que l'est le pouvoir privé qui se trouve dans les mains de ceux qui en ont les moyens économiques.

YAOUNDÉ, VILLE DE L'AFRIQUE FORESTIÈRE : L'ARCHITECTURE, INSTRUMENT D'UNE POLITIQUE

Ville coloniale créée à la fin du XIX^e siècle, affrontée à la dynamique du développement et de son négatif, le sous-développement, Yaoundé ne fut à ses débuts qu'un poste de la colonisation allemande au cœur d'une région forestière fortement peuplée et accueillante. On ne peut guère prétendre qu'elle fut alors la projection spatiale et architecturale d'un projet politique. Cependant, quelques facteurs influèrent progressivement sur son paysage et sa morphologie. Une rapide christianisation en fit le siège d'importantes missions protestantes et catholiques : première église, construite par les Allemands, en 1906. Ce devint assez tôt un centre de commercialisation régionale amélioré par le tracé et l'entretien de pistes nouvelles réalisées pour la culture du cacao, culture de rente, culture coloniale imposée. La construction d'un chemin de fer Yaoundé-Douala, achevée entre les deux guerres, renforça tous ces dynamismes. Enfin, l'Administration française choisit ce lieu comme capitale du Protectorat, ce qui provoqua l'installation d'une population conséquente de fonctionnaires, dont les militaires d'une garnison étoffée.

Le site, de son côté, a joué sa partition. La ville (figure hors texte) est sise à 600-700 mètres, sur des reliefs fortement disséqués où les vallées convergent, séparées par des collines basses et allongées. Perçant cet ensemble, quelques collines plus hautes et plus aiguës, et, au nord-ouest, un massif montagneux, encore très forestier, barrière infranchissable à l'urbanisation, culminant à 1.200 mètres⁹. Aussi, dès l'époque coloniale, les bâtiments administratifs occupèrent une des collines

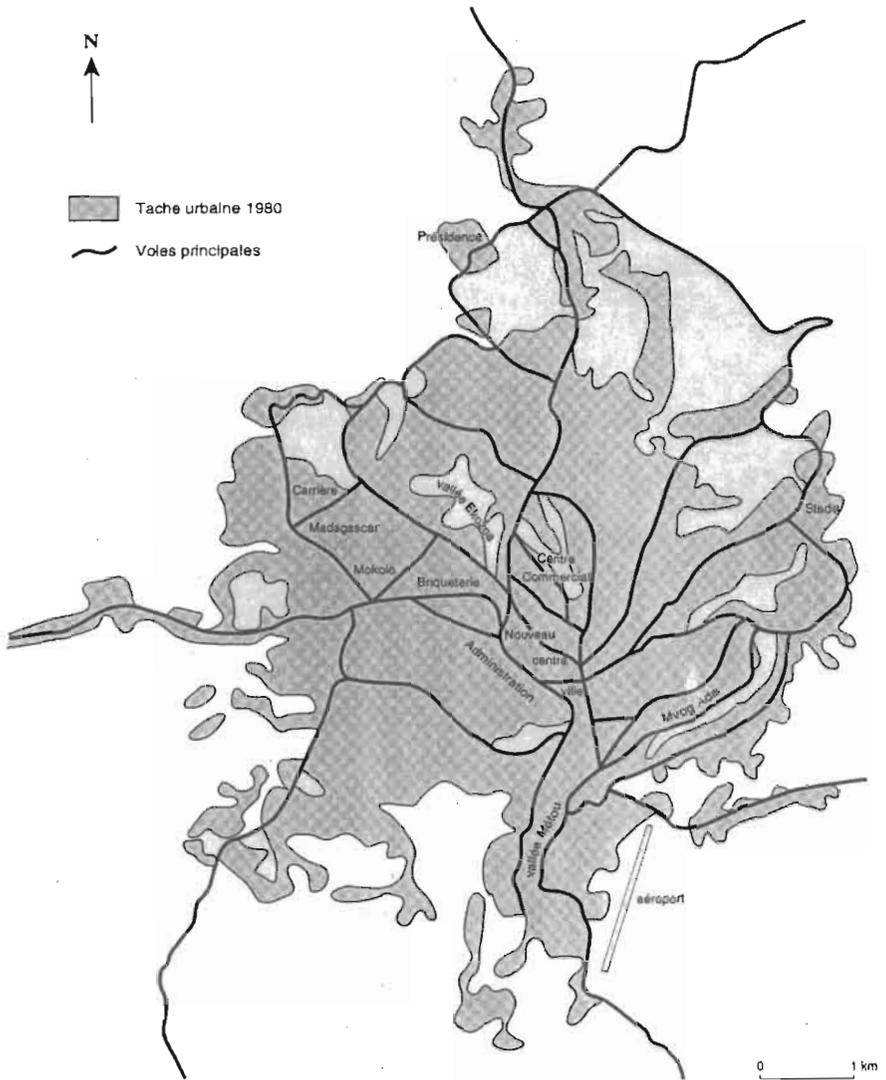


Figure 2 — Yaoundé : localisation des lieux cités dans l'ouvrage.

qu'on appela « le Plateau », les missions religieuses, très à l'extérieur de la petite agglomération, usèrent également de ces hauteurs qui les mettaient à l'abri des marécages, des miasmes et des moustiques, en leur assurant un minimum de ventilation. Les nouveaux venus ne faisaient, en cela, que se conformer au bon sens et à l'usage de longtemps instauré par les Ewondo dont les villages se rencontraient sur les lignes de crêtes empruntées par les pistes.

La gare, terminus du chemin de fer, et ses dépendances occupèrent la vallée de la Méfou qui devint « vallée de la gare ». Sur cet équipement se réorganisa la ville : à l'ouest le Plateau ; au centre l'axe ferroviaire, en creux ; à l'est un embryon de quartier marchand qui par la suite devint le Centre commercial. En bordure des espaces fonctionnels de ces deux entités sises sur les collines en vis-à-vis, les demeures des agents expatriés et des commerçants libano-syriens. Naturellement, les villages éwondo proches virent leur importance croître et se développèrent en quartiers africains abritant une population bété (la « nation » dominante de la région) de plus en plus nombreuse.

Rien de spectaculaire. La coexistence paisible de deux communautés — l'une ayant le pouvoir, quasi tous les pouvoirs, et faible population ; l'autre ayant les droits sur le sol et une population croissante qui constitue une force de travail plus ou moins en attente — est, alors, la réalité socio-politique de la ville. L'architecture et la monumentalité ne semblent pas encore être une préoccupation. Ce qui se construit, espaces et structures, relève des forces sociales non analysées qui régissent communément les groupes sociaux. Cependant, la localisation en des points hauts, visibles d'assez loin, de quelques bâtiments abritant l'exercice du pouvoir colonial permet d'affirmer la qualité de la puissance française. Peut-être pourrait-on parler d'une architecture naturelle, autre manière, tout à fait discutable, de nommer le relief géographique dès lors qu'il est socialement modifié par une production qui le transcende ! De fait, cette localisation offre une image, inscrite dans le paysage, d'importance et de solidité des objets suscités par l'autorité politique régnante. C'est une affirmation permanente de la prise de possession et de l'organisation de l'espace. Architecture élémentaire mais décisive donc, qui réduit les cases en poto-poto des quartiers à n'être que des espaces sociaux d'accompagnement. Ce paysage est accepté comme tel par tous, sans qu'un quelconque discours idéologique en souligne la signification. Ainsi s'impose que la monumentalité témoigne d'une hiérarchie politique impérative. Dès lors, deux entités urbaines cohabitent dans l'interdépendance inégale, sans osmose : les entités africaines, bété pour le présent, d'allure encore rurale, implantées sur les crêtes de l'est et du sud ; les entités européennes organisées sur un tracé de rues qui s'ébauche.

Ce n'est qu'à l'indépendance que tout s'accélère et change fondamentalement de signification. La fonction de capitale d'État dévolue à Yaoundé provoque une urbanisation fonctionnelle : ministères, institutions nationales et internationales. Le Plateau devient le support de la monumentalité qui se confond avec la réalité d'un pouvoir étatique hérité, excessivement jacobin. La ville marchande se renforce et s'étend. A l'extrémités sud de la vallée de la gare, un pédoncule urbanisé (la poste centrale et sa place) raccroche ces deux entités délibérément urbaines, tandis que des quartiers que la *technomenklatura* s'entête à qualifier d'informels vont accélérer

rer, au nord, l'invasion du site d'une ancienne briqueterie et bien au-delà. En effet, les quartiers ewondo ne suffisent plus à accueillir la population nationale, toutes ethnies confondues, attirée par l'espoir d'un emploi ou chassée par les troubles en pays bassa et bamiléké : rébellion ouverte. La scolarisation assurée en ville et des conditions de vie meilleures ont aussi un pouvoir d'attraction considérable.

Les populations étrangères au pays béti, les Nordistes, Haoussa, et les gens de l'ouest, Bamiléké, non acceptés par les Ewondo, squattent des terrains peu revendiqués, parce qu'insalubres. Ces étrangers secrètent une urbanisation de nouvelle facture. Ce sont eux qui, dès avant l'indépendance, investissent le quartier de la Briqueterie et ses prolongements.

Apparaît alors une ville à trois visages :

- le Plateau et le Centre commercial, aussi lieux à fonctions résidentielles d'accompagnement, qui s'étendent largement de part et d'autre de la vallée de la gare et conquièrent constamment de nouveaux espaces. Ce sont des productions sociales bien organisées, donnant une image que veulent conserver et renforcer, magnifier même, le pouvoir nouveau, hérité et héritier de la colonisation, et le pouvoir économique, surtout marchand, conservé par des non-nationaux. Les détenteurs de ces deux pouvoirs savent qu'ils ne sont rien l'un sans l'autre.
- les quartiers, où les différentes ethnies béti se confondent, aux caractéristiques villageoises perpétuées, mais altérées, qui s'étendent jusqu'à encercler, à l'est et au sud, le Centre commercial et la mission protestante pourtant initialement fort excentrique.
- les quartiers nord-ouest qui se développent sur les bas-fonds des vallées de la Méfou et de l'Ekooza, son affluent, et qui montent à l'assaut des collines de Mokolo et de Tsinga. C'est une entité difficile à classer de manière positive. Le premier regard propose une image répulsive : quartier cloaque, quartier raviné, quartier aux odeurs fortes, espaces construits de maisons entassés de potopoto (comme tous les quartiers au demeurant), quartier parcouru de labyrinthes piétonniers et dominés, en sa partie sud, par des mosquées, en sa partie nord, par des églises. C'est dans ce quartier immense (probablement plus de 220.000 personnes y vivent en 1995) et ses extensions jusqu'aux limites du site constructible que se crée et se développe le plus grand marché de la capitale, le marché de Mokolo, avec déjà 7.500 points de vente en 1978. Là s'affrontent, dans les premières années de la République, Bamiléké et Haoussa, en des luttes sanglantes dont le ferment reste latent : périodiquement, des flambées de violences meurtrière viennent réveiller de vieux démons. Là, ils sont obligés d'apprendre à vivre sinon ensemble, du moins côte à côte.

Cette image urbaine, cette production des années 60, se transforme en capitale d'État et en agglomération millionnaire au début des années 90. Un véritable projet a présidé à cette transformation où le site et l'architecture monumentale tiennent les rôles principaux. La volonté étatique s'y est exprimée impérativement.

En effet, dès 1980, deux forces majeures vont s'imposer :

- la volonté effective, active, des pouvoirs économiques de marquer l'espace, mais aussi d'imposer aux habitants le référent permanent de cet espace, ce qui est une manière de soumettre une certaine pratique citadine à leur domination ;
- la volonté affirmée et planifiée du pouvoir politique d'agir de même, mais avec, en plus, le projet de baliser le site du grand Yaoundé et d'organiser la société, donc la vie des gens, en fonction de l'idée que s'en fait ce pouvoir. L'organisation urbaine et ses marques doivent inscrire dans l'espace de représentation, espace idéologique — l'idée de Nation, fondamentale pour s'opposer à un tribalisme très puissant¹⁰ —, par le truchement de son usage d'abord visuel, mais pas seulement, l'image d'une nation jeune et décidée. Aux citadins d'adapter leur mentalité à l'objet-ville qui leur est proposé.

Naturellement, si on demandait aux décideurs et aux promoteurs de ce projet multiforme et multiface d'exposer leur vision politique et dialectique de la capitale qu'ils construisent ainsi, ils raconteraient tout autre chose, car cette émanation imaginaire est le résultat de forces culturelles indicibles, enfouies dans l'inconscient collectif des acteurs.

Mais, et c'est là l'espace de liberté, ou de fuite, qui se manifeste, l'usage, l'appropriation de l'usage de l'espace secrète d'autres lieux, déviant, qui occupent des terrains non investis par les deux pouvoirs précédents. C'est ainsi que les anciens villages se reproduisent en des répliques constamment répétées. Ainsi, également que les points les plus répulsifs du site sont envahis, squattés, construits. On assiste à la fabrication d'espaces d'apparence première informelle, et qui le sont pour l'*establishment* aliéné par les modèles qui le gouvernement, mais en réalité d'espaces nouveaux, bien adaptés et producteurs, à terme, de formes si les pouvoirs établis acceptent de les intégrer sans les mépriser.

Au fil des ans, une certaine fonctionnalisation de l'espace de Yaoundé s'est établie, un plan d'urbanisme directeur¹¹ a été dessiné. Ce plan s'attarde, entre autres, sur la morphologie nouvelle que doivent produire le Centre commercial et le Plateau dans sa partie administrative.

Ainsi, le Centre commercial prit une apparence « européenne » : immeubles joints relativement élevés (trois niveaux ou élévation de 11 mètres minimum requis par la nouvelle réglementation). En outre, quelques tours, signaux du capital, banques, compagnies pétrolières, assurances, avec publicité explicite dominant la terrasse sommitale pour que nul ne s'y trompe, ponctuèrent l'aire urbaine centrale. Dès lors, il y eut la ville et les quartiers, et dans le langage courant des usagers, il n'y eut entre les deux entités aucune confusion possible. Cependant, entre ces deux localisations extrêmes, de nombreux secteurs de Yaoundé ne sont pas encore ainsi connotés, leur nom locatif, dans la vision de chacun, correspond à des unités spécifiques très définies mais indéfinissables de prime abord. L'image de la capitale demeure analytique et parcellisée. L'architecture et l'architexture permettent progressivement d'en limiter les extensions. Il manque néanmoins un véritable centre-ville. Les pouvoirs sont certes très visibles, des ensembles d'immeubles les proclament, l'occupation des points hauts les souligne, l'architecture triomphante est bien en l'occurrence un instrument du développement de l'idée de la modernité.

té : « Cameroun, État d'une Nation moderne » est le message ainsi transmis... et reçu, car cela fonctionne parfaitement.

Indubitablement, ces espaces centraux ont un rôle si délibérément autoritaire que cette ville de fonctionnaires et de commerçants (72 % des personnes effectivement actives sont l'un ou l'autre en 1980) a axé sa problématique du développement quasi exclusivement sur ces fonctions de service (le quart restant des actifs déclarant avoir effectivement un emploi étant, pour une partie, occupé dans les activités d'accompagnement de ces fonctions dominantes). Une idéologie d'unité nationale se forge dans les deux premières décennies de la vie politique camerounaise que la capitale de la République Unie du Cameroun se doit de proclamer dans son urbanisme. Yaoundé veut être, pour la Nation, l'espace produit de référence, entité supra-tribale appelée à transcender les clivages ethniques présents. Ainsi, un urbanisme très volontaire va imposer la force unificatrice de l'idée nationale, dont Yaoundé va devenir le référent et la preuve. Ce faisant, sont liquidés l'héritage colonial et ses séquelles. Il faut que l'objet-ville devienne symbole et truchement médiatique de la puissance d'un Cameroun indépendant et responsable. C'est un projet très emphatique, tout à fait politique. D'ailleurs, nul ne s'y trompe, ni les pays amis qui n'apportent aucune assistance technique plus ou moins offerte à cette production urbaine, ni les responsables du gouvernement camerounais qui dégagent sur les seules ressources du pays (pétrole) les moyens de cette politique (plus de 150 milliards de francs CFA de 1980 pour les seuls investissements de prestige ou d'infrastructures).

Ainsi, Yaoundé, dans la fin des années 70 et durant toutes les années 80, commence à formaliser la référence qui permettra de dépasser les antagonismes tribaux et assurera l'apparence d'une cohésion de l'ensemble des nationaux pour la réussite d'une politique de développement. Et, de fait, ce projet est fédérateur, initialement catalyseur d'une synergie puissante, quasi libérateur. Notamment, il doit proclamer, par les nouveaux espaces produits, l'existence de lieux communautaires où l'exclusion, si caractéristique des comportements tribalistes, ne doit pas avoir cours. La problématique du développement passe ainsi par une architecture, au sens le plus étroit, qui matérialisera ces ambitions et, davantage, les assènera aux citoyens qui ne pourront dès lors en faire fi.

Deux types d'opérations urbanistiques, qui doivent être les images absolues d'un pouvoir républicain absolu, ont soutenu cette décision et créé une dialectique inéluctable entre le citoyen et son espace désormais estampillé du symbolisme nationaliste : la construction des palais (*mimesis* évidente), Palais de la Culture, Palais présidentiel et ce palais d'un autre type qu'est le Stade (rôle national du football sur la scène internationale, confirmé *a posteriori* par le Mondial de 1990); la construction, qui est loin d'être achevée à ce jour, du Centre-Ville de la capitale.

Toutes les hauteurs de Yaoundé qui n'étaient pas urbanisées, ou l'étaient peu parce que d'un accès trop malaisé, ou parce que trop éloignées, sont investies, couronnées et magnifiées par des édifices dont la fonction prestigieuse est évidente. Dès 1980, il n'y a quasi aucun point de la ville d'où ne se voit l'un au moins de ces nouveaux signes posés dans le paysage comme des gestes d'identité : le stade no-

tamment, le Palais de la Culture pour certains; ou comme un coup de poing sur l'horizon proche, le Palais présidentiel, véritable forteresse à l'entrée monumentale mais aux multiples sorties par des cheminements étudiés. Ainsi, l'habitant des bas-fonds sait dorénavant qu'en grim pant les pentes abruptes pour sortir des lieux où se tient sa tanière produite par une sorte d'architecture de la précarité et de l'incertitude, il aura la preuve de l'existence tutélaire des forces républicaines en action, espoirs de jours meilleurs pour ceux de sa descendance...

Seulement, raser une colline pour y implanter un Palais de la Culture à coups de mines et de milliards, avec l'aide fraternelle de la Chine Populaire, créer une cité interdite vaste comme un quartier, où la Présidence et ses services ont leurs assises, cela ne se fait pas sans modifications de la texture urbaine. Sur le trajet, des voies d'accès à ces nouveaux symboles, des quartiers préexistants en sont dynamisés (et d'abord dynamités, pour être ensuite rénovés et dynamisés!). L'extension de la capitale en est modifiée et le poids spatial du site, redistribué. Il s'en suit, avec l'accord actif de la Municipalité, une recrudescence des ordres d'exclusion, «à déguerpir», ordre intimé qui semble sur certains parcours le destin obligé de toute maison de terre : l'architecture de l'intime (tradition) ou de la précarité (tentative discrète d'insertion dans l'espace urbain produit) ne peut cohabiter avec l'architecture de l'établissement qu'à la condition de ne pas se faire voir.

Très différente est la dialectique spatiale préconisée pour le Centre-Ville. Il s'agit cette fois de produire un nouveau lieu d'activité qui ne peut exister sans la prise de possession de son usage par les citoyens, tous les citoyens, à condition qu'ils en acceptent la monumentalité et ses fonctions contraignantes toutefois. Son emplacement est imposé par l'histoire urbaine. Le site en facilite techniquement la réalisation (les fonds de vallée sont plus aisément utilisables pour les réseaux d'infrastructure), mais ne l'exalte nullement. C'est le négatif des hauteurs palatines. La vallée de la feue gare accueille ce centre-ville. Puisqu'il se construisait et puisque s'y installerait le siège des pouvoirs justificatifs de la fonction de Yaoundé : ministères à l'étroit dans leurs bâtiments plus ou moins hérités ou répliqués de l'âge colonial, organismes internationaux comme la BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale) et autres manifestations d'un capitalisme de bon aloi, telles qu'hôtels, banques, supermarché de qualité, il fallait que ce centre à fonction première de vitrine soit monumental. Et notamment le vide fonctionnel de l'emprise ferroviaire, puisqu'il y a eu déplacement de la gare, devait être remplacé par un plein fonctionnel soudant les deux productions de Yaoundé, administration et commerce, en un tout qui serait désormais le cœur de la capitale, la preuve même de sa réalité. Ainsi, de séparation/union, cet espace doit devenir concentration/liaison. Le paysage en sortira considérablement densifié, déterminé dans la durée. La dépression de la vallée en sera gommée, l'œil pourra parcourir les trois ensembles du cœur de la ville en continuité. Les bases d'un hypercentre seront définitivement inscrites en une *architecture* et une *architexture* indiscutables, et le terme grec du commencement et du commandement, *archès*, conviendra cette fois totalement.

Ainsi, au Cameroun, mais l'exemple a une portée plus générale et peut s'appliquer à d'autres pays, la problématique du développement passe non seulement par la fabrication ou la reconnaissance des villes, mais encore par une certaine vision ar-

chitecturale. En cette occurrence, l'État paye le prix fort pour la production de son espace de prestige, au détriment de son espace urbain vulgaire. Nous ne dirons pas ici combien de bonnes affaires se sont faites dans la mouvance de ces ambitions nationales. D'ailleurs, l'opération est actuellement, en 1997, interrompue depuis plusieurs années. L'État, ayant avancé 95 % des quelques dizaines de milliard de francs CFA (d'avant la dévaluation de 1994) déjà investis, se trouve outrageusement endetté. Dans le même temps, il accepte de l'aide internationale une assistance qui le rend dépendant pour son développement économique, rural et industriel. C'est la contradiction la plus flagrante que véhicule cette forme, inévitable n'en déplaise aux moralistes, de nationalisme.

Mais à côté ? En marge de ces travaux de haute volée, un million de Yaoundiens doivent subsister et continuent, pour ce faire, à produire leur espace social. Les quartiers se multiplient, on ne peut en faire l'abstraction. Là, si à terme se doivent être les creusets d'une architecture originale, c'est l'architecture qui s'impose. L'exemple des quartiers nord-ouest est, de ce point de vue, très éclairant. Leur attrait et leur originalité sont grands. Nonobstant les conditions de vie détestables qu'ils abritent, ils sont un référent architectural de qualité.

Nous noterons d'abord que leur inscription paysagère est exceptionnelle. En effet, la saisie d'ensemble de ces quartiers, notamment de celui de la Briqueterie, masque la misère de leurs éléments, la poussière dorée qui s'incruste dans les tôles des toits exalte dans le soleil, quand il y en a, la lumière qui magnifie leur composition. Vu d'avion, l'agencement des toits impose l'image d'un gigantesque pavement romain surgi dans une clairière de la forêt équatoriale. Choc esthétique fomenté par la misère, cela n'est que mensonge et faux-semblant. La Briqueterie et les quartiers nord-ouest, pour leur plus grande partie, sont des lieux immondes (au sens étymologique d'infra, de cloaque). Pourtant, l'architecture de l'agencement des maisons en *poto-poto*, plus ou moins protégé par des enduits de ciment (semi-dur), et des maisons en planches de bois éclaté (*carabotte*), est du plus grand intérêt. Celles-ci s'alignent sur les rues. Plus on s'éloigne de ces voies bitumées, plus un désordre labyrinthique prévaut. Mais en vérité le tracé des venelles qui subdivisent l'espace obéit aux impératifs du relief. Les constructeurs ont taillé des plates-formes pour recevoir chaque maison, ont creusé des rigoles profondes pour évacuer ensemble eaux de ruissellement, eaux usées et eaux vannes. Les avancées des toits de tôle font une protection contre pluie et soleil aux venelles qui fonctionnent comme des couloirs de desserte, ouverts/fermés, au sein des structures habitables dont on ne peut dire s'il s'agit d'un agglomérat de maisons, ou de quelque espace multifonctionnel à combinaisons évolutives secrété par un génie collectif indéfinissable et propriété matérielle d'une multitude de faiseurs légitimes ou illégitimes, de leur niche écologique commune.

On peut parcourir de tels sous-quartiers, par tous temps, en demeurant globalement à l'abri des excès climatiques. En outre, ce sont des lieux de passage, de frôlements, de rencontres, d'intimité sociale exceptionnelle. Ce sont par conséquent des lieux de promiscuité excessive. En aucun cas, on ne peut les qualifier d'espaces d'indifférence ou indifférenciés. Celui qui les habite, qui a son espace privé dans un des sous-quartiers, ne peut être inconnu, isolé, encore moins ignoré. La

solitude est un luxe de nantis, ou leur malédiction... L'architecture-architexture assure cette société, constituée d'unités de voisinage, de son appui et de sa protection dans la pratique sociale de l'espace.

Aucune étude n'a été faite de cette production, de cette création si répandue et si ignorée, des villes du tiers monde : le foncier, l'unité étroite d'habitation, sont objets plus saisissables, plus ménageables, plus contrôlables finalement. La cour ou l'immeuble, l'habitat typé, c'est-à-dire réduit à une classification, l'histoire architecturale des centres anciens, le fonctionnement global des villes, sont tous objets réductibles et donc manipulables. Mais de l'espace informel et, qui plus est, immonde que les cités circonscrivent dans leur périphérie géographique ou sociale, qui peut bien vouloir? Il n'est pas fréquentable. Il est inacceptable. Et, donc, il n'entre pas dans la réflexion urbanistique comme un élément positif. Il n'existe que comme existent les *townships* sud-africaines. Mais, comme elles avant la fin du règne des « white only », pour le pouvoir installé, il n'existe pas. Ce n'est qu'une erreur et l'on voudrait que ce soit un leurre.

Après cette observation discursive de Quito et de Yaoundé, il nous semble qu'il faille donc admettre le rôle moteur de la ville dans la problématique du développement. En revanche, si l'on peut envisager l'architecture dans sa monumentalité comme un moyen efficace de pouvoir, et si, pour cela, on ne peut guère oublier son importance politique primordiale, ce rôle ne lui échoit vraiment que de manière circonstancielle, lorsque la conjonction du politique, désir d'affirmer un pouvoir controversé ou encore insuffisamment établi, et de l'histoire, création récente d'un État en quête de son identité nationale, l'impose. Pour en relativiser la portée, sans pour autant négliger son pouvoir politique, nous revenons un instant à H. Lefebvre : « ... L'espace social ne coïncide pas avec l'espace géométrique ; ce dernier, homogène, quantitatif, n'est que le commun dénominateur des espaces sociaux différenciés, qualifiés. »¹²

Ses créations n'en constituent pas moins, aussi, une expression de la ville.

BIBLIOGRAPHIE

- Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, éditions Fayard, Paris, 1989.
- Ilustre Municipio de Quito, *Plan distrito metropolitano, atlas del distrito metropolitano (Quito actual, fase primera)*, 165 pages. Coédition IMQ-ORSTOM, Quito, 1992.
- Le Corbusier, *Charte d'Athènes*, éditions de Minuit, Paris, 1957.
- Henri Lefebvre, *Quartier et vie de quartier*, in revue *Cahiers de l'IAURP*, n° 7, Paris, mars 1967, repris in revue *PHI*, n° 75, SMUH, Paris, novembre 1973.
- René de Maximy, *Le site de Yaoundé*, carte publiée à Yaoundé en 1978 par le SES du MINUH; on trouvera une brève analyse du site dans la notice explicative de la carte sur la typologie de l'habitat de Yaoundé, cf. note 8 du chapitre précédent.
- Hierarchisation socio-économique de l'espace quiténien*, cartes et commentaires de la planche 38 de l'Atlas infographique de Quito, socio-dynamique de l'espace et politique urbaine.
- La ville, enveloppe et produit des sociétés mutantes, L'espace géographique*, n° 1, 1993 (tome XXI, n° 1, 1993).
- R. de Maximy (direction scientifique), H. Godard (secrétariat scientifique), M. Souris (direction informatique), *Atlas infographique de Quito, socio-dynamique de l'espace et politique urbaine*, for-

mat 27,7 X 42 cm, 297 pages, 41 planches bilingues (français-espagnol), 28 cartes couleur format A3, 85 cartes couleur petit format, 90 cartes en noir et blanc, graphiques et tableaux; co-édition IGM-IPGH-ORSTOM, Quito-Paris, 1992.

N.B. Dans la suite des références bibliographiques, on abrégera Atlas Infographique de Quito en AIQ. Philippe II, *Lois des Indes*, 1573.

André Salomon, architecte, *Plan d'urbanisme directeur de Yaoundé*, 1958.

NOTES

¹ Ce chapitre, comme le précédent, reprend, en l'augmentant, un article de R. de Maximy, publié dans *l'Espace géographique*, n° 1, 1993 (tome XXI, n° 1, 1993) sous le titre de *La ville, enveloppe et produit des sociétés mutantes*.

² Extrait des directives de Philippe II, en 1573.

³ Réminiscences de ce que nous apprenions à l'école primaire, en 1942.

⁴ D'aucuns trouveront peut-être incongru cette référence à l'Église qui semble venir en *a parte*. Mais il suffit de consulter *Quito a través los siglos*, qui présente les principaux événements survenus à Quito depuis sa refondation par les Espagnols, pour constater le poids considérable de l'Église catholique sur la vie des Quiténiens tout au long de leur histoire, et de nos jours ce poids reste fort.

⁵ Le Corbusier, *Charte d'Athènes*, éditions de Minuit, Paris, 1957.

⁶ René de Maximy, *Hierarchisation socio-économique de l'espace quiténien*, cartes et commentaires de la planche 38 de *l'Atlas infographique de Quito*, socio-dynamique de l'espace et politique urbaine (cf. note 7, ci-après).

⁷ *Ilustre municipio de Quito, plan distrito metropolitano, atlas del distrito metropolitano (quito actual, fase primera)*, 165 pages. Coédition IMQ-ORSTOM, Quito, 1992.

⁸ R. de Maximy (direction scientifique), H. Godard (secrétariat scientifique), M. Souris (direction informatique), *Atlas infographique de Quito, socio-dynamique de l'espace et politique urbaine*, format 27,7 X 42 cm, 297 pages, 41 planches bilingues (français-espagnol), 28 cartes couleur format A3, 85 cartes couleur petit format, 90 cartes en noir et blanc, graphiques et tableaux; coédition IGM-IPGH-ORSTOM, Quito-Paris, 1992.

N.B. Dans la suite des références bibliographiques, on abrégera Atlas Infographique de Quito en AIQ.

⁹ René de Maximy, *Le site de Yaoundé*, carte publiée à Yaoundé en 1978 par le SES du MINUH; on trouvera une brève analyse du site dans la notice explicative de la carte sur la typologie de l'habitat de Yaoundé, cf. note 8 du chapitre précédent.

¹⁰ Même si Jean François Bayart, *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, éditions Fayard, Paris, 1989, considère que le tribalisme est surtout une invention coloniale, c'est ainsi que les Camerounais ressentent et disent que se manifestent les antagonismes régionaux en République Unie du Cameroun, parce que, certes, aux temps coloniaux on leur a appris à dire ainsi. Mais ils persisteront en cette façon de ressentir et de dire jusqu'à ce que les intellectuels européens les persuadent de leur aliénéation.

Soit dit en passant, si on part sur de tels chemins, on n'a pas fini de notre côté d'épurer la langue française de tout ce que les Romains, les Francs et autres envahisseurs nous ont mis indûment dans la tête, à moins qu'il y ait un temps de prescription pour l'amendement d'une langue. Mais si J.F. Bayart accepte que tous les Français ne descendent pas que des Gaulois, à commencer par l'auteur, alors il admettra qu'il faille accepter que les Camerounais, et autres gens d'autres pays d'Afrique, utilisent indûment le mot tribalisme et ne se sentent pas aliénés à cause de cela pour autant.

¹¹ André Salomon, architecte, *Plan d'urbanisme directeur de Yaoundé*, 1958.

¹² Par Henri Lefebvre, *Quartier et vie de quartier*, in revue *Cahiers de l'IAURIF*, n° 7, Paris, mars 1967, repris in revue *PHI*, n° 75, SMUH, Paris, novembre 1973.

DEUXIÈME PARTIE

**DE QUELQUES LIEUX
ET RÉFÉRENTS**

DE QUELQUES LIEUX ET RÉFÉRENTS

Que la ville soit un espace organisé, occupé en permanence par des milliers de personnes qui en font leur principal lieu de vie, tout le monde s'accorde là-dessus. En outre, il y a une totale convergence de points de vue pour reconnaître que ces personnes et leurs manières de vivre donnent indubitablement à ce lieu d'exercice de la vie en société une dimension incomparable à celle que l'on trouve en ces autres lieux que sont les villages, hameaux, forteresses, camps et campements. Il importe donc, à titre didactique et au-delà de la tentative normative et instrumentale pour définir la ville, entité socio-spatiale enveloppante, de s'attarder sur certains lieux et divers référents clairement identifiables qui, selon la diversité des cultures, se rattachent à cette entité, et aussi de repérer quelques termes qui s'emploient à désigner ces personnes, qui la subissent ou l'ont choisie comme lieu de vie, et d'en analyser la signification.

Ces référents et ces termes ne sont pas plus significatifs ou représentatifs que d'autres. Ils sont seulement courants et fort communs, on n'y prête généralement qu'une attention distraite, au fil de la lecture. Nous ne les avons singularisés qu'à titre d'exemple, pour montrer qu'il y a de nombreux termes qu'on emploie presque toujours sans trop y penser et parfois très inconsidérément, c'est-à-dire sans assez de considération. En effet, bien des mots et expressions perdent ainsi du sens pour peu qu'ils soient utilisés par commodité ou par nonchalance, voire à contresens et par anglomanie, tel *governance* reconverti en gouvernance, dont le sens médiéval est ainsi sommé de faire place à son homonyme à la mode¹. Ce laxisme, cette dérive vient pour partie de ce que trop de rapports sont rédigés, trop de discours de circonstance sont prononcés sur la ville et les villes (pour convaincre des électeurs potentiels, pour capter des marchés, pour vulgariser des concepts) sans souci de rigueur philosophique (entendre scientifique en son sens le plus noble) ou de mener une réflexion socio-politique responsable.

C'est tout cela qui fait l'objet des chapitres suivants.

NOTE

¹ Pour gouvernance, nous n'aurons pas le ridicule de refuser cette nouvelle acception du mot, très loin de son sens originel, sans lui être complètement étranger, il est vrai. Les langues évoluent, fort heureusement, et les allers et retours entre l'anglais et le français sont la vieille histoire d'un « fleur'te » bien connu.

Chapitre 6

DES MOTS TRÈS USITÉS

Dans nos conversations et discussions, nous utilisons des mots courants, apparemment fort compréhensibles. Comment pourrait-il en être autrement? Mais le sont-ils pleinement? Surtout lorsque nous parlons de choses graves... À notre sens, certains méritent plus d'attention, sinon de considération.

Ainsi, il est d'usage de préciser l'importance d'un lieu occupé en permanence par le nombre d'occupants que l'on désigne comme *habitants*. Mais encore? Serait-ce là une sorte d'unité de dénombrement des personnes? Probablement. Cependant, réduire ce terme à une dimension uniquement comptable serait en nier le sens initial chargé d'une dimension sociale et conviviale. Aussi vaut-il qu'on s'y attarde un peu car, en définitive, qu'implique le fait d'être l'habitant d'un lieu? Être celui qui utilise un habitat déterminé? Oui, certes, et cela équivaut à déplacer la question dans la déclinaison du mot, passant d'un nominatif, habitant, à un locatif, habitat. Mais aussi celui qui, ne se contentant pas d'utiliser cet habitat, le possède (*habere* : avoir) en ce qu'il en use à sa convenance et, développant une pratique d'usage, s'y adapte ou l'adapte.

L'habit, l'habituel et l'habitude... sont consubstantiels à l'habitant. C'est l'ensemble de son avoir très personnel. Se déclarer ou être déclaré habitant, c'est affirmer un fait de possession, donc de droit : son implantation en ce lieu dont il est reconnu habitant, comme son habit, ses habitudes, ce dont il use habituellement, affirme une appartenance, un droit de jouissance. En conséquence, l'habitat est un fait d'occupation, d'établissement dans la permanence qui induit une double adaptation : du lieu à ses occupants, des occupants aux avantages et contraintes offerts par ce lieu. Il inclut aussi, et nécessairement, une action, des pratiques de consolidation exprimées dans ce cadre : manières de se protéger, de s'organiser, de se côtoyer et de s'entremettre qui induisent des accoutumances et donc des coutumes. Il faut que chacun se soumette à un usage codifié, normalisé, des lieux de vie communautaires ou individuels pour que le bon fonctionnement social du lieu soit correctement assuré, c'est-à-dire supportable pour tous. Pierre Bourdieu, abordant les us par une autre approche, parle d'*habitus* « principe unificateur et générateur des pratiques » et aussi « capacité de produire des pratiques et des œuvres classables,

capacité de différencier et d'apprécier ces pratiques et ces produits»¹. Le terme d'habitant, issu du latin *habitus*, introduit donc, aussi, une dimension associative, mais pas nécessairement urbaine. C'est pourquoi, si son usage statistique est acceptable en toutes circonstances, si son usage dénominatif usuel peut également convenir, il n'est pas indicatif des villes uniquement. Il paraît, en conséquence, plus judicieux quand il s'agit de la ville de parler alors d'urbain et de citoyen.

Lorsqu'ils ne sont que qualificatifs, *urbain* et *citadin* ne sont pas exactement interchangeables. Si l'on dit qu'Untel est urbain, on entendra par là qu'il est poli parce que policé et poli, civil, courtois, raffiné, (*l'urbs*, la *polis*, le *civis*, la cour, c'est-à-dire toujours la ville ou le citoyen), toute chose que l'on a longtemps attribué aux manières conviviales de la ville, mais les temps ont changé et on nous accordera sans peine que, désormais, on peut être urbain sans être pour autant nécessairement citadin, et si l'on prétend être citadin, on n'en sera pas forcément urbain. Substantifs, ces mots peuvent s'utiliser l'un pour l'autre. Cependant, comme ce sera le cas pour tous les mots désignant des personnes dont les urbanistes usent apparemment au hasard de la plume, chacun d'eux campe par moment sur le domaine du voisin. Il en est ainsi également pour citadin et citoyen. Ce n'est qu'au fur et à mesure que la ville entre dans le champ de la connaissance comme objet d'étude et non plus comme espace ouvert à toutes les aventures que leur sens s'affine et se précise. C'est pourquoi on ne peut, dans le cadre de cette réflexion, en rester au flou où ils se tiennent encore.

Le mot urbain s'allie volontiers à l'ampleur de la planète : *urbi et orbi*, et ce n'est pas seulement pour le jeu des mots que l'expression revêt une dimension primordiale, une dimension maîtresse. Ainsi, hors son acception mondialiste, il se réfère plutôt à la grande ville, *Urbs*, qui fut longtemps *La Ville* par excellence. Cependant, comme la gentillesse de l'adjectif amoindrit l'importance du substantif, et surtout comme les mots s'édulcorent avec l'usage, on accepte qu'il s'utilise pour qualifier ce qui a trait à la ville, à condition que celle-ci ne soit pas que le fruit d'une décision administrative ou statistique sans que des évidences fonctionnelles et existentielles en soient aussi l'attribut. En outre, urbain s'oppose, sans ambiguïté aucune, à rural, qui est le mot toujours employé lorsqu'on veut différencier les types d'activité, de paysage, de manière d'être ou de vivre fonctionnelle, qui se qualifient par leur implantation en ville, ou hors de la ville, que ce soit alors à la campagne, en forêt ou dans la montagne, à l'exclusion, on le comprendra, d'une localisation extrême : dans le désert (nomade) ou en bordure de mer et en symbiose avec elle (maritime, marin, pêcheur).

Le mot citadin introduit le concept de cité qui est historiquement bien établi. Chez les Grecs, par exemple, c'était une fédération autonome de tribus groupées sous des institutions religieuses et politiques communes. On peut, à ce sujet, se reporter au très beau texte d'Eschyle qui achève le cycle de l'Orestie, où Athènes précise le sens des règles du fonctionnement des lois de la cité². Dès ce temps, *Cité* se confondait avec *État* et si, par la suite, les républiques débordèrent des territoires sis dans la mouvance des cités, la connotation politique du mot lui est restée. Du Moyen Âge à l'époque moderne, en Europe occidentale, toute une législation règle la vie de la cité, le droit d'y vivre en profitant des franchises acquises, «droit

de cité». D'ailleurs, celle-ci n'existe en tant que telle que par décision du souverain et en ses murs se dresse toujours une cathédrale, à la rigueur une collégiale. À l'heure actuelle, être citadin n'inclut ni des droits, ni la soumission à des contraintes spécifiques, la république transcende les cités : ce n'est plus qu'habiter dans une vraie ville, s'entend ayant une fonction à dominante urbaine et non rurale. On préférera ce terme à ceux d'habitant et d'urbain chaque fois qu'on voudra parler d'urbains pratiquant un espace politique sans que soit mise en avant leur dimension d'acteurs politiques.

Lorsque les citoyens seront considérés comme des personnes responsables de la vie de la cité, le terme de citoyen prévaudra. Plus que son état d'habitant, ce sera sa personne civique, exerçant sa fonction politique, qui sera alors prise en compte.

Se référant à une autre conception de la vie des affaires et de la cité, les termes d'*usager* et d'*acteur*, beaucoup plus récents et sans dimension historique, sont de plus en plus fréquemment usités. Par analogie avec habitant, celui qui habite, on peut suggérer d'y ajouter l'idée d'*actant*, celui qui agit, sans nécessairement tenir un rôle d'organisation ou de création. Ces trois mots procèdent d'une approche fonctionnelle et opérationnelle où la ville est avant tout un « objet technique, produit par la volonté technicienne »³. L'usager a certes un droit réel d'usage qui ne lui est pas contesté, mais il est d'abord, pour les techniciens en tout genre, qui dominent dans la profession d'urbaniste, il faut bien le dire, un consommateur relativement passif, en tout cas manipulable ; et quand, ne pouvant user d'un véhicule personnel, il ne peut accéder aisément aux réseaux et autres équipements que les villes modernes mettent à sa disposition, les urbanistes disent qu'il est « captif ». Le qualificatif donne ici pleinement au consommateur sa dimension d'acceptation et de soumission, on ne peut même pas envisager alors qu'il puisse être libre et militant. D'ailleurs, qui a jamais entendu parler d'un « usager libre » ou d'un « usager militant » ?

On désigne par acteur toute sorte d'agents à condition qu'ils participent à la production de l'espace. On les considère alors dans l'exercice de cette entreprise. Ce n'est pas un terme spécifique du langage des urbanistes, il ne se réfère même pas aux seules actions (matériellement, culturellement ou socialement constructives, cela importe peu) menées en ville. Mais il est employé si facilement, si fréquemment, qu'il faut bien en dire deux mots. Tout citadin peut être acteur dans la cité, soit acteur politique et il fait alors acte de citoyen ; soit acteur économique et il agit, ce faisant, sur le phénomène urbain proprement dit en créant ou accumulant un capital, ou en provoquant un désinvestissement qui généralement permettra un investissement plus adapté, on peut alors dire qu'il est promoteur. On observe ainsi le jeu des puissances de mort (démolition) qui génèrent des puissances de vie (reconstruction) encore plus formidables, dont le promoteur est l'instigateur. Mais, naturellement, l'acteur peut l'être sans le savoir, quand il construit sa maison, ouvre une boutique ou établit une part de ses activités sociales en un lieu déterminé, utilisation des trottoirs pour vendre un produit forain ou d'un terrain inoccupé pour une activité communautaire et ludique par exemple.

Usuellement, lorsque certains de ces acteurs ont un poids institutionnel ou économique qui engage l'ensemble de la collectivité, on les qualifie de décideurs. Ils ont la capacité de contrôler les investissements de fonctionnement et d'infrastructures, leur choix est donc fondamental. Ce sont, selon nous, ceux qui peuvent infléchir une politique d'action concertée d'urbanisme, pouvant aller jusqu'à la dévoyer ou, au contraire, la renforcer durablement. Pour mener un urbanisme, quel qu'il soit, si l'on veut le voir aboutir dans le sens que l'on préconise, c'est eux qu'il faut convaincre des bonnes raisons des choix proposés.

Nous avons ajouté à cette liste le mot *actant*. On peut se demander quel intérêt il y a à introduire un nouveau terme sur le marché du jargon urbanistique, et en vérité on pourrait s'en dispenser. Cependant, comme la ville est un univers de signes dont la lecture devient de plus en plus complexe, l'approche structuraliste, démarche analytique qui permet d'en explorer au mieux le moindre pli et d'en faire voir l'invisible, s'avère très utile. Dans cette option, on peut énoncer qu'un actant n'est pas tout à fait un acteur mais n'est pas non plus un quelconque usager. C'est un personnage qui remplit une fonction dans et sur l'espace social, qui actionne cet espace, l'agite ou plutôt en pratique l'usage en se l'appropriant. Ce n'est donc pas seulement un personnage mythique dont nous usons pour mieux expliciter une situation où les passants ne sont ni vraiment citoyens, ni citoyens, ni acteurs, mais c'est un personnage dont la fonction n'est que d'être là. Ce qui veut dire qu'il ne cherche pas à être propriétaire de la matérialité de l'espace urbain où il acte, mais qu'il cherche, et y parvient, à être propriétaire des gestes, des événements, des émotions qui se produisent de toute façon un tant soit peu de son fait, même s'il ne le sait pas, sur et dans cet espace dont, par sa participation conviviale, il fait *ipso facto* un lieu que, curieusement, Marc Augé, dans un ouvrage récent, appelle un «non-lieu»⁴. Il n'est que d'observer, à Paris, aux Halles, le Forum ou, sur le plateau Beaubourg son voisin, le parvis du Centre Pompidou, pour saisir ce que nous tentons d'exprimer. Là, il n'y a que très peu de Parisiens, mais il y a foule d'étrangers, surtout dès qu'arrivent les beaux jours, et cela donne un haut lieu, extrêmement ouvert, de la vie parisienne parce que tous ceux qui y flânent ou s'y activent jouissent sans retenue de son usage, en sont les indiscutables propriétaires. Ce sont des actants, non pas des acteurs et sûrement pas des usagers. Ils ne sont pas non plus nécessairement habitants, urbains, citoyens ou citoyens, or il faut bien qu'ils soient quelqu'un, c'est pour cela que nous disons que ce sont des actants bien que nous partagions la réaction de J.L. Nancy : «Je voudrais que déambuler ne devienne ni concept ni question de la ville, et soit au contraire une manière de lui laisser la chance — et le risque — de l'insignifiance»⁵. Mais quel autre moyen de dire que l'animation est tout de même signifiante, si l'on se contente d'une description impressionniste dès lors qu'on veut cerner correctement les éléments d'analyse qui permettront d'interpréter librement, dans le respect et la considération que l'on doit au flâneur, le fonctionnement convivial de l'espace urbain? Car ce flâneur agissant implique que Le Forum et les Halles, devenus lieu, ne sont plus un périmètre passant et mesurable, mais un point géométrique d'équilibre, où quelque chose d'impondérable se produit, à lieu justement. D'ailleurs, si J.L. Nancy fait cette observation, c'est bien parce qu'il sent qu'il faudra malgré tout en ar-

river là. Nous partageons pleinement sa réaction et y contrevenons, navré de cette contradiction.

On pourrait encore parler du *consommateur* ou du *public*, désignations rencontrées à tous les coins de rue : «interdit au public», ou à toutes les pages de publicité ou de propagande : «le consommateur d'électricité», «le consommateur de film», etc. Ces termes accaparés par les bureaucrates, «le public», ou simplement par les commerciaux, «le consommateur», ne sont que des mots sans contenu défini. Anodin d'apparence, mais en fait particulièrement pernicieux car leur insignifiance permet de les mettre à tous les usages, faisant de citoyens nantis chacun d'une personnalité bien à lui une foule sans projet et sans identité dont on pourra parler (et qu'on pourra faire parler) sans vergogne. On l'appellera «le public» pour asseoir un pouvoir et imposer une réglementation, «le consommateur» pour étiqueter une cible à soumettre à une pression médiatique appropriée aux objectifs établis pour vendre un produit quelconque. Leur usage permet d'évacuer la richesse artistique et technique, ainsi que les potentialités sociales, d'une population très diversifiée, engagée dans ces comportements d'interaction ritualisés, quotidiens et suffisamment convenus qui facilitent la coexistence paisible de centaines de milliers de personnes s'adonnant à des pratiques fortement socialisées.

En effet, réduire au statut de public et de consommateur les citoyens, c'est, en niant leur identité, justifier qu'on les écarte de la gestion et du fonctionnement de la cité, ou de tout autre objet d'intérêt général. Certes, il y a une différence d'approche entre l'usage de ces deux mots et de ceux précédemment cités, mais, bien que nous n'ayons fait que l'aborder succinctement, le glissement sémantique d'*usager* à *public* est aisé à saisir. Il met en évidence l'absence de neutralité des mots, la charge de sens qu'ils véhiculent et donc l'orientation que leur emploi donne nécessairement à la caractérisation des populations qu'ils désignent. Ainsi, selon le vocable choisi, on peut enclencher une réelle puissance de nuisance ou d'action. Ceux qui ont compris cela, si leurs interlocuteurs n'ont pas la même maîtrise sans illusion des mots, risquent donc de confisquer l'exercice de la démocratie dans la gestion des seuls territoires, les cités, où il peut s'accomplir sans intermédiaires élus ou imposés et où cet exercice est socialement naturel.

Afin de bien mettre en évidence ce jeu des mots et de leur usage nous citons une réflexion publiée dans le numéro de mai 1997 du Monde Diplomatique, elle ne concerne pas directement la ville, mais, comme nous le verrons lorsque nous aborderons les questions qui se posent à propos de la maîtrise des mégapoles, la dimension économique et sociale des populations urbaines ne peut plus être ignorée des urbanistes. Voici ce texte significatif. «Le 31 mars donc, l'antenne était au rappel des bienfaits que la concurrence internationale procurerait aux *consommateurs*. Un discours bien rodé : ne l'avait-on pas tenu à propos des télécommunications, des transports routiers, de l'électronique, etc !

Puisque, sur France Inter, MM. Sylvestre, Garibal et Gaillard répondent parfois aux questions que les auditeurs posent, il faudrait qu'un jour ils nous expliquent qui est ce fameux *consommateur* et comment il va pouvoir continuer à consommer. Si, par exemple, son salaire d'Air Inter baisse à cause de la *concurrence*. Si

son emploi chez Renault ou France Télécom disparaît à cause de la *concurrence*. Si son statut de docker, d'ouvrier du Livre ou de fonctionnaire est remis en cause, à cause de la *concurrence*. Si son petit commerce ferme parce que ceux des *consommateurs* qui ont perdu leur emploi (...) et une partie de leur revenu (...) ne permet plus de s'approvisionner ailleurs que dans un hypermarché qui a ruiné la *concurrence*»⁶.

Définir tous ces termes, même très succinctement, répond à un objet précis : prendre conscience de la dimension humaine de la ville, de toute ville, et de la façon dont, par la variété des mots, on arrive à singulariser les différentes fonctions sociales de ceux qui y vivent pour capter leurs capacités de création, d'action ou de consommation, de liberté ou de dépendance. Ainsi, les mots que, sans les définir, nous venons d'évoquer ci-dessus donnent quelques-unes des facettes du potentiel contenu dans un discours qui transforme à sa convenance une population passante ou résidente en sujet ou en objet, dans sa manière d'user de l'espace urbain à la façon dont le pouvoir qui le gère la qualifie. Car, dans le cadre très minéralisé de la ville, derrière les arts, les factures et les artifices qui sont cause de cet univers fortement construit et dénaturé (détourné de sa nature première), les humains, puissance de la cité, s'expriment. C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'on peut donner une autre définition de la ville.

En effet, la ville, quelle qu'elle soit, n'est jamais réductible à son apparence matérielle, à sa seule minéralité, même si des romanciers ou des poètes (Charles Baudelaire) ont su en décrire les images, des peintres ou des dessinateurs en livrer les labyrinthes et la géométrie des monuments⁷. Ce sont les habitants dans leurs travaux et leurs jours qui, en dernière analyse, permettent réellement de qualifier et de classer chaque ville et toute ville.

C'est ainsi qu'après l'émeute multi-ethnique qui, en 1992, a secoué et déstabilisé Los Angeles, deuxième mégalopole des États-Unis et capitale de la Californie, un des États les plus riches du monde, on a écrit : «Les politiques, les intellectuels et la population sont pour le moment en plein désarroi. La balkanisation de Los Angeles, qui la place désormais à l'interface entre les villes occidentales et les villes du tiers monde, est un processus qui a commencé depuis plusieurs décennies et dont on commence à peine à saisir l'ampleur»⁸. Certes, dans cette affirmation, il faut faire la part de l'analyse à chaud d'un phénomène et aussi de l'irrépressible tentation d'écrire une phrase dans le vent, avec cette balkanisation et cette interface entre les villes qui ne peuvent qu'être «occidentales» ou «du tiers monde»... Mais ça ne démontre pas moins que toute classification des villes est extrêmement arbitraire, comme l'est aussi la distribution des ensembles géopolitiques de la planète en régions développées, en développement, sous-développées ou moins avancées. Si tout cela signifie quelque chose, ça ne signifie certainement pas grand chose. D'ailleurs, Alfred Sauvy, père de l'appellation «tiers monde» (sans majuscules, ni lettres de noblesse de la misère économique), s'est toujours étonné du succès de ce qui ne fut jamais pour lui qu'une formulation impressionniste, plus pédagogique que scientifique.

Et on peut aller plus loin dans la mise en question de l'image en énonçant qu'à l'autre extrémité du discours la ville peut n'être qu'un rassemblement d'acteurs installés autour d'une intention, c'est alors une ville dont le contenu est indiscutablement urbain bien que le contenant demeure encore, initialement, virtuel. Certes, un tel processus n'est pas usuel, mais à une époque où l'espace se rétrécit, il ne constitue plus vraiment une rareté.

Un exemple fera saisir ce que nous voudrions faire entendre. Lors des innombrables troubles porteurs d'épouvante dont le XX^e siècle nous lègue l'excellence, les populations rurales fuient d'abord vers les villes puis, la situation se dégradant encore, ruraux et urbains fuient ensemble hors les lieux de mort, en des exodes sans chemins et sans aboutissements. Cependant, parfois, il advient que là où ils se posent un temps, des camps s'organisent sous la protection morale d'organisations internationales, ou la protection plus ou moins volontaire et fraternelle d'un pays voisin. Alors, bien vite, sans qu'il y ait vraiment matérialité, on voit s'élaborer une ville, secrétée par ces personnes déplacées sans cohésion initiale. Cela pourrait s'apparenter à la sécrétion du coquillage par le mollusque : d'abord ébauchée en un ordre et des alignements approximatifs, l'espace s'organise tandis que ces fugitifs posent leur sac et commencent à vivre en ce nouveau lieu qu'ils façonnent autant de l'unique poids de leur présence que de la puissance de leurs actes, les voilà actants, actifs et acteurs, ébauchant leur lieu de vie. Et c'est déjà la ville parce que, par leurs actes, les occupants en construisent le mouvement, et ce n'est pas encore la ville parce que la sédentarisation ne remplace que progressivement l'improvisation.

Le cas afghan du camp de Monda, à Peshawar, au Pakistan, en témoigne, comme l'expriment clairement J. Temple et S. Grandjean dans un reportage intitulé «Le retour au pays»⁹ qui décrit des camps délaissés de réfugiés : «Autrefois grouillants, les camps se vident de jour en jour. Les réfugiés en partance démontent leur bâtisse de pisé, emportant avec eux le moindre objet réutilisable en Afghanistan. Restent quelques pans de murs, délestés de leur charpente, portes et fenêtres. Les pompes à eau, les ventilateurs, les douches n'ont pas résisté non plus à la razzia collective. Seules les ruelles occupées par les Kaboulis, retenus ici par les combats qui ravagent leur capitale, gardent encore un zeste de vie. Dans certains camps, entièrement désertés, il ne reste plus que les drapeaux qui flottent au-dessus du cimetière pour rappeler près de quinze années de présence afghane.»

Nous avons parlé de sécrétion, et c'est bien cela : un groupe, relativement cohérent et important, réuni pour une longue durée en un lieu nouveau, non choisi mais imposé, donc aux inconvénients sociaux certains, va cependant en conformité avec sa nature, avec les invariants de sa culture, sécréter son enveloppe vitale, la matérialité de sa niche éco-sociologique. Il nous semble que l'on doive pouvoir avancer qu'il y a ville dès l'instant où les intentions de sédentarisation et de vie en collectivité rapprochée s'affirment. Certes, cette affirmation, trop floue, n'est pas vraiment convaincante, mais elle ne prétend en vérité qu'à présenter l'autre face de notre définition imparfaite du début. Il n'est pas nécessairement besoin qu'il y ait construction du lieu géographique pour qu'on puisse parler de ville, et *a contrario* une enveloppe indubitablement urbaine, mais sans habitants, n'est plus une ville :

Timgad ou Pompéï en témoignent. Cet aspect de la question permet de découvrir l'éphémère de la création *ville* qui s'affiche parfois. Les valeurs extrêmes de la fourchette de qualificatifs entre lesquels fluctuent l'idée de ville, et même le fait urbain, indique l'impossible aboutissement d'une impossible quête.

Ce qui précède appelle évidemment la définition de quantité d'autres termes qu'il n'entre pas dans notre projet d'explicitier, autant parce qu'il existe d'excellents glossaires les concernant que parce que cela nous entraînerait en une dérive hors de propos.

Cependant, nous croyons utile de nous attarder encore sur la notion d'*intégration* qui revient fréquemment dans le discours urbanistique actuel, que ce soit au sujet des extensions ou des quartiers marginaux des villes tropicales, ou au sujet des banlieues hâtives qui ornent nos villes d'Europe. Ce terme, dans son acception courante, issue du langage militaire et telle que formulée par le Petit Robert, désigne « l'opération par laquelle un individu ou un groupe s'incorpore à une collectivité, à un milieu ». Mais, en l'utilisant, c'est à un processus social que se réfèrent ceux qui, pour une raison ou une autre, s'estiment en charge de l'opinion publique ou d'une situation créée humainement inacceptable. Ainsi, pour les sociologues et les politologues, il s'agit de permettre aux populations marginalisées, apparemment de leur fait parce que venues s'installer, contre toute réglementation, en des lieux non affectés ou impropres à une urbanisation quelconque, mais en vérité parce qu'elles n'avaient socialement pas le choix, de pouvoir participer pleinement à la vie de la cité. Or, pour les urbanistes, pour les mêmes raisons que les précédents et aussi par nécessité fonctionnelle, il s'agit de rattacher, par l'aménagement géographique et économique de l'espace, les quartiers illicites à l'ensemble déjà équipé et organisé qui fonctionne au mieux des possibilités locales du territoire urbanisé considéré. Ce qui implique leur reconnaissance foncière — ou, pour le moins, le droit à l'occupation sédentaire, fut-ce à titre précaire, d'un morceau de l'espace urbanisé et à la possession de ce qu'ils accumulent dans cet espace —, la mise en place de réseaux d'infrastructure, dont au premier chef la voirie, et de leur donner accès à la pleine jouissance des droits assurés à l'ensemble des citoyens. C'est l'un des plus aigus problèmes d'urbanisme auxquels sont confrontés tous les gestionnaires de l'espace urbanisé, où que ce soit dans le monde. Et cette question d'intégration ne se limite naturellement pas aux seuls quartiers oubliés, déshérités, marginalisés, car il ne s'agit pas seulement de gommer des situations misérables, mais aussi, assez fréquemment, d'incorporer des quartiers périphériques fort bien équipés et habités par des populations à revenus décents. C'est même ceux-ci qui, généralement, sont les premiers intégrés, car leurs habitants détiennent plus ou moins directement un indéniable pouvoir politique.

Quoi qu'il en soit, la tâche majeure de l'urbanisme est, par l'intégration progressive de ses segments par trop séparés à l'ensemble consolidé de la cité, de s'ingénier à supprimer l'espace divisé socialement. Nous ne pensons pas qu'il y ait une attitude délibérée de la part des municipalités de marginaliser certains quartiers (du moins exprimée aussi crûment), mais il y a, à n'en pas douter, une certaine indifférence de la situation urbaine où se trouvent ceux qui ne peuvent exercer des pressions politiques susceptibles de déstabiliser les tenants du pouvoir municipal.

Il faut admettre, cependant, qu'historiquement, il y a régression. Tous les romanciers européens du XIX^e siècle (auparavant, la ville n'était guère décrite dans les romans, eux-mêmes encore peu nombreux), d'Hugo à Dickens, en passant, entre autres, par Balzac, Tolstoï, Dostoïevski et, bien sûr, Jules Valès et Émile Zola, nous présentent des quartiers où cohabitent riches et pauvres, notables et petites gens. La hiérarchisation sociale s'y manifeste dans l'empilement des niveaux des immeubles collectifs, selon la distance par rapport au rez-de-chaussée, le premier et le second étage étant réputés nobles (Béranger en a fait des chansons). Il y a, alors, une indubitable intégration. En France, après le Second Empire, avec, dans le discours des philosophes socialisants, l'avènement du terme de prolétaire, remplaçant celui d'ouvrier, commence la ségrégation sociale délibérée. Également s'accroît la croissance mal maîtrisée des banlieues.

Pour autant, nous ne pensons pas, lorsqu'on étudie ces phénomènes socio-spatiaux, qu'il faille s'appesantir uniquement sur leurs conséquences négatives. Il importe, en effet, de bien connaître tous les aspects qu'ils prennent et de ne pas éluder toute la dimension novatrice qu'ils portent, car les stratégies élaborées dans ces quartiers par des acteurs, individuels ou regroupés en associations conjoncturelles ou permanentes, suscitent fréquemment des réponses adaptées, donc efficaces, à une urbanisation, généralement hors normes pour les pouvoirs accrédités, qu'une vision seulement misérabiliste interdirait de prendre en considération.

Mais, actuellement, on ne peut parler d'intégration sans évoquer le phénomène d'*exclusion*, qui n'a que casuellement à voir avec celui de pauvreté. Il signifie initialement *hors du clos*, hors de l'espace fermé, c'est-à-dire hors de ce qui est en même temps protégé et soumis à une certaine forme d'organisation. C'est d'abord une situation de misère, matérielle, physique et morale, qui gagne dans les villes, où que ce soit : de New York à Bombay, de Paris à Rio, de Johannesburg à Moscou...

On ne comprendrait pas clairement ce phénomène si on ne le considérait que comme descriptif d'un état de misère. Car ce n'est pas que cela. Il a, dans les villes, son pendant, manifesté dans l'abondance et délibérément organisé. De plus en plus fréquemment, au nom d'un sentiment d'insécurité qui s'apparente collectivement à une psychose, et individuellement à une névrose, une tranche de la société, pas forcément la mieux nantie, se construit un espace de vie privé sélectif et exclusif : certains ensembles nord-américains, les *condominios* latino-américains, en sont des exemples, et tous ces domaines qui se rencontrent ailleurs, enclavant quelques dizaines d'habitations, en des murs, avec des gardes armés à l'entrée. Mais le phénomène n'est pas si nouveau, car qu'était-ce d'autre que l'apartheid et l'organisation de nombreuses villes coloniales ? D'ailleurs, la ville a toujours été un lieu de rencontres, d'échanges, mais aussi d'exclusion, se fermant à la nuit sur ses ayants-droit. Jusqu'à la Renaissance, en Europe, les périodes de villes ouvertes et, dans les villes, de quartiers ouverts¹⁰, ont été bien rares. Mais cette exclusion concernait l'autre, qui « n'est pas d'ici », alors que désormais l'autre peut être le voisin, tout autant d'ici que soi-même. Il nous semble qu'il est absolument nécessaire de ne pas dissocier les deux volets du diptyque.

De cette réflexion sur les mots et leurs connotations il nous faut donc conclure qu'il n'est pas possible de se contenter de l'approche phénoménologique de la ville, qu'il faut toujours en considérer les deux séries de composantes, celle des formes, celle des actes. Et si l'on veut exercer une action globale de planification et de gestion de l'espace urbain, il y a nécessité, en outre, de prendre en compte la série des intentions. Mais si la description, impressionniste nous l'avons dit, permet de bien saisir les formes, si des enquêtes auprès des habitants autorisent de leur côté une relative connaissance des acteurs et de leurs actes, les intentions ne sont pas aussi aisément appréciables. Car comment découvrir des projets pas toujours réalisés consciemment et de toute façon cachés dans les plis de la sociétés et les désirs des personnes? Là réside la plus grande difficulté pour les gestionnaires de la ville, et leur ignorance à ce sujet amoindrit considérablement leurs décisions, leurs politiques, quand elle ne paralyse pas, ou ne pervertit pas, leurs actions! Il faut donc user avec la plus grande intelligence des seuls faits dont on puisse être facilement informés. C'est là qu'il faut disposer d'indicateurs d'urbanisation fiables¹¹. Ces indicateurs sont les résultats des forces sociales à l'œuvre dans le quotidien de la vie urbaine.

BIBLIOGRAPHIE

Marc Augé, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, ed. du Seuil, Paris, 1992.

Pierre Bourdieu, *La distinction*, p. 112 et 190, éditions PUF, Paris, 1980.

Jacques Derrida, *Généralisations d'une ville*, cf. chapitre 2.

Eschyle, *Les Euménides*, traduit par Paul Claudel, NRF, éd. Gallimard, Paris, 1920.

Cynthia Ghorra-Gobin, *Los Angeles 1992, la première émeute multi-ethnique aux Etats-Unis*, in *Hérodote*, n° 65-66, 1992, éd. de la Découverte, Paris.

Henry Godard, René de Maximy, *Indicateurs d'urbanisation*, cf. chapitre 1.

Serge Halimi, *Concurrences*, in *Le Monde diplomatique* de mai 1997.

Jacques Heers, *La ville au Moyen Age*, coll. Pluriel, ed. Fayard, Paris, 1990, 550 pages.

J.L. Nancy, *Au loin, Los Angeles*, cité dans *Penser la ville*, cf. bibliographie du chapitre 2.

François Schuiten et Bernard Peeters, *Les remparts de Samaris*, et aussi *La fièvre d'Urbicande*, éditions Casterman, coll. Les cités obscures, Paris.

J. Temple et S. Grandjean, *Le retour au pays*, in *Croissance*, numéro de novembre 1992.

NOTES

- ¹ Pierre Bourdieu, *La distinction*, p. 112 et 190, éditions PUF, Paris, 1980.
- ² Eschyle, *Les Euménides*. On peut se référer directement au texte d'Eschyle, mais on peut aussi consulter l'une de ses innombrables traductions en français, par exemple celle de Paul Claudel, parue aux éditions Gallimard, NRF, en 1920.
- ³ Jacques Derrida, *Généralisations d'une ville*, déjà cité en chapitre 2.
- ⁴ Marc Augé, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, ed. du Seuil, Paris, 1992.
- ⁵ J.L. Nancy, *Au loin, Los Angeles*, cité dans *Penser la ville*, p. 415.
- ⁶ Serge Halimi, *Concurrences*, in *Le Monde diplomatique*, mai 1997, page 17.
- ⁷ François Schuiten et Bernard Peeters, *Les remparts de Samaris*, et aussi *La fièvre d'Urbicande*, éditions Casterman, coll. Les cités obscures, Paris.
- ⁸ Cynthia Ghorra-Gobin, *Los Angeles 1992, la première émeute multi-ethnique aux Etats-Unis*, in la revue *Hérodote*, n° 65-66 des 2^e et 3^e trimestres 1992, éditions de la Découverte, Paris. Citation page 337.
- ⁹ J. Temple et S. Grandjean, *Le retour au pays*, reportage publié dans la revue *Croissance*, novembre 1992.
- ¹⁰ Jacques Heers, *La ville au Moyen Age*, coll. Pluriel, ed. Fayard, Paris, 1990, 550 pages.
- ¹¹ Henry Godard, René de Maximy, *Indicateurs d'urbanisation, de quelques indicateurs et de quelques villes des régions intertropicales*, ouvrage en cours de rédaction.

Chapitre 7

LES FORCES SOCIALES¹

Au début de notre réflexion, nous avons supposé que le phénomène visible qu'est la ville, à savoir ses constructions, ses réseaux et leur agencement interactif, était suffisamment significatif, c'est-à-dire porteur de signifiants, ou si l'on préfère parlant, pour que par son analyse, on puisse tout en déduire. Bien sûr, cela supposait, d'entrée, que des hommes assemblés (c'est le sens premier de *civitas*, assemblée de citoyens) unissent leurs forces pour sécréter et organiser leur niche écologique, et d'abord les lieux d'intensité maximum de leur expression collective et solidaire. Mais au point où nous sommes rendus, nous en arrivons à penser que la charrue fut, par nous, mise avant les bœufs : ce sont les forces qui assurent la cohésion sociale du groupe qui priment sur l'objet produit, bien que cet objet témoigne de ces forces et en soit l'expression la plus immédiatement saisissable. Elles sont mobilisées, plus ou moins consciemment, par des acteurs de tout acabit. L'analyse architecturale et architexturale de Quito et de Yaoundé a mise en évidence cette action. Il nous paraît donc nécessaire d'identifier succinctement certaines de ces forces, celles dont les effets sont les plus voyants, et de s'attarder un peu sur le rôle des acteurs en cette affaire. Quelques exemples pris dans des villes tropicales, en pleine expansion démographique et spatiale en même temps qu'en totale régression environnementale, occupées essentiellement par des populations urbaines récentes dont, pour cela, les motivations de citadins et les comportements d'acteurs sont plus immédiats et donc plus aisés à déterminer, permettront d'illustrer notre propos.

LES FORCES SOCIALES À L'ŒUVRE

Si les villes se transforment par les actions convergentes de populations et de nations générant à chaque époque des conditions de vie matérielles et culturelles qui permettent ensuite aux historiens de les caractériser, c'est que pour fonctionner ces villes sollicitent des forces sociales qui, sans être spécifiques, prennent toujours, en milieu urbain, des formes apparentes aidant à les déterminer et les dater. Celles-ci, discrètes le plus souvent mais aussi parfois spectaculaires, nourrissent un mouvement permanent de mise en condition d'équilibre et d'harmonie politique, objectif espéré et jamais pleinement atteint mais qui ne doit être en aucun cas évacué.

Toute considération sur les villes des pays insuffisamment équipés entraîne une comparaison avec les villes des pays suréquipés. Les rythmes de croissance urbaine qu'eurent ces derniers, généralement en pays de longue histoire, se retrouvent un siècle après dans les villes des pays insuffisamment équipés, ayant vécu souvent une violente rupture culturelle ou bien n'ayant qu'une histoire incertaine. Comparer les uns et les autres permet de mieux établir, sur les villes, le poids de l'immigration massive qui se constitue ainsi en une force de première importance.

En Europe occidentale, et dans ce que l'on nomme « l'ancien monde » qui englobe l'Asie continentale, les villes grandissaient lentement. On avait le temps de la réflexion si bien qu'une erreur de gestion n'entraînait pas pour elles de malencontreuses conséquences en chaîne. On ne se souciait guère de savoir s'il y avait des forces sociales à considérer, autres que celles admises et non analysées qui régissaient la société des citoyens; ces pratiques allaient de soi.

Cependant, en Amérique du nord, au XIX^e et au XX^e siècles, et d'une manière moindre en Europe, l'accélération de l'urbanisation, conséquence, comme on sait, de la première révolution industrielle, modifia les idées reçues² : la nécessité d'un urbanisme programmé à long terme apparut; or, depuis quelques décennies seulement, le phénomène urbain est considéré pour lui-même et non plus comme une simple dimension de l'aménagement global et contrôlé d'une région; le concept traditionnel de la ville comme centre et point fort d'une région s'est en quelque sorte inversé. Désormais, les campagnes apparaissent de plus en plus comme des espaces quadrillés, délimités par les réseaux interurbains, fonctionnant par et pour les villes, en économie périphérique. En prenant un poids économique majeur les villes sont devenues objet spécifique d'étude. Les forces sociales qui les parcourent et les structurent font l'objet de longues recherches dont l'intérêt politique est mieux compris.

Dans les pays sous-équipés, les mêmes caractéristiques se rencontrent, mais tout se bouscule et se télescope. Les campagnes ne se modifient qu'à peine, alors que les villes, peuplées de ruraux sans références socio-urbaines, croissent à des rythmes jamais connus jusqu'alors (de 3 à 12 % par an); et les problèmes de fonctionnement de ces villes informes, où seule une aire centrale possède quelques équipements adaptés, paraissent insolubles. En vérité, de telles villes souffrent de plusieurs maux : elles sont inorganisées, non structurées, encerclées de quartiers sous-intégrés ou non-intégrés; elles doivent accueillir des milliers d'individus sans qualification ni emploi, et, cependant, leur permettre de vivre; en outre, elles sont souvent fondées sur le marasme économique et la pénurie. Pour remédier à de telles situations, le maître-mot est : organisation. Cela suppose leur maîtrise sociale et économique, et celle du pays qu'elles commandent. Le problème est donc politique : déterminer une stratégie de l'exercice du pouvoir et la mener avec rigueur, en sachant qu'aucune stratégie urbaine efficace ne peut ignorer les forces sociales qui régissent la ville.

Ces forces sociales sont d'autant plus difficiles à saisir que les villes anciennes des pays suréquipés servent de références pour les responsables des pays sous-équipés. Les modèles venant d'Europe occidentale ou d'Amérique du nord sont accep-

tés globalement et totalement, encore maintenant et malgré tous les discours (thérapeutiques !) mettant sans cesse en accusation les grandes puissances économiques, et de celles-ci d'abord la BIRD, le FMI et les anciennes puissances coloniales. L'aggiornamento démocratique actuel renforce d'ailleurs cette tendance, les dictateurs locaux, affaiblis, ne pouvant plus assurer l'office de premier bouc émissaire et les nouveaux leaders, plus critiques qu'organiseurs, n'ayant pas encore su construire de manière convaincante la dialectique de leurs discours politiques de chefs de parti. Cette attitude est donc plus que jamais le fruit de la domination culturelle qui s'est substituée à la domination coloniale. Cette observation est surtout vraie pour l'Afrique intertropicale, dernière grande région du globe à s'urbaniser. C'est pourquoi, en Afrique plus qu'ailleurs, les responsables politiques confient généralement les études à des urbanistes venus de ces pays riches et très urbanisés. Ceux-ci proposent des produits de leur culture, schémas de structure ou d'aménagement, plans directeurs d'urbanisme, sans être jamais assurés du devenir des propositions faites, tant l'explosion urbaine relativise ici toutes les prévisions. Mais en vérité, y a-t-il quelqu'un, parmi les urbanistes, parmi les administratifs et parmi les politiques, qui veuille voir réaliser les projets élaborés lors de ces études ? Et si, d'aventure, les projets émanent d'urbanistes nationaux, ceux-ci ont été formés par les précédents et selon les mêmes approches, ce qui ne change donc rien aux types de propositions faites.

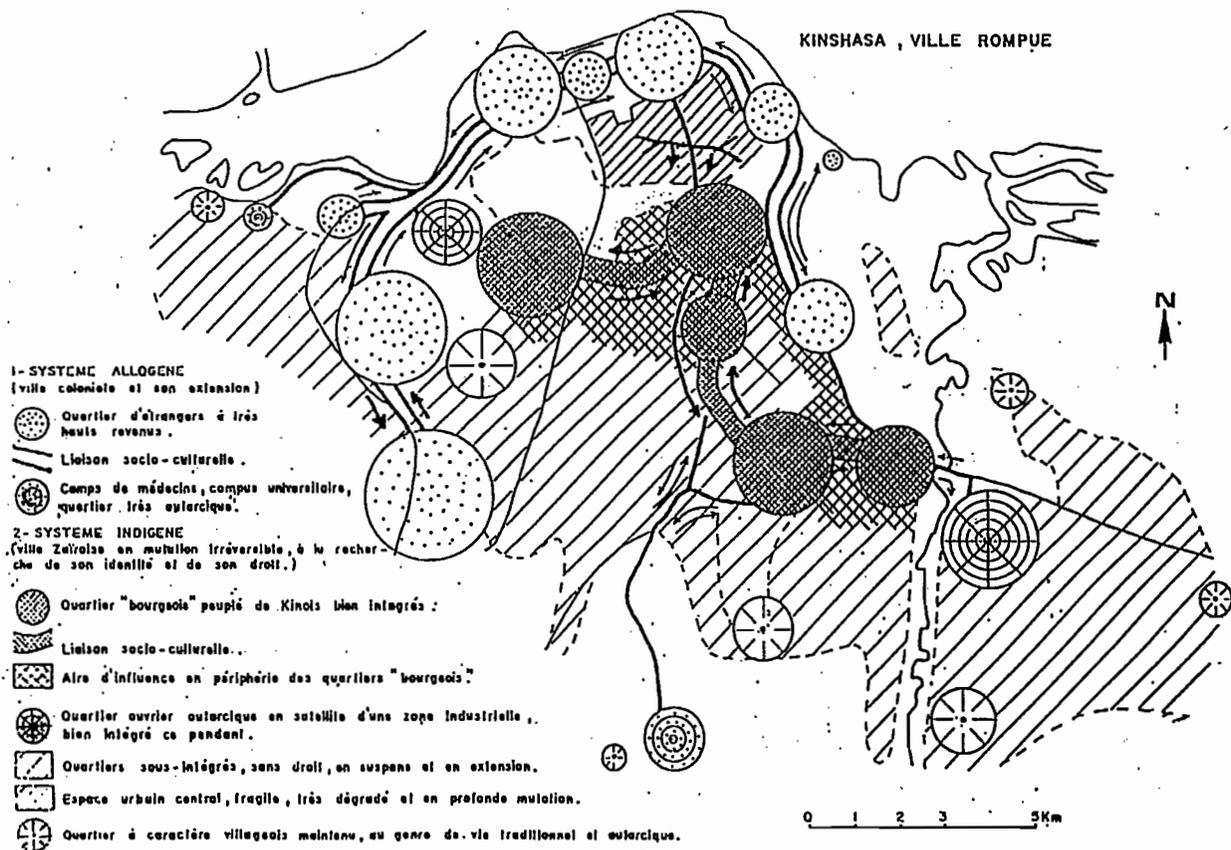
DES FORCES RÉVÉLÉES PAR LA COLONISATION

Les grandes villes d'Afrique intertropicale sont en majorité issues de la plus récente colonisation européenne. De l'époque des grandes découvertes initiées par les Portugais à l'aube de la Renaissance, les plus anciennes datent du XV^e siècle, telle Luanda ou Mombassa, les plus récentes de la fin du XIX^e siècle, telle Kinshasa (1881) ou Abidjan (1898), voire du XX^e siècle. Comme toute ville coloniale, elles sont le fruit d'une société étrangère, ainsi Kinshasa, ville exemplaire.

En 1881 est fondée Léopoldville, le site de la ville actuelle n'abrite alors pas plus de 35.000 personnes réparties en soixante à soixante-dix villages³. Les Européens, et à partir de 1908 les Belges uniquement, implantent et développent au bord du Pool « un poste avancé de la civilisation »⁴. Leur projet est simple : établir une base permettant l'exploitation rationnelle de la cuvette du bassin intérieur du Congo. Ils procèdent de manière intuitive et immédiate. La ville s'étend selon un découpage idéologique prôné par le pouvoir colonial : ville blanche, ville indigène, séparation marquée dans le site entre ces deux entités⁵. Dans cet esprit se fonde et grandit une ville qui atteint 400.000 habitants en 1959.

A l'indépendance, le 30 juin 1960, les forces en présence sont :

- les intérêts capitalistes de la Belgique, où les profits d'une classe possédante sont évidents, mais où les employés de sociétés, fonctionnaires, colons n'appartiennent pas nécessairement à cette même classe. Ils en sont cependant les serviteurs volontaires, car ils en tirent des avantages substantiels.



- les intérêts des populations natives de la plaine de Kinshasa. Fascinées par le pouvoir des Européens, elles profitent des miettes de ce pouvoir. Cependant, les frustrations engendrées par la contestation permanente de leurs droits entraînent une tension et le rejet du pouvoir belge. Situation qu'on retrouve lors de toute opportunité de libération du joug colonial comme, par exemple, chez les *Insurgents* des colonies anglaises d'Amérique du nord.
- la démographie des populations congolaises, et notamment le solde migratoire. La ville doit construire des cités pour cette main-d'œuvre souhaitée. Les cités sont séparées des quartiers européens par une zone-tampon contrôlée par des camps de la Force Publique, consacrant l'apartheid de fait, qui se justifie alors par un paternalisme officiel et bureaucratique.

En 1960, Léopoldville (Kinshasa) comprend deux entités totalement séparées : la ville pour les Belges où se regroupent les quartiers portuaires, industriels et de résidences cossues, quartiers bien reliés entre eux ; la ville pour les Congolais, constituée d'un ensemble de plusieurs générations de cité, séparées entre elles mais rattachées aux zones d'emplois par des voies, cordons ombilicaux et axes, aisées à fermer.

Plus de trente cinq ans après l'indépendance, bien que se dégradant progressivement, ce schéma se maintient. L'étude des flux montre qu'hors des heures de travail, il y a très peu de communications entre les deux entités, mais d'intenses échanges à l'intérieur de chacune d'elles, chose nouvelle (depuis 1960) pour la ville africaine (figures hors-texte). En outre, la ville européenne n'a que peu grandi, tandis que la ville zaïroise (congolaise) a crû d'une manière gigantesque (entre 4 et 5 millions peut-être en 1997), submergeant le site, escaladant les premiers reliefs des Monts de Cristal et, bien que non structurée, paralysant toute structuration massive de l'espace.

Les forces sociales qui ont façonné la ville avant l'indépendance ont toujours des effets trente sept ans après. Ce schéma, très visible dans l'espace kinois (de Kinshasa), se retrouve à peu près à l'identique en d'autres villes d'Afrique intertropicale, à Douala, Brazzaville, Libreville, et depuis l'indépendance de l'Angola à Luanda en quelque manière : quartiers européens, patriciens plutôt qu'européens désormais, quartiers africains, plébéiens. Ce sont des expressions probantes d'une société où la classe économique dominante (européenne avant 1960, augmentée des nouveaux dirigeants généralement pillards et invariablement notables depuis 1960) est toute puissante. De telles disparités internes existaient déjà, *mutatis mutandis*, dans les villes de l'empire romain ; c'est un phénomène technique et non pas de société.

MOUVEMENTS DÉMOGRAPHIQUES ET URBANISATION

Le rush sur les villes a deux grandes raisons : l'insécurité due à des guerres civiles, en Afrique, ou révolutionnaires, *la Violencia*, en Amérique latine surtout, raisons politiques. Mais aussi ailleurs : au Cambodge où, à l'inverse, Pol Pot chef de parti

et de guerre, fou et sanguinaire en cette occurrence, a vidé la ville de Phnom-Penh et pratiqué un génocide; dans les Balkans où Radovan Karadzic, leader des miliciens bosno-serbes jusqu'à la fin du conflit bosniaque, ainsi que Slobodan Milosevic, président de la Serbie et le gouvernement serbe de 1991 à 1999, ont eu un comportement proche de celui-ci, pour cause de purification ethnique et ses séquelles; la misère croissante des campagnes, raisons économiques qu'on rencontre aussi dans tout le tiers monde, en Asie du sud-est et jusqu'aux Philippines entre autres. Ce phénomène migratoire se retrouve dans l'histoire de l'Europe ou des États-Unis, comme un passage obligé lors d'un bouleversement fondamental et fondateur de société : révolution industrielle qui fait espérer aux paysans européens un emploi dans les villes leur permettant d'échapper à la misère des campagnes — et la migration vers les États-Unis, quoique fortement politique également (Irlande, Italie et, après 1945, Europe centrale toujours), relève des mêmes espoirs —; fin de la Guerre de Sécession qui permet aux noirs américains d'entreprendre une nouvelle existence dans une société urbaine, des villes du Nord des États-Unis, ressentie comme libératrice. La différence est de taille cependant : les grandes villes modernes des pays tropicaux n'offrent pas, tant s'en faut, les emplois espérés ou plus simplement rêvés. Car ni les investissements, ni la croissance du PIB de ces pays ne sont de même valeur et de même intensité que la croissance démographique. Il ne faut que deux êtres humains, même dans la plus grande misère, pour faire des enfants dont un sur deux survivra; mais il faut l'équivalent de 250.000 francs français actuels pour créer un emploi nouveau dans le secteur moderne de l'économie de ces pays.

Ces populations venues en ville, sans emploi stable, sans revenu, sans formation, sont tout à fait inadaptées. Leur premier souci est de se loger au moindre coût, sur des espaces le plus proches possible des zones d'emplois mais non revendiqués parce que peu urbanisables, donc sans intérêt spéculatif. Ainsi, les terrains investis dans ces villes depuis 1960 (en Afrique subsaharienne fin d'un ordre sans qu'un autre ordre, pourtant largement proclamé, soit vraiment établi ou à tout le moins respecté, question de démocratie) croissent au point que l'espace urbanisé y double tous les dix ans. Les quartiers de *squatting*, installés dans l'illégalité et la précarité, sur des sites impropres, prolifèrent : *favellas*, *ranchos*, *barrios marginales*, *colonias proletarias* d'Amérique latine, bidonvilles, *jhopadpatti* indiens et *slums* en tous genre d'Asie et de partout, extensions et quartiers d'habitat autopromu d'Afrique, en témoignent.

LES QUESTIONS FONCIÈRES ET LES FORCES TRADITIONNELLES

L'analyse du rôle de la législation foncière, de la coutume et du droit coutumier, de l'héritage administratif colonial dévoyé de son objet initial, révèle d'autres forces sociales qui façonnent les villes actuelles des pays sous-équipés⁶. Ces forces sont différentes lorsqu'il s'agit du lotissement de latifundia dans les pays latino-américains, ou de la parcellisation des domaines coutumiers en Afrique intertropicale. Dans un cas, les grands propriétaires font une opération lucrative en spéculant sur la demande croissante en terrains urbains, à moins qu'une *invasión* ne les

contraignent à vendre pour une bouchée de pain leur propriété déjà envahie et lotie qui perd de ce fait toute valeur marchande. Dans l'autre, les chefs de terre ont un comportement beaucoup plus nuancé : soit, ils cèdent le terrain ou en reconnaissent la propriété d'usage aux gens de leur groupe ethnique ; soit, ils en acceptent, parfois sans contrepartie correctement négociée, l'expropriation pour cause d'utilité publique ; soit, ils les vendent, lot par lot, à des particuliers étrangers à leur groupe et fortunés. Le découpage de l'espace échappe alors aux urbanistes et au pouvoir urbain, mais pas forcément aux agents du cadastre agissant comme des courtiers (micro-acteurs), et le fonctionnement de la ville peut en être entravé.

Les chefs de terre sont ainsi promoteurs urbains, mais ne s'occupent généralement pas d'immobilier. La spéculation est forte en Amérique latine, plus faible en Afrique où le droit coutumier est socialement plus contraignant que le droit écrit, car le groupe usufruitier a un droit de regard inaliénable et contrôle plus ou moins le foncier dans son usage et sa vente. Quoi qu'il en soit, ces propriétaires constituent une force sociale dont dépendent les types de croissance urbaine et d'habitat pratiqué. Si les terrains sont bon marché, la ville s'étale en habitat individuel à un seul niveau ; s'ils sont à des prix élevés, la ville se resserre, se densifie par un habitat en hauteur allant des maisons individuelles jumelées ou du collectif en bande à 2-3 niveaux, jusqu'à l'édification de quartiers entiers de grands immeubles — comme au Caire où, en outre, nul ne contrôle la solidité de ces immeubles qui s'effondrent au moindre séisme comme cela se produisit en 1996 —, voire de tours dans le centre de la plupart des grandes villes.

En de nombreux pays d'Afrique, cette force, issue des ethnies et fondée sur la coutume, est très ancienne, mais s'exprime d'une manière très nouvelle qui donne au seul groupe primitivement installé sur le site un poids politique hors de mesure avec sa représentation numérique. Par exemple, à Douala et à Yaoundé, la puissance des Duala et des Ewondo est disproportionnée par rapport à leur poids démographique réel, mais n'est pas discutée par l'ensemble des citoyens — à part quelques responsables définitivement acquis à une conception européenne des choses, et encore ! — qui trouvent conforme qu'il en soit ainsi pour chaque groupe sur la terre de ses ancêtres. Ainsi, une partie de l'organisation de la croissance urbaine peut échapper au pouvoir municipal au profit des populations natives ; ou, si le représentant du pouvoir municipal appartient au groupe ethnique propriétaire coutumier de l'espace urbanisé, ce pouvoir est renforcé. Il peut faire pièce au pouvoir national qui doit nécessairement compter avec lui.

LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE FAÇONNE LA VILLE

Cependant, ce droit coutumier est irrémédiablement contrebattu dès que l'enregistrement des terrains est réalisé (ce qui explique d'ailleurs les énormes entraves, blocages en tout genre, que rencontrent tant de tentatives de cadastrage). Mais, comme la croissance urbaine dans les pays sous-équipés des régions intertropicales varie de 3 à 12 % par an, la spéculation est rentable, progressivement des forces nouvelles se manifestent, des us, dont les initiateurs espèrent qu'ils ne seront pas

remis en question, s'instaurent. Les migrations vers les villes ou intra-urbaines contribuent à accélérer l'ensemble de ces mutations.

Quelles sont ces forces, quels sont ces us ?

Aux temps coloniaux, la classe au pouvoir, étrangère, dominait économiquement ; bien qu'elle reste forte, cette classe a perdu ce pouvoir, donc une capacité d'action, au profit d'une classe autochtone nouvelle ayant récupéré le pouvoir politique désormais disponible qu'elle entend bien gérer à sa manière qui ne peut que composer avec des traditions dont les préceptes n'ont jamais vraiment cessé d'être suivis. Il ne s'agit pas, pour autant, d'une situation politique archaïque qui se maintiendrait. Dans le respect du patrimoine culturel, ces nouveaux acteurs savent intérioriser les apports de cent ans et plus d'une domination étrangère qui fut loin d'être aussi négative qu'on l'a si souvent proclamée. Issue de l'administration coloniale qui l'a façonnée à partir de modèles européens adaptés, cette classe en ascension est constituée d'anciens fonctionnaires devenus notables et dirigeants, et d'actuels fonctionnaires petits frères des précédents. Relativement peu nombreux bien que pléthoriques, s'alimentant aux mêmes sources de revenus (les revenus de la nation), ses membres agissent solidairement ; ils ont la liberté de décider et un réel pouvoir de financement. Ainsi s'établit, dès les temps coloniaux, la classe (caste, clan, tribu sans nom et d'une autre facture) des fonctionnaires qui privilégie l'écrit, l'enregistrement permettant d'opposer un document estampillé à toute discussion litigieuse (en une dialectique tendancieuse où, de toute façon, le litige ne se jugera pas nécessairement au mépris de la coutume). Dès lors, l'écrit, pour ce qui concerne le droit foncier et son exploitation immobilière, est un moyen de gouvernement auquel tiennent les responsables politiques. En ce domaine, ils se considèrent comme les héritiers des colonisateurs et, se détachant du pouvoir coutumier, parviennent tant mal que bien à se libérer des contraintes tribales et lignagères. Cette indépendance se conjugue généralement avec une implantation dans les chefs-lieux administratifs. Pour chaque fonctionnaire, ce mouvement prend son origine dans l'écrit et renvoie à l'écrit, non seulement parce que c'est la raison d'être de son activité sociale, mais encore parce que c'est ainsi qu'il sort du ban sans se sentir banni pour autant. Ce faisant, il s'approprie l'usage juridique d'un espace, sur lequel il n'a d'abord aucun droit mais qui ne lui sera plus ouvertement contesté dès lors qu'il le sort du droit coutumier, par le truchement de l'enregistrement, acte écrit qu'il espère non révisable. Extra-coutumier désormais, le propriétaire et sa propriété n'ont de sécurité que par l'écrit, il coopte en quelque sorte pour un nouvel ancêtre, purement symbolique, mais extrêmement puissant et efficace, «L'administration», enfant des temps coloniaux⁷. Certes, il y a détribalisation, acte toujours grave vis-à-vis de la tradition, mais, en même temps, il y a établissement dans la modernité et liberté. Un peu comme au Moyen Age en s'installant dans les villes ayant franchises, on se libérait d'un servage quasi inévitable sur les terres paysannes. Cette classe ouverte à tous ceux qui en acceptent la règle (connaissance de l'écriture, soumission aux idéologies importées) s'institue gardienne (et quasi unique usufructière !) des lois écrites et des usages fonciers et immobiliers introduits par les Européens : quasi universalité, dans les pays francophones, hispanophones et lusophones entre autres, du code napoléonien revisité par les juristes locaux, mais jamais vraiment remis en question.

Comme la légitimité des nouveaux responsables politiques se fonde, intimement, sur ce droit écrit qui les intronise, les justifie, leur assure sécurité et richesse, bon droit en fait, le juridisme déjà bien intégré aux traditions et dont les plaidoyers développés devant les tribunaux coutumiers donnent de fort beaux exemples, devient l'un des procédés dialectiques les plus usités dans toute discussion concernant l'exercice de l'exécutif, en matière d'administration comme en matière foncière et en matière de gestion urbaine.

Vue la croissance des villes qui introduit dans l'aire urbanisée, en les sortant du domaine coutumier, des villages en périphérie des agglomérations, la question foncière devient alors le centre des enjeux urbains, il est bon, au dire des nouveaux détenteurs du pouvoir, que de cette manière elle soit confisquée aux anciens ayants droit. En cette affaire, l'un des cheminements préférentiels des membres de la nouvelle tribu des fonctionnaires passe par les questions de logement, donc par celles d'habitat. Le discours administratif est modulé en conséquence.

J.F. Tribillon⁸ l'a bien exprimé : « Toutes les couches sociales, de la bourgeoisie nationale la plus élevée au petit fonctionnaire, peuvent construire sans disposer de capitaux propres, sans compétence technique, sans travail, sous la protection de l'État.

Prenons le cas d'un haut fonctionnaire en Afrique, à Abidjan, par exemple : il suffit qu'il demande à l'État un terrain pour en avoir un (il le payera en plusieurs annuités ou ne le payera jamais) ; il trouvera les capitaux en les demandant à une banque d'État qui les lui accordera. Les annuités de remboursement, c'est le locataire européen qui les payera directement à la banque, pendant deux à trois ans (le locataire peut également verser une avance sur loyer d'un an ou deux pour la finition des travaux) ; par la suite, le propriétaire encaissera directement le loyer. Les groupes sociaux qui ont recours à ces pratiques sont clients de l'État. C'est la raison pour laquelle l'immobilier constitue un secteur protégé. Ce genre d'opération est possible lorsqu'il y a matière à placer quelque chose ; c'est le cas lorsqu'il y a urbanisation doublée d'une industrialisation quelconque. »

Les dirigeants et hauts fonctionnaires en place dans les pays sous-équipés des régions subsahariennes, noyau initial de cette classe de nantis, ont les moyens et le pouvoir. Formés dans des universités des anciennes puissances coloniales, ils en ont adopté les modèles comme nous venons de l'exposer. Après ce passage — assez récent : une cinquantaine d'années au maximum — dans le moule universitaire d'Europe ou des États-Unis, il s'agit pour eux, consciemment ou non, de transposer en terre africaine des éléments pris en des villes d'Europe, tout comme le firent les colons avant eux. Mais leur appréhension de la ville européenne n'est pas totale car elle ne se fonde ni sur l'histoire vécue de l'intérieur, ni sur les comportements sociaux appris à la mamelle. C'est pourquoi seuls les éléments urbains les plus apparents sont considérés : réseaux, types de construction, réalisations de prestige, etc. Dans la mesure où son origine est extérieure, la structure de la société urbaine, son organisation, les réformes socio-politiques souhaitables, échappent à leur sensibilité. Encore que sur ce point, nous soyons très gêné de prendre position, car nous ne savons absolument pas si, en l'espace de quelques générations,

on ne verra pas se formuler des villes nouvelles, tout à fait adaptées aux populations qui y résident. Il est d'ailleurs probable que quelque chose de ce genre arrivera, mais personne ne peut en imaginer la forme et la pratique aujourd'hui, pas plus les Africains que les non-Africains.

Ce peut être dramatique. En effet, si cette dimension historico-sociale était saisie non pour en tirer seulement un profit immédiat, ce qui est généralement le cas (hébergement rentable des nouveaux venus en ville), mais pour améliorer les conditions de la vie urbaine, il n'y aurait pas, entre autres, le mépris trop souvent rencontré pour les techniques de construction traditionnelles : briques crues, potopoto, planches. Mais l'absence d'entretien, plus que le matériau utilisé et les techniques de mise en œuvre, quoique celles-ci puissent souvent être inadéquates, est cause de la précarité. Or, plus de 75 % des maisons, en de nombreuses et très grandes villes d'Afrique, sont en potopoto, en briques de terre crue ou en planches.

En outre, les équipements de voirie et autres réseaux des villes d'Europe correspondent aux moyens financiers et techniques, ainsi qu'aux besoins réels, des nations européennes. Vouloir, comme à Paris ou à Milan, des boulevards périphériques, imaginer des palais et des voies triomphales, construire des tours comme à Rio, Tôkyô ou New York, relève du mythe et n'a pas de justification urbanistique immédiate.

Cette classe possédante peut toujours spéculer sur les terrains, construire, louer des demeures à des prix excessifs (amortissement en dix ans, ou moins) et, pour que la spéculation soit plus profitable, violer les règlements et les plans quand ils existent. Les coefficients d'occupation du sol ne sont jamais respectés, la densification de l'espace urbain ne s'arrête que lorsque le fonctionnement des immeubles risque d'en souffrir⁹. Le phénomène est conjoncturel et l'État s'assure ainsi une clientèle garante de la stabilité politique (on peut être assuré que les nouvelles démocraties qui s'ébauchent en Afrique ne remettront pas aisément en question ces nouvelles façons de faire...).

Si les tenants de la classe possédante suivent au mieux de leurs intérêts les modèles européens, sans se soucier apparemment de ceux de la collectivité urbaine, ils sont eux-mêmes considérés comme des modèles par les modestes citoyens qui imitent leurs comportements plus aisément que leurs techniques. D'où ces quartiers d'habitat dit spontané, où le matériel local à bas prix est très utilisé. La densification est alors le moyen de la spéculation immobilière : 500 à 600 personnes à l'hectare (en 1975) dans certains quartiers des anciennes cités de Kinshasa (habitat à un niveau), 60 maisons et des densités de 300 à 400 personnes à l'hectare à Yaoundé (quartier de Mokolo, en 1980) ou à Douala (quartiers de New-Bell et de Nkolmintag). Depuis, ces situations ne se sont pas significativement améliorées.

Un calcul simple indique la rentabilité de telles opérations. Prenons un beau quartier d'une ville d'Afrique tropicale. On y dénombre à l'hectare, 4 grandes villas avec garage, jardin, et piscine parfois. De telles villas se louent en 1980, année de nos observations, 6.000 à 10.000 francs français par mois, en moyenne. Le revenu mensuel à l'hectare est alors de 25 à 40.000 francs (naturellement, ces locations,

généralement non déclarées, ne sont pas grevées de charges fiscales). Les propriétaires ont cependant assuré un investissement conséquent : environ 1 million de francs par maison. Compte tenu des charges et de l'entretien, l'amortissement du capital se fait en 10 ans environ. A titre de référence, en France, en moyenne on le calcule sur 15 à 20 ans.

Dans un quartier misérable, sans le moindre équipement, mal intégré, parfois sans électricité et sans eau, on dénombre 50 maisons à l'hectare; chaque maison coûte environ 6.000 F et abrite deux logements en moyenne, loués chacun environ 300 F par mois. Le rapport mensuel à l'hectare y est donc de 30.000 F. Il suffit d'à peine un an pour amortir l'investissement. Ces maisons durent en moyenne 10 ans. Le revenu en est donc, en 10 ans, de près de 3 millions de francs français de 1980, en intégrant le prix de la reconstruction de maisons de même qualité au bout de la période. Dans le cas d'un beau quartier où les maisons peuvent durer un siècle, la rentabilité est à terme, mais les risques juridiques sont nuls car le propriétaire a fait enregistrer son immeuble. Comme il a profité d'un emprunt de l'État, il s'assure une rente. Dans le cas d'un quartier misérable, il y a toujours le risque de voir la maison rasée. Mais entre le moment où une croix à la peinture rouge est portée sur les murs et celui où la maison est détruite, il s'écoule facilement un an ou plus; le risque est alors quasi inexistant, tout au plus peut-on craindre une opération blanche. Une différence notoire, cependant, dans les quartiers patriciens l'opération profite à quelques propriétaires (3 ou 4), dans les quartiers misérables, ce sont des dizaines d'acteurs qui peuvent en tirer bénéfice, il y a une meilleure redistribution des revenus.

Par cet exemple, on voit le moteur qu'est la spéculation : elle entraîne une urbanisation sauvage dans l'ignorance absolue des impératifs de l'urbanisme. Face à cela, les pouvoirs urbains sont parfois assez puissants, mais aussi parfois inopérants.

LES MIGRANTS FACE À L'INVESTISSEMENT

Les immigrants favorisent cette spéculation et l'intensifient. Depuis 1960 surtout, ce mouvement migratoire est soutenu. Rien ne le contrôle, rien ne permet de fixer les populations rurales sur leur territoire d'origine. Lentement, l'immigrant s'installe, passant en général par trois étapes : à son arrivée, solitaire dans une zone d'accueil, il cherche du travail; puis, il se rapproche des lieux d'emploi; enfin, il s'implante dans un quartier où il construit sa maison. Dès la deuxième étape, il fait venir femme et enfants. Tout au long de son périple migratoire dans la ville et jusqu'à sa sédentarisation, le migrant constitue une force sociale qui marque particulièrement l'urbanisation. D'abord, sa venue ne le mène pas n'importe où. Il va chez un frère, renforçant l'importance de son groupe ethnique. Ainsi, dans toutes les villes d'Afrique, et il en est probablement de même dans tous les pays à société clanique ou tribale, des communautés de même origine géographique tiennent tout un quartier : Bamiléké à New Bell (Douala), quartier haoussa à la Briqueterie (Yaoundé), camp luka (Bayaka) à Kinshasa, quartier luba à Lubumbashi, mais aussi « quartier Matonge »¹⁰ à Bruxelles, « Little Italy » à New York.

Cette concentration dans un quartier de régionaux de mêmes mœurs et coutumes favorise la venue du migrant et peut marquer le paysage urbain : mosquées et concessions closes inspirées du saré du nord Cameroun, à Yaoundé. En outre, le nouvel arrivant, s'il trouve du travail, même s'il n'est pas reçu chez un frère, opte cependant pour un quartier où l'on parle sa langue. Il y loue une chambre et justifie ainsi la spéculation locative, source de revenus non négligeables pour tout propriétaire, ne serait-ce que d'une mesure.

Lorsqu'il a trouvé un premier travail, même non adapté à ses qualifications, il commence à chercher un logement pour sa famille. Au fil des ans, lieu de résidence et lieu d'emploi tendent à se rapprocher, soit que le migrant recherche un logement près de son lieu d'emploi, soit qu'il change d'emploi pour un autre situé plus proche de chez lui. D'où ces mouvements incessants de personnes, ces changements fréquents de résidence. Les propriétaires sont ainsi assurés de toujours trouver un locataire et, comme la demande dépasse l'offre, les prix des logements grimpent tandis que leur confort diminue.

Dès qu'il le peut, le nouveau citadin construit sa maison en faisant travailler les corps de métier, les tâcherons du secteur informel. Ainsi, il investit dans la ville. S'il a de faibles revenus, il squatte et densifie les espaces occupés par l'habitat dit spontané, maintenant et renforçant même ces quartiers insalubres envahis de baraquements, où le terrain ne lui est guère disputé. S'il en a les moyens, il acquiert un lot, dans un lotissement implanté en conformité avec la réglementation municipale. Être propriétaire, c'est être reconnu citadin à part entière et cela favorise la sédentarisation. Ainsi rentre-t-il dans le circuit des emprunts à une banque d'État : banque de développement, crédit foncier, etc. À son tour, il cherche le locataire qui l'aidera à honorer ses engagements bancaires, et spéculé. Comme cette spéculation est favorisée par l'État, il devient supporter de l'équipe gouvernementale en place et ne remettra jamais en cause le bien-fondé d'une opération d'urbanisme quelle qu'elle soit (il ne l'a pas fait depuis qu'en Afrique, après la débandade soviétique, on a vu l'émergence de la démocratie, même si, dorénavant, il n'est pas si sûr qu'il restera supporter de l'équipe au pouvoir). Un chiffre éclairera mieux la question : jusqu'à il n'y a guère, la grande ville, en Afrique, doublait en dix ans (taux de croissance de 7 % par an), il y avait donc tous les dix ans à loger l'équivalent de la population déjà sédentarisée, actuellement, on observe une lente décrue de la pression migratoire.

Ces forces sociales : les migrations, la coutume, la nouvelle classe des possédants clients de l'État, la démographie, le désir de transposer les modèles européens (nord-américains, en un tout autre monde politique, en Amérique latine), le besoin pour tous de se loger, sont toujours considérés dans les études et projets des urbanistes.

ACTIVITÉS, EMPLOIS ET DÉTENTEURS DU POUVOIR

Le revenu de la plupart des citadins dépend des activités exercées. Les dispensateurs des emplois dans le secteur des activités modernes (secteur contrôlé par la

loi) sont les mêmes qui tiennent le pouvoir, gèrent l'économie nationale, utilisent les fonds de la nation pour équiper le pays, et spéculent. Il y a là une certaine analogie avec le phénomène nord-américain de « la machine » qui, à la fin du XIX^e siècle, dominait la ville, les activités et les emplois. Mais il n'y a pas en Afrique, comme aux États-Unis d'alors, ou comme encore en de nombreuses périphéries marginalisées de grandes villes d'Amérique Latine où ce même système se rencontre toujours, de caïds, de *boss*¹¹. Le partage de la manne étatique se fait par la classe installée, ce qui n'est qu'une manière d'agir traditionnelle. Mais le clientélisme est une histoire aussi vieille que l'*homo sapiens sapiens*!

Cependant, certaines activités du secteur informel, essentiellement petites activités de service en symbiose avec les genres de vie pratiqués par les populations citadines, échappent quelque peu à l'hégémonie de cette classe qui tend à confondre les intérêts de l'État avec les siens propres. Elles en sont tout de même un sous-produit; c'est pourquoi les gens des petits métiers et des petits services forment la clientèle des notables. On peut donc dire que, dans les villes d'Afrique tropicale, la classe au pouvoir constitue la force sociale qui régent la ville et utilise toutes les forces sociales en présence. Certes, il en est ainsi dans tous les pays et toutes les villes, mais en Afrique plus qu'ailleurs, cette classe est très étroite, c'est une sorte de clan de parvenus installés dans une structure sociale née des accessions à l'indépendance et de l'urbanisation qui s'en suivit, et à l'intérieur de laquelle s'affrontent, s'allient et se trahissent, tout à tour, quelques familles plus adverses que converses.

MOTIVATIONS SOCIALES ET CHOIX D'INVESTISSEMENTS

Analyser les motivations qui favorisent certains investissements urbains de préférence à d'autres permet de définir et d'élaborer des stratégies d'urbanisation. Ainsi, pour Kinshasa, on a mis en parallèle des opérations urbaines réalisées et les motivations qui les ont justifiées, pensant trouver, derrière les motivations, les forces sociales à l'œuvre¹².

Les investissements correspondent à 48 opérations d'urbanisme menées de 1960 à 1975 par l'État ou les collectivités; 10 motivations peuvent être avancées.

De ces opérations : 35 concernent des travaux de voirie, accompagnées d'implantation d'autres réseaux : eau, électricité, assainissement, mais aussi trottoirs, parcs à voitures, marchés; 6 concernent des lotissements; 5 concernent des constructions monumentales ou de prestige; 2 concernent des travaux d'embellissement de la ville.

En outre, 16 fois, de tels travaux furent entrepris au bénéfice quasi exclusif des nantis, habitants des beaux quartiers et, 8 fois, il s'est agi d'investissements susceptibles de favoriser les affaires liées au secteur capitaliste de l'économie. Enfin, 9 communes abritant des populations à très faibles revenus et 4 communes occupées essentiellement par des populations à revenus assurés et relativement suffisants ont partiellement profité d'investissements en voirie et réseaux divers. Les

autres investissements conséquents concernent des quartiers industriels dont le rôle est fondamental pour l'économie nationale.

Les 10 motivations discernables se rencontrent généralement associées. Il y a en moyenne 3 motivations par cas. Dans l'ordre décroissant, les motivations sont de prestige : 24 cas ; d'ordre économique : 23 cas ; d'ordre politique : 15 cas ; d'ordre social : 13 cas ; du fait du prince : 13 cas ; relevant de l'inconscient : 13 cas, où se mêlent l'habitude, l'ignorance, l'aliénation, la fascination de puissances dites « occidentales ». C'est ainsi qu'on entretiendra, d'une manière quasi maniaque, certains équipements laissés par les colonisateurs, mais dont l'utilité n'est plus évidente, dont l'usage n'a plus de raison d'être. A côté, le nécessaire ne sera pas entrepris par peur d'une décision non conforme à l'idée qu'on se fait des principes venus d'Europe, ou par peur de ne pas agir dans le sens du Mouvement Populaire de la Révolution ; d'ordre national : 12 cas ; d'ordre psychologique : 12 cas ; dues au pouvoir d'un groupe : 9 cas ; d'ordre intellectuel : 7 cas.

De ces 48 cas, 42 concernent des lotissements, des équipements et des infrastructures, les autres des constructions ou, dans 2 cas, des opérations ornementales. Dans 10 cas, l'initiative des opérations a été prise par des urbanistes étrangers et entérinée par le pouvoir urbain. Ces 10 cas concernent le bon fonctionnement de la ville.

Cette nomenclature ne permet de discerner aucune force sociale réellement nouvelle, mais on peut quantifier quelque peu l'importance de chacune. Ainsi, dans le choix des décisions urbanistiques, le prestige et les motivations économiques pèsent d'un poids prépondérant et quasi égal ; on le comprend facilement. Les motivations économiques conditionnent le revenu national et servent le capital international ; leur financement est aisé, les investissements qu'elles provoquent sont la suite logique de la colonisation. Les urbanistes les connaissent bien. Les motivations de prestige, très explicables, sont conjoncturelles, le souci premier des pays nouveaux étant d'asseoir leur entité nationale nouvelle sur des bases spectaculaires, aux répercussions politiques positives. Les urbanistes intègrent ces opérations de prestige dans leurs plans, sans jamais les commenter, car elles ne sont pas de leur fait. Les motivations d'ordre national, politique, psychologique, relevant de l'inconscient ou du fait du prince manifestent les mêmes nécessités. Il est également d'usage, chez les urbanistes, de ne pas les commenter.

Les motivations d'ordre social se placent très en-deçà des motivations économiques, nationales ou de prestige. Ce n'est pas étonnant. Il en est de même dans les vieilles démocraties, où pourtant l'opinion publique se fait entendre et où l'affrontement des classes peut prendre un ton violent et est toujours soutenu par l'un ou l'autre parti politique. A Kinshasa, où la démocratie n'existe toujours pas en 1997 malgré la chute de Mobutu¹³, les motivations sociales s'expriment, mais elles ont été renforcées par la dialectique des urbanistes étrangers. Si la force sociale qui revendique un mieux-être pour les populations à faible revenu existe, elle s'exprimera par le truchement de l'opinion internationale alertée et relayée par des étrangers, conseillers écoutés, dont le crédit technique fait passer les raisons sociales.

Les motivations dues au pouvoir d'un groupe montrent encore une fois le poids du groupe (très restreint) dirigeant : 7 cas sur 9, mais aussi celui de la classe moyenne : 2 cas sur 9, servante du précédent. En aucun cas, au Zaïre et ailleurs, on n'a vu se former des groupes de gens sans revenus pouvant exercer un pouvoir déclaré sur l'urbanisme. Les motivations d'ordre culturel et celles relevant de l'inconscient arrivent en dernière position. Mais il faut les rattacher :

- soit aux modèles européens pour le culturel, malgré un désir profond d'authenticité, c'est-à-dire de fidélité aux valeurs déclarées bantoues, qui s'expriment très officiellement au Zaïre, car ce sont des réalisations concernant des équipements qui confortent une vision nouvelle de la vie de la Nation : la Foire Internationale de Kinshasa, l'Université, des collèges et une réalisation au service du peuple, la cité du MPR, jusqu'à une date récente haut-lieu des congrès politiques et des rassemblements populaires à la gloire du régime;
- soit une certaine idée de l'Europe et de ses choix pour les motivations relevant de l'inconscient.

On peut ainsi hiérarchiser quelques-unes des forces sociales majeures conditionnant l'urbanisme volontariste de Kinshasa. On en trouverait probablement l'équivalent dans la majorité des grandes villes, où qu'elles soient dans le monde.

LE POIDS DES COMPORTEMENTS CITADINS

Des manifestations d'autres forces sociales existent, peu explicites, et saisissables partiellement à l'aide de graphes et de cartes judicieusement choisis. Il s'agit des comportements citadins, résultats de forces latentes, qui se traduisent par une accumulation de petits faits modificateurs, progressifs et lents, du paysage urbain.

Ainsi, l'étude de l'habitat et de sa dynamique, des activités du secteur informel, des marchés, de la répartition de la population et de ses structures socio-professionnelles, mis en relation avec les équipements, les réseaux, les points centraux ou fonctionnels de la ville, révèle les flux, la prise de possession de l'espace urbain, l'appropriation de son usage par les citadins, acteurs individualisés mais dont la somme des actions parcellisées à l'extrême converge en un comportement collectif cohérent. C'est alors un phénomène de société qui apparaît; il résulte des forces sociales déjà analysées, mais pas uniquement d'elles. L'individu et son destin sont une force qui conditionne la vie urbaine, la ville en est nécessairement marquée.

On a tenté cette approche à Kinshasa, en observant les singularités des Kinnois déjà citadins intégrés, propriétaire de l'usage de leur espace urbain ou d'une partie de cet espace, par rapport aux Kinnois incertains, en cours de citadinisation, extérieurs à la ville de par leur éducation. Ce citadin intégré a d'abord été le plus souvent un migrant. Agressé par un environnement qui n'est pas de sa culture, décidé à assimiler les règles non écrites de sa nouvelle vie, il y parvient en modifiant fondamentalement sa manière de consommer. Et l'espace urbain fait partie de cette consommation. Il transforme son logement, modifie l'espace semi-public où

s'exercent les relations de voisinage, use de la chaussée en piéton averti et non plus en rural rentrant de son champ ou de sa plantation. Mais de tels comportements très apparents témoignent de modifications plus radicales où entre en jeu la nécessité de sauvegarder son unité, sa personne. Ainsi se manifeste un faisceau de forces sociales difficile à cerner, qu'on pourrait dire de forces convergentes d'adaptation de l'espace. Il ne s'agit plus là d'utiliser un code connu, reçu avec l'éducation, ou appris par un enseignement venu d'ailleurs (apprentissage), mais bien d'une force latente en chaque individu, qui lui permet de s'intégrer à un milieu nouveau, mutant, discret et permanent.

Cette force individuelle appartient à l'espèce, elle est sociale. Par leur cohabitation, l'ensemble des individus créent cette socialisation; la *mimesis* y tient la première place. Ainsi se dessine un fait de société : le citadin, mutant déjà fixé ailleurs, fait son apparition en Afrique, et ce même type de citadin se répand dans les villes latino-américaines et asiatiques. Il est prêt à toutes les souffrances pour y parvenir, il tolère tous les inforts et l'anonymat, sans accepter d'en rester là. Il veut marquer la ville de ses actes; sa maison prouve le bien-fondé de sa migration, donc de son choix. Les bidonvilles, les quartiers de *squatting* et l'habitat illégal rencontrés dans toutes les villes des pays sous-équipés sont l'œuvre de ce faisceau de forces sociales qu'on pourrait appeler le faisceau des désirs et des besoins convergents : le hasard et la nécessité.

De même, les enquêtes-consommation permettent l'analyse budgétaire des revenus des ménages. Elles sont usuelles en urbanisme opérationnel, car il importe de connaître les capacités d'investissement des populations-cibles, dont les urbanistes visent à satisfaire la demande en logements. La connaissance des postes de dépense et la signification de la distribution budgétaire qu'ils révèlent indiquent les besoins considérés comme primordiaux. Le poids des modèles européens (mais peut-être vaudrait-il mieux dire urbains plutôt qu'européens désormais) transparaît : le mobilier, les appareils ménagers ou l'habillement en sont l'indice.

Pour satisfaire ces nouveaux besoins, il faut gagner plus. Ce devient un puissant facteur d'intégration du rural dans la société urbaine. Celui-ci accepte le premier emploi proposé, en attendant, et devient une molécule monétisée de cet ensemble qu'est la ville. L'argent entre dans sa vie quotidienne, il est piégé au système d'échanges de l'économie moderne. Désormais, accroître son avoir devient un impératif. Les comportements répercutent cette nécessité sur l'organisation et le fonctionnement de la ville. On exige d'abord une meilleure distribution et une plus grande diversification des services, notamment des points de vente des produits de consommation courante justement, et des équipements sociaux (écoles, dispensaires); puis les loisirs et les équipements qui les favorisent (salles de cinéma, terrains de jeu) et, bien sûr, tous les équipements d'infrastructure nécessaires à l'amélioration des échanges. Ici, comme partout, consommer plus est un fait de société urbaine.

Certaines composantes des forces sociales qui agissent sur l'urbanisation des villes du tiers monde sont assez facile à déterminer, et sont prises en compte systématiquement par les urbanistes. Ils s'en contentent, sachant que leur rôle ne consiste

qu'à fournir un espace équipé dont les citadins font une ville. Cependant, pour les responsables de la ville, pour ceux qui ont la charge de la gérer, cette connaissance ne suffit pas. S'ils veulent établir une stratégie dynamique qui leur permette de maîtriser leur ville, ils doivent cerner toutes ces forces latentes. La recherche en ce domaine reste encore insuffisante. Si, dans les démocraties occidentales, l'opinion publique, la liberté d'expression et les groupes de pression fournissent une abondante matière de réflexion, analyses, hypothèses et tentatives d'action, ce matériel fait défaut dans les PED. D'ailleurs, les gouvernements ne tiennent pas à ce que de telles investigations soient menées, car le pouvoir révolutionnaire qu'elles contiennent à terme ne sera pas nécessairement favorable aux agents urbains les plus puissants.

L'analyse qui précède se fonde sur l'observation directe et des entretiens non directifs. Elle rejoint un souci croissant des urbanistes : pour eux, la manière dont les citadins se sentent propriétaires de l'usage de leur espace urbain conditionne la réussite ou l'échec des opérations d'urbanisme du type «trames assainies» ou «lots à équipement minimum».

Que sont finalement les forces sociales à l'œuvre dans l'urbanisation des pays du tiers monde? On peut oser prétendre qu'elles sont mal cernées; certaines le sont d'une manière externe — facile à accepter — et celles-ci justement ne sont prépondérantes que parce que la technique et le pouvoir à sa suite en ont décidé ainsi. Il s'agit avant tout d'un choix politique. Les forces sociales, quelles qu'elles soient, sont ensuite étudiées pour justifier *a posteriori* des choix préétablis. Souhaitons qu'elles le soient un jour pour établir une stratégie d'urbanisation.

Quoi qu'il en soit, dans les pays sous-équipés et sous-administrés, l'ampleur des besoins et la croissance démographique sont telles que le Pouvoir est obligé de s'aligner sur ces forces s'il veut continuer à s'exercer.

BIBLIOGRAPHIE

- Christian Araud, *À Mexico, une expérience d'advocacy planing*, in *Projet*, n° 162.
- H.P. Chudacoff, *L'urbanisation à la mesure de la société*, diffusé par Hachette en 1977, 568 pages; titre original : *The evolution of american urban society*.
- CEGET-CNRS, *La croissance périphérique des villes du tiers monde. Le rôle de la promotion foncière et immobilière*, 1980, 582 pages.
- Y. Durkheim, D. Prin, B. Le Clerc de Bussy, *Économie de la construction au caire*, éditions Harmattan, 178 pages, coll. Villes et entreprises, Paris, 1987.
- Galila El Kadi, travaux divers.
- René de Maximy, *Les forces sociales à l'œuvre*, 16 pages, in la revue *Projet*, n° 162, numéro spécial : *L'explosion urbaine dans les villes du tiers monde*, Paris, 1982.
- Kinshasa, ville en suspens*, cf. chapitre 2.
- Regard sur une politique institutionnelle*, in *Politique et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, premier volume, p. 145-163, éditions Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 1985.
- Léon de Saint-Moulin, *Les anciens villages des environs de Kinshasa*, in *Études d'histoire africaine*, t. 2, 1971, p. 83 à 119.
- Henry Morton Stanley, *Cinq années au Congo, 1879-1884*, Bruxelles, Institut National de Géographie, s.d.

NOTES

¹ Ce chapitre reprend René de Maximy, *Les forces sociales à l'œuvre*, 16 pages, in la revue *Projet*, n° 162, numéro spécial : *L'explosion urbaine dans les villes du tiers-monde*, Paris, 1982.

² H.P. Chudacoff, *L'urbanisation à la mesure de la société*, diffusé par Hachette en 1977, 568 pages; titre original : *The evolution of american urban society*.

³ Léon de Saint-Moulin, *Les anciens villages des environs de Kinshasa*, in *Études d'histoire africaine*, t. 2, 1971, p. 83 à 119.

⁴ Henry Morton Stanley, *Cinq années au Congo, 1879-1884*, Bruxelles, Institut National de Géographie, s.d.

⁵ René de Maximy, *Kinshasa, ville en suspens*, déjà cité. Consulter, page 105, le croquis dessiné par Marc Filiu et montrant cette composition urbaine.

⁶ *La croissance périphérique des villes du tiers monde. Le rôle de la promotion foncière et immobilière*, CEGET-CNRS, 1980, 582 pages.

⁷ René de Maximy, *Regard sur une politique institutionnelle*, in *Politique et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, premier volume, p. 145-163, éditions Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 1985.

⁸ Jean François Tribillon, *Les facilités d'investissements et de profits*, in *La croissance périphérique des villes...*, citation p. 501-502.

⁹ Y. Durkheim, D. Prin, B. Le Clerc de Bussy, *Économie de la construction au Caire*, éditions Harmattan, 178 pages, coll. Villes et entreprises, Paris, 1987, et, aussi, les travaux de Galila El Kadi, ainsi que la presse française concernant les méfaits du tremblement de terre de 1992.

¹⁰ Matonge est un quartier de Kinshasa, celui qui sous le nom de Dendale eut le premier bourgmestre congolais, KasaVubu, et qui était peuplé d'*évolués*. Actuellement y résident une population fortement urbanisée (comparativement) et ayant une relative aisance. Le quartier Matonge de Bruxelles est ainsi dénommé par analogie.

¹¹ Christian Araud, *À Mexico, une expérience d'advocacy planning*, in *Projet*, n° 162, pages 175-183.

¹² René de Maximy, *Kinshasa ville en suspens*, op. cit., voir pages 192 et suivantes.

¹³ Mai 1997, départ de Mobutu, fortune faite et honte bue, arrivée de Kabila, dont nous pensons qu'il ne vaut pas plus que son prédécesseur. Mais les temps ont changé, les Zaïrois ou Congolais sont moins naïfs, plus avertis par des décennies d'arbitraire et de misère, aussi, dès sa venue, Kabila est très ouvertement contesté, ce qui est nouveau dans les comportements populaires de ce pays. Il est vrai que des hommes en armes, soutien du nouveau maître (c'est le mot qui convient) du pays, ne sont pas plus rassurants pour les de nouveau Congolais que leurs prédécesseurs.

Chapitre 8

LES ACTEURS, CE QU'ILS SONT ET COMMENT ILS LE SONT : L'EXEMPLE KINOIS¹

COMMENT ON DEVIENT ACTEUR

Lorsque Julienne Bilumbu arrive à Kinshasa, en mars 1970, cette jeune femme kongo de 23 ans, mère de deux enfants et seconde épouse d'un homme de son village, ignore qu'elle va devenir — qu'elle est déjà — un acteur urbain. Ignorance qu'elle partage avec l'ensemble de ses co-citadins, car le terme acteur urbain n'est guère utilisé que par les analystes du fonctionnement des villes.

Julienne Bilumbu est devenue «acteur» par la simple nécessité de s'adapter aux conditions permettant de survivre à Kinshasa.

A son arrivée, on lui signale qu'un *Mundele* (Européen) cherche une domestique bonne à tout faire. Elle se présente, elle est engagée. Deux ans plus tard, disposant d'un revenu assuré et régulier, elle décide d'acquérir un terrain (opération coutumière) à Bumbu, commune très pauvre des extensions du sud de la ville. Selon le plan d'urbanisme officiel, ce terrain est en zone *non aedificandi*, ce qui n'a guère d'importance dans une ville que personne n'arrive à gérer. Mais il est sur une pente de sable très érodable : à la première grosse averse, il partira dans le ravin, en coulées de sable ! Désirant lui éviter ce déboire, le patron de Julienne lui offre alors un *lupangu* (une parcelle) à Ngaliéma (une autre des 24 communes de la ville) dans un quartier acceptable. Il lui obtient en même temps un livret de logeur, document officiellement obsolète depuis l'indépendance du pays (1960) mais qui demeure très recherché et fait l'objet de multiples trafics officiels et officieux. Conférant à son détenteur une présomption de droits sur le sol qu'il occupe, ce document sera exigé lorsque la municipalité de Kinshasa organisera, enfin, un service efficace du cadastre et de l'enregistrement.

De 1972 à 1975, Julienne Bilumbu construit sa maison avec l'aide de son employeur qui lui assure, à titre de primes, l'achat des matériaux. Lorsque ce dernier quitte la ville, en 1975, elle perd son emploi, mais la voilà propriétaire d'une maison qu'elle occupe et dont elle loue une partie. La néo-citadine de 1970, en s'assu-

rant un minimum de revenus et en prenant une place dans l'espace urbain, est devenue, à un moment de sa vie, acteur urbain.

Son parcours offre matière à réflexion. On y croise plusieurs acteurs² :

- les acteurs institutionnels, et notamment le propriétaire collectif de la ville, dont la municipalité se veut le représentant institutionnel, toujours discrètement contesté par les chefs de terre, autres acteurs urbains, tout aussi institutionnels, mais se référant à des institutions coutumières que le régime républicain issu de l'indépendance nie, sans pouvoir le neutraliser. Ils savent — comme l'employeur de Julienne — infléchir l'exercice de l'espace urbain grâce à leur connaissance des coutumes, des règles et des lois ;
- les micro-acteurs de base, parmi lesquels figurent les propriétaires individuels, dont Julienne Bilumbu est un exemple modeste. Ils n'ont d'autre pouvoir sur l'espace urbain que celui de construire leur maison et de bloquer par leur seul nombre des décisions qui iraient à l'encontre de leurs intérêts les moins discutables.

Les rapports entre ces acteurs ne relèvent pas de l'harmonie démocratique et consensuelle. Le *mundele* (assistant technique, diplomate ou personnel expatrié d'une société commerciale ou industrielle) représente, par le poste de décision et d'action qu'il occupe, un réel pouvoir économique ; il ne pratique qu'accidentellement une aimable collusion avec les institutions et les citoyens kinois. Sa relation paternaliste avec eux n'est pas seulement l'héritage d'une situation coloniale qui se perpétue sous d'autres masques, elle est demandée aussi par les citoyens modestes qui savent, et cela s'inscrit également dans une pratique ancestrale, qu'ils ont besoin de l'aide d'un acteur plus puissant pour sortir du néant.

LES ACTEURS DE BASE, DE KINHASA OU D'UNE AUTRE GRANDE VILLE D'AFRIQUE

Les acteurs de base sont ingérables et donc redoutables. Nombre d'entre eux sont des migrants : ils continuent à pratiquer sur le terrain urbain les us et coutumes qu'ils ont suivis dans leur groupe villageois. Ainsi ignorent-ils délibérément les institutions républicaines, théoriquement en place depuis 1960 et calquées sur le modèle colonial sans que personne se soit préoccupé de les adapter aux usages coutumiers. Ils aménagent leur ville dans une sorte de pilotage à vue. Agissant sans cohésion et pourtant selon des modes identiques, ils la conquièrent, l'investissent, la construisent. D'autres Kinois, plus jeunes, nés sur place, moins dépendants de références à l'espace social villageois, agissent dans le même sens. Pas plus que les ruraux, les gens du fleuve ou de la forêt, ces citoyens de la deuxième, parfois troisième, génération n'adhèrent aux principes imposés par l'autorité légale.

Le Kinois a une double appartenance. Il reste membre de son groupe originel, qui exige de lui un comportement communautaire et au sein duquel il pratique des échanges rapprochés fondés sur le consensus et l'habitus. Ici, il est sous un contrôle accepté : toute transgression entraîne un risque culturel déstabilisateur. Mais

il appartient aussi à l'espace social élargi, celui de son travail, ou se pratiquent des échanges ouverts : approvisionnement en objets manufacturés (souvent importés), consommation de produits venant d'un autre champ social, échanges de connaissances et d'idées qui sont dans l'air du temps. Là, il est un individu hors contrôle, en un lieu qu'il lui appartient d'identifier et de baliser, et où dominent la *mimesis* et la capture.

La *mimesis* du néo-citadin, désorienté, souvent même agressé, par son nouvel environnement et bien décidé à assimiler les règles non écrites de sa nouvelle vie, consiste d'abord en une modification de sa manière de consommer. Dans ses comportements, dans la production de son logement, dans sa manière d'user de l'espace urbain, il se conforme aux manières de vivre qu'il observe autour de lui. Il agit en s'y référant constamment et, peu à peu, les intériorise et les fait siennes.

La capture est la règle du jeu acculturatif. Le citoyen est capturé par la tentation de jouir de la ville, d'user de son espace et des objets qu'elle offre à sa concupiscent. Mais également, il capture la ville, s'en empare, tente de la soumettre à son usage. Manquant de pouvoir et de puissance, il ne peut y parvenir par la force. Aussi recourt-il aux détournements : surusage, dégradation, destruction, modification, récupération. On peut appeler cela taudification ou bidonvillisation. Les citoyens deviennent acteurs dans des lieux élaborés sous un autre régime politique tutélaire, la colonie, dont ils ont hérité et qu'ils tentent d'imiter. Cette adaptation profonde est une véritable révolution existentielle car — faute d'organisation adéquate et de compétence politique —, ils ne peuvent reproduire et améliorer cet héritage que très difficilement, lentement et insuffisamment. Certes, cela leur donne l'occasion de sécréter leur ville, de l'inventer par une action motivée et dynamique, à la fois personnelle et collective. Mais en ont-ils le temps ?

Résultat : hors la ville belge, rationnellement planifiée, et de certaines parties nouvelles de la ville actuelle, bien organisées en raison de leur forte valeur foncière et marchande, Kinshasa est une ville peu différenciée, très peu équipée, dévoreuse d'espace, ingouvernable. Elle est constituée d'extensions et d'excentriques, dénominations très significatives où le préfixe *ex* traduit le fait que ces espaces sont reconnus comme marginalisés. Pourtant, trois millions de Kinois peut-être, et peut-être plus encore, y vivent, soit les deux tiers au moins de la population de la ville.

UNE NOUVELLE FAÇON D'ÊTRE ACTEUR URBAIN : L'ENTREPRENEUR CONJONCTUREL³

La situation extrêmement critique dans laquelle ne cesse de se débattre le Zaïre (et le fait qu'il soit redevenu la République démocratique du Congo n'y a rien changé) a provoqué de tels dysfonctionnements que les Zaïrois se trouvent plus que jamais justifiés d'agir dans l'esprit coutumier, selon les circuits relationnels qu'une vision extravertie a longtemps occultée. C'est ainsi que dans le secteur de la construction sont apparus des types inédits de micro-entrepreneurs, de ceux-ci l'entrepreneur conjoncturel, qu'on pourrait appeler le *buluki*, du nom d'un entrepreneur

bien réel, qui en est l'archétype. Véritable entrepreneur et néanmoins à éclipse, sans cesser d'exister pour cela, c'est un acteur masqué, latent, prêt à ressurgir à la moindre incitation favorable.

Comment Buluki s'insère-t-il dans les filières de production de bâtiments? Comment produit-il?

Pour répondre, il faut, en quelques mots, le situer parmi les entrepreneurs plus usuels du bâtiment ou des travaux publics et le replacer dans la situation kinoise, quoiqu'on puisse être assuré que ce type d'entrepreneur ne se rencontre pas que dans la capitale zairoise, ou même seulement en Afrique.

La situation dans les BTP est généralement à multiples faces. On peut y être acteur de différentes manières, revêtant différentes apparences. Les grandes sociétés ont généralement une assise financière et technique internationale. Elles se soumettent apparemment aux réglementations en vigueur, quant bien même ces réglementations seraient mal contrôlées par les administrations compétentes. Ou, ce serait mieux dire, que ce laxisme administratif laisse la possibilité de toutes les interprétations juridiques et de toutes les corruptions aux sociétés ayant pignon sur rue, c'est-à-dire assez d'assise pour entretenir des réseaux occultes et efficaces ouvrant sur toutes les manipulations⁴. Un certain nombre d'entreprises d'importance moyenne sont également respectueuses d'un corpus de réglementations. Également, en faveur de celles-ci, bien que n'ayant pas les mêmes moyens de persuasion, du fait de l'appartenance de leur directeur, de leurs ingénieurs ou de leurs agents de maîtrise, à un milieu national (ou régional) relativement aisé, le poids des réseaux de relations joue pleinement, leur assurant une information et des contrats. En revanche, une multitude de petits entrepreneurs vivent sur le tas, apparaissant le temps d'un chantier, disparaissant, jouant à fond ce qu'on appelle l'informel, qui doit être entendu comme l'insaisissable par le fisc, le non comptabilisable dans les analyses économiques usuelles, mais peut-être aussi comme une forme de production traditionnelle et maintenue en contre-trame des manières que l'organisation du travail, importée des pays suréquipés d'Europe ou d'Amérique, a imposé depuis un petit demi-siècle.

Cependant, cette multitude n'est pas homogène. Toutes les formes d'entreprises s'y côtoient, de celle constituée par l'association de tâcherons devenant fortuitement entrepreneurs, à celle dirigée par un entrepreneur conjoncturel. Ce dernier mérite notre attention par la réponse, des plus élaborées, qu'il fournit pour suivre le marché de la construction dans une ville en expansion démographique, spatiale, micro-immobilière (habitat populaire) et en récession économique grave et prolongée⁵ qui ne permet aucune perte d'investissements. Il est conjoncturel car, plus que la conjoncture, il suit les conjonctures : celle de l'approvisionnement en matériaux de construction, celle des fluctuations de l'économie, celle des aléas financiers très particuliers de chaque client potentiel, celle également de la disponibilité de la main d'œuvre ou encore celle des opportunités socio-économiques de ses proches. Il marche à l'occasion, fonctionne sur l'occasion et, l'occasion, il la recherche. Il décèle les conjonctures favorables. Il sait se placer en position de profit, discret mais certain, pour y faire face. Bref, il suit le marché d'une manière

rationnelle et interne, il en connaît et doit en connaître tous les aspects et toutes les finesses. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas un bienfaiteur, c'est un homme d'affaires qui possède à fond une pratique, une technique (celle du petit bâtiment), et qui en vit.

BULUKI, ARCHÉTYPE DU CHEF D'ENTREPRISE CONJONCTURELLE

Et, selon ses dires, qui est Buluki ?

Sa première caractéristique est son âge, ce qui induit sa formation. Agé pour le pays, si l'espérance de vie est bien de 47 ans au Zaïre comme, en moyenne, dans l'Afrique au sud du Sahara, il a de toute façon plus d'un demi-siècle (en 1979, date de son interview⁶), ce qui lui fait plus de 25 ans en 1960, année de l'indépendance, mais il faudrait mieux dire au moment du départ des Belges. En effet, c'est à eux qu'il doit son savoir-faire, c'est-à-dire sa compréhension des plans (dessins cotés) et du bâtiment, sa technique, ses connaissances des matériaux, sa conscience professionnelle : il est soucieux du travail bien fait comme le sont les artisans formés dans la tradition⁷. Grâce à l'indépendance, il est sorti de son statut d'ouvrier ou de *capita* (contremaître). Il doit à son image, dont il est très conscient et qu'il soigne, la réalité de ses chantiers assurés par des accords verbaux, très solides dans une société qui se fonde sur l'oralité.

Autre exemple confirmant ce que nous disons de Buluki, un « entrepreneur clandestin » — c'est lui qui se qualifie ainsi — qui déclare : « J'ai été formé à l'école professionnelle des pères jésuites, à Gombe Matadi, dans le Bas-Zaïre. Je suis arrivé à Kinshasa en 1957. J'ai été contremaître chez Auxeltra-Béton, puis chez Safricas (les deux plus grandes entreprises de travaux publics du pays). Ensuite, conducteur de travaux au service technique présidentiel. Je me suis mis à mon compte en 1979 (22 ans de métier comme exécutant) quand le service technique présidentiel a fait faillite. Je n'ai jamais eu d'existence légale. »

Et aussi, cet « entrepreneur-pirate » (c'est lui qui se qualifie ainsi), âgé de plus de 60 ans qui dit de son côté : « Je travaille à la demande, pour des particuliers, sans registre du commerce, sans aucune structure de gestion. »

PORTRAIT ACTIF D'UN BULUKI, CONSIDÉRÉ NON DANS SA PERSONNE MAIS DANS SA PROFESSION, TEL QU'IL SE DÉGAGE DES INTERVIEWS

Buluki pratique depuis 1970. Ses propos indiquent qu'il possède une compétence technique et une idée réaliste de ses capacités et de leurs limites. Sa stratégie et sa gestion sont en conséquence.

D'abord, il prend tout ce qu'il peut faire. Lorsqu'il affirme : « Je ne fais pas de distinction, tout ce qu'on me donne, je peux le faire », ceci signifie que s'il ne savait

pas le faire, il ne le prendrait pas. Pour obtenir qu'on lui « donne » un chantier, il a son réseau de relations. « Pour attraper un marché, ce n'est pas n'importe comment. Il faut un intermédiaire, souvent un architecte. » Car l'architecte est le premier informé d'un projet encore incertain, et c'est un observateur-informateur exceptionnellement bien placé.

Ces prémisses indiquent que le buluki doit connaître la profession, le milieu, les circuits, la façon dont les clients potentiels se font connaître et prospectent le marché des entrepreneurs.

Mais l'entreprise du buluki est virtuelle, elle n'existe que parce qu'il existe. Ce n'est que dans une conjoncture favorable qu'elle se manifeste. Il ne s'encombre pas d'une unité de production de bâtiments : trop lourd. Il a son réseau d'ouvriers et il connaît le prix des matériaux, mais il préfère que les autres courent les risques.

Ainsi Buluki : « Quand j'ai un marché probable, j'alerte mes hommes. Dès qu'il se confirme, je les mets sur le chantier. Je ne fais pas d'adjudication, je n'ai pas de temps à perdre. »

En fait, il sait qu'à Kinshasa, selon la tradition qui se maintient, les comportements officiels ne sont pas intéressants hors du secteur de production et de consommation moderne, c'est-à-dire fonctionnant sur les seuls modèles importés soit depuis la colonisation, soit depuis l'indépendance. Son affaire est en quelque sorte zaïro-zaïroise. C'est pourquoi il dit très bien : « Moi, je m'arrange seulement avec les architectes ou avec les gens qui me connaissent. » On ne peut plus clairement dire que c'est le réseau de relations qui assure la permanence du buluki.

Et pour les matériaux : « En principe, un entrepreneur achète les matériaux. V..... m'a donné trois marchés où les clients veulent acheter eux-mêmes les matériaux. »

Dans cette stratégie qui consiste à limiter les débours et les risques, il va encore plus loin : « Quand on engage un ouvrier, il doit avoir ses outils. » Cependant, là, il y a une limite. Il ne peut courir le risque de ne pas avoir un ouvrier apprécié ou, plus grave, de ne pas avoir d'ouvriers quels qu'ils soient, aussi « si l'ouvrier n'a pas d'outils, je les achète ».

Bien sûr, Buluki n'a pas eu ce comportement comme ça, de prime abord, parce que c'est dans l'air du temps ! C'est l'expérience qui lui a appris à être dans un réseau professionnel bien ciblé. D'ailleurs, il est parti un temps à l'intérieur du pays et a perdu sa clientèle qu'il a dû refaire, non sans aléas, à son retour. On voit bien ici l'importance des relations, la nécessité d'être disponible et d'avoir une compétence reconnue. Ce sont ses déboires, dus à son absence de Kinshasa et à son manque évident de capital de départ pour monter une entreprise ayant pignon sur rue, qui lui ont imposé la formule professionnelle la mieux adaptée à la réalité socio-économique kinoise, la formule conjoncturelle. Désormais, sa prudence, sa crainte des risques sont telles qu'il est entrepreneur sans l'être : « J'ai quatre chantiers en même temps au maximum ». Il ne sera jamais « un gros », c'est-à-dire un professionnel installé. Il ne le veut pas, et ceci le contraint à inventer ses propres techni-

ques de gestion et de fonctionnement : « Les ouvriers sont payés à la quinzaine (c'est la règle, dans le bâtiment, à Kinshasa). J'ai des contremaîtres, des conducteurs de travaux qui sont au chômage. Je les regroupe. Les autres entreprises paient 20 ou 30 zaïres par jour pour le transport (en 1978, le prix d'un aller-retour en bus, sur une distance d'environ 15 X 2 km), moi je les prends à durée déterminée. Je propose 2.500 zaïres à un ouvrier qui touche 1.700 zaïres (soit un salaire de 50 % plus élevé que le salaire moyen du marché), mais je ne l'assure pas. Je ne le supporte pas comme font les autres entreprises. Je choisis tous les ouvriers, y compris les manœuvres. »

Ainsi, il s'affirme clairement comme entrepreneur : « les autres entreprises..., moi je... », et se différencie très clairement en affirmant son appartenance non pas à l'informel, tel qu'on l'entend, mais au capitalisme le plus anti-réglementaire, le plus sauvage, au capitalisme du Far West : il n'assure pas ses ouvriers qu'il choisit un par un, mais sait ce qu'ils coûtent et ce qu'ils lui rapportent et les payent largement. A son niveau, la connaissance de la profession est pratique, directe, immédiate, sans discours si non sans analyse : elle est existentielle. C'est pourquoi il n'est entrepreneur que conjoncturellement : « Je préfère maintenant travailler seulement comme conducteur de travaux, comme assistance technique. Le client va chercher les matériaux et la main-d'œuvre. On ne perd rien, on ne perd que de l'énergie. Je demande des honoraires. Ils sont en fonction des moyens du client. »

Économie de moyens, réduction maximale des risques financiers, vente du savoir-faire, adaptation des coûts à la demande : si Buluki est vraiment dans l'informel, il n'en est pas moins absolument dans un capitalisme ouvert, hyper-libéral et qui colle à la réalité. Il répond aux demandes issues de cette réalité.

LE CRÉNEAU DES BULUKIS

Buluki a fait le tour de la question, son cheminement également mérite attention, il le mène de simple ouvrier qualifié à la profession d'expert selon un parcours significatif qui rappelle à sa façon que le Zaïre est un pays neuf et Kinshasa une ville-champignon où toutes les stratégies et toutes les actions sont virtuellement possibles. Reprenons les choses : ouvrier, un architecte constructeur du palais présidentiel (Clément Cacoub) et connu dans toute l'Afrique francophone lui propose de travailler sur ses chantiers. Après dix ans d'apprentissage non pas d'un métier, il l'a déjà, mais de comportements à avoir pour progresser dans les arcanes de la profession, il se lance. Une absence d'un an de Kinshasa finit de lui apprendre les caractéristiques socio-politiques du milieu : un an suffit pour ne plus être dans le coup... Buluki s'interroge. Faut-il monter une nouvelle entreprise, correctement structurée, classique ? Cela entraîne fatigue et risques, notamment une difficile assise financière dans une conjoncture incertaine... Trop d'impondérables ou trop de poids, selon ce qu'on devient. Que faire ? Une entreprise en puissance, une entreprise virtuelle en quelque sorte : voilà la solution. Elle se fonde sur un potentiel double : son savoir-faire (confiance en soi), des ouvriers plus ou moins qualifiés, connus de lui, immédiatement mobilisables.

Une telle entreprise ne peut exister que lorsqu'elle a des clients. C'est là que la connaissance qu'a Buluki des réseaux le sert. Il apporte la technique, les règles de l'art, à des petits promoteurs, souvent amenés fortuitement à l'être le temps de construire une maison qu'ils habiteront, mais qui jouissent néanmoins d'un minimum de moyens et sont même quelque peu dans les affaires. Son habileté, c'est d'être parfaitement à l'aise auprès de gens qui lui ressemblent d'une certaine manière. Des gens que les limites de leur pouvoir matériel d'entreprendre n'autorisent pas à mener des actions de trop grande envergure, qui motiverait une logistique que seules possèdent des entreprises bien établies, nanties d'un outillage lourd et performant. Or, ce type d'entreprise ne peut travailler au-dessous d'un certain seuil, les économies d'échelle, qui leur permettent d'être viables dans une période de marasme économique prolongé, les contraignent à délaissier les petites opérations. C'est le créneau des bulukis.

LE BULUKI ET SES CLIENTS : ANALYSE DE LEURS INTERRELATIONS

Buluki, homme de l'art, ne s'en laisse pas compter, ce qui le distingue, aussi, des tâcherons qui se multiplient dans toutes les villes d'Afrique. Son conseil est pris très au sérieux par ses clients, ce qui confirme l'assise de sa réputation : on peut lui faire confiance, il ne suivra pas aveuglément des plans qu'on lui fournit, il ne sera pas impressionné par la qualité — architecte ou ingénieur, par exemple — du faiseur de plans. Ainsi :

«Un médecin voulait faire une chambre froide. Il a vu un architecte qui lui a fait un plan bizarre, mais, pour le médecin, ça devait probablement apparaître correct, il ne pouvait pas vraiment juger de la chose. Il avait obtenu un financement bancaire. Actuellement, il veut construire quelque chose de plus grand et bâtir toute la parcelle. Moi non, je ne peux pas construire avec une seule dalle : il faut un joint de dilatation et un mur. Je vais faire des colonnes indépendantes.»

C'est le langage d'un homme qui prend ses responsabilités. Mais le client, s'il est d'accord, simplifie la vie de Buluki en assurant l'intendance : «Pour la chambre froide du médecin, c'est même lui qui paye les ouvriers que je lui ai indiqués. Il me paye des honoraires.» Ce n'est pas toujours le cas : «Il arrive que des fois, lorsque vous travaillez, vous êtes de bons amis, mais dès qu'on arrive à la fin, le client change d'humeur. Il voit qu'il n'y a plus que des petits travaux à faire et qu'il peut les faire faire. Je prends donc mes précautions bien avant.»

Celles-ci sont de deux ordres :

- d'abord ne pas effrayer le client. «Je ne donne jamais tous les devis en même temps. Nous sommes convenus de ne pas faire un devis définitif. Ça effraie toujours le client.»
- ensuite, faire payer d'avance, étape par étape : «Je demande 70 à 80 % de chaque étape comme avance.»

Ici, il faut constater que l'excellente connaissance de la société kinoise — qui, bien que citadine, continue à fonctionner dans le système précédent, d'une économie de subsistance où les entrées monétaires sont fluctuantes et rares — sous-tend l'action du buluki, d'où les étapes et les moments d'arrêt de chantier. Evidemment, la conjoncture justifie cette mentalité. Le buluki est, stratégiquement, dans le sens du futur immédiat : la rareté se paye et, en période de sous-développement, la rareté c'est la connaissance des techniques. C'est le buluki, la rareté... Ce qui lui impose, vis-à-vis de ses clients, une honnêteté stricte. Car une mauvaise gestion de chantier entraîne une réaction pénalisante de la part du client qui n'apprécie pas. Il est bailleur de fonds et entend être satisfait. Il accepte au demeurant toutes les règles relationnelles que codifie la tradition (et qu'il faut se garder de traiter d'informelles), voire toutes les combines, dans la mesure où elles se fondent sur des usages reconnus et où elles n'affectent pas la qualité de la prestation. Ce qui ne serait pas supporté, c'est qu'un buluki soit «un jongleur», ce qui ne se peut car une des caractéristiques de ce type d'entrepreneur, c'est d'être absolument fiable.

Mais le buluki se fait rare, ce que confirme un architecte : «La crise dans la construction est marquée par un problème sérieux de main d'œuvre qualifiée. Il y a de moins en moins de bons ouvriers, il y a petit à petit moins de vieux professionnels.» Il sous-entend par là qu'ils ne sont pas remplacés. Et c'est vrai qu'au moment de l'enquête, en 1979, le buluki était un produit de l'ancien régime (colonial). Les structures de formation professionnelle n'ont pas été maintenues à un niveau acceptable après 1960, malgré un effort notoire du secteur confessionnel de l'éducation.

Il faut noter, en outre, que le buluki a presque toujours un peu roulé sa bosse, une sorte de compagnonnage, mais sans les structures d'accueil à chaque étape que cela laisserait supposer. C'est un homme qui tient énormément à sa réputation et à son image. De Buluki, notre archétype, les professionnels disent avec humour et sympathie : «C'est un pirate, il va à pied.» C'est-à-dire : il est malin, il ne se fait pas remarquer.

Voici pour les acteurs de base. Si nous nous sommes un peu longuement attardé sur le buluki, c'est qu'il représente un de ces acteurs très typés, qu'on peut rencontrer dans les grandes villes des pays sous-organisés, sous-équipés et sous-administrés. L'exposé que nous avons fait de ses comportements dit mieux qu'une longue digression théorique ce que nous entendons par micro-acteurs, sachant qu'en vérité leur poids social, et donc économique, contrebalance le poids de ces autres acteurs, institutionnels, que l'on a coutume de considérer en oubliant qu'ils ne sont que ceux sur lesquels on peut exercer un relatif contrôle.

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

Les acteurs institutionnels s'appuient généralement sur des appareils économiques et sur des financements recherchés, pour une partie, sur le marché international. Mais pour nombre de pays «en développement», cette source est plus ou moins tarie, à la suite de désordres politiques, économiques et sociaux graves. C'est le

cas du Zaïre, où la lutte entre un pouvoir régalien corrompu et une opposition démocratique qui ne trouve pas ses marques n'en finit pas de s'éterniser. (Nous ne pensons pas que le remplacement d'un président par un autre de même nature changera quoi que ce soit!) C'est une des raisons pour laquelle la planification qui serait nécessaire ne peut être organisée que très partiellement par les responsables de la gestion municipale. Ceux-ci en sont réduits à n'assurer que l'absolument indispensable pour éviter l'anarchie politique : voirie primaire, assainissement minimal, quelques réseaux de distribution d'eau et d'électricité.

Ces acteurs institutionnels poursuivent une gestion spécifique de leur pouvoir et de leurs biens : ils n'assurent leur hégémonie qu'en s'appuyant sur une base étroite de privilégiés disposant d'un réel revenu. C'est pourquoi un minimum d'équipements fonctionnent; certains quartiers sont bien intégrés; l'espace urbain maîtrisé s'accroît lentement. Ainsi s'élabore une composition socio-spatiale dont on peut toujours espérer qu'elle sera fonctionnelle vers le milieu du vingt-et-unième siècle...

Mais ces acteurs puissants sont aussi, hors de leurs institutions professionnelles ou publiques, des acteurs de base. Ils le savent : viscéralement, ils sont obligés de fournir un minimum d'efforts pour satisfaire les demandes, formulées ou non, des millions de leurs semblables, leurs frères selon l'usage africain. Malgré la coupure qui grandit entre les acteurs de base et le groupe des responsables, les membres de ce groupe ne peuvent oublier qu'ils ont été précédemment acteurs de base et qu'il y en a encore beaucoup parmi leurs proches. C'est pourquoi, inexorablement, le micro-acteur, qui semble n'être rien, va devenir progressivement le véritable faiseur de Kinshasa. La ville ne pourra poursuivre son urbanisation qu'en tenant compte des millions d'habitants qui en sont les usagers, les actants et les acteurs les plus contraignants.

En attendant, il est bien difficile de vivre quand on est un Kinois ordinaire. Depuis 1970, à côté de quelques dizaines de milliers de nantis, le nombre des habitants démunis n'a cessé de croître. Le mécontentement de cette foule multimillionnaire est si grand que l'on voit s'accumuler les potentialités d'un conflit ouvert et très violent⁸.

AUTRES VILLES, AUTRES ACTEURS

Cette analyse est-elle transposable sous d'autres cieux? Ce n'est pas certain. Si Luanda (Angola) évolue comme Kinshasa, on ne peut considérer ce processus comme représentatif, même en Afrique subsaharienne. Il n'en demeure pas moins que, dans toutes les villes du continent africain, ce sont les micro-acteurs qui ont provoqué, souvent en marge des règlements qui les régissent, une urbanisation incontrôlable. Nous avons d'ailleurs rencontré des bulukis également à Yaoundé et Douala, et l'étude de «l'économie de la construction» réalisée en son temps par le programme Rexcoop a montré que ce type d'entreprise se retrouve peu ou prou identique en de nombreux pays, tant en Inde qu'en Égypte, en Colombie qu'à Madagascar⁹.

Mais les situations de dépendance diffèrent selon les pays et les cultures. En Inde, par exemple, où la société est très structurée et très fragmentée, les antagonismes sont plus ancrés, plus difficiles à émouvoir. Là encore, pourtant, par le truchement de politiciens dont ils constituent la clientèle, le poids des micro-acteurs se fait sentir¹⁰.

Ailleurs, dans les villes latino-américaines, les micro-acteurs ont pris conscience de leur existence et de leur puissance, ce qui leur permet de réussir des « invasions de terres » ou de plus paisibles opérations de conquête urbaine. En soutenant de telles actions, certaines personnalités politiques tentent parfois d'en capter le bénéfice. Se posant en défenseurs des micro-acteurs, ils s'assurent une clientèle utile à leurs projets politiques. Cependant le jeu des usagers, dont on privilégie ici les actions, ne peut se réduire à cela, comme on va le voir à propos d'un autre exemple pris en Equateur où l'histoire marque fortement les villes et leur évolution.

L'évolution de Quito et de Guayaquil depuis 25 ans montre d'exemplaires différences de comportement dans les processus d'urbanisation et de consolidation de l'occupation de l'espace péri-urbain¹¹. Mais, globalement, les ressemblances dans le jeu des acteurs priment sur les différences.

Depuis que le boom pétrolier équatorien, en 1973, a bousculé et accéléré spectaculairement l'urbanisation de Quito, son évolution est de moins en moins objectivement maîtrisée. Auparavant, elle croissait lentement, selon un processus bien établi, fondé dans l'histoire. De nouveaux lotissements se constituaient dans un respect suffisant des prévisions et des règles urbanistiques. Aujourd'hui, la pression démographique est considérable — et davantage encore à Guayaquil : 1.500.000 habitants en 1990 —, si bien que la ville s'étend de plus en plus hors de ses limites municipales. On observe un éclatement de l'urbanisation par implantations, distribuées le long des principaux axes routiers, de lotissements qui modifient l'aspect et la composition sociale des paroisses du district métropolitain proches de Quito.

Cette croissance urbaine mobilise trois types d'acteurs : institutionnels, capitalistes et populaires.

Les acteurs institutionnels relèvent de trois entités :

- la Municipalité de Quito (*Ilustre Municipio*) qui est le premier décideur en charge de la gestion et de la planification de la ville : de 1988 à 1992, plus de 90 % de ses recettes fiscales directes furent consacrées à des travaux favorisant l'intégration et l'équipement des quartiers populaires marginalisés, mais c'est une situation exceptionnelle, car ce genre d'action fluctue considérablement au gré de la coloration politique de l'équipe municipale qui est en place et qui se renouvelle tous les 4 ans ;
- le pouvoir, central ou provincial, qui dispose d'une considérable capacité de financement. Il accorde des lignes budgétaires selon les projets, notamment pour ceux qui relèvent d'un choix national : équipements et infrastructures de la capitale de l'État, politique sociale de l'habitat, etc. ;

- les organismes contrôlés, plus ou moins directement, par le pouvoir institutionnel, tels que les *bancos de vivienda* ou les coopératives d'habitat. Ils promeuvent et gèrent des projets à coloration sociale.

Ces acteurs institutionnels exercent une influence déterminante car ils orientent plus que tout autre le mouvement général de l'urbanisation de Quito : délimitation des zones, réseaux, axes et aires d'extension, réalisations d'équipements et d'habitats, etc. Pourtant, le respect de leurs plans et règlements est incertain, car la puissance des acteurs capitalistes — agissant en collusion avec des responsables sensibles à leurs pressions amicales et spéculant sur la viabilisation plus ou moins contrainte que devra réaliser à terme la municipalité, ce qui valorisera des terrains acquis, et temporairement gelés, entre des espaces lotis par eux et habilement distribués à cette fin — contrebat les décisions officielles. Par ailleurs, les acteurs populaires, en exerçant des pressions sociales à résonances politiques évidentes, viennent perturber par leurs lotissements forcés certains ordonnancements reflétant une vision citadine dont ils se sentent exclus. Les banques de logements et les coopératives y sont des acteurs très présents, auxquels on peut imputer plus de la moitié des lotissements importants réalisés depuis une génération, quoique le dynamisme des promoteurs privés soit également ici très actif. Ainsi, des quartiers entiers sont implantés en conformité avec les décisions du *Municipio*. Ces actions, qui entraînent une structuration et une intégration de l'espace, permettent au gestionnaire municipal de maîtriser à peu près son territoire. Incomparablement mieux, en tous cas, que ne maîtrisent leur territoire les municipalités des grandes villes d'Afrique. En valorisant les terrains qui jouxtent ces quartiers lotis, ces actions encouragent la colonisation citadine (ou la densification s'il s'agit de zones déjà urbanisées). Il y a donc, de ce fait, une réelle interaction entre les acteurs institutionnels (décideurs) et les acteurs capitalistes, voire les acteurs populaires.

L'action des acteurs capitalistes (qui sont pour la plupart des sociétés de services) s'exerce d'abord sur des espaces centraux convoités pour leur intérêt économique ou pour leur attractivité résidentielle. C'est ainsi qu'en toute contradiction avec le plan d'urbanisme et le règlement urbain se construisent des immeubles de grande hauteur et même se développent des activités économiques sur des espaces non prévus pour cela. Ces acteurs peuvent aussi agir de manière plus dispersée et plus discrète, par exemple en construisant de petits immeubles collectifs ou de belles villas dans les espaces interstitiels du tissu urbain. Ainsi, l'habitat se densifie dans les quartiers centraux, tandis que la discrimination sociale s'amplifie dans la périphérie. Comme ces acteurs capitalistes participent fortement à la vie économique et politique du pays, leur pouvoir est prépondérant. Lorsqu'ils désirent une dérogation, ils l'obtiennent sans difficulté, ou s'en passent. La réglementation s'incline devant les faits accomplis.

Le rôle des acteurs individuels n'est pas négligeable. Quand ils appartiennent aux classes installées, ils mènent à bonne fin des stratégies personnelles. Le qualificatif d'« installées » se réfère plus précisément à la grande bourgeoisie et aux classes moyennes hautes, car à Quito et en de nombreuses villes latino-américaines, où la vie urbaine est pluricentenaire, la société extrêmement structurée est fortement

hiérarchisée, quoiqu'actuellement le modèle nord-américain, plus égalitaire, semble s'imposer progressivement. Cependant, leur démarche se différencie de celle de leurs homologues européens, par exemple, en ce qu'ils ne respectent pas vraiment les contraintes d'un code de l'urbanisme quasi inexistant et peuvent se permettre d'en prendre à leur aise avec le règlement d'urbanisme de la ville, dans la mesure où l'esprit qui a présidé à sa rédaction ne se retrouve pas de manière exigeante dans la formulation des directives qu'il contient.

Les acteurs d'origine plus modeste, quant à eux, se regroupent et politisent leurs actions. Sachant que leur poids électoral est réel, ils le négocient. Ils constituent des comités, *Comité del Pueblo*, ou des coopératives, *Lucha de los Pobres*, très organisés, très structurés, très combatifs. Mais comme ils sont constitués de coopérateurs démunis, ils s'implantent sur des terrains peu convoités, souvent déjà affectés à d'autres usages ; ou bien ils envahissent une terre en friche, à la périphérie, et contraignent son propriétaire à la céder aux occupants à bas prix. Celui-ci ne peut que s'exécuter : sa terre a cessé d'être un objet de spéculation. Rapidement, le quartier se construit, s'urbanise. La municipalité finit par entériner le fait accompli et par assurer un minimum d'infrastructures¹².

Tout ceci en un temps très bref, alors qu'en Afrique l'opération s'étalerait sur au moins une décennie. Il est vrai qu'en Afrique subsaharienne, la constitution de groupes de pression très structurés est quasi impensable : le cas de Nylon à Douala¹³ semble constituer une exception. Mais on peut raisonnablement imaginer que cette stratégie d'urbanisation va, dans un proche avenir, apparaître aussi dans cette partie du monde. Lentement, les pressions démographiques, sinon la démocratisation, imposeront de telles tactiques, c'est du moins l'opinion de nombreux analystes de l'évolution des mentalités citadines de bien des villes d'Afrique.

AUTRE SOCIÉTÉ, AUTRE ÉTAT, AUTRES PRATIQUES

Il est bien évident que le cas quiténien, s'il est illustratif, n'est pas nécessairement représentatif, quoique, avec des variantes, il soit assez banal en Amérique latine. Le cas de Nylon, vieux de plus de 35 ans, n'a pas encore fait école en Afrique, bien qu'il ait obligé le gouvernement camerounais, en 1981, à créer une structure institutionnelle, l'ARAN, consacrant sa réussite, mais en même temps dépossédant les habitants promoteurs de l'aménagement de leur quartier, de leur pouvoir direct conquis de haute lutte face à un pouvoir centralisé jaloux de son autorité.

Il demeure évident qu'en Afrique, si les nantis qui sont pratiquement toujours des puissants, les « prépondérants » de Jaurès, prennent de très grandes libertés avec les textes régissant la gestion de l'espace urbanisé, c'est parce que ces textes, bien qu'édictees, ne correspondent pas à une culture intériorisée. En effet, établis sur le modèle de législations issues des anciennes puissances coloniales, ils souffrent d'un vice congénital. Il faut bien comprendre que les habitants de ces grandes villes très sous-équipées et bien peu organisées en la majeure partie de leur territoire, sont encore très imprégnés de pratiques relationnelles fondées sur des solidarités

de groupes qui s'identifient à des coutumes et usages forgées en un autre type de société. Il n'est qu'à parcourir, et observer attentivement, ces immenses «quartiers» qui ne cessent de s'étendre en couronnes autour des secteurs relativement structurés et équipés des villes majeures de ces régions pour constater que l'organisation et la construction du territoire d'exercice du quotidien de leur vie se structurent, sans infrastructures et équipements collectifs dignes de cette appellation, selon des critères sociaux fonctionnant dans l'esprit de pratiques sociales héritées de genre de vie villageois, où chacun s'identifie et se sait reconnu de tout le voisinage. Certes, le métissage des alliances et des habitudes brouillent chaque jour davantage cet héritage, mais cette donne, qui n'est déjà plus très nouvelle, n'a pas encore engendré une organisation sociale suffisamment originale, capable de générer des règles de bon fonctionnement dont la rationalité soit promesse d'une pratique urbaine adaptée à une urbanisation n'ayant pas attendu pour s'imposer les directives d'un Périclès africain qui reste à venir. Bref, nous ne pensons pas qu'il soit abusif de dire qu'en Afrique intertropicales les populations qui ont envahi les villes pour n'en plus sortir n'ont pas encore acquis une mémoire, et donc une culture spécifique, suffisamment ancrée dans une histoire citadine fondée sur une pratique inscrite dans une durée suffisante. Cette durée, croyons-nous, ne sera génératrice de solutions adaptées que lorsqu'une stratification de trois ou quatre générations de citoyens se sera constituée.

À une époque où la mondialisation, sans être ce que le marché des techniques de communication voudrait croire, accélère prodigieusement l'information, cette brève réflexion sur les acteurs ne peut faire abstraction de la dynamique démocratique, qualifiée en l'occurrence de citoyenne, que véhiculent les actions associatives qui, en divers pays démocratiques, affirment et défendent les droits et pouvoirs de proposition et de participation des habitants. Ces pouvoirs sont des émanations polymorphes de citoyens qui ne se satisfont pas du seul droit d'évaluation, d'approbation ou de sanction que leur accorde périodiquement le recours aux urnes. Ils affrontent souvent les élus qui se sentent tantôt assiégés et réticents, tantôt confortés et consentants, mais le plus souvent inquiets d'un pouvoir qu'ils ne maîtrisent pas et dont le refus trop affirmé pourrait devenir néfaste à leur réélection. La qualité de leur action, même en France, où les élus sont très jaloux de leur représentativité et les professionnels de leur savoir-faire, parvient progressivement à infléchir les politiques urbaines trop éloignée des réalités quotidiennes des citoyens les moins influents, mais parfois les plus nombreux, et obtient de plus en plus fréquemment que la gestion municipale soit clairement lisible pour tout un chacun. À la fin des années 70, on a vu émerger avec succès ces mouvements associatifs se concrétisant en des entités revendiquant plus de démocratie directe. Bien des maires, désormais, les considèrent comme des interlocuteurs incontournables. Ces interlocuteurs ont su susciter des collectifs de citoyens, des associations de quartier pour la défense des intérêts des populations précarisées par des politiques municipales trop abusivement réductrices, des lieux de rencontre, de discussion et de concertation. Des ateliers publics d'urbanisme et d'architecture sont même nés de cette conjoncture¹⁴.

DIVERSITÉ DES ACTEURS

Les politiques urbaines menées ou subies, celles des gestionnaires institutionnels et celles des personnes, sont aussi diverses que sont diverses les histoires, les institutions et les législations des tiers mondes et, bien sûr, aussi, des pays riches et suréquipés. Si les urbanistes y jouent assez fréquemment un rôle minimal, on ne peut en dire autant des chercheurs qui pourtant établissent des méthodes d'analyse, font des synthèses éclairantes et développent des outils pour la gestion de l'espace, tels les systèmes d'information géographique appelés souvent *sig* ou, en anglais, *gis*. Cette absence des chercheurs n'est pas que de leur fait, elle a plusieurs causes : difficulté de faire passer le message du chercheur à l'opérateur, refus du décideur qui craint de ne plus pouvoir dominer la situation, certitude des élus qui croient connaître mieux que quiconque ce qui est bon pour les urbains qu'ils représentent et leur ville. De toute façon, une connaissance trop pointue de la ville que l'on gère risque fort de mettre en évidence une foule de contradictions dont la prise en compte serait si paralysante qu'elle mènerait à des choix impossibles ou trop incertains. Le chercheur est donc condamné un jour ou l'autre à voir des évolutions prévues et perverses se produire et mener à une situation désastreuse, sans qu'il puisse en modifier l'échéance. Mais, si ce même chercheur devient un jour décideur, il risque fort de se mettre à son tour en une position perverse, prévisible par d'autres, qu'il n'aura su ou pu éviter!

A Kinshasa domine le micro-acteur populaire, très individualiste, bien qu'il se détermine par son groupe et sa famille. A Quito, une société citadine, déjà ancrée dans la longue durée, secrète des structures de gestion assez efficaces, ainsi qu'une grande diversité d'acteurs et de formes d'organisation : État, région (province), municipalité ou district métropolitain, institutions, sociétés, mouvements coopératifs, familles, individus...

Pourtant, une constante se dégage : l'acquisition, par les micro-acteurs, de la capacité à s'appropriier l'espace constitue le moteur de toute leur énergie. L'habitant d'une ville ne se sait, et ne se sent, vraiment citadin que lorsqu'il en connaît le maniement spatial. La nécessité de se loger n'est pas l'unique force qui le pousse à modifier ses lieux de vie. Il y a aussi le besoin social de vivre en des espaces connus et reconnus, où l'on se sente chez soi. Ces espaces diffèrent pour chacun. Si la ville est grande, ils peuvent n'en couvrir qu'une partie : lieux de travail, d'approvisionnement, de loisirs usuels, de résidence, etc. Ces lieux de convivialité, même le plus démunis, peut s'en approprier l'usage. Quels que soient le régime politique et la situation économique d'un pays, cette appropriation personnelle et communautaire de l'espace urbain commande assez directement l'organisation et la gestion des villes. C'est pourquoi urbanisme doit signifier convivialité, et citadin doit vouloir dire acteur. Cependant, l'action de ces acteurs n'est efficace que lorsque les initiatives de chacun peuvent s'organiser dans des structures réellement démocratiques où on se sent citoyen. En ce domaine, l'exemple vient progressivement, par le biais des associations de citoyens. C'est ce qu'enseignent les exemples, bien connus désormais, de Curitiba et de Porto Alegre, au Brésil.

BIBLIOGRAPHIE

- A.D.E.L.S., *Outils techniques ou contre-pouvoir ?*, revue *Territoires*, n° 358 de mai 1995.
- Louis Bret, *La zone Nylon à Douala*, in *Projet*, p. 163-174, n° 162, cf. chapitre 7.
- Philippe Delis, Christian Girard (avec la collaboration de René de Maximy), *L'économie de la construction à Kinshasa*, éditions Harmattan, coll. Villes et entreprises, 152 pages, Paris, 1987.
- Didier Fassin, *L'espace féminin dans le champ politique. Mobilisations de femmes dans les milieux populaires en Equateur*, in *Cahiers des sciences humaines*, p. 481-496, vol. 28, n° 3, 1992, éditions ORSTOM, Paris.
- Henri Godard, *Quito, Guayaquil : croissance urbaine comparée et mécanismes d'évolution, de consolidation et d'intégration des quartiers populaires*, IFEA-Equateur, 2 vol., 1986, 250 p. et 263 p.
- Jean-Claude Lavigne et Maria Dufresne, *Économie de la construction à Hhyderabad*, l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, 150 p., Paris, 1988.
- René de Maximy, *Kinshasa, ville en suspens*, cf. chapitre 1.
- Évaluation socio-économique*, 30 p., in *Bilan critique du programme REXCOOP*, t. 2 : *L'amélioration des connaissances*, éditions Plan construction, Paris, 1987.
- La ville et ses acteurs*, 8 pages, in la revue *Projet*, n° 219, Acteurs d'un autre développement, Paris, 1989.
- Roland Pourtier, *Zaire : l'unité compromise d'un « sous-continent » à la dérive*, p. 264-288, in *Afriques noires, Afriques blanches*, revue *Hérodote*, n° 65-66, 2^e et 3^e trimestres 1992.

NOTES

¹ Ce chapitre est la reprise d'un article, considérablement augmenté, de René de Maximy, *La ville et ses acteurs*, 8 pages, in *Projet*, n° 219, Acteurs d'un autre développement, Paris, 1989.

² Ces acteurs ont été longuement évoqués et leur comportement analysé dans *Kinshasa, ville en suspens*, cf. note chapitre 1 ; et dans Philippe Delis, Christian Girard (avec la collaboration de René de Maximy), *L'économie de la construction à Kinshasa*, éditions Harmattan, coll. Villes et entreprises, 152 pages, Paris, 1987.

³ *L'économie de la construction à Kinshasa*, p. 43 et sq., voir la note 2 ci-dessus.

⁴ Naturellement, tous les assistants techniques qui, dans les années 70-80, ont travaillé dans les services centraux des ministères de l'équipement, de l'habitat ou de l'urbanisme de ces pays de l'Afrique en connaissent, plus ou moins bien, un certain nombre d'exemples. La question de la corruption n'a, il est vrai, pas tout à fait la même signification sociale en ces républiques fondées à la fois sur un modèle constitutionnel venu d'ailleurs et des us et coutumes autochtones, qu'en les pays d'où ces modèles sont issus et qui, pour cela même, ont une cohérence culturelle entre le droit et les traditions sociétales.

⁵ Par suite d'un pillage organisé du pays, au plus haut niveau, comportement qui, en Afrique, est assez banal et pas près de cesser. Mais, évidemment, ce n'est pas une spécialité africaine, l'Asie du Sud-Est, la CEI, l'Amérique Latine pratiquent cela presque au grand jour et, en Amérique du Nord, en Europe, il n'est pas nécessaire de gratter beaucoup pour, sous la bienséance, rencontrer de pareilles pratiques. D'ailleurs, en Afrique, la majorité des grandes sociétés de travaux publics (au-dessus de tous soupçons, pour rappeler un titre célèbre) ont leur siège principal en Europe et des collusions ont été fréquemment dénoncées.

⁶ Le fait que cet interview ait été mené il y a 18 ans (nous sommes en 1997) ne change pas grand chose, structurellement, à l'analyse faite. Il est évident que si les conditions factuelles ont varié, le phénomène n'a fait que se renforcer avec le temps, les abus de pouvoir de la part de toute personne ou tout groupe jouissant d'une once d'autorité n'ayant jamais cessé à Kinshasa. Évidemment, le Buluki n'est pas une spécialité zaïroise (congolaise) ou africaine, même si l'expression que prend ce phénomène à des particularités très zaïroises (congolaises).

⁷ Depuis l'indépendance, cette formation rigoureuse n'existe plus, c'est pourquoi ces entrepreneurs sont vieux. Il s'est développé, cependant, d'autres types d'apprentissage et certains de ces anciens ouvriers-entrepreneurs ont su assurer leur relève et succession.

⁸ R. de Maximy, *Kinshasa, ville en suspens*, déjà cité en chapitre 2, et, plus récent, Roland Pourtier, *Zaire : l'unité compromise d'un « sous-continent » à la dérive*, p. 264-288, in *Afriques noires, Afriques blanches*, revue *Hérodote*, n° 65-66, 2^e et 3^e trimestres 1992.

De ces potentialités de violence, nous avons déjà la certitude en 1975. Il aura fallu 22 ans pour que cela soit reconnu par les Puissances (c'est ainsi qu'on nommait les pays qui prétendaient au siècle passé régenter l'ensemble de l'Afrique et qui s'exprimèrent en 1884-85 à la Conférence de Berlin. Ce sont les mêmes pays — la Russie et la Turquie exceptées, et peut être aussi le Portugal et l'Allemagne — qu'on retrouve aujourd'hui, continuant leur politique africaine par d'autres moyens mais sans changer rien à leur arrogance et à leurs calculs hégémoniques). C'est finalement un génocide qui n'a pu être occulté qui a permis que soit déstabilisé un régime au point de n'être absolument plus défendable par conquête. Il se trouve cependant qu'un régime de même facture se met en place, ce qui permet de redistribuer les intérêts des Puissance précédentes, mais n'augure à nouveau rien qui vaille, ou bien peu, pour les Congolais (ex-Zaïrois) dans la suite de l'histoire proche.

⁹ René de Maximy, *Évaluation socio-économique*, 30 p., in *Bilan critique du programme REXCOOP*, t. 2 : *L'amélioration des connaissances*, éditions Plan construction, Paris, 1987.

¹⁰ Jean-Claude Lavigne et Maria Dufresne, *Économie de la construction à Hyderabad*, l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, 150 p., Paris, 1988.

¹¹ Henri Godard, *Quito, Guayaquil : croissance urbaine comparée et mécanismes d'évolution, de consolidation et d'intégration des quartiers populaires*, IFEA-Equateur, 2 vol., 1986, 250 p. et 263 p.

¹² Didier Fassin, *L'espace féminin dans le champ politique. Mobilisations de femmes dans les milieux populaires en Equateur*, in *Cahiers des sciences humaines*, p. 481-496, vol. 28, n° 3, 1992, éditions ORSTOM, Paris.

¹³ Louis Bret, *La zone Nylon à Douala*, in *Projet*, p. 163-174, n° 162, et aussi les travaux de Jean-Pierre Mbassi Elong concernant le projet ARAN, agence d'aménagement du quartier Nylon, MINUH, Yaoundé.

¹⁴ A.D.E.L.S., *Outils techniques ou contre-pouvoir?*, revue *Territoires*, n° 358 de mai 1995.

Chapitre 9

LA RUE, LE QUARTIER, DES LIEUX PAS COMME LES AUTRES¹

LA RUE DANS TOUS SES ÉTATS

Si, pour les sciences sociales, un espace très structuré où l'on ne fait que passer, gare, autoroute, grande surface commerciale et autre aire de non résidence, est un «non-lieu», il faut qu'un lieu soit un espace très structuré de résidence. Peut-être en est-il ainsi, mais nous ne faisons nôtre ni cette dialectique, ni ce jeu sémantique et considérons que la rue est, dans la ville, un lieu d'excellence. Encore faut-il déterminer ce qu'est la rue.

C'est un espace linéaire et passant dont la fortune est singulière. Issu du latin *ruga*, la *ride*, le mot est d'abord descriptif. Il commence sa carrière géographique et sociale en désignant un axe de cheminement qui marque le paysage comme les rides un visage. Puis, le temps se faisant, les lieux habités s'imposant plus que les chemins qui y conduisent, le mot se sédentarise et s'y fixe. On en vient à réserver le terme de *rue* au plus marquant des espaces en creux du village ou de la ville. Mais, en vérité, ce *creux*, espace ni construit ni confisqué, donc ouvert à tout le monde, n'existe que par les constructions qui le limitent et par sa fonction d'usage. En ces deux raisons se tiennent la fortune et l'infortune économique, culturelle et sociale de cet espace qui se vide et s'emplit au balancement des heures d'ombre et de lumière. Cela mérite attention.

Les maisons ont une véritable épaisseur. En outre, elles peuvent se prolonger dans un paysage rapproché plus ou moins construit, mais néanmoins organisé et structuré, qui leur est symbiotique : communs, cours, jardin, potager, verger. Elles abritent l'intimité des résidents, de ceux qui se fixent à demeure. Ce sont des espaces clos édifiés pour protéger leurs occupants, non pour les livrer en exhibition au tout venant, au tout passant. Cependant, l'extériorité flânante ou passante ne peut être complètement ignorée dans la mesure où les maisons y prennent une part de leur lumière tandis que leurs constructeurs s'évertuent, dans les villes en tout cas, à offrir à cet extérieur (la rue) une image avantageuse d'elles-mêmes. Leurs façades sont autant de gestes architecturaux qui tentent d'imposer par leur apparence

la qualité sociale des gens qui les habitent. Les ouvertures, sas pour la lumière, l'air, les marchandises et les gens, sont une invitation à les pénétrer. Mais cette invitation n'est qu'un leurre à prendre tout au plus comme un jeu participant à la hiérarchie des espaces urbains.

En effet, il arrive que leur partie en rez-de-chaussée, niveau de contact usuel avec la rue, s'ouvre largement, s'excave même parfois. C'est généralement le cas lorsqu'une activité sociale d'échange ou de pouvoir s'exerce au seuil de la chaussée, au ras du trottoir, mais hors de l'espace public, en creux, auquel elle se lie cependant. Alors, le passant, chaland jouisseur de la rue ou emprunteur affairé du chemin qu'elle offre, peut, ou croit qu'il pourra, espérer pénétrer l'espace clos dont il ne saisissait d'abord que la façade, image que cet espace construit veut bien lui concéder. Mais, en réalité, n'ont accès à cette autre dimension de la ville, bien protégée et cachée, que les initiés, ceux qui ont acquis le droit de le pénétrer. Les autres ne retrouvent dans les cavernes qui s'ouvrent à certaines heures sur la rue, comme une invite, que la montre et la possibilité matérielle d'acquisition des produits sécrétés ou stockés derrière les façades. En définitive, les maisons ne renvoient à la rue qu'une des images de sa fonction, celle des rencontres et de l'échange. Si la ville est bien l'espace social que l'on affirme, on peut dire qu'elle incorpore la rue, mais que la rue n'accède qu'à ses artefacts.

Ainsi est-on dans la rue et dans la ville sans être dans l'intimité de cette autre dimension urbaine qu'est la population citadine. Si bien qu'on peut se demander si quelqu'un qui *est à la rue* est encore citoyen ! Ne dit-on pas de nos jours que c'est un exclu ? Ce constat renvoie au rôle fonctionnel, deuxième raison d'existence de la rue.

Nous l'avons qualifiée de lieu d'excellence. En effet, si c'est bien à partir d'elle que l'on peut contempler les façades de la ville secrète, c'est aussi par sa fréquentation, celle d'un visiteur qui la découvre et celle d'un résident qui la pratique, que l'on peut déjà la saisir. Car, descendue dans la rue, la population se livre et, du même mouvement, révèle les secrets de sa ville. Il suffit de prendre le journal pour en trouver une preuve. Ainsi, dans le Monde diplomatique de septembre 1994, nous lisons à propos du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, le 11 mai 1924 : « La droite fulmine aussitôt à la vue des drapeaux rouges, des communistes, de l'abominable manifestation, de la révolution passant en revue ses forces sous la protection de la police. De la rue en somme, et d'une rue d'autant plus détestable qu'elle avait la suprême insolence d'arpenter les beaux quartiers. »² Dans cette citation, la rue est même personnifiée. Nous ne dirons rien des expressions « homme de la rue », « qu'en pense la rue », « il ne nous reste qu'à descendre dans la rue », « la rue jugera », et autres références classiques qualifiant l'opinion publique en certaines circonstances politiques. De même, sur un tout autre registre, l'appel à la rue que fit, il n'y a guère, la publicité d'une banque parisienne : « Aux quatre coins du monde, au coin de votre rue ». Ici, implicitement, on affirme que chaque client potentiel se localise par rapport à sa rue.

Ce lieu est d'excellence. « La rue, c'est un espace approprié, donc "socialisé" dans le cadre d'une ville au profit de groupes multiples et ouverts, sans exclusivité ni

exigence d'appartenance.»³ C'est en se l'appropriant que les citoyens se reconnaissent de la ville dont il est l'équipement le plus ramifié et le plus fonctionnel. Toutes les révolutions, en quelque pays que ce soit, en usent à un moment ou un autre, on y combat, y danse, y défile, y proteste. On s'y fait voir et on y voit ses semblables. On s'y cache noyé dans la foule. C'est le lieu où le peuple, en période de tension politique extrême, exprime le plus fortement son pouvoir et, dans le quadrillage de son réseau, le Pouvoir sa puissance de contrôle. L'histoire est pleine de ces usages. On y fait même la guerre.

Les rues sont, aussi, un lieu privilégié du jeu sanglant des combats de toutes les révolutions, ou de règlements de compte. La connaissance des entrées et sorties multiples d'immeubles sur des passages, venelles, ruelles ou rues, ou des passages souterrains, plus ou moins publics, plus ou moins confidentiels, tels que les couloirs du métro ou les souterrains reliant entre eux certains ministères parisiens, les traboules lyonnaises, les égouts (de Paris, de Varsovie ou d'ailleurs), qui offrent au résistant (ce fut le cas durant la deuxième guerre mondiale), à l'opposant, à l'insurgé poseur de bombe ou justicier, mais aussi au tueur sans idéologie, la possibilité d'échapper aux pouvoirs officiels : armée ou polices.

Pour le sociologue, outre celle d'être un axe de circulation innervant la ville, elle a deux grandes fonctions : espace linéaire marchand mettant en contact les produits de l'économie d'une ville ou d'un pays et leurs consommateurs potentiels, elle permet le fonctionnement quotidien de la vie citadine ; lieu public et passage obligé, elle permet au citoyen de s'identifier, de s'orienter, de se localiser.

S'orienter, se localiser, la fonction est claire ; s'identifier, cela demande éclaircissement. En vérité, c'est dans la mesure où un individu quelconque d'une ville quelconque en possède une certaine habitude, un mode d'emploi par lui établi, qu'il se sait et se sent vraiment citoyen de cette ville. Il lui faut pour cela s'approprier l'usage de l'espace d'un certain nombre de rues, c'est-à-dire en reconnaître toutes les représentations significatives : bruits, odeurs, mouvements, fréquentation, paysage, signes affirmés et particularités visuelles ou existentielles. Alors, il pourra dire que rien de cet espace ne lui est étranger, qu'il y est chez lui et peut en user à sa convenance. C'est en somme un copropriétaire des segments de rue qu'il fréquente assidûment. Il en comprend les humeurs et les signaux. Grâce à cet usage, la ville devient sa ville. C'est alors, par le truchement de la rue, qu'il sera vraiment apte à en être un citoyen responsable.

Naturellement, cet espace sera d'abord celui de ses déplacements, son activité et son approvisionnement. On voit que les rues, certaines d'entre elles à tout le moins, seront des lieux où il se sentira du pouvoir, car il saura mesurer les effets et les limites de ce qui s'y manifeste et peut peser sur sa vie.

Il semble que le jeu dialectique qui s'instaure d'une part entre la rue, espace en creux, et les constructions, notamment leurs façades, qui la limitent et la bordent, d'autre part, la réalité de son espace et l'acquisition de son usage, soit l'expression nécessaire d'un comportement généralisé de toute société urbaine. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'il y ait une ambiguïté permanente entre la rue espace public

et la rue expression évènementielle d'un pouvoir populaire, c'est-à-dire citoyen et généralement, alors, citoyen.

On peut se demander pourquoi la rue joue ce rôle privilégié. Dès l'instant où l'on s'interroge sur ce point, force est de constater qu'il y a là un jeu de style métonymique : la rue, c'est l'espace urbain livré aux citoyens agissant de manière collective et, souvent, solidaire. La place, redevenant agora ou forum, accueillera les grands rassemblements festifs ou politiques ; les places recevront les citoyens en liesse, fête de la musique par exemple, ou les citoyens en révolte ou en révolution, événements de Tiananmen, par exemple. En ces circonstances, la place, les places seront « la rue ». À la limite, on pourrait écrire, curieusement, que « la rue a manifesté sur la place de la République », et ce sera un acte très populaire et très urbain, de revendication généralement ; ou bien que « la rue a manifesté place de la Concorde », ce sera un acte urbain également populaire, mais d'adhésion au pouvoir installé généralement. Ainsi, les rues — et les places, tantôt simple élargissement organique, tantôt point de convergence ou d'aboutissement, leur sont consubstantielles — sont des référents sans ambiguïté. Si l'on manifeste à la Bastille, lieu révolutionnaire symbolique, à la République au nom significatif, ça n'a pas le même sens que si l'on manifeste sur les Champs-Élysées, voie triomphale reconnue, à la Concorde qui ne s'appelle pas ainsi par hasard, ou à l'Étoile.

Bref, économique, sociale, culturelle et même psychologique sont les attributs de la rue, de certaines rues-lieux (ou places-lieux) et hauts-lieux, qui accueillent les expressions les plus fondamentales de la civilisation, au sens premier du terme. En plus de la vie quotidienne s'y accomplissent des commémorations, des sacralisations et des massacres non exempts de rituels. Dans la danse et l'alcool, ou en des actes de contrition partagés, s'y exorcise la misère en des fêtes d'appartenance où l'adversité sociale qui frappe tant de citoyens démunis devient supportable le temps d'un carnaval ou d'un anniversaire glorieux, véritable catharsis, auxquelles l'Asie du sud-est et l'Amérique latine restent fidèles, et que l'Europe pratiqua mais a perdues ou folklorisées depuis longtemps. Cet espace linéaire, au creux d'un quartier bien connu, et pour cela sécurisant, est excellemment le lieu où les citoyens se savent solidaires.

En outre, les façades donnent à voir à ceux qui les longent et les contemplent. Or, selon l'image qu'elles façonnent autant que selon le gabarit des voies qu'elles limitent, se hiérarchise la ville. Un quartier sera classé bourgeois, d'affaires, pour classe moyenne (petite bourgeoisie), populaire, pauvre, fameux ou mal famé, au vu des maisons qu'on y rencontre et de leur style, de l'état et la qualité de leur façade. Ce pouvoir, dont la rue porte la marque, se traduit par des modes, des engagements, des attractions ou des répulsions qui motivent des dépenses pour ceux qui en sont preneurs ou veulent, au contraire, s'en détacher. Il est fréquent que les quartiers se déterminent par le nom d'une rue considérée par l'ensemble des citoyens comme emblématique : à Paris, le boulevard Saint Germain ou le boulevard Barbès, la rue du Sentier ou le boulevard Saint Antoine, plus usuellement dénommés « Saint Germain » ou « Barbès », « le Sentier » ou « Saint Antoine ». Il peut, enfin, advenir qu'au fil des époques les rues se déclassent ou se valorisent, pour le bénéfice ou au détriment de leurs habitants et de leurs usagers.

De tout cela, les urbanistes sont conscients. Il n'y a d'architecte, le sachant, qui n'ait réfléchi à toutes les dimensions de la rue. Si l'on remonte quarante ans en arrière, ce n'est pas si vieux, cette réflexion passait à Paris, chaque année, dans les faits, puisque ceux qui se formaient aux Beaux-Arts fêtaient bruyamment «le Rougevin» en des sarabandes folles où ils s'emparaient pour une soirée du boulevard Saint Germain.

D'autre façon, ces mêmes urbanistes considèrent encore la rue dans ses dimensions de transit, de limites et de séparation. Car elle a un gabarit, une capacité de transport et d'écoulement du trafic que l'on peut mettre en équations. Ne considérant que cette ingénierie relativement facile à planifier, traduite dans le maillage et la hiérarchisation fonctionnelle des voies, bien des pans entiers de ville ont été mis techniquement en place, qui révèlent désormais leurs effets pervers : banlieues gravées du quadrillage des rues uniquement couloirs et limites, ou concentration de réseaux dévoyés de leur qualité citadines. Ainsi, à Paris, les boulevards des marchés renforcés, par endroit, de la fosse de la Petite Ceinture, puis doublés de celle des périphériques, avec, entre leurs emprises, des équipements particuliers, sportifs fréquemment, affirment une rupture urbanistique forte, perpétuant, un siècle après leur destruction, les remparts d'une ville qui se méfierait toujours de la «zone» *extra muros* pourtant disparue. Lorsqu'ils élaborent des plans et les tracent, trop souvent, les urbanistes se laissent fasciner par cet aspect, *clean* et déshumanisé, que la rue, devenant alors simple trait délimitant plus que joignant, revêt *in abstracto*. Ils oublient de se souvenir qu'on ne peut, ici, dissocier le social du technique, que c'est d'abord par le truchement de la rue que s'accomplit la symbiose économique et culturelle entre la ville et son peuple.

Pour ouvrir à toutes les dimensions de la rue que nous n'avons pas analysées, notamment à celles que chacun y trouve au hasard de sa vie, nous nous permettons de citer un cours dialogue emprunté à Marguerite Duras⁴. On est à Saïgon dans les années 30. La rue, sans que les gens y soient vraiment, est constamment présente. Elle assure le lien social d'une population que l'on devine. Voici :

«- Tu parlais des compartiments...

«- Les compartiments, ça rappelle les cases de l'Afrique, les paillotes des villas. C'est beaucoup moins cher qu'une maison. Et ça se loue au prix fixe. C'est sans surprise. C'est ce que préfèrent les populations de l'Indochine, surtout celles qui viennent de la campagne. Les gens, là, ils sont jamais abandonnés, jamais seuls. Ils vivent dans la galerie qui donne sur la rue. Il ne faut pas détruire les habitudes des pauvres. La moitié des habitants dorment dans les galeries ouvertes. Pendant la mousson, il y a la fraîcheur, là, c'est merveilleux.

«- C'est vrai que ça paraît comme un rêve d'être dehors pour dormir. Et aussi d'être tous ensemble et en même temps séparés.»

Prolongeant ce qu'en dit Duras, il nous paraît instructif de rester un moment en Asie où les villes sont les réceptacles de tous ceux qui n'ont plus de moyens assurés d'existence dans les campagnes. Nombreux sont ceux qui arrivent quasi nus à Bombay, Delhi ou Calcutta. La rue, alors, devient leur demeure. Les plus démunis, face à une société qui ne peut, ou ne veut, les accueillir, n'ont que le trottoir dont,

on le sait, la première fonction est de servir de refuge pour se mettre à l'abri du trafic de la rue. C'est, en effet, un cheminement où l'on peut trotter à sa convenance, sans risque d'être accroché ou heurté par les véhicules circulant sur la chaussée voisine. Sur ce trottoir, ils passeront toutes leurs nuits et y achèveront leur vie. Rohinton Mistry, dans *L'équilibre du monde*, roman dont le cadre principal est une très grande ville de l'Inde, écrit : «Le quartier des boutiques-avec-logement se trouvait à dix minutes de marches de la gare. Les trottoirs débordaient de gens endormis. Une mince lumière jaune, comme une pluie purulente, tombait des lampadaires sur les corps enveloppés de haillons, et Omprakash frissonna. "On dirait des cadavres", murmura-t-il. Il les regarda attentivement, cherchant un signe de vie — une poitrine qui se soulève, un doigt qui s'agite, une paupière qui tressaute. Mais la lumière était trop faible pour permettre de noter d'infimes mouvements. (...) Ils attendirent que le sol ait séché, puis déroulèrent leurs nattes et leurs couvertures. Les bruits environnants ne cessaient pas. (...) À un moment, ils furent réveillés par des hurlements qui semblaient provenir d'un animal qu'on massacrait. (...) "Au fait, dit Ishvar, nous avons entendu d'horribles cris la nuit dernière. Savez-vous ce qui s'est passé?" — "Ce sont ces gens qui occupent le trottoir. Un type avait pris l'emplacement d'un autre. Alors ils lui ont écrasé la tête avec une brique. Des animaux, voilà ce qu'ils sont tous." Là-dessus, il retourna à son travail...»⁵

Mais, toujours en Asie, dans les pays qui s'ouvrent à la libre entreprise et à la consommation de masse, comme au Vietnam ou en Chine, la rue est aussi le théâtre d'une activité inédite liée à la circulation des gens. Ainsi, à Danang, troisième ville du Vietnam, tout au long des jours ouvrables se joue le jeu des cyclistes. C'est un ballet hallucinant. Ils vont en tous sens, se croisent et s'entrecroisent, frôlent le piéton, zigzaguent sans cesse, avancent à l'audace. Tout est dans le regard, le plus audacieux passe le premier. La rue garde toutes ses fonctions urbanistiques, mais s'y ajoute une dimension ludique indéniable, probablement assez excitante, et qui n'est pas nécessairement ressentie comme telle, elle peut même en effrayer certains. Circuler à bicyclette ou, de plus en plus fréquemment, à motocyclette, est ici un exercice d'adresse, d'attaque, il faut passer, et d'esquive, il ne faut pas s'accrocher. C'est aussi un acte très individuel, exercé collectivement, de prise de possession quasi souveraine de la rue.

De ce que nous venons de dire rapidement, on voit que ce n'est pas seulement ce que révèle cet échange banal que nous avons souvent eu :

- Pour vous, une rue, qu'est-ce que c'est? A quoi ça sert?
- C'est un axe de circulation pour les voitures.
- Seulement pour les voitures?
- Aussi pour les piétons, mais dans les rues piétonnes. Ailleurs, il est conseillé de traverser dans les passages prévus pour ça.
- Et rien d'autres?
- Peut-être. Si. Mais je ne vois pas. C'est une question-piège?

C'est en effet une question-piège. C'est pourquoi il importe que les urbanistes ne se contentent pas de traiter en termes techniques de circulation des biens et des personnes ce réseau linéaire hiérarchisé, sur lequel se construit sans cesse et progressivement la ville et qui, dans le même temps, s'incruste dans le tissu urbain qu'il organise, mais aussi de le considérer en prenant en compte la multiplicité des fonctions politiques et sociales, culturelles aussi, qu'il autorise en nombre de ses tronçons, de ses contre-allées, de ces abords et de ses places.

LE QUARTIER, ESPACE SOCIAL AUX DIMENSIONS CHANGEANTES

Le quartier, issu de la partition géométrique de l'espace urbain, a beaucoup servi. Clairement défini à sa création, on savait à quoi il correspondait. Mais il fut très tôt supplanté par d'autres dénominations plus administratives, juridiques, politiques ou foncières. Ainsi, la commune, la paroisse, l'arrondissement, pour en rester à quelques entités bien identifiées en France, ont acquis des limites et une réalité fonctionnelles, par contre-coup, celles du quartier se sont diluées. Il n'en a pas moins subsisté. C'est ainsi que Gaston Bardet⁶, le considérant comme une unité élémentaire dont la multiplication et la «fédération» formeraient la ville, écrivait à son propos : «C'est très exactement la continuité du cheminement des ménagères faisant leur ravitaillement pluri-quotidien qui fait la liaison entre les diverses maisons, les divers foyers, s'alimentant à un petit commerce multiple. L'échelon domestique est dû à la topographie tant sociale que naturelle, c'est une constante d'ordre géo-économique, le premier élément proprement urbain, c'est-à-dire où l'échange intervient et dont la fédération va constituer l'échelon supérieur, bien connu autrefois sous les noms de quartier, faubourg, villette ou bourg».

Henri Lefebvre, qui cite ce propos, réagit clairement à cette apparence d'évidence : «On croit voir, de ses yeux voir, que le quartier n'est pas un détail accidentel, un aspect secondaire et contingent de la réalité urbaine, mais son essence. On ne sait pas que l'on a laissé parler son cœur et sa mémoire. (...) Ensuite, on s'imagine avoir vérifier une hypothèse scientifique; dès lors, on se propose d'organiser la vie urbaine sur le modèle du quartier en toute bonne conscience. On a justifié le fait au nom de la valeur, alors que l'on croit avoir légitimement passé du fait à l'appréciation.» Et il ajoute : «Le quartier (qui a résisté à la transformation de la ville) considéré est une forme d'organisation de l'espace et du temps de la ville. Forme commode, importante mais non existentielle, conjoncturale plutôt que structurale (...) L'espace social ne coïncide pas avec l'espace géométrique; ce dernier, homogène, quantitatif, n'est que le commun dénominateur des espaces sociaux différenciés, qualifiés.»

Nous avons changé d'échelle au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle ce qui, à la suite de H. Lefebvre, amène M. Roncayolo à s'interroger sur «la nécessité d'appropriation qui ferait du quartier un espace privilégié entre le chez-soi privatif et les mondes plus larges». Pour conclure qu'on est «amené à relativiser les conclusions d'études sorties trop directement d'exemples de quartier, de projets de quartier ou de vie au village, si l'on veut comprendre les processus par lesquels se

font et se défont le modes d'appropriation, d'appartenance et d'identité locales des usagers du monde urbain actuel».

Nonobstant cela et bien que depuis la réaction de H. Lefebvre plus d'un quart de siècle se soit écoulé, on peut encore lire en 1992⁷ : «La notion de quartier (qui recouvre celle du village urbain, dont on sait l'importance en termes d'intégration et de qualité de vie urbaine) ne devrait-elle pas constituer le concept de base de la politique urbaine, qui est d'abord une politique spatiale profondément ancrée sur le terrain? Tel serait l'un des points à débattre. (...) Car c'est à ce niveau géographique, sociologique et économique que semblent s'appréhender le plus facilement les attentes sociales et la demande urbaine, et que prennent concrètement corps les solutions apportées, qu'elles s'expriment en termes d'organisation ou d'aménagement.»

On pourrait dès lors se demander qui se leurre, qui analyse correctement la question? Ce serait avoir mal lu Lefebvre et Roncayolo qui ne nient pas le rôle et l'intérêt du quartier, mais qui posent la question en termes de société et de politique. Mais si Bardet semble effectivement «laisser parler son cœur et sa mémoire», on ne peut prétendre que P. Deniau et X. Hoang (qu'on vient de citer) se trompent dans leur analyse des comportements urbains tels qu'observés à Dakar. Faut-il alors penser que si le quartier ne correspond plus qu'à une notion impressionniste dans les grandes villes des pays suréquipés (H. Lefebvre), il resterait effectivement ailleurs une unité géographique dont la multiplication correctement ordonnée constituerait une ville non réductible à ses parties mais dont les parties pour autant ne pourraient être niées? À vrai dire, on ne peut trop faire l'amalgame entre ce qui se passe dans les pays très riches et suréquipés, auxquelles se réfèrent Lefebvre et Roncayolo, et ceux pauvres et sous-équipés qu'analysent Deniau et Hoang où la ville demeure encore un phénomène dont l'économie est admise, mais dont les citadins ne savent pas encore bien user quant à la culture qu'il propose. P.H. Chombart de Lauwe, en énonçant que les espaces relativement indifférenciés, et de toute façon sous-équipés et sous-intégrés, des grandes villes sont des témoignages de «désurbanisation»⁸ apporte à cette réflexion une remarque qui, quoique concernant essentiellement les banlieues assez bien structurées des villes européennes, peut s'appliquer également à toute extension indifférenciée de ville, où qu'elle se situe. Sa réflexion pourrait être une sorte de troisième option où les extensions d'une ville comme Dakar, même déjà bien structurées et ressenties par leurs habitants comme «le quartier», ne seraient pas encore, culturellement, constitutives de la ville.

Cependant, ces textes, surtout ceux d'Henri Lefebvre, fournissent matière à une plus large réflexion qui a sa place ici. En effet, chaque fois qu'un citoyen parle de son quartier, il le fait de manière très personnelle, intime même. On saisit, à l'écouter, que c'est un espace qui n'est pas parfaitement délimité, que, parfois, de curieuses ramifications lui poussent qui lui donnent des aspects linéaires inattendus. En fait, parlant de son quartier, le citoyen le parcourt et flâne dans sa tête. En le racontant, il se raconte. Jamais on n'évoque mieux une ville qu'en revivant les flâneries qu'on y a pratiquées⁹. C'est pourquoi Lefebvre parle d'une «forme non existentielle, conjoncturale plutôt que structurale, (...) d'espace social et non géo-

métrique, (...) d'organisation de l'espace et du temps de la ville.» Or, le quartier c'est bien cela pour les urbanistes chargés de planifier l'espace, mais c'est en même temps un espace et une forme furieusement existentiels pour ceux qui se le sont approprié.

Les associations de quartier, si bien nommées, sont des émanations sociales et communautaires de base qui, hors de toute spéculation et dialectique, affirment que cette entité est bel et bien vivante. C'est même, culturellement, pour les citadins, une dimension urbaine des plus affirmées. Mais ce n'est pas sur cette assertion que se fait l'accord des géographes et des sociologues. Marcel Roncayolo évoque cette «nécessité d'appropriation qui ferait du quartier un espace privilégié, entre le chez-soi privatif et les mondes plus larges»¹⁰, mais n'adhère pas au pathos dans lequel, lui semble-t-il, baigne le concept de quartier. Serait-ce qu'il masque des réalités plus fortes et plus solides, explicatives de situations urbaines qu'il occulterait?

En vérité, on ne peut douter de l'importance du quartier. Les citadins, en Afrique francophone, s'y réfèrent sans cesse, en Amérique latine, également, *el barrio* est une réalité urbaine incontournable et, en France, il reste la référence urbaine la plus intime. Mais il est certain que c'est un espace social difficile à mettre en œuvre. Il se confond tantôt avec une entité administrative, tantôt avec une vaste réalisation d'urbanisme planifié, tantôt avec le territoire d'un groupe social relativement insaisissable, qui peut s'apparenter à une bande, à un ensemble de familles solidaires, à un territoire tacitement partagé, etc. Et puis est-ce la rue, le quartier, le voisinage qui donne un sentiment d'appartenance à tel ou tel segment d'espace urbain? La police, quant à elle, y croit en son jargon. Elle compartimente ces mêmes espaces en groupe d'îlots et, périodiquement, ressort l'îlotage et ses îlotiers.

Mais peut être est-ce Henri Lefebvre qui explique le mieux la confusion qu'introduit le concept de quartier qui prend en écharpe, en quelque sorte, un ensemble de notions urbanistiques plus fonctionnelles. Il observe que «l'espace social ne coïncide pas avec l'espace géométrique et sa qualité spécifique lui vient d'une appropriation. Lorsque cette appropriation disparaît, l'espace social et l'espace géométrique coïncident, de même que le temps social et celui des horloges» (*op. cit.*). En d'autres termes, si tel qu'on le conçoit — faut-il dire plutôt tel qu'on le ressent? —, le quartier, partie d'un espace géométrique, mais partie mal géométrée, est d'abord un espace social, il ne peut exister pour les urbanistes qui justement mesurent, planifient et organisent l'espace déjà urbanisé, à mieux aménager, ou l'espace non encore urbanisé. Effectivement, dès l'instant où un quartier est remodelé globalement selon les plans des urbanistes, il cesse d'exister. Il n'est pas sûr qu'à la suite d'une urbanisation ou d'une rénovation urbaine, là où avant vivait un quartier, un autre se constitue. C'est affaire de vie sociale diversifiée. Un quartier a besoin de temps pour s'ébaucher, se former, se déterminer et s'imposer dans la convivialité. Il doit écrire sa géographie et son histoire dans la mémoire de ses habitants, c'est-à-dire de ceux qui y ancrent leurs habitat et leurs habitudes. Ce n'est pas toujours le cas, certains grands ensembles ne sont indéfiniment que des grands ensembles, des lieux d'exclusion que l'on voit détruire sans passion, sinon

sans tristesse. De même, des segments entiers de ville nouvelle, qui ont vingt ans d'âge, n'ont pas encore secrété de quartiers. Il est vrai qu'une politique de centres commerciaux et d'agoras, associée à l'accueil massif de populations, venues d'autres lieux et, pour certaines, d'autres cultures, a compliqué le mixage et les connivences de voisinage. Pour qui donc, dans les villes nouvelles françaises, les centres commerciaux et les « agoras » encloses en eux sont-ils des référents culturels bien intériorisés ?

Mais le quartier est une réalité intra-urbaine et internationale. Il n'est pas évident que les réalisations urbaines planifiées que l'on a connues en France depuis un demi-siècle soient transposables en d'autres lieux, quoiqu'en d'autres lieux, on puisse trouver de semblables réalisations. Aussi, cette ébauche de réflexion sur le sens et le rôle du quartier dans la ville ne veut qu'être l'occasion de s'interroger sur une entité à laquelle on se réfère habituellement dans la nonchalance qu'assure la pérennité, croit-on, d'un fait de société.

En définitive, le quartier continuera à tenir sa place dans la vie urbaine. Malgré sa remise en question, ce très ancien territoire intra-urbain a subsisté et se perpétue à travers tous les découpages raisonnés et opérationnels, quels que soient leurs commanditaires. Le quartier filtre à travers toute tentative de le réduire à des espaces urbanistiquement utilisables. Ainsi encore, M. Dayomi, géographe nigérian, à propos de Lagos, évoque la perception du quartier par les Lagosians, en 1995, en des termes qui, quoique différents et dans une toute autre perspective que G. Bardet, ne sont pas sans en rappeler l'esprit : « Par là, nous voulons dire une donnée socioculturelle où s'inscrivent des fonctions de reproduction ou encore de lieu avec lequel les gens entretiennent un rapport de proximité ou d'appropriation¹¹. C'est vraiment une histoire de cœur et de mémoire. »

BIBLIOGRAPHIE

- Gaston Bardet, *Principes d'analyse urbaine*, cité par H. Lefebvre, voir note 22.
- P.H. Chombart de Lauwe, intervention orale au colloque *Villes et recherche*, organisé à Paris, le 2 février 1993, par le Programme Interdisciplinaire de Recherche sur la ville.
- Mathew Dayomi, *La vie urbaine dans l'agglomération de Lagos*, in *Acta geographica*, revue de la Société de Géographie, 1995/II, n° 102, p. 55-64.
- P. Deniau, X. Hoang, *Évaluation des politiques et programmes urbains au Sénégal*, ministère de la Coopération et du Développement/CCCE, 1992, 150 p.
- Marguerite Duras, *L'amant de la Chine du Nord*, roman, éditions Folio, 1993, 250 p.
- Serge Halimi, qui, dans un article intitulé *La tranquillité perturbée de Jean Jaures à Carnaux*, paru en page 23 du *Monde diplomatique*, n° 486, septembre 1994, cite Louis Marcellin, *Voyage autour de la Chambre du 11 mai*, ed. Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1925, p. 199.
- Henri Lefebvre, *Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire*, in N. Haumont, M.G. Raymond, H. Raymond, *L'habitat pavillonnaire*, éditions CRU, Paris, 1967.
- René de Maximy, *La rue, lieu de pouvoir et pouvoirs des lieux*, 6 p. (pages 91 à 96 du volume 3), in *Lieux de pouvoir et pouvoirs du lieu dans les Amériques*, 3 volumes, 590 pages, GRAL/CNRS/Univ. Toulouse-Le Mirail, 1994.
- Rohinton Mistry, *L'équilibre du monde*, roman, 695 p., citation pp. 177 et sq., éditions Albin Michel, Paris, 1998.
- Doré Ogrizek, *Paris tel qu'on l'aime*, éditions Odé, Paris, 1949, 512 p.

NOTES

- ¹ Ce chapitre reprend, entre autres, le thème de *La rue, lieu de pouvoir et pouvoirs des lieux*, traité par René de Maximy en 6 pages (p. 91 à 96 du volume 3), in *Lieux de pouvoir et pouvoirs du lieu dans les Amériques*, 3 volumes, 590 pages, GRAL/CNRS/Univ. Toulouse-Le Mirail, 1994.
- ² Serge Halimi, qui, dans un article intitulé *La tranquillité perturbée de Jean Jaures, «spectacle total» à Carmaux*, paru en page 23 du *Monde diplomatique*, n° 486, septembre 1994, cite Louis Marcellin, *Voyage autour de la chambre du 11 mai*, ed. Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1925, p. 199.
- ³ Henri Lefebvre, *Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire*, in N. Haumont, M.G. Raymond, H. Raymond, *L'habitat pavillonnaire*, éditions CRU, Paris, 1967.
- ⁴ Marguerite Duras, *L'amant de la Chine du Nord*, roman, éditions Folio, 1993, 250 p. Citation p. 91.
- ⁵ Rohinton Mistry, *L'équilibre du monde*, roman, 695 p., citation p. 177 et sq., éditions Albin Michel, Paris, 1998.
- ⁶ Gaston Bardet, *Principes d'analyse urbaine*, cité par H. Lefebvre, voir chapitre 2, note 16.
- ⁷ P. Deniau, X. Hoang, *Évaluation des politiques et programmes urbains au Sénégal*, ministère de la Coopération et du Développement/CCCE, 1992, 150 pages, la citation est page 67.
- ⁸ P.H. Chombart de Lauwe, intervention orale au colloque *Villes et recherche*, organisé à Paris, le 2 février 1993, par le Programme Interdisciplinaire de Recherche sur la ville.
- ⁹ Doré Ogrizek, *Paris tel qu'on l'aime*, éditions Odé, Paris, 1949, 512 pages.
- ¹⁰ Marcel Roncayolo, *Vivre en ville, appropriation, appartenance, identité*, in tome 5 de *l'Histoire de la France urbaine*, cf. notes 2 du chapitre 4.
- ¹¹ Mathew Dayomi, *La vie urbaine dans l'agglomération de Lagos*, in *Acta geographica*, revue de la Société de Géographie, 1995/II, n° 102, p. 55-64.

Chapitre 10

MÉTROPOLE, MÉGAPOLE OU MÉGALOPOLISATION?¹

IMPRÉCISION DES MOTS

Métropole, mégapole, mégalopolisation...

Bien que la ville est une dimension polarisante, le mot métropole (*mêtêr-polis*) ne signifie pas « mesure de référence », ou quelque chose comme ça, mais « ville-mère », c'est-à-dire la ville de qui procèdent une république, donc notamment toutes les villes qui la font. *Polis*, francisé en « pole », sémantème d'origine grecque, ne doit être confondu avec *polos*, autre mot grec, qui a donné pôle et polaire. Au cours de ce chapitre, nous reviendrons sur la dimension profonde de la *polis* athénienne.

Depuis le XIV^e siècle, la métropole est une ville pourvue d'un archevêché. Au XVIII^e siècle, par un glissement sémantique et juridique, cette désignation singularise aussi un État, ou son territoire, par rapport aux colonies qu'il gouverne. Ce n'est que depuis moins de cent ans que le mot fait plutôt référence à une ville principale. Donc, de quelque manière qu'on le prenne, une métropole n'est pas nécessairement une grande ville. Si l'on veut parler d'une grande ville et que cette ville a une forte importance politique, on dira d'elle que c'est une « grande » métropole.

Conscients du risque de confusion, au milieu du XX^e siècle, on a vu les géographes parler de *megalopolis* (Gottmann)² pour qualifier une immense conurbation. La notion d'importance étant d'ailleurs variable avec le temps et les lieux, ce qui renforce le flou du mot. Il semble cependant que l'usage se soit fait de parler de *mégalo* pour ces conurbations qui abritent une dizaine de millions (et plus) d'individus distribués en des dizaines de petites et grandes villes très solidaires, fonctionnant en étroite symbiose. La *mégapole* ne serait, alors, qu'une ville particulièrement grande, dépassant en tout état de cause le million d'habitants.

Nonobstant, pour métropole, cette longue glissade sémantique et, en fille cadette de la mégapole, l'apparition de la mégapole dans le discours, la réflexion est encore peu avancée pour ce qu'impliquent ces néo-vocables. Le terme de métropole

a déjà une certaine histoire, à double entrée, que deux adjectifs définissent en ce qu'ils introduisent d'évidence implicite dans l'usage de ce mot : la « lointaine » métropole (État), une « grande » métropole (ville dominant une région). Nous ne nous y attarderons pas davantage. Ce sont, en fait, les mégapoles et mégalopoles qui méritent surtout attention³.

L'opinion la plus admise est de ne considérer comme mégalopoles que trois entités : la Côte Est des États-Unis, le Tokaïdo et la Ruhr. Nous pensons que cette option est de courte vue. Le terme devrait pouvoir s'étendre à de plus vastes ensembles si le système de réseaux qui les activent en assure l'étroite cohésion. D'ailleurs, de plus en plus souvent, on entend parler de la mégalopole pour désigner ce que certains ont appelé « la banane bleue », image qui a fort bien percuté et fait sa percée médiatique. Cette « banane » engloberait un espace allant de Londres à Milan. Y. Lacoste en a dit ce que bien des géographes en pensent⁴. Quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas sûr que la mégalopole doive être l'objet premier de la réflexion géographique actuelle, pas plus que de la dimension urbanistique qui marque désormais l'espace habité. Nous ne disons pas qu'il faille ignorer les méga(lo)poles, mais entendons que leur prolifération n'est que l'expression sociale majeure d'un phénomène œcuménique et sociétale qui les transcende : la mégalopolisation. Lors d'une émission télévisée, Michel Serre disait qu'il était frappé par ce phénomène qui caractérise aujourd'hui l'ensemble de l'Europe, « de la Méditerranée au Danemark et à l'Irlande ». C'est un point que nous partageons tout à fait. Pour en avoir conscience et en saisir l'ampleur, il suffit de survoler de nuit la partie océane de la Nouvelle Angleterre, la « Côte Est », ou certaines zones côtières européennes, du Nord de la France aux Pays-Bas, par exemple. En ces régions, le moindre groupement de maisons se marque par une résille de points lumineux. Sur l'ensemble du pays survolé, on en voit une forte concentration de toutes tailles. Or, chacun de ces points indique un lieu où l'on jouit de l'usage de tous les réseaux, singularisé autant par leur diversité que par leur densité, qui autrefois n'étaient que l'apanage des villes. Ces réseaux permettent à tout habitant qui le désire de communiquer instantanément avec son semblable pour peu qu'il soit, lui aussi, dans un espace « mégapolisé », d'être informé de ce qui se passe dans le pays où il demeure, de se rendre en un court laps de temps en un lieu d'approvisionnement abondamment achalandé en objets de toute sorte et, aussi aisément, d'assister à une manifestation professionnelle, politique, culturelle, ludique, amicale ou autre. Le villageois et le citadin ont désormais les mêmes conditions sociétales d'existence. C'est, il nous semble, cela qu'en son propos télévisuel Michel Serre entendait par mégalopolisation.

Les mégapoles doivent être relativisées, c'est-à-dire considérées dans le mouvement qui les emporte, les englobe et dont elles sont l'objet le plus spectaculaire. Si l'on veut bien accepter de marcher au rythme de la civilisation, on reconnaîtra qu'autrefois le paysage, bien que très organisée par le travail de l'homme, avait en surface une dimension végétale prépondérante dans laquelle les villes jouaient quasiment un rôle de faire-valoir, alors qu'en cette fin de siècle, des régions entières se couvrent de constructions, la dimension urbaine se concrétise, des paysages se minéralisent au détriment du végétal qui, à son tour, fait de plus en plus figure

de faire-valoir. Les géographes et les poètes devront apprendre à décrire ces nouveaux espaces, à les analyser et à les interpréter. Pour ce faire, il y a deux façons de procéder : en créant un nouveau vocabulaire empruntant, comme il est usuel en de telle situation, dans toutes les paroisses, auprès de toutes les sciences et de toutes les cultures ; ou bien en se référant à des manières de dire qui ont fait leurs preuves, mais en les contraignant à s'accommoder de nouvelles visions et de nouvelles explications. Nous pensons que la démonstration sera plus percutante, donc plus pédagogique, si l'on se dispense de trop innover, en outre on évitera ce qu'il y a toujours d'abusif dans le placage d'un langage transplanté en un autre champ sémantique.

Ainsi, revenons à la *polis* athénienne. Elle était la ville, c'est-à-dire une confédération de lieux habités prolongés par le territoire, très rural, de chacun d'eux. «La cité qui s'est formée de la réunion de plusieurs bourgades, donnera une cité parfaite : elle atteint dès lors (...) la pleine autarcie (... et ...) permet désormais de bien vivre⁵. Rappelons tout de même que le sens premier de *civitas* est «ensemble de citoyens». Si elle avait encore la dimension des premiers temps de la confédération athénienne, une telle cité serait aujourd'hui regardée comme l'organisation administrative et juridique de quelques modestes bourgades voisines solidaires. Exactement ce qu'elle était. La *polis mêtêr* était d'abord une alliance politique organisant un espace fortement habité, et non ce qu'aujourd'hui nous appelons une ville. Nous proposons que l'on réactive ce concept afin que nos villes modernes, faits bruts qui interdisent de les considérer ainsi qu'antérieurement, puissent à nouveau être appréhendées clairement, en tant que système aux composantes fortement interactives, et ainsi se retrouvent objet philosophique, c'est-à-dire scientifique. Ce concept s'appliquera non plus à une *polis*, mais à une *méga(lo)-polis*.

Dès lors, comment passer des bourgades et des quartiers à la méga(lo)pole ? Et d'abord pourquoi cette démarche ?

Réponse simple, mais un peu courte : pour retrouver le politique.

Encore une précision avant toute chose, cependant. Le terme de mégapole peut amener une certaine confusion. En effet, non seulement il peut qualifier certaines villes, mais encore il arrive qu'il s'inscrive dans la série des monopole, duopole et autre oligopole. Ainsi, dans le Monde diplomatique du mois d'août 1997, en un article intitulé «La quatrième guerre mondiale a commencé», le sous-commandant Marcos écrit : «Les mégapoles se reproduisent sur toute la planète». Et au paragraphe suivant, il s'interroge : «Les mégapoles remplacent-elles les nations ?». Or, il parle du commerce et précise sa pensée : «Des pays entiers deviennent des départements de la méga-entreprise néolibérale qui produit ainsi, d'un côté, la destruction/dépeuplement, et, de l'autre, la reconstruction/réorganisation de régions et de nations.»⁶

Retrouver le politique, en effet. Car, produits de la mégalopolisation, les méga(lo)poles ne peuvent être intelligemment cernées que si prime leur réalité politique, comme primait à Athènes au temps de Périclès le *politikôn*, ce désir de vivre ensemble qui fut à l'origine de la démocratie.

Certes, le fait existe, il y a désormais d'énormes concentrations de villes, de pseudo-villes, de faubourgs, d'extensions démesurées au paysage peu lisible. Ces concentrations enserrant des espaces encore non construits, atteints par leur croissance, impliqués dans leur extravagance. Mais il sera quasi impossible d'en donner une image élaborée et cohérente si on n'y met ordre au préalable, c'est-à-dire si on ne rattache leur prolifération à des référents acceptés. Or, le sujet reste neuf. Les chercheurs commencent à peine à vraiment s'interroger sur le sens de ce nouvel état planétaire. Nous mentionnerons cependant deux prestigieux prédécesseurs, Jean Gottmann et Jacques Denis dont, à propos du « Phénomène urbain en Afrique centrale »⁷ paru en 1958, Pierre George écrit en 1987 : « Déjà apparaissent dans ces pages les contradictions entre l'inéluctabilité du transfert des excédents de population des campagnes vers les villes, la transition d'une culture rurale (...) à des modes de vie importés et mal assimilés, le passage de l'indigence naturelle et partagée dans la dignité à la paupérisation humiliante et, d'autre part, l'introduction par la ville et dans la ville de tous les éléments du progrès... ». Et, à propos de l'Asie orientale et du Japon notamment⁸ : « L'ensemble des villes japonaises est assurément ce qui évoque le mieux une "mégapole" à l'image des grands ensembles urbains américains. (...) Les excès de concentration font rêver dès 1977 à ce que les planificateurs européens de la "troisième révolution industrielle" appelleront le "redéploiement" des activités nouvelles au sein d'une urbanisation diffuse faisant disparaître petit à petit tout espace rural au sens propre du terme. (...) Les villes sont directement des technopoles, des lieux d'application des techniques avancées et de l'appareil de gestion et de relation, des villes d'employés et de fonctionnaires avec une réserve de sous-prolétariat, source de main d'œuvre à bon marché pour les besognes non qualifiées, tout comme en Californie. » Cependant, en lisant J. Denis, on reste un petit peu sur sa faim, la description est classique (nous y revenons ci-après) mais la mégapole n'est qu'incidemment considérée comme un objet de recherche en soi, dont les villes ne seraient qu'un des éléments.

Philippe Haeringer abonde, lui aussi, dans ce sens. Il constate que « la connaissance, d'expérience, de l'exhaustivité d'une mégapole est hors de portée de quiconque »⁹. En un texte quelque peu emphatique, il avance qu'il y a vraiment mégapole lorsqu'il y a rupture sociale, et géographique dans une moindre mesure, avec l'extérieur, ce qui n'est pas urbain. Ainsi, un fort pourcentage de mégapolitains vivent en ces entités urbaines dont ils ne sortent jamais. C'est leur pays, leur monde, leur univers clos, le lieu de leur enfermement. En conséquence, en devenant « des lieux de vie obligés pour le plus gros de l'humanité », les mégapoles nous font « sortir du schéma classique de la ville », il y a un brutal changement d'échelle, c'est « la fin de la dialectique ville/campagne ». On rejoint la formulation de Pierre George : « urbanisation diffuse faisant disparaître (...) tout espace rural... ». Mais cet énoncé se fonde sur le présupposé d'une certaine idée, qui serait « classique », de ce que doit être la ville et que la mégapole ne peut être. C'est un premier point de controverse car, s'il est vrai que l'on est passé « du chef-lieu au socio-système », les conurbations et agglomérations sont des formes « mégapolitaines » qui proposent des nouveaux schémas dont les modèles se sont répandus au point qu'il ne serait pas inexact de les qualifier de néo-classiques de la ville. À

moins qu'il ne faille parler de proto-schémas de la mégapole ! En revanche, il est vrai que l'on ne sort d'une des villes, ou d'un des quartiers, constitutifs d'une quelconque mégapole que pour se retrouver en ville, la campagne se situant au-delà de l'horizon ou comme une parcelle d'espace ouvert, à forte caractéristique végétale et généralement considérée comme un parc. Ceci, pour le citoyen logé au cœur du système, rend la « dialectique ville/campagne » obsolète...

Cependant, cohérent dans ses affirmations, l'auteur note que la mégapole « échappe à la planification préalable (...), ne se laisse pas dessiner ». Or, et c'est un deuxième point de controverse, car si bien des villes, quoique se laissant dessiner, ont échappé à la planification préalable, aucune des mégapoles qui nous arrivent n'est apparue soudainement. Elles ont été, par inadvertance peut-être, dessinées par fragments successifs et parfaitement programmées, soit par une spéculation procédant de calculs politiques bien réels ; soit en complément d'actions de productivité entraînant la construction tolérée, hâtive mais non inconsciente, d'extensions immenses ; soit par un laisser-faire accepté, car immédiatement comode¹⁰, mais d'avenir incertain. Évidemment, une courte vue a ainsi créé un état de fait qui, souvent, a fini par échapper à ses promoteurs. Ce n'est que si l'on ne considère la mégapole qu'à ce moment particulier de son émergence que l'on peut rencontrer le point de vue présenté dans l'article.

Ensuite sont évoqués tous les retournements qui en découlent : l'enfermement, la fragmentation de l'espace, la perte de « la perception d'un ailleurs non mégapolitain », etc., dont est victime « une société civile aux contours incertains qui met en œuvre jour après jour des *modèles topiques* », (i.e. adaptés ; à moins que ce ne soit localisés), pour tenter de répondre à un phénomène qui tend à la submerger. Mais, à ce qu'énonce l'auteur, ces dynamiques locales ne peuvent maîtriser la mégapole prise comme un tout. Il n'y a de solution que globale aux problèmes qu'elle génère. Or, le global paraît étonnamment défailant, c'est pourquoi « la seule issue est de construire à partir de ce qu'elle est (la mégapole qui se trouve là et dont on ne sait plus que faire) et de prendre appui sur les modèles qui la font vivre, donc d'identifier ceux-ci de toute urgence ».

Cette dernière observation nous paraît tout à fait juste. Aussi, malgré les réserves faites sur l'idée de ville, qui semble restrictive, et sur cette absence de planification qui, à le lire, triomphe, nous sommes assez d'accord avec ses descriptions, qui pointent bien un certain nombre d'aspects des mégapoles et les conséquences qu'ils ont sur les « mégapolitains ». Cependant, nous estimons très partielle, et quelque peu misérabiliste, l'image qu'il donne d'une mégapole. Notamment l'affirmation à l'emporte-pièce que la ville est cannibalisée, détruite complètement, anéantie, affirmation à peine nuancée par des variations d'intensité et de mise en œuvre substituant la mégapole à la ville qui l'a précédée, paraît exagérée, tendancieuse et créatrice d'incompréhension. En revanche, adoucir et conforter cette affirmation par le contre-exemple parisien est judicieux. La spécificité de Paris est vue avec justesse. Elle est correctement présentée. Mais l'auteur n'en tire pas une leçon significative. En effet, considérer cette spécificité comme exceptionnelle, c'est ignorer que chaque ville est spécifique et que l'on peut dire la même chose de Londres, Tôkyô, Berlin, Pékin et de toute ville qui a une histoire forte. Accep-

ter cette évidence n'est pas, ici, une simple banalité car ça permet non seulement de ne pas simplifier le phénomène de mégalopolisation, mais encore de le réinscrire dans la durée en admettant qu'on entre dans un temps long qui n'en est qu'à sa première impulsion. Si l'histoire se poursuit pour les villes « mégapoliteuses » que nous citons et pour bien d'autres, elle ne fait que commencer pour la multitude des jeunes mégapoles. Il faut le savoir et penser que la ville, fut-elle mégapole, est toujours « un construit remis constamment en perspective » (E. Le Roy) auquel seule l'histoire donnera du sens et donc les moyens de s'ordonner socialement. Dès lors, il n'y a pas à avoir cette sorte d'angoisse et de désespoir, qui étroit l'auteur. Ce « désarroi » ne peut que biaiser l'entendement du phénomène observé, ce que révélerait une autre lecture de ce texte au lyrisme (volontairement?) dramatique, où serait liés entre eux les mots ou les syntagmes, 37 en 12 pages, qui annoncent l'apocalypse¹¹. Si bien que pour s'évader de cette situation effroyable, les urbanistes sont, en quelque sorte, sommés de résoudre cette question désagréable parce qu'encore très déroutante, d'ausculter ces nodules gigantesques qu'elle suscite et qu'il appelle les mégapoles. Ainsi leur assigne-t-il leur mission : « Dans une mégapole, qu'elle soit occidentale ou tropicale, la circulation réclame des voies autoroutières, des métros, une politique énergétique, l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées exigent des dispositifs complexes et colossaux, et un programme à long terme; l'approvisionnement vivrier passe par l'organisation d'un marché central, par une politique agricole, des échanges internationaux, lesquels mettent en cause la balance des paiements. » Mais ce ne sont là que des questions très ordinaires de gestion municipale ou districtale, urbano-communautaire si l'on veut. Paris, Londres, Milan, Montréal, Tôkyô, Ôsaka, Pékin, Hong-Kong ou Singapour répondent ainsi à leurs problèmes et arrivent à garder leur mégapole en état de bon fonctionnement. C'est moins évident pour des secteurs entiers de New York (ville majeure de la *mégapolis*) ou Los Angeles. Les difficultés de certaines mégapoles d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique sont d'un tout autre ordre, leur croissance spatiale est à la mesure, extrêmement soutenue et rapide, de leur croissance démographique.

AUTRE REGARD : DANS LES PAS DE PROTAGORAS, À LA RECHERCHE DU *POLITIKÖN*

Les analyses d'Haeringer devraient aller plus loin, car énoncer que « la croissance mégapolitaine, en intensifiant le présent, fait perdre la conscience du passé et celle de l'avenir » nous conduit à noter que cette situation, en l'oubliant, réamorçait en fait l'histoire, donc la certitude d'accéder à une compréhension curative. Mais, curieusement, il reste en-deçà de cette déduction quoiqu'il saisisse bien, on l'a vu, certaines caractéristiques mégapolitaines qui exagèrent étonnamment ce que déjà les agglomérations ont produit : la monotonie du bâti en de vastes secteurs, l'informalité, l'importance des réseaux de circulation, la recherche de cohésion communautaire grâce à l'usage des réseaux, la fragmentation nécessaire des entités mégapolitaines, l'enclosement et l'obsession sécuritaire. Il voit également qu'il y a en tout cela une cohérence, mais qu'elle est extrêmement précaire, en perpétuel

équilibre. Évidemment, il est loin d'être le seul à avoir compris cela. On ne compte plus les sociologues qui l'ont dit et les ingénieurs en charge d'opérations qui en sont persuadés, même si les impératifs politiques, taxés à tort ou à raison d'économiques, les contraignent à ne pas pouvoir harmoniser leurs actions avec leurs constats. Il y a beaucoup à réfléchir et à dire sur cette situation, nous nous contenterons de noter que si il y a des réponses, elles ne sont pas techniques mais politiques et planétaires : politiques, car elles impliquent des choix de société objectivement révolutionnaires dont ont rêvé bien des utopistes, entre autres les communistes des commencements y ont cru avant que leur utopie soit confisquée par les exigences et les perversions idéologiques que véhicule toute prise de pouvoir ; planétaires, car en cette fin de siècle la puissance hégémonique (pour l'instant) de la nation étatsunienne qui a comme directive économique première la mainmise sur le marché mondial impose pour toute autre puissance économique de traiter à cette échelle les questions de société qui doivent déterminer son devenir.

D'ailleurs, à lire Haeringer, on croit voir se profiler cette exigence, il semble en effet se référer surtout au « modèle » de Los Angeles, superposé à celui de Rio. Mais son approche contient nous ne savons quelle raison déterministe qui étonne. Aussi est-il recommandable, si l'on veut y voir clair, de laisser pour un temps la description impressionniste et de recourir au *politikön*, ce « vivre ensemble » qui fit la grandeur de la démocratie naissante en Attique, il y a 24 siècles, aux temps de Protagoras (2500 ans, « l'homme crée ses valeurs ») et de Platon, puis d'Aristote (2350 ans, « la délibération mène vers le meilleur »). Pour ce faire, il est bon, dans le même mouvement, de ne pas trop sacrifier à une vision privilégiant l'économie politique, de décider qu'il est utile d'inventer une nouvelle dimension géographique, c'est-à-dire un nouveau discours urbano-spatial, et de céder le pas à la sociologie et à la psychosociologie.

Tout ce que l'on sait de nos expériences propres et de ce que nous enseignent les médias pousse à entreprendre une telle démarche. Qu'on en juge, de février 1992 à juin 1995, ont été publiés 40 numéros mensuels du Monde Diplomatique, de ceux-ci, onze traitent en 19 grands articles (souvent sur 2 pages) de questions peu ou prou relatives aux mégapoles ou aux grandes métropoles, qui ne sont d'ailleurs quasiment jamais qualifiées ainsi, mais identifiées par leur nom. Ces articles ont des titres accrocheurs, c'est la loi du genre.

Y sont abordés :

- à dix reprises, les problèmes de ségrégation et d'exclusion qui forment le principal de six articles : « Regard sur l'apartheid américain »¹², « Les plus criantes inégalités, fragile ciment de l'Union indienne »¹³, « Dans l'Europe des cités-banlieues : luttes urbaines contre la relégation sociale »¹⁴, « De l'art de gérer l'exclusion au Brésil »¹⁵, « Jeunes à la dérive dans les villes américaines »¹⁶, « La France s'interroge sur la meilleure manière d'intégrer les étrangers »¹⁷;
- à sept reprises, la violence et l'insécurité, qui sont l'essentiel de quatre articles : « Anonyme insécurité »¹⁸, « Forces armées contre les favelas »¹⁹, « Une alchimie

culturelle, baroque et anthropophage»²⁰, «Délires d'autodéfense à Los Angeles»²¹,

- à cinq reprises, les questions d'enfermement, d'entassement, mais aussi, et en même temps, de pluriculturalité, de dialogue, de bon voisinage et de vie locale, d'organisation associative et de solidarité, qu'on retrouve principalement dans trois articles : «Labyrinthe de Casablanca, ville frondeuse»²², «Essor des chaînes hyperlocales aux États-Unis»²³, «Agir au cœur des quartiers en ruines : guerriers de la paix dans l'enfer new-yorkais»²⁴;
- six fois, les phénomènes d'urbanisation, de changement de la marche du monde, dont «Les nouvelles frontières de la souveraineté»²⁵, «Le citoyen, la république et le marché»²⁶, «Autre monde»²⁷, «Le basculement du monde»²⁸, «La diabolique logique de la productivité»²⁹, «Demain, 2,4 milliards d'Asiatiques en ville»³⁰.

Ségrégation, exclusion, violence, insécurité, enfermement, entassement, dialogue, pluriculturalité, bon voisinage, vie locale, changement de la marche du monde : on est bien dans le *politikön*, c'est-à-dire les valeurs, leur remise en question, leur re-création, et aussi l'échange et la délibération. Le sujet traité est à peine la mégapole, plutôt les grandes agglomérations ou conurbations, pratiquement jamais la mégalopolisation. Le ton est toujours contenu. Le catastrophisme et le lyrisme de l'inacceptable n'y ont pas leur place. Il s'en dégage néanmoins une impression de bouleversements inéluctables qui accentuent sans cesse la fracture entre les nantis, les «prépondérants» (Jaurès), qui se protègent, s'enferment de plus en plus, et les délaissés, les abandonnés au bord de l'abondance, qui se savent exclus et qui, eux aussi, se gardent, mais par la violence affichée, c'est-à-dire la détestable, celle qui, pour l'ordre établi, est injustifiable.

Si, ne se référant qu'aux titres des articles proposés au lecteur, on devait qualifier sommairement la situation, on pourrait dire que tout le monde se garde, que la confiance dans les autres, bien que fortement souhaitée, n'est plus praticable, que la vision des villes qui nous est donnée est aussi pessimiste que celle que nous regrettons chez P. Haeringer. Or, il ne s'agit que d'une appréciation première qui ne résiste pas à une lecture attentive. Ce qui est écrit est d'une autre tenue, plus soucieux de décrire, informer et expliquer que de juger et de moraliser. Seuls des faits et des situations observées et non plus seulement spéculatives sont analysés, si bien que le lecteur n'a plus qu'à rechercher ses marques et se positionner face à ce qu'on soumet à son jugement.

Faut-il voir en cela une légère désinvolture de la part des journalistes et écrivains là où d'autres n'éprouvent qu'inquiétude? Faut-il au contraire considérer qu'il y a quelques excès de plume de la part de ces derniers? Un coup d'œil sur d'autres avis émis ne permet pas de trancher cette question.

En vérité, il faut attentivement glaner dans les textes traitant de l'urbanisation et de l'urbain pour rencontrer des observations pouvant favoriser notre désir de comprendre la mégalopolisation. Ce n'est pas encore devenu, pour les scientifiques, un objet d'études spécifiques. Et puis, il y a autant de situations politiques et économico-psycho-socio-culturelles (nous employons cette composition inusuelle d'ad-

jectifs pour indiquer l'extrême imbrication de tous les aspects du comportement individuel ou collectif lorsqu'il s'agit de traiter de cette question), qu'il y a de mégapoles, ou du moins qu'il y a de systèmes de société producteurs de mégapolitisation. On comprendra aisément que, comme cela a été noté à propos de Paris, les villes d'Europe devenues mégapoles, chargées d'une histoire grandement partagée présentent des façons proches de s'accommoder à la nouvelle donne urbaine, ou mégapolitaine si l'on préfère; qu'il n'en est pas de même aux États-Unis; que l'Inde, la Chine ou l'Asie du Sud-Est ont leur civilisation, donc leur art singulier d'accommoder leur vie et ses lieux d'exercice; qu'au Japon, le Tōkaidō s'urbanise chaque jour davantage tandis que l'ombre d'Edo s'étend toujours sur Tōkyō³¹; que l'Amérique latine pratique ses propres façons de se «mégapoliser». Naturellement, on peut continuer cette énumération, en considérant encore les réponses rencontrées dans les pays fortement islamisés, Téhéran par exemple, ou celles qui se peuvent laisser voir en Afrique intertropicales³².

En cette affaire, c'est probablement Los Angeles, L.A., qui marque le plus les esprits. C'est peut-être aussi la ville qui a le plus délibérément choisi son destin mégapolitain. Il est difficile de prétendre que sa situation présente n'a pas été souhaitée et planifiée à la façon étatsunienne, c'est-à-dire libérée de quasi toutes interdictions que ça se fasse. Alors que partout ailleurs, on tentait de réduire l'ampleur des surfaces investies par l'urbanisation et de négocier les déplacements intra-urbains, mettant en place des réseaux de transports collectifs incitatifs et réglementant l'usage de la voiture particulière, à L.A., la réglementation (dès le début du siècle) interdisant l'élévation excessive des immeubles — on en voit le paysage, aujourd'hui, à Manhattan, et l'on comprend rétrospectivement le désir initial de l'éviter à Los Angeles — et, un peu plus tard, la promotion programmée de l'automobile, imposaient cet énorme réseau viaire autoroutier sur lequel on commence à s'interroger seulement depuis peu... Ne dit-on pas que, hors des centres commerciaux, tout piéton y est suspect? Dès lors, l'urbanisation se déploie à pleine puissance, marque, divise, compartimente définitivement l'espace et, surtout, distend à l'extrême le tissu urbain et les relations de sociabilité. La géographie en est transformée. Ainsi, comme naguère en France, on parlait de «région naturelle», entité supposée évidente, façonnée par les activités, les coutumes et l'histoire, pour Los Angeles, on peut parler d'une région que nous ne saurions bien qualifier, «artificielle», «urbano-dominée», «urbano minéralisée» ou «artéfactuelle» peut-être, quoique ce dernier terme nous paraisse alors dévié de son sens et assez peu engageant. C'est aussi le sentiment de C. Ghorra-Gobin qui ne l'exprime qu'en passant lorsqu'elle écrit : «Los Angeles est une ville qui, au dernier recensement de 1990, compte 3,5 millions d'habitants, mais Los Angeles est également une région urbaine ou encore une mégapole de 14,5 millions d'habitants qui s'étale sur cinq comtés...»³³

En énonçant ainsi les choses, nous nous surprenons à sacrifier, nous aussi, à l'excès de simplification. Dans le complexe des villes qui constituent le socio-système de la conurbation californienne, les espaces «naturels» tiennent encore une grande place et, comme le dit un lecteur anonyme de notre manuscrit, «Los Angeles (agglomération multicentrée...) serait à la fois une — petite — mégapole et une

ébauche de mégapole (mais la Californie existe encore, et le Mexique voisin aussi!)». On voit que le phénomène urbain et ses tendances concentrationnaires inquiètent grandement puisque cet auteur, pour nous anonyme, d'une note de lecture préalable à la publication du présent livre, en même temps s'élève contre l'excès qui consisterait à faire de la conurbation dont Los Angeles est le centre emblématique une entité homogène hyperconstruite, ce en quoi il a raison, et exagère à son tour dans l'autre sens en ironisant (exercice salutaire) à propos de la Californie et du Mexique voisin.

Alors, peut-on s'aligner sur cette énorme conurbation pour définir le référent qu'on appelle une mégapole et singulariser les processus de mégalopolisation? Nous ne le pensons pas, car son cas, qui est également transfrontalier, est trop particulier. En revanche, à L.A. se trouvent des exemples de tout ce qu'on peut rencontrer de socialement spécifique à une mégapole. Un aperçu très succinct, et nécessairement tendancieux, de divers styles d'existence qu'on peut y pratiquer est présenté dans les tranches de vie proposées par «Short cuts», un film sorti en 1993³⁴.

D'ailleurs, «les villes sont aussi diverses que les forêts»³⁵ et en «un tour du monde en dix minutes»³⁶, P. Haeringer, a pris «le risque» de le prouver en qualifiant d'un mot chaque mégapole (ou future mégapole) qu'il a observée. Voici : «Shanghai, l'espace confisqué», «Singapour, l'espace programmé», «Jakarta, l'espace alvéolaire», «Le Caire, l'espace interdit», «Abidjan, l'espace coutumier», «Dakar, l'espace dédoublé», «Nouakchott, l'espace nu», «Manaus, l'espace pionnier», «Recife, l'espace collinaire», «Sao Paulo, l'espace laminé», «Rio, l'espace inaccessible», «Lima, l'espace héroïque».

L'entreprise est intéressante et l'auteur a raison : c'est un risque. Cela se traduit par un flottement qualitatif entre ce qui relève du site et ce qui procède de la société. Mais n'en est-il pas toujours plus ou moins ainsi avec les géographes? Le plus risqué a été d'oser affirmer qu'une concentration de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de personnes installés, implantés dans chaque cas en un lieu restreint et très particulier de notre planète, ayant leur habitat, leur vie et leur destin, pouvait être contenue en un adjectif. Lorsque nous lisons cette litanie, et bien que nous sachions que l'auteur lui-même a mis en garde contre l'aspect abusif d'une telle démarche, force nous est de penser qu'il y a contresens à réduire toute ville, et donc aussi les mégapoles, à un simple espace occupé intensivement. Cela évacue la société, ses sécrétions et son spectacle, cela nie le politique et perd tout sens. Or, c'est pourtant là que se tiennent les interrogations et que doit s'installer tout débat : qu'elle sens donner à la mégalopolisation, quel sorte de signifiants sont les mégapoles? Serait-ce les creusets où se concocte l'alchimie de la mondialisation?

Naturellement, les qualifications proposées expriment un certain regard qu'il faut prendre en compte, mais seulement comme un modeste argument explicatif. D'autres géographes, probablement moins ambitieux dans leur désir d'expliquer les mégapoles, ont préféré apporter des arguments se référant à la civilisation porteuse de chaque cas analysé. C'est dans cet esprit que Jacques Lévy énonce³⁷ que «l'es-

pace est une composante de l'être-au-monde des hommes», qu'il écrit que «les Américains sont des citoyens qui ont inventé des manières inédites de refuser la ville», et aussi que «la ville nord américaine apparaît plus comme une juxtaposition de fonctions centrales distinctes qu'une centralité synergique, plus un système de systèmes qu'un système». Ce n'est pas de sa part qu'une simple affirmation. Il rend compte d'une dimension géographique, à notre sens pertinente, que prennent les mégapoles nord américaines, dimension qui pourrait bien devenir un modèle.

En effet, il y a quarante ans, *megalopolis*, immense conurbation de la Côte-Est, imposait un changement d'échelle pour l'observation du phénomène urbain. Cette tendance s'est maintenue et, sur le Pacifique, à Los Angeles, elle est devenue un paradigme. La mégapole étatsunienne est polynucléaire : un centre introuvable, mais une multiplicité de centres. Dès lors, il nous semble que l'on peut privilégier deux démarches. Soit décrire et analyser le paysage pas à pas, puis en s'élevant sur les falaises des immeubles jusqu'à leur faîte, le dominer et en discerner l'agencement, enfin le survoler et en saisir la géographie régionale pour s'y retrouver dans ces babylones aux quartiers paisibles ou transformés en ghettos de misère, désespoir et violence, aux urbanisations monotones, aux tours innombrables poussées en massifs agressifs et aux réseaux de toutes natures s'entrecroisant en damier ou en d'étranges figures. Soit parcourir ces espaces, en visiter les hauts lieux, rencontrer les «ethnies» (sociétés, communautés, associations, clans, bandes, gangs) qui les peuplent et les exploitent afin d'en découvrir la geste, sa genèse, ses naissances et renaissances, ses forces à l'œuvre, son ordre secret. Alors, on saura que rien n'est ni fortuit, ni spontané; que les paysages ont des ressemblances qui permettent une sommaire typologie; que les populations qui les ont façonnés construisent chacune à sa façon, s'emparant des modes et des normes pour en user selon ses croyances, sa culture et ses pulsions. Aussi, quel que sera le choix, il faudra, comme l'ont toujours fait les géographes, expliquer l'apparition et les mécanismes de développement du fait considéré, ici la mégapole.

Les gens qui sont l'imprévisible de la ville nous inciteraient à choisir cette deuxième approche dont Oscar Lewis nous a fait entrevoir l'intelligence et la richesse³⁸. Cependant, la première approche n'est pas sans qualité, il serait préjudiciable à notre propos de ne pas tenter d'aller un peu plus avant sur ses chemins balisés.

DÉCRIRE ET ANALYSER LE PAYSAGE URBAIN; CLASSER LES MÉGAPOLES...

L'œil balaye l'espace et l'esprit le commente. C'est la manière habituelle, imprégnée de pédagogie, des géographes. Jacques Denis (*op. cit.*) y a excellé, autant par la description d'un paysage urbain que pour l'exposé de son agencement. Ainsi, à propos de Tôkyô, il écrit en 1977 :

«Un ascenseur rapide emmène les passagers, tout d'une traite, au 47^e étage du Keïo Plaza, dans le quartier de Shinjuku. De la terrasse panoramique de ce grand

hôtel, située à 170 m au-dessus du sol, une vue extraordinaire se découvre. Dans toutes les directions où se porte le regard l'agglomération de Tôkyô s'étale à l'infini, ponctuée çà et là d'un groupe de gratte-ciel, mais qui trouble à peine l'immensité. On est moins dérouté du haut de l'Empire State Building, à New York, car la vision s'accroche à des repères bien marqués : l'Hudson et l'East River, les grandes avenues qui dessinent la trame de Manhattan. On se sent perdu au milieu d'une fourmilière urbaine qui semble illimitée. Seule, dans le lointain, la brume atmosphérique trace une ligne d'horizon floue et incertaine.

Si l'on choisit un autre point d'observation, la terrasse supérieure de la Tour de Tôkyô (... plus de 300 m ...), une même impression se dégage. On aperçoit à l'infini le moutonnement de maisons basses, hérissé de-ci de-là par des ensembles de grands immeubles. Les longs rubans des autoroutes urbaines serpentent et s'entrecroisent sur deux ou trois niveaux. Des chemins de fer aériens s'insinuent dans la ville et disparaissent subrepticement. Les masses enchevêtrées des usines découpent des angles sombres dans la baie de Tôkyô dont les eaux miroitent au soleil. Et l'on se demande comment aborder l'analyse d'une réalité qui paraît insaisissable dans sa démesure.

Sur un quai spécial de la gare centrale de Tôkyô, une foule de voyageurs s'engouffre dans le Shinkansen dont les 16 voitures parfaitement carénées ressemblent à un long serpent métallique. Le convoi s'ébranle, s'élance et fonce à près de 210 km/heure, justifiant son surnom de Hikari (éclair). En un peu plus de trois heures, sur 550 km, on voit défiler sept villes millionnaires : Tôkyô, Kawasaki, Yokohama, Nagoya, Kyôto, Ôsaka et Kobé, qui comptent à elles seules plus de 20.000.000 d'habitants (en 1977). Les autres localités traversées se laissent à peine entrevoir : villes, bourgades, complexes industriels se succèdent à vive allure, ponctués par les éclairs verts des rizières, elles-mêmes envahies par des usines ou des villages dont les maisons se blottissent les unes contre les autres sous leur lourde toiture de tuiles gris-bleu. La vitesse du train accentue encore l'impression de continuité de la mégapopolis japonaise. »

Cette description classique, impressionniste (« impression » revient plusieurs fois), souligne avec force l'immensité de la conurbation et de chacune des villes, dont d'abord Tôkyô, qui la forment. Qu'a-t-on finalement ? Une *megalopolis* japonaise, c'est-à-dire un système de villes à l'étalement infini (ce mot aussi revient plusieurs fois), moderne, qu'on ne peut imaginer qu'en traversant rapidement la région hyper-urbanisée qu'il occupe. Pour J. Denis, c'est bien ce système englobant villes, espaces ruraux et réseaux les reliant et les innervant qui forme la mégapole. Il le précise en égrenant les noyaux majeurs de la région et les voies qui la structurent.

« Les 11 autres grandes villes sont toutes situées dans la partie centrale de Honshû, le Tôkaidô Belt, et tournées vers l'océan Pacifique. Au centre de la mégapopolis se trouve Nagoya (2.079.694), aux extrémités les deux hyper-métropoles, l'une en devenir, l'autre en réalité.

Pour Ôsaka, un premier noyau continu est déjà constitué, même si des limites administratives subsistent. En effet, la ville d'Ôsaka (2.778.975) a rejoint, vers

l'Ouest, Amagasaki (545.762) et Kobé (1.360.530), vers l'Est Higashika (524.731) et vers le Sud Sakai (750.671). (...) Mais la vallée du Yodo, qui relie Ôsaka à Kyôto (1.461.050) située à moins de 40 km, n'est déjà plus qu'un corridor parcouru par quatre lignes de chemin de fer parallèles et tout un réseau de voies rapides. Usines et lotissements envahissent les champs à une vitesse telle que la jonction ne tardera guère. On peut imaginer la future agglomération (...) qui regroupera une dizaine de millions d'habitants.»

L'auteur, en 1977, utilise quatre termes pour singulariser et hiérarchiser les étapes de la montée en puissance de la mégapole : ville, métropole, agglomération, megalopolis. Ce sont là les éléments et les emboîtements constitutifs de telle entité, qu'elle soit japonaise ou étatsunienne. Mais ce n'est pas le cas en Europe où les agglomérations et conurbations ont une telle ancienneté d'implantation dans leur région (datant du temps où elles n'étaient que villes isolées ou sans banlieue conséquente) que les espaces ruraux, même relativement distants, sont organiquement liés aux espaces urbanisés, ce qui, en formant ainsi les lieux d'ancrage et la chair des mégapoles (la Ruhr), ne les dissocie pas vraiment de leur région géographique. D'ailleurs, aucune autre région au monde n'a la densité de réseaux de communication terrestre qu'on rencontre en Europe occidentale, singulièrement en France et dans le Bénélux...

On a même l'exemple de Berlin, étonnante concentration de villages et de quartiers très séparés par des lacs et des forêts, avec par endroits, surtout dans sa partie orientale, des espaces densément urbanisés, tristes comme des banlieues bâclées. C'est une ville constituée d'un ensemble de villages, bourgs, quartiers ou petites entités urbaines, fédérés en un seul socio-système, une mégapole peut-être, et aussi un morceau du Pays brandebourgeois. Là se retrouve d'une certaine manière ce qu'est la *polis* initiale telle que décrite par Aristote.

Autre leçon : la difficulté à transmettre la réalité et les impressions de démesure qui caractérise la mégapole. Le fait est là, pesant, omniprésent, impressionnant, déroutant, quasi indescriptible et irreprésentable. Serait-ce plus aisé d'en parler si, au lieu de mégapole, on disait «région artéfactuelle», comme on disait «région naturelle» chez les géographes français encore dans les années 60? Pas si sûr. D'abord, l'expression «région artéfactuelle» ne porte aucune image, aucune émotion, et «région artificielle» serait pire, on penserait à un Disneyland où se distribuent des grandes oreilles noires de souris en carton! Pourtant, cette dimension régionale, cette notion de région a un sens. D'abord, l'espace y apparaît dans son ampleur, ensuite, il est une référence identitaire, fonctionnelle ou géographique, de proximité en tout cas, bien que constituée d'éléments le segmentant, mais dans la continuité, de manière explicative et cohérente. Bref, un espace et une région urbanisés, minéralisés, artéfactuels, autres qualificatifs encore. C'est un fait géographique et ça se représente selon des agencements que les géographes savent décrypter, lire, analyser et transmettre. Particulièrement entraînés à cet exercice pédagogique mené à travers leur regard et leur culture, ils peuvent ainsi accomplir leur mission de décodeur de paysage et d'ordonnateur de l'espace. Pourtant, ils n'ont point encore conceptualisé ce type de région urbano-minéralisée et en sont bien empêtrés. Devant cette difficulté singulière, le dérapage vers le sensationnel,

le misérable, le pathos, est latent. Comment ne pas y glisser, surtout que l'observation froide du phénomène saisi dans l'amoncellement de ses signifiants ne donne à connaître qu'une enveloppe. Or, nous l'avons noté précédemment, les villes, et plus encore les mégapoles, sont d'abord des faits de société. Il est bon d'identifier la ruche, mais il est indispensable de l'associer à l'essaim et d'en extraire le miel. Pour qu'il y ait apiculture, il faut ces trois éléments en interaction. Pour qu'il y ait mégalopolisation, il faut la superstructure enveloppante, c'est là un objet souvent sommairement décrit et que, peu ou prou, nous savons voir; il faut la connaissance des comportements des acteurs : citadins, citoyens et, parfois, seulement passants au hasard de la rue; il faut enfin une dialectique sociale, le politique, avec ses harmonies, ses excès, ses ratures et ses cafouillages, se déterminant face à l'émergence et à l'accélération de la croissance de ce nouveau produit de la société.

On sait dire assez bien les enveloppes et en identifier le type. Il peut être très particulier, mais, le plus souvent, il est poly ou mononucléaire. Polynucléaire, c'est celui qui prévaut, distribué en sous-groupes, dans les pays de longue histoire et de vieille civilisation (nous allions écrire de vieille civilité!), où l'urbanisation a pris le temps de se former, de s'approprier, de mûrir et de se faire. Mononucléaire, c'est celui dont le noyau est de peu d'ampleur et le cytoplasme — les extensions — hypertrophié. Il est trop abondant pour un noyau mal programmé. Il y a prolifération périphérique, le risque cancérigène est fort. Ce type est apparu virulent depuis les années 60. On le rencontre en certains mondes tiers venus tard à l'urbanisation, ne l'ayant commencée qu'à l'aube de la mégalopolisation du monde.

Ici encore, des sous-groupes peuvent être identifiés. Notamment celui des mégapoles sans assises sociétales et dépourvues d'une politique consolidée. Ce qui donne des entités sauvages en quête de discipline, de greffons, de reformatage pour que les investissements viennent, que le dynamisme s'installe. Tout ça se traduit par la nécessité d'assurer la structuration, la segmentation, l'articulation de leurs espaces, de donner du sens à ce qui en manque. En Afrique, bien des grandes villes cadrent avec cette situation floue, d'attente, que des chefs d'État régaliens contrarient sans vergogne. Ainsi, de Luanda, Kinshasa³⁹, Lagos (cf. note 30 ci-dessus), Maputo et d'autres en puissance, comme Nairobi et probablement Khartoum.

Autre sous-groupe, plus latino et asiatique, où l'histoire est fortement présente en des villes, dormantes parfois, qui en sont imprégnées. Quoique modeste métropole n'atteignant pas encore les 2 millions d'habitants, Cartagena, en Colombie, est un bel exemple de ville chargée d'histoire, enclose en ses lagunes, installée sur ses îles et ses lidos, dormante et poursuivant encore sa course postcoloniale et prémégapolitaine. D'autres ont franchi le seuil du réveil, assez soudainement leur ont poussé des quartiers innombrables dont la pression a fait basculer leur routine dans l'énormité : Bogotá⁴⁰, Guadalajara, Mexico surtout, ou, de l'autre côté du monde, Séoul ou Bangkok. Elles en restent stupéfaites, anesthésiées quelques temps, puis la folie s'en empare : elles prolifèrent. Il y a conquête des espaces ruraux, les phagocytant et les transformant sans pouvoir entièrement les gommer. Ces mégapoles ont les fondements d'une organisation sociale fonctionnelle qui devrait leur assurer une maîtrise de leur gestion. Tout serait possible en peu de temps si le politique voulait retrouver sa dimension démocratique. Ainsi, de Santiago du Chili, São

Paulo, Hô Chi Minh-ville ou Pékin qui parviennent à se contrôler, Singapour et Hong Kong, villes-états, et aussi Téhéran, entre autres, font partie des mégapoles oligarchiques ou monarchiques. Faut-il considérer qu'elles appartiennent à un autre sous-groupe? Rio, comme Mexico, ont des potentialités considérables, mais souffrent simultanément d'une capacité de production insuffisante et, revers de cela, d'une fuite de capitaux et du pouvoir de nuisance de gestionnaires corrompus. Elles ne sont pas les seules mégapoles rongées par une économie ainsi déséquilibrée, mais ce sont parmi les plus étendues. En leur espace, on vit bien et se plaît, avec, près de chez soi, des misères sans espoir.

En outre, la polynucléarisation peut se fabriquer, comme à Singapour et Hong Kong, par exemple, et il n'est pas évident qu'Hô Chi Minh-ville ne va pas coalescer avec d'autres villes du delta, en une conurbation qui déjà se structure, pour aboutir à une mégapole polynucléaire. Si bien que cette amorce de typologie, dont nous n'avons succinctement développé qu'un type, est sujet à critique, d'ailleurs elle se fonde sur une estimation personnelle plus que sur une observation rigoureuse.

Naturellement, plus on connaît intimement une mégapole, moins on peut la classer. C'est ce qui fera dire à un Parisien que, plutôt qu'une mégapole, Paris est une «ville-ville», car, en vérité, c'est sa ville explorée au plus profond de ses rues et de ses impasses. Nous présumons que le Pékinois dira cela de Pékin et que l'habitant de Tôkyô mettra sa ville à part, s'enorgueillissant de sa modernité en s'émuant du souvenir d'Edo.

PARCOURIR LES ESPACES, VISITER LES HAUTS LIEUX, RENCONTRER LES TRIBUS QUI EN USENT

Quand on aurait différencié les enveloppes, on n'aurait pas cerné les mégapoles pour autant. Qu'en est-il, en effet, de l'exercice de la ville en ces régions urbano-minéralisées nouvellement apparues?

L'économiste a ses réponses, il les met en équations sèches, souvent désespérantes. Mais l'économiste chiffre et courbe le passé, s'il oriente le présent, c'est toujours avec une relative incertitude. Comme les astrologues, cependant, il retombe sur ses lois. Si l'événement anticipé ne se produit pas, la loi a joué mais a été mal interprétée. Les réponses de l'économiste sont désincarnées. La productivité, la compétitivité qu'il prône ne s'encombrent pas de sociologie. En outre, c'est à la hache qu'il classe les signifiants et découpe les paysages. Il faut l'écouter, il ne faut pas lui laisser la bride sur le cou.

Le sociologue aussi a ses réponses. Elles sont innombrables, généreuses, très parcellisées. Elles mettent en évidence des permanences révélatrices du social, du politique et de leurs lois, comme autant de clefs de lecture pour comprendre les comportements de groupes en cohabitation plus ou moins rapprochée, paisible ou hostile. Leur démarche n'est pas sans défaut cependant, car il n'y a pas d'absolu dans les agissements de groupes et de personnes singulières vivant en une succes-

sion d'espaces limités. Ils le savent bien. Nonobstant, la proposition de suivre des itinéraires organisant l'espace, comme le souhaite le géographe décrypteur et décrypteur de paysages plus ou moins successifs, plus ou moins emboîtés, ne peut avoir d'opérationnalité que s'il chemine en compagnie du sociologue.

Avant de poursuivre, pour comprendre ce qu'a de banal la mégalopolisation et de particulier chaque mégapole, il faut se soucier de ce que l'on cherche. Or, chaque fois qu'il est question d'une mégapole, ce ne sont pas ses fonctions, ni son fonctionnement économique, mais les blocages, les ratés de son exercice civil, qui font problème. Parce que, justement, il y a trop d'*a priori* contradictoires qui lui sont attachés, ce qui fait qu'elle ne se vit bien pour personne. Il y a des quartiers qui se ferment, deviennent forteresses incontrôlables (certaines *favelas* de Rio, à ce qui se raconte), leur population en est marginalisée, oubliée, puis finalement ignorée, le coût de leur réorganisation étant toujours excessif. C'est pourquoi aussi, périodiquement, la municipalité de New York se déclare au bord de la faillite, Los Angeles explose, les banlieues de Manchester, Frankfurt, Lyon ou Paris entrent en effervescence, Calcutta se décompose et Tondo, quartier récupéré sur les terrains inondables et saumâtres de Manille, est le réceptacle de toutes les épidémies. Et nous ne dirons rien de Kinshasa, Lagos ou Ibadan où les habitants ne peuvent plus assurer correctement leur activité économique, quand ils en ont une, tant l'incertitude y règne, en commençant par celle du fonctionnement des transports ! Ni de Caracas où, désormais, chacun vit chez soi comme en une tour assiégée : « Une véritable psychose de peur hante Caracas. Entretenue par les médias qui racontent en détail les agressions, surtout les plus meurtrières, celles des fins de semaine (entre vingt et cinquante morts). Ils comparent la violence d'ici avec celles d'autres villes latino-américaines réputées pour leur insécurité : Rio de Janeiro, Bogotá, Cali.

La violence (...) s'exprime désormais dans une incroyable atmosphère de rancœur, d'absence de pitié (... et...) traduit l'état de décomposition d'une société sans valeurs. (...) Longtemps circonscrits aux quartiers pauvres, et endémiques dans les *ranchos* (bidonvilles) qui cernent Caracas, cette violence n'inquiétait pas trop les médias, ni les classes aisées. Mais depuis environ deux ans (... elle...) déborde sur les quartiers résidentiels et n'épargne plus personne.»⁴¹

Mais aussi, dans ces mêmes mégapoles, l'immense majorité des gens vivent, se déplacent, se rencontrent, produisent. Comme dit M. Dayomi au sujet de Lagos : «... Lagos est une ville qui ne fonctionne pas. On entend par là une ville, un espace urbain qui, au regard des règles de la vie urbaine (conditions de travail, d'éducation, de santé, etc.) (...) ne fonctionne pas. Ce qui ne veut pas dire que Lagos ne soit pas vécu avec d'autres réalités ou d'autres modèles urbains.

(...) Il semble bien de ce fait que la ville de Lagos se forme en même temps que s'apprend, pour ses habitants, ce qu'est une ville... » (*op. cit.*). Cette ultime remarque est une véritable clef de lecture pour qui veut comprendre chaque ville qu'il sera amené à parcourir.

Alors, ces images jetées aux médias!... leur vérité factuelle n'est significative que de certains malaises, pas de la quotidienneté mégapolitaine qu'elles prétendent révéler. Si l'on veut bien s'approcher des mégapolitains satisfaits et de ceux qui se sentent en difficulté, la mégapole change d'images, presque de nature. Ce n'est plus une monstruosité, mais une juxtaposition d'espaces et de lieux (de non-lieux) sociaux, dont il s'agit de s'approprier l'usage. Ce qui ramène au quartier et à la rue. Bien que quartiers et rues soient incrustés dans un complexe mégalo-urbain, c'est finalement à cette échelle que la ville prend sa dimension et livre des paysages acceptables à ses hôtes. En cela, leur attitude ressemble à celle de n'importe quel rural qui loin de son village et du bourg voisin se sent déjà extérieur et en représentation, c'est-à-dire sur ses gardes. La différence, c'est qu'en s'éloignant des espaces dont il s'est approprié l'usage, il ne débouche pas ailleurs dans la campagne, mais il se retrouve toujours en ville. Au-delà de la ville, encore la ville. Ainsi de toute la région. Et cela est beaucoup plus effrayant, beaucoup plus angoissant, parce que, tellement encombré d'artéfacts, ça ne peut être rapidement assimilé, dominé, approprié au moins superficiellement. En outre, il n'y a pas encore le poids éducatif de plusieurs générations et de leur vécu.

À l'échelle retrouvée de la rue et du quartier, on croise des mégapolitains qui inventent, dans l'exercice de leur citoyenneté, des réponses les maintenant ou les recréant citoyens, donc praticiens en puissance du politique. Seulement, il faut admettre que les normes péniblement élaborées par un effort lent de civilisation sont parfois bousculées, alors que, sans qu'il n'y paraisse, les valeurs les plus nécessaires à la cohésion sociale, probablement parce qu'elles sont symbiotiques à la nature humaine, se perpétuent. Simplement, les faits de société et leurs effets doivent être réinterprétés. Il importe de repérer sur quelles forces se fondent les us urbains, les habitudes qui les stabilisent, et en reconsidérer les fondements, soit pour les réactiver, soit pour les remplacer.

L'exposé et l'analyse de cas relativement extrêmes feront comprendre ce que nous entendons par là. Nous les puisons chez des sociologues, des écrivains, des journalistes qui ne prétendent qu'à dire ce qu'ils ont vu. Voici.

«La pluralité des sociétés modernes est devenue telle que les visions uniformisantes, fussent-elles juridiques, accroîtront les difficultés de leur gestion. Mais l'unité demeure toujours une exigence fondamentale de la vie sociale. Elle ne se confond pas nécessairement avec l'homogénéité. Le recours à la dynamique de l'interculturalité peut aussi bien la construire, et paraît davantage adapté à notre temps» (cf. note 15).

Les mégapolitains, sans peut-être l'exprimer en ces termes, le savent et tissent inlassablement le tissu social, lui maintenant ou lui redonnant une harmonie, ce qui ne veut pas dire une uniformité. On ne voit pas pourquoi le manteau d'Arlequin, en sa multicolore, serait plus fragile que la cape d'une seule pièce dans laquelle se drapait Roosevelt à Yalta! C'est ce que dit Ingrid Carlander (cf. note 12) : «Il existe aux États-Unis des hommes et des femmes qui ont réussi un impossible défi : la reconquête des communautés ravagées et tétanisées par la peur. Leur stratégie : zéro mépris pour les exclus.» Et plus loin : «Des hommes et des femmes

s'accrochent pour ressusciter les énergies perdues des exclus et, avant tout, leur rendre un amour propre.»

Ainsi, une association de véritables «guerriers de la paix dans l'enfer new yorkais (...) à 100 % noire ou hispanique, rénove des immeubles délabrés pour les transformer en logements sociaux, surtout pour mères célibataires. Gérante de ce parc immobilier, elle organise et conseille les locataires, tout en les guidant dans le labyrinthe des services sociaux, met en place des réseaux de quartier et défend les droits des exclus...»

Suahir Venkatesh, de son côté, constate (*cf.* note 14) que les Américains ne pouvant pas ou ne voulant pas affronter les problèmes d'insertion des jeunes ou de l'exclusion que leur société urbaine secrète, pour dire autrement les choses, préfèrent, à droite, parler simplement de délinquance et de «gangs de rue»; ou bien, pour la gauche américaine, prétendre que les gangs de rue et leurs rituels exotiques de violence et d'immoralité seraient la marque de déviance sociale qui frapperait des jeunes en attente de réhabilitation psychologique et morale, et de réintégration dans la société normale. Mais «les attaques dirigées contre les bandes de jeunes noirs (ou hispaniques, ou chinois...) ressemblent fort à la discrimination et au harcèlement que subissaient au siècle dernier les immigrés originaires d'Europe». Cela va de pair avec une démission : «La disparition progressive des institutions publiques ou privées du ghetto n'a fait qu'accentuer ce déclin (...), les habitants d'aujourd'hui se retrouvent isolés dans des poches de pauvreté et d'inactivité. (...) Parfois, des bandes de jeunes se sont substituées aux institutions légitimes qui assureraient un soutien social et matériel aux populations dans le besoin. Les habitants et les associations de quartier ont alors forgé des liens avec les gangs locaux, créant ainsi un réseau de relations personnelles assez complexes, susceptibles d'être mobilisées pour les objectifs les plus variés.» Ce que précise un jeune chef de gang : «Nous nous préoccupons tous de notre communauté. Nous aidons les enfants. Tu vois qu'ils sortent de prison et qu'ils ont besoin d'argent pour se retourner, on leur en donne. Si une mère a épuisé son chèque (d'allocations familiales), on lui paiera sa note d'épicerie ou ce dont elle a besoin. Si elle doit aller à l'hôpital, on l'y amènera (...). Il y a quelques années, dans le quartier, (...) la plupart de ces tâches étaient assurées par les entreprises offrant des emplois; un centre d'aide sociale servait de garderie, une église locale allouait des prêts d'urgence aux paroissiens en difficulté. Le rôle que jouent désormais Johnny T. et sa bande a donc un côté paradoxal assez tragique : ils servent d'escorte nocturne aux personnes âgées du quartier qui, à cause du climat de violence en partie imputable aux gangs, redoutent de se promener seules près de chez elles...» Or, Johnny T. et sa bande vendent de la drogue et, par ailleurs, s'opposent aux polices privées qui se constituent pour les affronter...

Ce n'est pas si simple. De quelque façon que l'on prenne les faits, on leurs trouvera un côté paradoxal, tragique, mais au sens antique. En effet, selon la vision normée de la société américaine qui nie qu'elle porte en elle, par suite d'un libéralisme sans limite — en affaires, seulement en affaires en vérité — et de l'esprit dit pionnier, toutes les aventures et tous les gangs en puissance — les séries télévisuelles telles que les «Incorruptibles», les westerns, *Dinasty*, nous donnent

ainsi à voir les avatars successifs d'une sorte de lutte contre une délinquance qui n'a cessé d'améliorer sa présentation mondaine sans rien renier de son culte de l'argent-roi et qui est aussi viscéralement ancrée dans les mœurs que son contraire, la pudibonderie très chrétiennement hypocrite d'une forte partie des lobbies états-uniens —, selon cette vision normée qui refuse cet aspect de sa société civile, les gangs sont intrinsèquement, et définitivement, mauvais, asociaux, etc. Donc, rencontrer des chefs de gang protecteurs des mères célibataires et des personnes âgées, c'est paradoxal. Mais si l'on veut bien dissocier le travail et les comportements d'usage au sein d'un quartier, cela change la perspective. Il serait paradoxal, pour Johnny T., de ne pas être attentif aux conditions de vie dans son quartier qui est le seul lieu où il est chez lui, dans sa communauté clanique, son village *intra muros*. Le reste du monde lui est hostile. En outre, vendre de la drogue, pour lui, c'est un job. Il en vit. Qu'y a-t-il, à son jugement, de plus immoral : vendre de la drogue et assurer l'existence des siens, ou être dans une misère sans espoir ? C'est le problème bolivien : le paysan est-il coupable de cultiver massivement une plante médicinale traditionnelle, la coca ? Johnny T. est-il coupable de faire un commerce rentable, l'un de ceux que sa situation de ghettoisé autorise ? S'il y a un problème, c'est celui de la consommation. Ce n'est pas celui du producteur qui fait logiquement la culture la plus rentable, et que, partiellement, celui du *dealer* qui s'entremet sur un marché que la prohibition rend porteur. En outre, on le voit dans le reportage de S. Venkatesh, Johnny T. et ceux de son gang ont un sens aigu de leur devoir clanique et de leur dignité. Ils ont trouvé une réponse mégapolitaine à une situation où les ont mis les conditions mêmes de la mégalopolisation associée à la révolution cybernéticienne qui envoie aux oubliettes tous les adultes en âge d'activité et sans qualification adéquate. Les réponses apportées dans ce cas à la nouvelle donne urbaine ressemblent fort, *mutatis mutandis*, à celles que le Moyen Âge européen élaborait pragmatiquement pour lutter contre une pauvreté endémique et une insécurité que les pouvoirs publics ne parvenaient plus à éliminer.

On trouve des situations analogues en de nombreuses mégapoles où la dimension morale (dans le sens de conforme aux mœurs admises) ne fonctionne plus face aux difficultés d'assurer la survie de groupes piégés dans des quartiers dégradés ou en voie de rapide dégradation. Ce que confirme ce témoignage sur le Mexique : « Et puis, au Mexique, la grande affaire reste de trouver un emploi stable. (...) Car ne sont pas officiellement chômeurs tous ceux, de plus en plus nombreux parmi les jeunes, qui essaient de survivre par l'un ou l'autre des métiers de misère de la rue. (...) Sans compter les voleurs professionnels. À Tepito, un quartier d'environ 50.000 habitants de Mexico, célèbre naguère pour ces innombrables boutiques de marchandises de contrebande, et aujourd'hui presque ruiné depuis l'ouverture des frontières, on ne craint pas d'afficher sa profession : *ratero*, voleur, tout simplement ; sauf que l'on va "travailler" plus loin, de préférence dans les quartiers riches et à touristes. »⁴² Ainsi, même scénario que précédemment, dignité dans son quartier, comportement économique de survie exercé hors de son lieu de vie. Il y a en même temps bien des ressemblances avec ce qui se passait dans les grandes villes européennes lors de la première révolution industrielle, où tant de citadins cherchaient leurs marques qu'ils ne trouvaient que dans la délinquance, et ce qui

se passait au Moyen Age, comme nous le signalons ci-dessus, où, hors de son territoire rapproché, on était en pays hostile, ce qui rendait licites, de bonne guerre en tout cas, tous les mauvais coups. C'est là, probablement, une réponse appropriée, révélatrice d'une autre morale émanant de la base, pour faire face à une situation de crise qui met hors jeu une part grandissante de la population urbaine non qualifiée ou disqualifiée.

Nous n'allons pas développer davantage. Un mot seulement à propos de la situation en France de certains secteurs de banlieue où le quartier n'existe pas, remplacé par de grands ensembles initialement plantés dans les champs (Sarcelles, la Grande Motte) et qui se sont multipliés jusqu'à former des villes qui n'en sont pas, aberrations de notre histoire, qui vont à l'encontre des images de notre société, telle que nous les diffusons. Ils créent, de ce fait, une fracture grandissante entre ce qui est enseigné par l'Éducation Nationale et ce qui est vécu au jour le jour dans les lieux de vie des jeunes astreints à être scolarisés en ayant l'impression de parler à l'école un français obsolète ressenti comme une langue étrangère. Le film «La Haine»⁴³ montre des jeunes, façon française nouvelle manière : pluriethnique et uninationale, qui inventent leur vie et, ce faisant, balbutient leur société avec le peu qu'ils ont. Ils baignent dans l'inactivité et la pauvreté. Ils sont dans une de ces fameuses «poches» qu'adore la formulation journalistique. Comme à L.A., la méfiance policière est dans les deux sens, méfiance des *keufs* vis-à-vis des *Beurs*, *Blacks* et autres loubards, méfiance des *Blacks*, *Beurs* et autres loubards vis-à-vis des *keufs*. L'insécurité est le lot de chacun, au point de ne sortir, en groupe, que de nuit pour aller hors de leur pseudo-quartier, «en ville», c'est-à-dire ailleurs, à l'étranger en quelque sorte. Leur peur de cet ailleurs et des autres, *skin*, *keufs*, vigiles et *bourges* est si forte, comme leur haine, que l'un d'eux n'est rassuré que par un discours délirant et destructeur, vociféré pistolet au poing. Le sentiment d'être pour tous les autres sans exclusive, des marginaux, des pestiférés, est tel — malgré les efforts désespérés et vains, tout au moins de l'un d'eux, le *Black*, pour s'en sortir — que le constat qu'ils font est d'une simplicité aveuglante : «On est enfermé dehors!»

Ici, également, on ne voit pas que la morale ait à interférer avec les chapardages, la fauche, les mini-casses, les vols qualifiés qui leur permettent, à eux et à nombre de leurs aînés, de subsister. Le paradoxe, c'est que leur unique espoir de ne plus être «enfermé dehors», ce sont les «grands frères», issus de leurs rangs et qui rament comme des damnés pour tenter de les intégrer dans cette société hostile qui vit et s'étale sur leur horizon, société dont les autorités qu'ils fréquentent, policiers, éducateurs, élus locaux parfois, leur semblent être les derniers défenseurs d'un ordre sans signification.

Ces exemples, les seuls qu'offrent les médias, ne traitent que de la permanence des situations urbaines intolérables qu'engendre la mégalopolisation, invitent à ne voir que l'enfermement, la marginalisation et l'exclusion, accompagnés cependant d'actions d'accommodation en tout genre, organisées par les citoyens. C'est le fondement de nombre d'articles dûs à des écrivains, sociologues ou journalistes consciencieux, mais parfois trop émotifs. Ils ne doivent pas faire oublier que ces

situations n'affectent, dans les pays suréquipés et hyper-réglementés, que moins de 10 % de la population ; mais, dans les pays dits du Tiers Monde où les mégapoles croissent très rapidement sans qu'il y ait mégalopolisation, beaucoup plus que la moitié de la population. Cette vision de catastrophe n'est choquante que parce que le modèle proclamé, très visible pour les dépossédés qui courbent le dos, ce qui attise leur rancœur et justifie leurs dévoiement source d'insécurité, profite à une part non négligeable de citoyens qui, eux, se font voir sans vergogne et se font en même temps l'écho du discours onusien sur le droit pour tous au logement, à l'éducation, à la santé, au travail. Une telle attitude mène à l'humiliation des laissés pour compte et à un blocage social sans solution prévisible. Nul autre que les oubliés, les marginalisés, les exclus ne pourra changer la situation. Ce sont les seuls qui ont de bonnes raisons non pas de le souhaiter, mais de le vouloir. En effet, dans la société urbaine dont le modèle se répand rapidement, modèle sans idéaux, sans croyances, sans métaphysique, les nantis le pourraient-ils que probablement ils ne le voudraient pas. Il semble que ce soit une loi de l'espèce : chaque fois qu'une crise de fond touche et déstabilise la société, c'est dans les villes, les mégapoles désormais, que le choc est le plus grand, et c'est toujours, l'histoire l'enseigne à qui veut la connaître, les moins bien protégés qui en sont les victimes propitiatoires. Ni le libéralisme sauvage, ni le communisme n'ont su trouver de solution.

Depuis que la technologie permet aux machines de participer de manière terriblement active à leur propre modernisation, ce qui est les cas des nouveaux outils de la cybernétique, le pacte social antérieur, tacite mais fondateur d'une morale globalement suivie, est par cette révolution *soft* bouleversé. Une nouvelle donne sociale très inégalitaire se met en place, «fondée sur un ensemble d'activités qui n'entraîne plus dans son sillage la classe moyenne, mais conduit à la dispersion croissante des revenus et du pouvoir d'achat des sociétés et des ménages. Dans la production de services, presque la moitié des emplois est à bas salaire, de la femme de ménage au garçon d'étage — alors que l'autre moitié se compose des deux tranches de revenu les plus élevées. (... Les conséquences en sont) potentiellement explosives. D'une part, les privilégiés des villes globales (l'auteur désigne ainsi l'entité urbaine globale dispersée géographiquement en des points d'ancrage qui peuvent se trouver en liaison économique permanente, mais situés sur tous les continents, le phénomène étant absolument urbain), ces classes nomades, circulant avec aisance de ville en ville, ne se sentent guère membres de la cité. Ils ne se sentent donc pas citoyens, avec les devoirs qui en découleraient. Les défavorisés connaissent un syndrome parallèle, qui prend des formes évidemment différentes : eux non plus ne se sentent pas citoyens de la ville, parce qu'ils ne sont pas reconnus comme tels. Et ils utilisent souvent différentes formes de violence urbaine pour se rendre plus visibles. Du coup, la ville globale, ce site stratégique du capitalisme mondial, prend des allures de ville frontière, semblable à celles de l'Ouest américain du siècle dernier : moitié "colons", moitié "voyous".»⁴⁴

Évidemment, il faut être très réservé quant à ces propos. Ils expliquent assez bien une tendance de la mondialisation et les bouleversements sociaux et culturels qu'elle entraîne dans les usages d'appropriation de la ville. Mais le phénomène n'a

ni l'agressivité, ni l'impact, qu'ils laissent entendre, si on les prend au pied de la lettre. En effet, l'énorme majorité des populations urbaines de ces villes qui, selon le schéma de S. Sassen, participent à la virtualité, économiquement et philosophiquement très active, de «la ville globale», n'est vraiment pas perturbée par l'émergence de celle-ci. Néanmoins, il y a une nécessaire recherche à entreprendre pour neutraliser la perversité et l'injustice sociale qui se développent à cause de ces bouleversements. Cela, cependant, échappe aux urbanistes et à ceux qui ont fait de la ville leur terrain de recherche. Ils ne peuvent que constater, tenter d'expliquer (ce que fait très intelligemment S. Sassen) et faire connaître cette «nouvelle donne», suscitant ainsi questions et interpellations. C'est affaire de civilisation. Il y a en tout cela une nouveauté pourtant : l'ensemble du monde est désormais concerné. Une réponse est même formulée, «le Développement durable pour un monde solidaire». Il était aisé de l'exprimer. Mais ce n'est pour le moment qu'une sorte de slogan de l'espoir, d'invocation circonstancielle et incantatoire à un dieu comme celui d'Abraham, sauveur en un temps non précisé, attendu, inconnu et sans visage. L'unique remarque que nous pouvons lui adjoindre, c'est que les réponses ne procéderont en aucun cas de «la pensée unique» et du «politiquement correct», ce qui disqualifie les États-Unis sclérosés et triomphants et leurs thuriféraires qui constituent ce que l'on qualifie d'*establishment*.

UNE AUTRE PROPOSITION DE CLASSIFICATION DES MÉGAPLES

Pour revenir à notre réflexion première qui nous a, chemin faisant, emmenés sur des voies de traverse, que faire d'abord si ce n'est tenter de les classer, pour incorporer les mégapoles à nos modes de penser pré-mégapolitains ?

Ainsi, il y a remontée des ratées de chacune d'elles, qui ne doivent être confondues avec l'ensemble du phénomène. Et, finalement, c'est là une façon nécessaire, car il faut admettre que les situations extrêmes, portant en latence des conflits «délictuels», autorisent la mise en évidence de certains problèmes qui sont de toutes les mégapoles et de toutes les grandes métropoles : l'exclusion, la pauvreté, l'inactivité, l'analphabétisme, la santé, l'éducation des enfants élevés sans père, etc. Cette révélation exige une conversion de nos façons de voir pour sortir de la contradiction entre les misères rencontrées et une morale fraternelle, égalitaire et libertaire, promue par la Révolution Française et dont l'énoncé est assez mondialement accepté. Il y a à retrouver ce qui se pratiquait aux époques de précarité généralisée ou de drames sociaux énormes tels que guerre, famine, grandes épidémies, cataclysme naturel — car la situation actuelle est un énorme drame, social et sans frontière, en puissance — : une solidarité prioritaire sur la productivité, une compétitivité d'harmonie communautaire et non d'accumulation de moyens monétaires. Ce que nous appellerions l'accommodation qui ne peut aller sans échanges. Mais comment ? Sous forme d'affrontements, de négociations, de l'une puis de l'autre ? Ça, nous ne savons pas. Une seule exigence est certaine : notre civilisation, qui se prétend porteuse de valeurs universelles, doit s'accommoder pour sortir les mégapoles à société duale et fracturée, nantis/exclus, de leur vice de fonctionnement négateur d'exclus par oubli de leur existence. Peut-être, pour cela,

faudra-t-il effrayer le nanti qui, déjà, crève de trouille — le discours sécuritaire — alors qu'il n'est même pas conscient que son indifférence et son confort terrorisent les délaissés plus qu'il n'est terrorisé par eux. Et, aussi, qu'il lui soit rappelé que lorsque les exclus seront des millions, réunis par paquets de quelques centaines de milliers dans des mégapoles aussi vastes que le Grand Duché de Luxembourg, les révoltes se traduiront en bains de sang où les exclus risqueront leur peau sans trop d'état d'âme, tandis que les repus mourront deux fois, la première en assistant à la destruction de leur avoir, la deuxième en perdant la vie.

Les modèles de l'ère précédente ne sont plus pertinents. Tout se sait, ou peut se savoir, qui concerne la vie publique, ce qui se passe ailleurs et les vilénies des uns et des autres. Il y a un décalage de plus en plus significatif entre les discours convenus et tant d'actes les contredisant, représentés en direct par les médias. Cette contradiction, est comprise sans qu'il soit besoin d'analystes pour la faire valoir. C'est pourquoi nous pensons que l'accommodation est indispensable à la réussite de la mégalopolisation, c'est dans les mégapoles, son expression la plus flagrante, qu'elle devra se faire.

Pour revenir à la nécessité de saisir le politique, dimension incontournable du phénomène mégapolitain : oui à la mégalopolisation ! Il y a un consensus fondé sur la montée en régime planétaire du phénomène. Quant aux mégapoles ? Que contient de plus cette dénomination que le terme de conurbation sous-jacent aux descriptions de J. Gottmann et J. Denis, sous le nom, il est vrai, de *megalopolis* ? Car la description actuelle des mégapoles, bien qu'on les y inclut, ne laissent nulle place aux agglomérations telles que Luanda, Kinshasa, Guayaquil, Lima (et son port, Callao, qui lui est symbiotique) qui ne peuvent « conurber », car elles croissent sur un espace où aucun autre noyau urbain assez proche n'existe, susceptible de devenir le deuxième élément d'une future conurbation. Il faut pourtant bien singulariser ces entités excessives.

Nous proposerons donc une nouvelle classification, fondée cette fois-ci sur les comportements socio-culturels et politiques — toujours ce désir de valoriser le *politikön* — des habitants et non plus sur l'ordonnement des espaces et de leurs étranges régions qu'on pourrait appeler simplement « aires mégapolitaines », si le terme ne paraissait pas quelque peu restrictif. En effet, nous venons d'en toucher quelques mots, il semble finalement que les pouvoirs en charge d'une partie ou de la totalité d'une mégapole, que les mégapolitains eux-mêmes ont parfois su accommoder leur ville, ou s'accommoder d'elle. G. Solinis, de l'Association de Recherche Coopérative internationale, découvrant apparemment la sociologie et « l'espace vécu » cher aux géographes, écrit dans ce sens⁴⁵ : « D'un côté, nous avons un espace urbanistique qui part des normes et aboutit à la proposition de plan, c'est l'espace planifié que voulait la politique urbaine classique. De l'autre côté, nous avons un espace « expérientiel » qui part du vécu et des conditions matérielles d'existence, ou la confrontation entre pratique et représentation sociale s'articule d'une certaine manière aux aspirations des habitants et produit un espace riche de sens social, culturel et politique, mais avec des problèmes techniques. » En fait, aucun détenteur du pouvoir ne peut l'exercer dans le désordre et l'impré-

vu. Il s'agit donc de capter la ville «expérientielle» pour, sans trop de heurts, la mettre aux normes de la ville planifiée. C'est dire que, pour fonctionner, il faut un projet urbain et assez de souplesse pour le réaliser sans négliger les administrés, leurs exigences et leur vécu. Ceci implique la nécessité d'accommoder constamment le projet proposé et d'amener avec persévérance les citoyens à accepter l'accommodation. N'est-ce pas cela, en définitive, le jeu municipal de la démocratie directe ?

Cependant, il existe nombre de très grandes agglomérations qui semblent s'agrandir sans ordre visible, comme si aucun questionnement ne guidait le pouvoir supposé aux commandes de leur gestion. Mais ces entités «urbaines» sont-elles des mégapoles ? Villes et mégapoles n'impliquent-elles pas un minimum d'organisation délibérée, plutôt qu'ajustée dans l'urgence événementielle et l'improvisation ? Il est évident que sans questionnement, bien que la nécessité d'accommodation puisse être ressentie confusément par chacun, celle-ci ne paraîtra pas congrue.

On peut proposer trois types de situation :

- celui où l'accommodation, pour passer de la ville à la région-mégapole qui la supplante n'est pas à envisager. C'est habituellement le cas pour les villes partiellement informelles, sortes de non-villes mégapolantes jusqu'à l'infini de l'horizon, sans qu'il y ait eu l'organisation très complexe qui permet, à ce qui se dit, aux villes de fonctionner. On ne saisit, alors, aucune différence de nature entre ces villes d'hier et ce qu'on aurait tendance à considérer comme des mégapoles aujourd'hui, au vu de leur taille et de leur population. Or, ce ne sont que des villes exagérées, très encombrantes, telle Luanda et, encore plus, Kinshasa qui n'ont rien fait pour ne serait-ce qu'accommoder, autrement que sur le papier par le truchement d'urbanistes étrangers, la ville coloniale afin d'aider à l'intégration citadine de la ville indécise qui s'en suivit. Et, en définitive, on peut dire, jouant sur les mots, qu'à Luanda et à Kinshasa, tous s'accommodent de ce laisser-faire qui ne correspond pas encore, et ne correspondra probablement pas de longtemps, à une priorité politique ;
- celui où l'accommodation, pour passer de la ville à la région urbano-minéralisée qui s'est substituée à elle, n'est pas encore faite. En ces mégapoles, qui fonctionnent, des poches de désordre subsistent, qu'il faudra résorber dès qu'on saura user de nouvelles règles citadines. Les réponses viennent progressivement de ces poches à réduire ;
- celui enfin où la maîtrise du phénomène de mégapolisation mégapolitaine s'est toujours exercée. Paris ou Londres en sont de bons exemples et aussi la *megalopolis* appuyée sur le Tokaido, décrite par J. Denis.

Les deux premières de ces trois situations correspondent en fait à un refus ou une impossibilité de la mainmise des municipalités, ou de l'État, sur la fabrication de la cité :

- que la ville ait grandi dans le désordre et se soit installée sans réglementation applicable, par ignorance, incapacité ou indifférence du pouvoir gestionnaire et

du citoyen sorti depuis peu de sa bourgade ou de son village, et ce sera le premier cas, celui d'un monde où le citadin s'invente en même temps que la ville;

- que la ville ait des quartiers délaissés, voire des ghettos issus d'une histoire récente, et ce pourra être nombre de villes sud-américaines, sud-africaines et certainement de villes d'Asie du sud-est.

Cette classification gouvernée par la volonté, ou le refus, de l'accommodation de la société citadine et de ses sécrétions à de nouvelles valeurs morales et à de nouvelles normes ne doit être considérée que comme une tentative transitoire de compréhension de certaines dimensions de mégapoles rencontrées.

Parmi les villes où la maîtrise du phénomène de mégalopolisation mégapolitaine s'est toujours exercée, il en est de plusieurs sortes. Celles où prévaut une organisation bien établie, résultat d'une tradition d'aménagement du territoire, parfois centralisée et généralement fortement réglementée : Paris ou Londres en sont de bons exemples, et aussi la *megalopolis* de Tôkyô, appuyée sur le Tokaïdo, décrite il y a dix ans par J. Denis. Celles où la libre entreprise est dominante, ce qui n'évacue pas la planification, mais oblige à toujours respecter le jeu démocratique car l'opinion publique prime sur les décisions autoritaires, et ce sera, par exemple, le modèle étatsunien.

On peut noter que ce souci d'accommodation a toujours existé, on peut appeler ça, aussi, adaptation. Cependant, ce que nous entendons, ce n'est pas seulement des actions et des techniques d'adaptation aux situations nouvelles, mais l'accommodation des mentalités, donc des normes et de la morale.

MÉGAPOLÉS, PASSANTS, ITINÉRAIRES, CLOISONNEMENTS ET EXCLUSION...

Classer les mégapoles est aussi difficile que de classer les villes. Nous avons voulu, d'abord, ne considérer que leur morphologie, la manière physique dont elles occupent l'espace. L'approche géographique a développé une façon d'observer, de décrire et d'expliquer les agencements de paysages et de chercher ce qui les fédère en unités territoriales. Après deux générations d'efforts, en France, pour contenir ces unités en des régions « naturelles », on a fini par admettre que la « nature » n'était qu'une composante polymorphe des entités régionales qui pouvaient avoir la dimension d'un État, voire la dépasser. Il a fallu, pour cela, reconnaître la suprématie du social, de l'économique et du politique sur le « naturel » qui primait dans la conception régionaliste, comme un donné plus indiscutable que discuté.

On se heurte, ici, à des problèmes analogues. Poser l'idée initiale qu'une mégapole pouvait être décrite, et donc saisie dans sa globalité et le détail de ses segments, comme on saisissait et décrivait ces « régions naturelles » d'antan, devait, croyions-nous, apprivoiser l'énormité mégapolitaine. Mais le vocabulaire géographique n'est pas très approprié, car les concepts restent flous. Les mégapoles ne sont pas le résultat de forces telluriques agissant selon des lois contraignantes couplées avec des actions d'aménagement de l'espace réalisées collectivement et ins-

crites dans la longue durée, elles ne sont que le produit, souvent inattendu et parfois peu lisible, d'actions parcellisées accomplies dans le temps court, non vraiment reconnues et consolidées, que des réseaux parcourent y mettant de l'organisation. Mais, comme l'a bien dit J. Denis à propos du Tôkaidô, ce sont les réseaux parcourus rapidement qui donnent « l'impression de continuité », donc d'unité finalement. Ainsi, le géographe demeure assez malhabile à analyser et organiser ces nouveaux paysages disloqués, peu cohérents souvent, tout juste peut-il en singulariser quelques fils conducteurs.

Il est donc impératif d'aborder les mégapoles avec un regard plus ouvert, où le paysage n'est que l'un des supports de l'appréciation. Le comportement des « mégapolitains » aurait dû nous permettre une plus grande compréhension. Mais leurs us et leurs mœurs n'ont guère été considérés dans ce but. Aussi, nous trouvons-nous assez démunis en cette entreprise où les informations aisées à rassembler ne concernent que les situations excessives, conflictuelles, paroxystiques, rencontrées dans ce milieu encore si nouveau où le jeu des interactions dans l'exercice de la cité ne parvient pas à imposer ses règles.

C'est pourquoi nous nous trouvons non pas avec une vision claire, mais avec seulement le sentiment qu'une façon de découvrir et de comprendre les mégapoles reste à inventer, ce qui suppose une accommodation de chacun : du citadin, du gestionnaire, de l'observateur, etc. Comme c'est la question de l'insertion dans la vie mégapolitaine qui semble être l'interrogation cruciale de chacun, sa manière de s'intégrer, ou non, dans un système complexe où il sait qu'il est obligé de vivre, il nous paraît pertinent d'aborder — quoique très sommairement — la pratique individuelle du déplacement et des parcours vitaux à travers un tel système qui s'apparente, en cette occurrence, plus à un éco-système qu'à une région.

Dans les années 50, P.H. Chombart de Lauwe a étudié les déplacements et les itinéraires des urbains de quelques grandes villes de France⁴⁶. Il a pu, ainsi, tracer leur aire de fréquentation en prenant en compte les relations suivies, ou épisodiques, qu'ils entretenaient avec leurs concitoyens. Il s'est révélé que les populations à revenu modeste et à situation socio-professionnelle difficile entretenaient surtout des relations de voisinage, reconstituant chaque fois leur environnement socio-relationnel à la suite d'un déménagement. Les citadins nantis étendaient leurs fréquentations bien au-delà de leur quartier ou de leur ville de résidence. Avec la démocratisation des transports en commun et l'avènement souverain de l'automobile couplés avec l'équipement téléphonique de chaque logement, ou presque, nul doute qu'en France l'aire de fréquentation se soit élargie pour tous, hors de la mégapole et hors des frontières pour certains.

Cependant il reste que les déplacements quotidiens se font selon quelques itinéraires, toujours les mêmes, rarement plus de 3 ou 4. Il n'est pas difficile d'imaginer et décrire ce qu'il en est à Paris, par exemple. Ce sont les accès à une suite de lieux bien connus dont la pratique et l'usage sont clairement acquis et possédés, reliés par des cheminements en réseaux : donc des rues et des quartiers dispersés dans l'espace mégalopolitain et, pour se rendre de l'un à l'autre, l'utilisation du bus, du train ou du métro, souterrain le plus souvent dans les sections centrales des ré-

seaux. Vivre bien en mégapole, c'est se sentir en terrain connu sur des lieux que chacun balise et personnalise selon ses repères et ses signaux, avoir en mémoire l'image des réseaux, leurs cadences et leurs horaires participe de cette appropriation. Chacun tisse ainsi une sorte de toile. Ce sont la superposition de ces toiles et le côtoïement des autres sur leurs nervures qui créent l'animation portant la convivialité ou le «ras-le-bol» de la vie mégapolitaine. En être partie prenante, c'est avoir les moyens sociaux adéquats, une sorte de reconnaissance du droit de citoyenneté. L'exclu est celui qui débarque d'ailleurs, ne possédant pas encore les clefs de lecture des espaces dont il use, ou celui qui n'est pas reconnu — dans l'idée qu'il se fait de lui et des autres, dans celle que lui renvoient les autres de lui — là où il se trouve.

Si on considère la pratique individuelle dans une des moins équipées des mégapoles, peuplée de gens majoritairement citadins de la première ou de la deuxième génération, sans emploi stables et donc très pauvres, comme c'est le cas à Kinshasa, la situation est totalement différente. Dans la capitale congolaise, paradoxalement, parce que circuler en ville est une entreprise incertaine faute de transports assurés : «ticket ezali te», «moyens te», «bongo ezali te» (il n'y a pas de ticket de transport, il n'y a pas de moyens, il n'y a pas d'argent) sont des leitmotiv, on reste plus dans son quartier, son segment de ville approprié où l'on se connaît et se reconnaît. Lorsqu'on se déplace, la situation est moins productrice d'exclusion que dans les mégapoles d'ailleurs, car celle-ci, sur un registre de misère, s'établit sur la différence visible, l'inquiétude qu'elle provoque, la crainte qu'elle éveille et le rejet qui s'en suit, toutes choses impossibles quand quasi tout le monde vit dans le dénuement. Nous avons évoqué l'usage de cette ville tel qu'on pouvait l'observer au milieu des années 70, il entraînait déjà des difficultés d'adaptation entre la «ville européenne», les «cités» et les «extensions», il semble bien que cela s'est fortement détérioré depuis⁴⁷. De toute façon, la misère y a fait exploser la délinquance et la criminalité, comme ça ne peut qu'être le cas quand elle atteint le seuil de l'horreur. Sa cause est politique, le fait de vivre dans une mégapole ne fait qu'en accentuer les méfaits. C'est une autre chose que l'exclusion.

Celle-ci, rencontrée en ce qu'on appelle curieusement et improprement «l'Occident», relève de mégapoles abritant, comme on l'a vu, des poches d'inactivité et de pauvreté, et aussi nombre d'individus et de familles dispersés un peu dans tous les quartiers, y compris les plus cossus. Dans la majorité des mégapoles sises hors des pays suréquipés, cette exclusion se manifeste avec une intensité beaucoup plus forte, mais il ne s'agit pas de la même chose. Là, généralement, une ville florissante côtoie une ville très pauvre, ces deux villes s'imbriquent irrémédiablement l'une dans l'autre, les espaces primitivement restés ouverts entre les quartiers bien urbanisés ayant été depuis longtemps envahis, squattés et tolérés dans leur nouvelle fonction faute de pouvoir les détruire⁴⁸, les poches d'inactivité et de pauvreté deviennent ici majoritaires, ayant encerclé la ville précédente et transformé les beaux quartiers en poches d'activité, de confort et de richesses. Ce sont des pans entiers de la mégapole qui se trouvent exclus, non les gens individualisés de ces quartiers. Il se crée alors, progressivement, une situation instable, de pré-révolte sinon de pré-révolution, une lutte non des classes mais des états, comme sous

l'Ancien Régime français, mais la comparaison s'arrête ici, ce nouveau tiers état n'est pas celui d'une population bourgeoise, riche, instruite, entreprenante et vraie maîtresse des forges et de l'économie marchande.

L'époque actuelle et la morphologie même de certaines de ces mégapoles permettent aux populations *de facto* antagonistes de se contempler, *volens nolens*, et de s'imaginer avec tout ce que les frustrations des uns et les craintes des autres peuvent contenir d'incompréhension à terme productrice de violences, si rien n'est entrepris pour y remédier. Ce n'est pas là un fantasme de notre part, car si nous écrivions, en 1992, à propos de Quito : « Mais pour l'analyse de la ville, comment ne pas s'interroger en considérant les deux côtés du paysage, soit sur l'existence de ces quartiers marginaux et marginalisés apparus par suite de la carence politique de la société des nantis et qu'il faut maintenant freiner dans leur prolifération et intégrer; soit sur le confort installé à portée de regard et malgré cela inaccessible pour des gens qui voudraient bien cependant s'en sentir solidaires au sein d'une communauté urbaine de citoyens non réduits aux aguets. »⁴⁹, Ignacio Ramonet s'en fait l'écho, à sa manière, en 1995, à propos de Caracas cette fois-ci : « L'impression de vivre assiégé s'est intensifiée chez les classes moyennes ou aisées. Impression renforcée par les caractéristiques urbaines de Caracas : la ville et ses beaux quartiers ont été bâtis au fond d'une vallée, dont les flancs sont recouverts, jusqu'au sommet des monts environnants, par des *ranchos* où habitent les pauvres. 72 % de la population y vit (Cela pourrait être aussi la description de La Paz!). Protégé par des vigiles armés, un habitant des quartiers résidentiels sent littéralement au-dessus de lui le regard des pauvres; il s' imagine être guetté comme une proie » (cf. note 41). Dans l'élargissement de la fracture sociale, il faut noter deux étapes qu'illustrent les situations de Quito et de Caracas. À Quito, des citoyens démunis ayant (spatialement) sous le regard et enviant le confort des nantis sans que ceux-ci s'en soucient; à Caracas, on passe à l'étape suivante, les nantis se sentent assiégés, ce qui ne se traduit pas par une action citoyenne de rééquilibrage social, mais par un renforcement armé de la fracture sociale.

Mais autant de mégapoles, autant de situations. Y a-t-il possibilité de dégager une classification utile de leurs modes et de leurs lois d'usage? Ce ne sera qu'après des études approfondies de leur existence et de leur fonctionnement qu'on pourra se faire une véritable religion en la matière. Alors, peut-on vraiment considérer toute mégapole comme une région? Quoique l'idée de trouver un langage géographique adéquat pour la décrire demeure, les micro-régions, dites régions naturelles, ont vécu depuis que l'avènement de la cybernétique a bouleversé la mesure des paysages, des espaces et du monde, la question n'est probablement plus pertinente.

Nous avons évoqué la ruche, parlé un peu des abeilles et tout juste humé le miel, le traitement régulier de l'essaim et la récolte périodique du miel restent à faire...

BIBLIOGRAPHIE

- Robert Altman, *Short cuts*, Los Angeles, 1993. D'après 9 nouvelles de Raymond Carver.
- Aristote, *La politique*.
- Michel Beaud, *Le basculement du monde*, in *Le Monde diplomatique*, oct. 1994, p. 16-17.
- Nicole-Lise Bernhem, *Labyrinthes de Casablanca, ville frondeuse*, in *Le Monde diplomatique*, février 1994.
- Alain Bihr, *Les nouvelles frontières de la souveraineté*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- Claire Brisset, *Les plus criantes inégalités, fragile ciment de l'union indienne*, in *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.
- Ingrid Carlander, *Dans l'Europe des cités-banlieues : luttes urbaines contre la relégation sociale*, in *Le Monde diplomatique*, juin 1994.
- Agir au cœur des quartiers en ruines : guerriers de la paix dans l'enfer new-yorkais*, in *Le Monde diplomatique*, février 1992.
- P.H. Chombart de Lauwe, *Un anthropologue dans le siècle*, ed. Descartes, Paris, 1997.
- Frédéric F. Clairmont, *La diabolique logique de la productivité*, in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.
- Michel Chossudovski, Micheline Ladouceur, *De l'art de gérer l'exclusion au Brésil*, in *Le Monde diplomatique*, juin 1994.
- Mathew Dayomi, *La vie urbaine dans l'agglomération de Lagos*, cf. chapitre 9.
- Jacques Decornoy, *Anonyme insécurité*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1996.
- Demain, 2,4 milliards d'Asiatiques en ville*, in *Le Monde diplomatique*, décembre 1993.
- Jacques Denis, *Le phénomène urbain en Afrique centrale*, ed. Académie Royale des Sciences Coloniales, Classe des Sciences Morales et Politiques, mémoire in 8, nouvelle série, t. XIX, fasc. 1, Bruxelles, 1958.
- Le phénomène urbain en Asie orientale*, ed. Comité National de Géographie, Namur, 1988. Préface de Pierre George.
- Véronique Dupont, Françoise Dureau, *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi*. Publication interne Orstom, déc. 1997, 180 p.
- Yves Eudes, *Essor des chaînes hyper-locales aux Etats-Unis*, in *Le Monde diplomatique*, février 1994.
- Cynthia Ghorra-Gobin, *Multiculturalisme et marginalisation à Los Angeles*, de Watts (1965) à South Central (1992), Paris, 1993.
- Nadine Gordimer, *Autre monde*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- Jean Gottmann, *Megalopolis. The urbanized seaboard of the united states*, 1957.
- Philippe Haeringer, *La mégapolisation du monde : du concept de ville à la réalité des mégapoles*, in *Géographie et culture* (revue), n° 6, 1993, p. 3 à 14.
- La diversité des situations périurbaines dans le monde*, in *Cahiers du CREPIF*, Paris, 1993, p. 89 à 103.
- Mega versus metro, de la confusion des concepts et des objets de la métropolisation*, in *Villes du XXI^e siècle/cities in the XXIst century*, Colloque international organisé par les ministères de l'Équipement, de la Culture, de la Ville, la DATAR, le CNRS, la Communauté européenne, sous le parrainage de l'UNESCO, Centre des congrès de La Rochelle, 19-21 octobre 1998. Atelier «Mondialisation et métropolisation».
- Hideonobu Jinnai, *Peut-on redonner un front de mer à Tôkyô?*, in *Histoire des villes : Culture et économie politique des espaces urbains*, in RISS (revue Internationale des Sciences Sociales), n° 125, coédition UNESCO-ERES, Paris, août 1990, vol. XLII, n° 3, 1990.
- Claude Julien, *Le citoyen, la République et le marché*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- Mathieu Kassovitz, *La haine*, film français primé au Festival de Cannes de 1995.
- Yves Lacoste, *Débat : chorématique et géopolitique*, in *Hérodote*, n° 69-70, *Démocratie et géopolitique en France*, Éd. La Découverte, Paris, 1993, p. 247 et sq.
- Jacques Lévy, *L'espace légitime*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1994, 442 pages.
- Oscar Lewis, *Les enfants de Sanchez*, autobiographie d'une famille mexicaine, traduit de l'anglais par Céline Zins, ed. Gallimard, Paris, 1963; titre original, *The children of Sanchez*, ed. Oscar Lewis; édition utilisée, celle de Gallimard, Paris, 1986, 640 pages.

- Robert Lopez, *Délires d'autodéfense à Los Angeles*, in *Le Monde diplomatique*, mai 94.
- Douglas Massey, *Regards sur l'apartheid américain*, in *Le Monde diplomatique*, février 95.
- Sous-commandant Marcos, *La quatrième guerre mondiale a commencé*, in *Le Monde diplomatique*, août 1997, p. 1, 4 et 5.
- René de Maximy, *Kinshasa, ville...*, cf. chapitre 1.
- Densité de la population*, in Jean Flouriot, René de Maximy, Marc Pain, *Atlas de Kinshasa*, ed. IGZ au Zaïre, diffusion IGN en France, 42 planches, Paris, 1975.
- Population et appropriation de l'espace*, planche 13 de l'*Atlas infographique de Quito*, cf. chapitre 5.
- Groupe MÉGAPOLIS, *La diversité citadine*, appel d'un groupe de chercheurs français pour l'après-Rio, 1992.
- François Misser, *Merci Mobutu!*, in *Croissance*, n° 384, juillet-août 1995.
- Véronique Mortaigne, *Une alchimie culturelle, baroque et anthropophage*, in *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.
- Planification urbaine ? Réponses de métropolis*, in n° 104-105 des *Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France*, août 1993.
- Ignacio Ramonet, *Le Venezuela vers la guerre sociale?*, in *Le Monde diplomatique*, n° 496, juillet 1995.
- Norbert Rouland, *Le France s'interroge sur la meilleure manière d'intégrer les étrangers*, in *Le Monde diplomatique*, octobre 1993.
- Christian Rudel, *Mexique, l'effet Marcos*, in *Croissance*, n° 384, juillet-août 1995.
- Saskia Sassen, interview conduit par Sandrine Tolotti et publié dans le n° 405 de *Croissance* de juin 1997, en page 10 et 11.
- Germain Solinis, *Actes des journées ADP de septembre 1993*, ADP-Villes en développement, ISTED, Paris, 1993.
- Gilles de Staal, *Forces armées contre « favelas »*, in *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.
- Suahir Venkatesh, *Les gangs de rue sur la sellette : jeunes à la dérive dans les villes américaines*, in *Le Monde diplomatique*, mai 1994.

NOTES

¹ À propos des métropoles et mégapoles, on consultera avec profit *Planification urbaine ? Réponses de métropolis*, in n° 104-105 des *Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France*, du mois d'août 1993.

² Jean Gottmann, *Megalopolis. The urbanized seaboard of the United States*, 1957.

³ Philippe Haeringer, *Mega versus metro, de la confusion des concepts et des objets de la métropolisation*, in *Villes du XXI^e siècle/cities in the XXIst century*, Colloque international organisé par les ministères de l'Équipement, de la Culture, de la Ville, la DATAR, le CNRS, la Communauté européenne, sous le parrainage de l'UNESCO, Centre des congrès de La Rochelle, 19-21 octobre 1998. Atelier « Mondialisation et métropolisation ».

⁴ Yves Lacoste, *Débat : chorématique et géopolitique*, in *Hérodote*, n° 69-70, *Démocratie et géopolitique en France*, Éd. La Découverte, Paris, 1993. Voir notamment page 247 et suivantes, le sous-sous-titre « Brunet et ses bananes ».

⁵ Aristote, *La politique*, livre 1, chap. 2.

⁶ Sous-commandant Marcos, *La quatrième guerre mondiale a commencé*, in *Le Monde diplomatique*, août 1997, p. 1, 4 et 5.

⁷ Jacques Denis, *Le phénomène urbain en Afrique centrale*, ed. Académie Royale des Sciences Coloniales, Classe des Sciences Morales et Politiques, mémoire in 8, nouvelle série, t. XIX, fasc. 1, Bruxelles, 1958.

⁸ Jacques Denis, *Le phénomène urbain en Asie orientale*, ed. Comité National de Géographie, Namur, 1988. Préface de Pierre George.

- ⁹ Philippe Haeringer, *La mégapolisation du monde : du concept de ville à la réalité des mégapoles*, in *Géographie et culture* (revue), n° 6, 1993; p. 3 à 14.
- ¹⁰ L'incompétence et la corruption ne trouvent un bon terrain que dans le laisser-faire. En effet, il faut tellement plus d'efforts d'organisation et d'investissements pour le neutraliser que pour le laisser filer !
- ¹¹ En voici quelques uns : désarroi, gonflement urbain, profonds déséquilibres, nous ne savons plus que faire, changement plus radical encore que les grandes ruptures, d'insondables pesanteurs, des peuples entiers sont engouffrés, sont restés captifs, englués dans cette multitude atone, anonyme et désespérante — du moins le croyons-nous — qu'ils y ont formée. Et aussi : des univers dont on ne sort plus, le monde ne peut pas être en faillite, Il s'en sortira, brutalité du big bang. On encore : la mégapole est rebelle, elle galope, elle grimpe, elle s'insinue. Enfin : sauvage, informelle, spontanée, il ne faut pas désespérer, une mégapole n'est pas un espace fini. La croissance mégapolitaine, en intensifiant le présent, fait perdre la conscience du passé et celle de l'avenir, un cauchemar, enfermement, gêne, constant sentiment d'insécurité, effets ségrégatifs, marginalité, piéton disqualifié, insipides et répétitifs trajets mécaniques, captif passif, indifférent et inattentif, une fatalité, la mégapole a mangé la ville. La mégapole survit brutalement, fulgurance, vague déferlante, chaos, agglomération en lambeaux, océan de misère, marquée du sceau de l'apocalypse de cette fin de millénaire, mégapoles fragmentées, survie de l'espèce, cloisonnement, paternalismes mafieux, des quartiers se ferment à toute intrusion, périphéries rampantes, dramatiquement surpeuplées, temps de guerre, régions insurgées, constructions humaines monstrueuses, les écosystèmes craquent, les habitants survivent.
- Au demeurant, Philippe Haeringer est un observateur sensible et intelligent du phénomène urbain partout dans le monde, singulièrement sous les tropiques. Par exemple, le texte auquel nous renvoyons dans la note 3 du présent chapitre donne une analyse intelligente des risques de confusion dans les termes et les concepts, et de ce qu'il faut entendre par mégapole. C'est un auteur dont la qualité des analyses ne laissent jamais indifférent, malgré parfois des insuffisances, des maladresses ou des excès dans les descriptions qui ne sont pas toujours exemptes d'une sensibilité hors sujet.
- ¹² Douglas Massey, *Regards sur l'apartheid américain*, in *Le Monde diplomatique*, février 1995, p. 3.
- ¹³ Claire Brisset, *Les plus criantes inégalités, fragile ciment de l'union indienne*, in *Le Monde diplomatique* de janvier 1995, p. 26 et 27.
- ¹⁴ Ingrid Carlender, *Dans l'Europe des cités-banlieues : luttes urbaines contre la relégation sociale*, in *Le Monde diplomatique* de juin 1994, p. 8.
- ¹⁵ Michel Chossudovski, Micheline Ladouceur, *De l'art de gérer l'exclusion au Brésil*, in *Le Monde diplomatique* de juin 1994, p. 20.
- ¹⁶ Suahir Venkatesh, *Les gangs de rue sur la sellette : jeunes à la dérive dans les villes américaines*, in *Le Monde diplomatique* de mai 1994, p. 14.
- ¹⁷ Norbert Rouland, *La France s'interroge sur la meilleure manière d'intégrer les étrangers*, in *Le Monde diplomatique* d'octobre 1993, p. 16 et 17.
- ¹⁸ Jacques Decomoy, *Anonyme insécurité*, in *Le Monde diplomatique* d'avril 1995, p. 16.
- ¹⁹ Gilles de Staal, *Forces armées contre « favelas »*, in *Le Monde diplomatique*, janv. 1995, p. 25.
- ²⁰ Véronique Mortaigne, *Une alchimie culturelle, baroque et anthropophage*, in *Le Monde diplomatique* d'octobre 1994, p. 14 et 15.
- ²¹ Robert Lopez, *Délires d'autodéfense à Los Angeles*, in *Le Monde diplomatique*, de mai 1994, p. 18.
- ²² Nicole-Lise Bernhem, *Labyrinthes de Casablanca, ville frondeuse*, in *Le Monde diplomatique* de février 1994, p.24 et 25.
- ²³ Yves Eudes, *Essor des chaînes hyper-locales aux Etats-Unis*, in *Le Monde diplomatique* de février 1994, p. 29.
- ²⁴ Ingrid Carlender, *Agir au cœur des quartiers en ruines : guerriers de la paix dans l'enfer new-yorkais*, in *Le Monde diplomatique* de février 1992.
- ²⁵ Alain Bihl, *Les nouvelles frontières de la souveraineté*, in *Le Monde diplomatique* d'avril 1995, p. 8.
- ²⁶ Julien, *Le citoyen, la République et le marché*, in *Le Monde diplomatique* d'avril 1995, p. 11.
- ²⁷ Nadine Gordimer, *Autre monde*, in *Le Monde diplomatique* d'avril 1995, p. 32.
- ²⁸ Michel Beaud, *Le basculement du monde*, in *Le Monde diplomatique* d'octobre 1994, p. 16-17.
- ²⁹ Frédéric F. Clairmont, *La diabolique logique de la productivité*, in *Le Monde diplomatique* de juillet 1994, p. 18.
- ³⁰ Jacques Decomoy, *Demain, 2,4 milliards d'Asiatiques en ville*, in *Le Monde diplomatique*, décembre 1993, p. 21.

- ³¹ Hidenobu Jinnai, *Peut-on redonner un front de mer à Tôkyô?*, in *Histoire des villes : culture et économie politique des espaces urbains*, in RISS (revue Internationale des Sciences Sociales), n° 125, co-édition UNESCO-ERES, Paris, août 1990, vol. XLII, n° 3, 1990.
- ³² Mathew Dayomi, *La vie urbaine dans l'agglomération de Lagos*, déjà cité au chapitre 9.
- ³³ Cynthia Ghorra-Gobin, *Multiculturalisme et marginalisation à Los Angeles*, de Watts (1965) à South Central (1992), Paris, 1993.
- ³⁴ Robert Altman, *Short cuts*, Los Angeles, 1993. D'après neuf nouvelles de Raymond Carver. Les choses de la vie à travers le destin de 22 habitants de L.A. aux prises avec les drames et les hasards de la vie quotidienne.
- ³⁵ Groupe Mégapoles, *La diversité citadine*, appel d'un groupe de chercheurs français pour l'après-Rio, 1992.
- ³⁶ Philippe Haeringer, *La diversité des situations péri-urbaines dans le monde*, in *Cahiers du CREPIF*, Paris, 1993, p. 89 à 103.
- ³⁷ Jacques Lévy, *L'espace légitime*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1994, 442 pages.
- ³⁸ Oscar Lewis, *Les enfants de Sanchez*, autobiographie d'une famille mexicaine, traduit de l'anglais par Céline Zins, ed. Gallimard, Paris, 1963; titre original, *The children of Sanchez*, ed. Oscar Lewis; édition utilisée, celle de Gallimard, Paris, 1986, 640 pages.
- ³⁹ François Misser, *Merci Mobutu!*, in *Croissance*, n° 384, juillet-août 1995, p. 24-25.
- ⁴⁰ Véronique Dupont, Françoise Dureau, *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi*. Publication interne Orstom, décembre 1997, 180 p.
- ⁴¹ Ignacio Ramonet, *Le Venezuela vers la guerre sociale?*, in *Le Monde diplomatique*, n° 496, juillet 1995.
- ⁴² Christian Rudel, *Mexique, l'effet Marcos*, in *Croissance*, n° 384, juillet-août 1995, p. 26-29.
- ⁴³ Mathieu Kassovitz, *La haine*, film français primé au Festival de Cannes de 1995.
- ⁴⁴ Saskia Sassen, interview conduit par Sandrine Tolotti et publié dans le n° 405 de *Croissance* de juin 1997, en page 10 et 11.
- ⁴⁵ Germain Solinis, *Actes des journées ADP de septembre 1993*, ADP-Villes en développement, IS-TED, Paris, 1993.
- ⁴⁶ P.H. Chombart de Lauwe, *Un anthropologue dans le siècle*, ed. Descartes, Paris, 1997; consulter aussi l'ensemble de ses travaux sur les quartiers ouvriers et les banlieues des villes françaises.
- ⁴⁷ René de Maximy, *Kinshasa, ville...*, cf. note 28 du chapitre 1; pour la pratique de l'espace par les Kinnois, lire les pages 393 et suivantes ainsi que le commentaire des planches 16, 17 et 18 de *Densité de la population*, in *Atlas de Kinshasa*. Jean Flouriot, René de Maximy, Marc Pain, *Atlas de Kinshasa*, ed. IGZ au Zaïre, diffusion IGN en France, 42 planches, Paris, 1975.
- ⁴⁸ C'est, par exemple, le cas le long des voies ferrées à Manille, comme l'a montré, dimanche 9 août 1998, un excellent documentaire proposé par Arte.
- ⁴⁹ René de Maximy, *Population et appropriation de l'espace*, planche 13 de l'*Atlas infographique de Quito*, cf. note 7 du chapitre 5.

Chapitre 11

LE JEU DES RÉVOLUTIONS

À ce point de la réflexion, nous restons perplexe. Traitant de la mégalopolisation, voilà que nous nous trouvons dans le piège à notre tour, les mégapoles ont détourné notre propos. Porté et impressionné par l'opinion publique, l'air du temps, et démuné devant le peu de matériaux rassemblés sur la question, nous nous sommes attardés outre mesure sur le mal fonctionnement social des quartiers en pleine désintégration ou marginalisés dès leur construction, oubliant que ce n'est que l'un des aspects — certes très irritant — du phénomène. Il faut en tirer les leçons.

Tout d'abord, revenons un instant sur une éventuelle approche géographique, car sa capacité à décrire lisiblement et pédagogiquement les paysages semble fortement déficiente alors qu'il s'agit d'entités et de paysages urbains. Gille Sautter¹ écrit, à propos du rural, mais on peut en transposer le principe à certains segments de l'urbain, aux quartiers par exemple : «Le local ne saurait non plus se réduire à une simple juxtaposition de thèmes. La façon dont les composantes s'ajustent, se commandent les unes les autres, est essentielle. C'est de système qu'il s'agit, mais généralement de système mou, ouverts, articulés sur l'extérieur et ce qui se passe aux petites échelles.» Établir dans une ville donnée une typologie de quartiers, doublée de la description de ceux qui sont archétypiques de leur ensemble et peuvent ainsi s'inscrire en référents pour une compréhension segmentaire mais pertinente du phénomène urbain observé, serait une entreprise s'inscrivant dans le droit fil de ce qu'implique cette suggestion. La monographie de quartier serait une autre forme d'approche selon le même esprit. Car, toujours selon G. Sautter, «récepteur, ce qui ne veut pas dire passif, le local focalise les faisceaux convergents d'opportunités offertes ou d'incitations plus ou moins directives et en module l'impact selon son propre agencement interne (...) Une telle démarche, par le particulier, est-elle nécessairement enfermée dans le pragmatisme du cas par cas, ou bien peut-on espérer l'approcher scientifiquement? Toute la question est là.» Mais il est plus aisé de la formuler que d'y répondre. Il faut, en effet, que les connaissances du (ou des) analyste(s) soient fondées sur une pratique très ouverte, incluant géographie, sociologie, architecture, histoire et droit, tout cela couplé avec un esprit de synthèse nourri de nombreux cas de quartiers ou de segments de ville pour que la description, l'analyse et la signification de l'un ou l'autre d'entre ces cas puissent être établies, ce qui ramène à une approche typologique après qu'il y ait eu une sorte de systématisation des situations rencontrées et de modélisation à partir d'elles.

En géographie, les chorèmes tendraient vers ce projet, mais, éléments d'un langage, s'ils sont paradigmatiques, ils ne peuvent vraiment être opérationnels, pour ce qui est des villes, sans qu'une syntaxe appropriée, qui reste à faire en mobilisant *a minima* les disciplines que nous venons d'énumérer, soit mise au point.

Les sociologues, de leur côté, savent que trois générations sont nécessaires pour changer, sans guerre, une situation sociale héritée de longue pratique. La première en souffre, la seconde en parle et la troisième, ayant grandi bercée par ce discours dubitato-interrogatif, lui trouve, comme naturellement, des réponses pertinentes qui semblent aller de soi. Donc, au commencement du troisième millénaire et avec ou sans notre réflexion, la mégalopolisation et les méga(lo)poles paraîtront « naturelles » aux populations urbaines.

Cela ne dispense pas de mettre de l'ordre dans les idées. Nous en sommes conscient, mais ne trouvons ni la patience, ni assez de conviction, pour nous lancer dans une tentative systématique d'élaboration d'une analyse politique (sens du *politikōn* s'entend) du phénomène urbain actuel. Quant à ce qui est de la mégalopolisation, il faut reconnaître que son mouvement est trop gigantesque pour que nous en puissions ne serait-ce qu'esquisser une nouvelle théorie d'organisation du monde. Constaté qu'il y a un système-monde, c'est une chose et c'est bien, en établir une formulation philosophique, c'est une autre affaire. Le chapitre que voici n'a, en cet ouvrage, d'autre fonction que d'exposer par l'exemple parisien des réponses, pas forcément transposables, qui ont été faites ou pourraient être faites; de réfléchir encore sur la révolution des mentalités que la présence de plus en plus impérieuse des mégapoles suscite; de suggérer plutôt qu'une réponse, une idée d'organisation porteuse, si elle vient à être acceptée, d'actions très novatrices susceptibles de sortir notre société, qui se prétend de plus en plus mondialiste et l'est d'une certaine façon, des ornières socio-politiques et des impasses où elle se fourvoie par manque d'imagination, paresse ou calcul des pouvoirs installés, et lâcheté de l'ensemble des agents mis aux différents échelons de la chaîne des responsabilités politiques des pays ou nations à la gestion desquels ils participent chacun selon son rang; enfin, à titre de jeu cathartique, de montrer, face à la violence d'interventions considérées comme très nécessaires, la voie onirique de l'imaginaire démythificateur, passage obligé pour permettre sans heurts psychosociologiques graves les grands bouleversements. Pour cette ultime démarche, nous prendrons l'option de la bande dessinée et de la fiction, ce qui nous paraît tellement moins prétentieux et ennuyeux que de s'essayer à l'exposé de grandes utopies.

Il est admis que nous vivons sous le système des révolutions qui animent l'ensemble de l'univers et aussi, mais allant d'un pas variable et, pour chacune, différent, l'ensemble des nations, des sociétés et des civilisations. La plus banale, la révolution solaire de l'an, nous rappelle tous les 365-66 jours que certains cycles sont assurés à l'échelle humaine, ce qui est somme toute sécurisant. Avec de tels mouvements, généralement moins simples que le renouvellement des saisons, il eût été étonnant que l'histoire de l'humanité, malgré les prétentions du plus rusé et du plus imprévisible des grands mammifères, échappât à cette loi. Aussi ne faut-il pas être surpris que, de toute apparence et tout en continuant à vivre selon des

rythmes et des formes relativement permanentes, nous puissions penser que déjà s'établit une autre manière d'être, de sentir et d'aimer, de jouir de ce qui est notre environnement bio-philosophique, ou bio-culturel si l'on préfère. Les travaux et les jours s'accomplissent en des mêmes lieux, mais se réfèrent à deux ensembles de comportements citadins qui, lentement, quoique de plus en plus clairement, tendent à se différencier radicalement. La preuve la plus évidente de ce chevauchement est le spectacle de la ville en ses structures, comme en les images et fantasmes qu'elle offre ou qu'elle inspire, dont certains sont activement désirés parce qu'ils autorisent le rêve, d'autres, objets d'une lassitude sans rejet parce qu'on sait qu'ils sont inévitablement quotidiens et liés aux servitudes sociales du travail et de la vie collective, et d'autre encore, causes de refus pour les formes de marginalisation et d'exclusion qu'ils présentent.

Au début du XVI^e siècle, l'enlumineur Jean Bourdichon fit une représentation illustrant les quatre états de la société². Il distingue «l'homme sauvage», vivant nu en un abri sous roche, près d'une fontaine; «le misérable», en une masure au toit effondré, éclairée par un trou plus ou moins rectangulaire aménagé dans l'un des murs, en guise de fenêtre; «l'artisan», dans son échoppe, sobre et décente, prenant le jour par une fenêtre grillée; «le noble», enfermé dans sa demeure, en une salle richement meublée, dont un vitrail obture la fenêtre, laissant probablement passer la lumière et arrêtant le regard de, ou vers, l'extérieur. Les trois paysages visibles (appréhendés par le sauvage, le misérable et l'artisan) sont de plus en plus étroits, réduisant d'autant l'ouverture sur le monde. En chacun d'eux, il y a un château, image du pouvoir, installé sur une butte. On peut imaginer que le quatrième tableautin montre une salle de l'intérieur de ce château.

On voit que l'aisance, le confort, la richesse sont considérés comme symbiotiques du cloisonnement et, finalement, de l'enfermement. Que représenterait J. Bourdichon aujourd'hui? Nous avons deux réponses. L'une, en référence à la peinture des trente dernières années, amène à l'homme individualisé, fragmenté, disloqué, éclaté, dispersé, plus qu'à demi gommé. Cet homme a perdu son harmonie, il ne s'aime pas et n'est social que par moments et par morceaux. Il ne faut point en attendre convivialité et solidarité. L'autre, en référence aux concentrations mégapolitaines, génératrices d'entassement et d'accumulation pour accumuler, serait un empiement ou un emboîtement de cellules identiques, avec imposte sur un ciel pulvéro-saturé seulement ponctué d'antennes transmetteuses des directives normalisées et transmises par des serviteurs zélés d'un ordre auquel ils se soumettent par vénéralité³ d'une société-système sans surprise.

Mais, de toute façon, les enluminures ne sont plus d'actualité, l'éphémère, qui ne peut se satisfaire de la minutie d'une touche carminée ou céruléenne, a promu l'usage marchand des «étranges lucarnes» (Ivan Audouard).

On pourrait réciter la longue litanie de tout ce qui, en un demi-siècle où la communication a aboli l'espace et le temps, s'est maintenu ou a changé dans nos arts de vie et d'appropriation géopolitique du milieu. C'est un exercice que certains font, de loin en loin, et avec plus ou moins de brio. Nous ne sacrifierons pas sur cet au-

tel. Il suffit de rappeler qu'en ce siècle, la création de réseaux, qu'on ne pouvait imaginer lorsque les armées napoléoniennes, chaussées de méchants souliers dont on ne pouvait discerner le pied droit du pied gauche, parcouraient l'Europe, a bouleversé notre vision du monde en en rétrécissant les dimensions par l'enclosetement sur une planète dont nous savons désormais qu'elle est absolument limitée. Nous avons souligné que la matérialité et la densité de ces réseaux étaient la marque la plus significative des villes, qu'on pouvait les classer selon ce critère en *villes des pays suréquipés*, ceux qui déjà entrent en une nouvelle révolution, et *villes des pays sous-équipés*, ceux qui continuent de consumer leur temps de jouissance des conditions matérielles et morales de la révolution qui s'achève. Car, en cette affaire, comme en toute, on ne nous fera pas le coup des dinosaures victimes, vraisemblablement, d'une catastrophe planétaire d'origine climatique ou sidérale, voire climatique parce que sidérale. C'est ce que nous affirmons, en crevant de peur que finalement on nous le fasse! En attendant, nous sommes parvenus à décaler les révolutions, à en amorcer par notre seule dynamisme une nouvelle alors que la précédente continue sur son erre. Peut-être, après tout, en fut-il toujours ainsi, seulement, justement à cause du rétrécissement de l'espace-temps que nous avons créé de toutes pièces avec art et par suite de la conscience que nous avons désormais des limites de la planète bleue, nous vivons pleinement cette mutation. Tandis qu'au temps, pas si vieux, où la Chine et l'Europe méditerranéenne développaient des civilisations déjà millénaires mais qui s'ignoraient superbement, oser seulement imaginer que toutes les certitudes sont incertaines passait pour le symptôme d'une bien grande folie.

Nous proposons de noter sommairement quelques effets techniques et culturels de ce métamorphisme politique, ceci afin de faire réfléchir de manière prospective sur la ville.

Nous avons évoqué les villes d'autres temps et de tous lieux, villes européennes de la Renaissance, villes méditerranéennes, villes d'Iran et villes chinoises; nous avons analysé un peu des villes des pays sous-équipés de ce temps, villes d'Afrique tropicale et villes andines; nous avons considéré les citoyens acteurs agissant en des mégapoles plantées sur les cinq continents; il reste à nous attarder de manière impressionniste sur quelques aspects de l'urbanisme en devenir, et déjà en action, des mégapoles effervescentes du monde riche; puis à réfléchir sur les incidences politiques et sociologiques de cette nouvelle donne, enfin de nous laisser embarquer par les villes imaginaires, dont on sait bien que jamais elles ne seront, mais dont les images fantastiques et fantasmagoriques racontent un malaise et l'improbable qui fondent les inquiétudes de civilisation et, au moment calendaire d'un nombre en soi arbitraire, les fièvres millénaristes.

LES ÉQUIPEMENTS ET LES RÉSEAUX

On sait que, si indépendante soit-elle, la ville ne peut toujours pas se couper du pays qu'elle gouverne, qu'il est donc, pour cela, imprudent de proclamer qu'elle est autarcique bien que ci-dessus, au chapitre 2, nous ayons noté que la ville est un

«équipement global qui, dans sa complexité, autorise une multitude de vies sociales possibles, c'est-à-dire l'épanouissement social des citoyens sans qu'il leur soit nécessaire de sortir à un moment ou à un autre de la ville pour s'exprimer dans leur culture, dans le moral et le matériel de leur vie» et que, désormais, s'ils le veulent, les citoyens peuvent fonctionner «véritablement en autarcie». Nous noterons seulement que si les citoyens le peuvent en leur particulier, la collectivité des citoyens et la ville, elles, ne le peuvent pas vraiment. Aussi, bien que la révolution à laquelle nous faisons allusion concerne indubitablement tous les aspects de la production, de l'organisation et du fonctionnement de la société moderne, car s'y exercent impérieusement ses effets, son épicycle se trouve à un palier beaucoup plus profond où se rencontrent les désirs, les besoins matériels et la philosophie existentielle des nouveaux citoyens des métropoles des pays riches et suréquipés. C'est donc à la profondeur de cet épicycle qu'il faut observer la ville de l'ère qui s'annonce. Pour cela, revenons à Paris, mais aussi, incidemment, à Tôkyô, et considérons rapidement New York ou Londres.

Toutes ces villes ont pris conscience de la nécessité de s'adapter. En réalité elles ont commencé à muer. On rencontre désormais des chercheurs qui sont compris et plus ou moins suivis lorsqu'ils s'interrogent : «Comment penser l'Europe sans les villes?», et commentent la raison de cette interrogation : «C'est en leur sein que les nouvelles idées politiques, le premier capitalisme, la bourgeoisie, les arts et la culture, l'individualisme, se sont progressivement développés. Les villes ont façonné l'imaginaire et la vie des Européens.»⁴ Mais leurs habitants le savent-ils? Ils semblent si loin de ce genre de constat, et beaucoup plus collés au bitume de leurs chaussées que soucieux de comprendre qu'on ne peut plus se contenter de son coin de trottoir et son angle de rue si l'on veut saisir ce qui nous arrive, astreints à vivre en ville en l'an 2000! Pourtant, la mue s'accomplit. Ce sont les problèmes de fonctionnement qui l'ont provoquée, et comme, en toute bonne médecine clinique et technique pratiquée en ce qu'on appelle de plus en plus abusivement et bizarrement l'Occident, les thérapeutes, forts de leur ingénierie de ponts et de chaussées, se sont attaqués aux questions de circulation et de stockage des biens et des gens, puis, par nécessité d'efficacité, à celles du savoir et de la connaissance. La ville est devenue un lieu d'exercice des techniques de réseaux (c'est là une image et non un concept), c'est sur celles-là et ceux-ci, à partir d'elles et d'eux que la métamorphose s'est amorcée. On a repensé l'espace urbain, on en a identifié la géographie, le paysage, son usage et ses composantes, on leur a attribué une valeur, on les a classés, hiérarchisés, puis, pour la suite de la démarche, il a été virtuellement compartimenté, redéfini, découpé, tramé, modifié et réaménagé, enfin, réapproprié. C'est la seule logique qui peut rendre compte rationnellement de ce qui se passe depuis quelques décennies.

ENCORE UNE FOIS, LE CAS DE PARIS

Dès la fin de la Guerre d'Algérie le remodelage du Grand Paris est à l'ordre du jour. En 1968, un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme est publié. Les chiffres du recensement de 1962 donnent une population stabilisée de 2.750.000

résidents, avec une densité moyenne de 325 hab./ha et une fourchette s'étalant entre 200 et 530. On estime à 9 millions le nombre de déplacements intra-régionaux quotidiens, utilisant métro, bus, taxis, voitures privées et chemins de fer du réseau SNCF. Pour répondre à une situation nouvelle et préoccupante — au début des années 60, aux portes de Paris, il y a plusieurs bidonvilles où s'entassent des centaines de ménages —, il faut réagir. Des principes d'urbanisme et d'aménagement, qui ne seront pas remis en cause, sont dès lors énoncés⁵ :

- tenir compte du site et de l'histoire qui a marqué les étapes de la croissance;
- penser «en volume et non plus en surface»;
- mettre de l'ordre pour éviter l'incohérence;
- redistribuer la densité en décongestionnant le centre, en utilisant mieux l'espace périphérique, en améliorant le cadre de vie;
- recentrer les activités tertiaires vers l'Est;
- coordonner les nouvelles localisations et les moyens de déplacement;
- exploiter le parti spatial par la mise en valeur des points hauts, le respect du «noyau médiéval», la composition d'autres espaces : «des pôles qui auront des caractères nécessairement différents», surtout par leur localisation, et qui «constitueront une sorte d'épine dorsale de compositions multiples, échelonnées en chapelets»;
- utiliser au mieux la troisième dimension, «de part et d'autre du repère traditionnel que constitue le sol naturel et qui est de plus en plus remis en cause» en développant «des besoins d'espaces techniques, mais aussi habitables».

Ainsi s'ébauche le futur de la ville et la ville du futur. Les réseaux en sont l'ossature sur laquelle l'épine dorsale évoquée s'articulera. Les échangeurs entrent dans le paysage urbain, au sens physique d'entrer, ils s'y incrustent et s'y enterrent, de cette situation, ils ne sortiront plus. Ce ne sont pas que des nœuds routiers, ce sont des lieux d'échanges de tous ordres, «espaces publics très fréquentés, dotés de commerces, services, expositions (...) des complexes culturels et commerciaux, lieux de congrès, restaurants, grands magasins, etc., pourront y trouver place, les problèmes techniques étant en fait résolus». Bref, une partie non négligeable de la ville s'enterre, et non seulement les véhicules stationnés en sous-sol, mais des lieux, que Marc Augé appelle des non-lieux.

Cela se complète d'une organisation de surface, toujours fondée sur les réseaux, qui s'inscrit dans le paysage régional : centre historique à vocation mixte de résidences, d'affaires, de grands équipements nationaux et internationaux; chapelets d'interventions à dominante tertiaire (emplois dans les bureaux); «couronne-enveloppe à dominante résidentielle accompagnée d'emplois plus diffus, sans que, pour autant, ces distinctions fassent perdre à Paris son âme et sa sensibilité (... en lui assurant cependant...) une organisation plus différenciée et plus charpentée». Ainsi, le zonage n'est pas abandonné.

Mais Paris est véritablement considérée comme une femme qui a âme et sensibilité. Ecrire cela n'est pas qu'incantatoire, même si c'est ainsi formuler un alibi de

dernière minute pour excuser le viol social des technocrates qui ne tiennent pas vraiment à consulter les Parisiens et les Banlieusards. S'il y a là, indubitablement, vis-à-vis de Paris, une attitude délibérément machiste et non démocratique, peut-être est-ce aussi vraiment la seule façon de procéder pour que des solutions, qu'on ne peut plus éluder, soient prises... Il n'en demeure pas moins que ce SDAU est une énorme violence pour permettre la mutation urbaine. Sa conséquence la plus grave est que, définitivement, l'urbanisme qui fut si longtemps l'œuvre d'architectes, devient l'affaire (on ne peut plus parler d'œuvre) des ingénieurs ne connaissant que les réseaux et les calculs d'ingénierie qui président à la réalisation des grands travaux, y compris immobiliers, des villes de cette fin de siècle. Faut-il rappeler qu'en cette affaire les architectes ne furent reconsidérés qu'*in extremis*, en 1968, alors que déjà était admis dans les sphères de la haute fonction publique qu'on pouvait désormais se passer d'eux, et de leur visa, pour construire des ensembles immobiliers monstrueux tels ceux qui, dès cette époque, commencèrent à s'élever aux portes de la Capitale ou sur des dalles, sol artificiel s'il en fut, à la Défense, puis ensuite à Montparnasse et à Beaugrenelle? Il faudra un long apprentissage de cette nouvelle façon de concevoir et faire les villes pour que les constructeurs (ingénieurs, mais aussi architectes) acceptent d'entendre ceux qui mettent l'homme au centre du discours et du système : géographes, sociologues, juristes.

Les propositions de 1968 ne seront qu'affinées par la suite, au fil des publications successives que promut l'IAURP, puis IAURIF. Seulement, des mots-clefs émergeront peu à peu, sans que soient remis réellement en question les principes édictés initialement, inspirés non par des esthètes, des citoyens ou des politiques : on lira qu'il faut «recomposer et embellir», «effacer les barrières», «affirmer la vocation d'équipements et de ceinture verte», créer de «nouvelles continuités», «maîtriser les échanges et renforcer les dessertes». La «charte d'aménagement de Paris», publiée par la mairie de Paris en juin 1991, sacrifie à ce langage qui épouse les discours du temps. Mais, lorsqu'on consulte les plans également publiés tout au long de la période allant de 1968 à 1992, c'est bien le zonage et les réseaux répondant aux besoins formulés dès 1968 qui prévalent, qui se sont progressivement mis en place, et qui continuent à s'implanter. Il est certes très difficile de reprendre les choses quand les coups sont partis, l'erreur esthétique et économique de la Tour Montparnasse, immense pylône planté en limite du Paris d'Ancien Régime, est là pour en témoigner. Les urbanistes ont pu outrepasser leur rôle en imposant leurs solutions plus qu'en en débattant seulement, ils ne nient d'ailleurs pas l'autoritarisme de la démarche, considérant que les techniciens de l'urbain sont parfaitement habilités à imposer leur option urbanistique : «procédé qui tend à placer les gens devant le dilemme du tout ou rien; on ne peut lui dénier l'avantage de la rapidité et de l'efficacité même s'il participe d'une certaine politique du fait accompli»⁶. De toute façon, on ne peut faire abstraction des arguments avancés : efficacité, rapidité. Déjà en agissant ainsi, il s'est écoulé trente ans entre la décision initiale de refaire un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Paris, puis de la Région parisienne, enfin de la Région de l'Ile-de-France, et le presque-achèvement de l'ensemble des réseaux d'équipements d'infrastructure prévus et indispensables au bon fonctionnement de l'agglomération. Il est certain que

c'est la seule façon d'avancer en ce domaine, et l'on sait aussi que, de manière plus détournée mais néanmoins permanente, tous ceux qui l'ont voulu ont pu s'exprimer et se faire entendre auprès des urbanistes en charge de cette entreprise d'une génération.

Ce que nous désirons mettre en évidence, c'est que la ville actuelle est une entité, un ensemble social et spatial multifonctionnel, un *hypérisime* équipement qui ne peut qu'obliger les citadins qui le pratiquent à changer la pratique d'appropriation de l'usage de la ville, ce qui ne peut aller sans un stress prolongé et irrémédiablement violent car rien, mais absolument rien, dans le système de valeurs transmis par l'éducation que secrète, à travers tout ce qu'est son corps social, notre société n'est adapté au milieu urbain où nous sommes amenés à vivre désormais dans les métropoles du monde suréquipé.

Il faut donc apprendre à dominer ce nouvel écosystème, il nous faut en acquérir, s'en approprier, le maniement. La seule manière d'y parvenir, c'est en le pratiquant. Or, compte tenu de son immensité, de sa diversité et aussi de son hyperconcentration, nul ne peut s'en approprier toutes les combinaisons, chacun en est réduit à ne posséder que des éléments de ville dispersés en des lieux et sur des lignes au long d'itinéraires d'usagers grégaires. En même temps, cet instinct grégaire simplifie la question, car tout citadin n'a guère plus de trois à quatre itinéraires coutumiers à intégrer à sa géographie existentielle. En contrepartie, il doit, il est vrai, abandonner l'espoir de jouissance d'une unité sociale telle celle que les habitants des petites villes vivaces de l'époque précédente peuvent encore connaître. Les citadins des méga(lo)poles sont désormais des êtres politiques disloqués et parcellisés, dont seul un immense effort culturel, qui est loin d'être possible, pourrait raccommoder le déchirement.

SURVOL D'AUTRES CAS⁷

Les grandes villes modernes des pays riches subissent toutes, peu ou prou, des mutations fonctionnelles et développent de nouvelles formes de production, d'accumulation et de centralisation qui obligent à reconsidérer les idées qu'on s'en fait. Ainsi, «les progrès intervenus dans l'électronique et les télécommunications, la dispersion géographique de la production ainsi que l'expansion et la réorganisation du secteur financier international sont trois facteurs interdépendants qui ont contribué (... à leur restructuration économique...). La dispersion géographique de la production et la réorganisation du secteur financier ont engendré de nouvelles formes de centralisation nécessaires à la gestion et à la régulation du réseau mondial des lieux de production et des marchés financiers».

Cela implique des conséquences spatiales et économiques, notamment le développement de nouvelles activités productrices et de service. Désormais, on constate que l'on tend à l'instauration d'un réseau international et planétaire de grands centres urbains de décision insérant les espaces de production dans ses mailles. L'économie-monde chère à F. Braudel se transforme, ici, en «système-monde» (O. Dollfus). Les mégapoles en sont fortement bouleversées, plus dans leur rôle de

commandement que dans leur apparence et leur usage quotidien. «La transformation spatiale et technique de l'activité économique se manifeste essentiellement par la dissémination des usines, des bureaux et des services, et par l'utilisation croissante des services extrêmement spécialisés, qui va généralement de pair avec le développement de la micro-électronique». Ainsi, New York subit une forte «polarisation des fonctions de direction supérieure et des services» et «la nécessité d'une gestion et d'un contrôle centralisé favorise la croissance des villes comme New York et Los Angeles», ce qui entraîne certains phénomènes de concentration «à mesure que les banques commerciales perdent une part de marché au profit des établissements financiers non bancaires, évolution qui s'accompagne de la transformation de différents types de dettes en instruments négociables et de la mise au point de nouveaux produits financiers (... qui fait ressortir la nécessité...) de regrouper toutes ces activités dans les grands centres financiers». On assiste alors à une «fragmentation spatiale et organisationnelle poussée du processus de travail, qui nécessite une gestion de plus en plus centralisée et complexe, en même temps que des services spécialisés». Soumis à ces nouvelles données, Manhattan accueille 66 % des emplois, mais 89 % des entreprises de finance et 86 % des emplois commerciaux, affirmant sa prépondérance sur l'ensemble new-yorkais.

Tôkyô présente une autre adaptation urbanistique à la réalité du XXI^e siècle. Après une fièvre de construction folle et fort longue, ses habitants redécouvrent son front de mer, ses friches industrielles et qu'il fut un temps où les Japonais aimaient composer les espaces en incorporant à la nature leur art des harmonies paysagères. Cette prise de conscience s'est faite aussi par nécessité de lutter contre la pollution et, parallèlement, par celle d'assurer des lieux de promenade aux habitants de Tôkyô. Mais comme les affaires sont choses sérieuses, ce nouveau regard sur le front de mer de la baie s'accompagne d'un projet de rénovation des quais qui apparaît déjà comme l'un «des plus importants entrepris par le gouvernement et les grandes sociétés commerciales».

Un discours sur les quais sources d'émotion sous-tend cette politique consensuelle. Ainsi, le but affirmé est de «faire renaître la capitale maritime» en sachant qu'il y a aussi beaucoup à apprendre du passé, «de l'époque où la capitale, qui s'appelait encore Edo, était un port de mer prospère. (...) Alors Edo entretenait d'étroites relations non seulement avec les rivières et les canaux qui s'entrecroisaient dans la ville, mais aussi avec l'eau (...) On trouvait là, en grand nombre, des lieux vivants, accueillants et très fréquentés.»

Comme on ne peut revenir au temps d'Edo, c'est un véritable réaménagement du front de mer qui est proposé : «l'occasion nous est donnée aujourd'hui de créer un nouveau type de paysage sur le front de mer, ce qui n'était pas possible à l'époque d'Edo, (... pour lequel les...) ressources aquatiques méritent d'être exploitées à fond.»

Ainsi, les villes excessives, où qu'elles s'étendent dans le monde, en sont à affronter les mêmes problèmes : docks réaménagés de Londres, front de mer recomposé de Tôkyô, quais obsolètes de New York et conversion de Manhattan; ou récupéra-

tion amorcée des friches industrielles parisiennes, avec rééquilibrage régional des zones d'activités tertiaires, construction de dalles et enfouissement des réseaux créant une géographie de l'artifice et donnant une troisième dimension spectaculaire aux anciens sites urbanisés. Ces problèmes ne sont que latents encore dans les concrétions urbaines des pays sous-équipés, quoique certaines de leurs mégapoles soient en passe de devenir des relais, ou des échangeurs, des autoroutes de l'information qui désormais se mettent rapidement en place en une gigantesque toile (*web*) tissée jour après jour. C'est dans les pays suréquipés seulement qu'on en voit les effets les plus artificieux et qu'on peut pour l'instant entreprendre une politique dont les coûts sont désormais fantastiques.

AUTRES RÉPONSES ENVISAGEABLES

Ainsi, dans ces pays fortement structurés, les pouvoirs publics, en identité de vue avec les institutions ayant pignon sur rue (*establishment*), par des recompositions adaptées aux exigences socio-culturelles de leurs populations, remodèlent-ils les lieux urbanisés. Ce sont des réponses qui se veulent spécifiques (et, à cette échelle, le sont) traitant chaque ville considérée comme un tout constitué d'espaces et de fonctions sociales segmentés mais indissociables et à traiter solidairement. De cette façon fut notamment élaboré le SDAU de l'agglomération parisienne. C'est là une réponse technique lourde, luxueuse (c'est-à-dire hors de portée de villes aux revenus très limités et aléatoires), imposant une adaptation sociale difficile à cause du réapprentissage de l'usage de certains segments et certaines fonctions de l'espace urbain. On peut se demander si elle est totalement pertinente, ou plutôt à quelle pertinence elle répond. En tout cas, l'exclusion conséquente qui règne dans les villes du Nord, d'Amérique et d'Europe occidentale, régions qui semblaient avoir enfin acquis depuis la deuxième guerre mondiale une relative harmonie, ou à tout le moins établi des situations économiques et socio-culturelles acceptables, disqualifie quelque peu cette réponse et doit imposer aux responsables politiques une modeste conscience (quand ils en ont une, évidemment) et aux urbanistes doute et modestie. Bien évidemment, la technicité du fonctionnement de l'espace urbain est maîtrisée, mais la citoyenneté n'est pas intégrée aux modèles proposés, encore moins à leur mise en œuvre. Comme si l'énormité de l'entreprise en coûts, volume et durée en excluait les élus garant du *politikôn* qui n'apparaissent le plus souvent que comme des sortes de suiveurs sans véritable culture urbanistique et, de ce fait, abandonnant leur pouvoir de décider aux seuls maîtres de la *technê*. C'est d'ailleurs bien ce qui est dénoncé régulièrement et que les technocrates, en toute connaissance, estiment néanmoins nécessaire : « ... Procédé qui tend à placer les gens devant le dilemme du tout ou rien; on ne peut lui dénier l'avantage de la rapidité et de l'efficacité même s'il participe d'une certaine politique du fait accompli... » (cf. note 5).

Il s'agit là d'un étonnant phénomène de société dont aucun des acteurs n'est délibérément partie prenante mais auquel chacun d'eux participe, inéluctablement, sans vraiment délibérer quoique sachant qu'on ne peut sans casse — dont per-

sonne ne veut prendre la responsabilité — modifier significativement le système qui commande. Nous sommes au temps des réseaux contraignants qui obligent à participer sans se trop poser de questions ou à être évincé d'un sociosystème totalitaire et pervers qui, sous contrôle, accueille encore ses adeptes et, croit-on, les assure d'être pris en considération. L'absence (le refus?) d'alternative implique une autre attitude politique porteuse d'une remise en question sociétale fondamentale qui, révolutionnaire, radicaliserait les enjeux et changerait les options, ce qui ne peut que faire peur à ceux qui en profitent. Or, en nos sociétés « occidentales » presque tous possèdent un minimum suffisant pour désirer le conserver sinon l'augmenter, ou ont un espoir tenace de bientôt accéder à ce minimum. Les exclus, quoiqu'en croissance persistante, restent très dispersés, isolés ou marginalisés, ce qui les empêche d'atteindre le seuil d'une intolérance déclenchant des troubles majeurs. Davantage, la construction de nombreux lotissements a piégé une foule de citoyens sans revenus conséquents, qui ont vécu à crédit et se trouvent en état de précarité parce qu'ils sont des propriétaires endettés, donc sous contrôle des prêteurs institutionnels. « On a mis des gens sans revenus, sans emploi et contre leur accord en des "cités" immenses, comme à la Courneuve. On a permis l'achat de maisons individuelles. Les gens croyaient acheter le paradis et c'est l'enfer à crédit qu'ils se paient. (...) Il faut leur redonner le droit commun. (... Le problème qui se pose désormais est) comment réinsérer tous ces fragments dans un ensemble... »⁸. Ainsi, la modernisation et l'adaptation du territoire parisien (Paris et, plus que sa banlieue, la totalité de la région Ile-de-France) répondent aux besoins du plus grand nombre, satisfaisant aux critères cybernétiques et donc économiques. Le bien-être citadin du plus grand nombre en est amélioré, mais son impact incontestablement positif ne va pas plus loin. Indéniablement, il y a une réponse urbanistique adéquate, mais, en revanche, la dimension socio-culturelle, qui a nécessairement aussi un caractère économique, se situe très en-deçà de la satisfaction individuelle ou communautaire d'une forte proportion des habitants. Certes, les textes de loi et les réglementations concernant l'accès et la qualité de l'habitat témoignent du souci des politiques de ne pas ignorer les réalités économiques des gens jouissant de revenus médiocres. Cependant, ces lois et règlements ont les limites que le contrôle démocratique impose. Bien que faites pour tous, elles établissent le cadre des actions et transactions sans interdire, évidemment, la liberté des actes commerciaux qu'au contraire elles garantissent en les moralisant. Elles ne peuvent empêcher l'agressivité du marché qui profite des conditions d'accès au logement pour proposer des formules, encouragées très souvent, de crédits qui mettent la frange inférieure des populations-cibles en difficulté grave au moindre retournement de tendance de l'économie. Ce retournement s'est produit, jetant nombre de ménages dans la précarité et confisquant ainsi leur espoir d'avoir un chez-soi, espoir qui avait pris la dimension d'un droit dès l'instant où ils étaient entrés dans un processus financier de paiement à terme de leur logement.

Au risque de paraître un peu archaïque, on peut, sans abus de langage, dire que la mise en œuvre du nouveau schéma directeur, tout en modernisant l'agglomération parisienne avec compétence et intelligence, n'a supprimé ni la ségrégation spatiale, ni l'urbanisme de classe. C'est que les urbanistes ont un pouvoir sur la facture et les modes d'implantation des réseaux et sur le fonctionnement des espaces

publics et privés d'usage collectif, les juristes ont un pouvoir d'accompagnement susceptible d'adapter le droit aux nouveaux usages, l'administration centrale, régionale ou municipale a pour raison et pour mission d'assurer le fonctionnement de ce capital constamment réacommodé, c'est-à-dire de favoriser l'insertion citoyenne de l'ensemble des usagers de la ville, qui de leur côté doivent agir dans la citoyenneté qui est la garantie que chacun apporte à l'exercice de la citoyenneté. Mais là s'arrête la compétence de ces acteurs publics.

Le problème est ailleurs. Il se situe plus dans un choix que l'on a longtemps cru de société, mais qui apparaît davantage chaque jour comme un choix de civilisation accentuant et amplifiant le phénomène du sous-développement dont il semble qu'aujourd'hui on ait banalisé la barbarie, ce qui est beaucoup plus grave. Dès lors, est-ce aux urbanistes à répondre à cette situation? Il est tellement facile d'incriminer les réalisations urbanistiques parce que vingt ans après elles ne sont plus adaptées. Et, en vérité, l'excès de technocratie a souvent évacué le dialogue, mais cela n'a pu se faire que par incompétence, laxisme, ou démission (ce qui revient au même) des responsables politiques. Tout rejeter sur les technocrates, qui ont probablement le tort d'avoir trop fréquemment mis en dérivaison leur conscience citoyenne parce que le système, en France ou ailleurs, leur donne un pouvoir qu'ils n'auraient jamais dû avoir, évite de considérer la dimension politique et économique qui seule pourrait résoudre les exclusions typiquement urbaines qui, par perte d'emploi, donc de revenus réguliers, et d'un lieu personnalisé et approprié, créent des foyers d'incertitude, de désarroi, de délinquance à l'intérieur des mégapoles. Ces foyers qui, sans être le principal de la révolution urbaine que nous vivons, en sont l'aspect le plus inacceptable et le moins justifiable, imposent de reconsidérer l'urbanisme qui semble avoir perdu la dimension de haute sociabilité confortée par la réalisation des modes de composition urbaine qu'il assurait. Les citoyens alors, se plaît-on à croire, participaient sans y penser au maintien des forces qui soudaient la société dans laquelle ils vivaient, comportement que l'on désigne désormais sous le nom de convivialité et que nous utilisons comme l'expression du désir de rétablir dans la permanence une sorte de bonheur de vivre qu'on aurait abandonné. Mais c'est là une illusion rousseauiste. Il est plus exact de noter que le croît démographique, l'accélération de l'urbanisation et la mondialisation ont imposé des changements d'échelle que l'urbanisme a dû accepter, ce qui n'a pu se faire qu'en redéfinissant les missions de chaque acteur de la construction sans cesse poursuivie et adaptée des villes. C'est ainsi que la gestion de l'espace et du fonctionnement des réseaux, infrastructures et équipements reste du ressort des urbanistes, mais est dissociée des pratiques sociales de la ville dont ces mêmes urbanistes ne peuvent que modeler le cadre d'exercice.

Une des conséquences de ce constat, c'est l'impérieuse obligation de replacer l'homme au centre et de lui soumettre son environnement construit ou à construire, mission essentiellement citoyenne et politique. Les institutions de l'Attique n'ont jamais cessé d'être une référence démocratique, le *politikôn* et la *civitas*, à savoir l'organisation géographique des territoires habités et mis en valeur couplée avec le fonctionnement de l'assemblée des citoyens, demeurent une nécessité. Celui qui prétend étudier la ville, surtout les mégapoles, ne doit pas se tromper dans

la hiérarchie et la progression de ses approches : plutôt que de vouloir à tout prix saisir la ville comme une entité géographique et minéralisée, démarche que nous avons tentée en préliminaire de notre réflexion et encore fortement recherchée dans le chapitre précédent, il doit faire un détour sans équivoque qui permette de relancer le questionnement préalable aux actions d'urbanisme à entreprendre. Certes, la description géographique initiale du phénomène reste une première étape logique qui ne doit être évitée. On découvre ainsi les acquis et les données combinés producteurs d'un milieu balisé de signifiants qui forment et structurent l'espace. Ces signifiants traduisent des forces sociales, non saisissables par l'analyse géographique, auxquelles il faut donner du sens. Ce qui ne se peut sans, impérativement et dans le même mouvement, entreprendre une investigation sociologique mâtinée d'économie afin de bien saisir les altérations et accommodations mutuelles que chacun des regards portés permet de mettre en évidence. On s'aperçoit alors que la sociologie et l'économie éclairent les motivations des habitants, la mise en œuvre de l'exercice de leur citoyenneté, mais sont très loin de suffire à leur explication. C'est pourquoi il faut alors revenir au regard d'autres témoins qui doivent, en spatialisant les phénomènes significatifs, introduire des corrélations dont l'espace est un élément d'évaluation majeur, et ainsi étalonner la validité des approches conjuguées des sociologues et des économistes, les confirmant ou bien en singularisant les contradictions et les divergences. Cette dialectique espace/société enclenche de nouvelles interrogations (problématique) et réclame la mise au point d'une méthodologie qui permette de reprendre le constat premier selon un regard à chaque retour mieux averti.

Naturellement, ce n'est pas parce que nous avons choisi de nous attarder sur le cas parisien dont on connaît bien les étapes de réflexion, d'études et de mise en œuvre, qu'il faut en faire un dogme. En urbanisme, l'avenir appartient à ceux qui ont su diversifier leurs connaissances à travers de multiples exemples et su transcender leur culture sans l'oublier cependant. Il suffit de savoir que ce que l'on imagine, ordonne en ses pensées et fait, porte toujours le biais systématique d'une éducation qui n'est une qualité que si elle permet à celui qui l'a reçue de l'accepter en la mettant en perspective. Dans cet esprit, l'analyse critique que l'on peut faire de la réponse urbanistique apportée pour l'aménagement de l'agglomération parisienne est partiellement transposable, c'est le cas de l'enfouissement de certains équipements commerciaux ou de réseaux de transports collectifs et de son corollaire, la reconquête d'espace ouvert. Cependant, la création de villes nouvelles, le remodelage de certains quartiers (la Glacière, la Place d'Italie, Gare de Lyon, Bercy, la Villette, la Bastille) ou encore la reprise, en divers points de la banlieue, des friches industrielles font référence à des spécificités qui n'obéissent pas qu'à des aspects techniques, mais sont également fort impliquées dans la vie sociale de la capitale française.

Quoi qu'il en soit, ne pas se laisser posséder (déposséder ?) par des modèles venus d'ailleurs, évidemment toujours possibles, demande plus que persévérance, diversité d'approches disciplinaires et organisation rationnelle de la pensée. Or, si l'on ne veut pas que les mégapoles deviennent à terme des chaudrons où se concoctent les conflits du XXI^e siècle, nous pensons qu'il faudra tout de même arriver à

sortir de la spirale néo-libérale (névrotico-libérale?) qui actuellement oriente le devenir du monde et qui n'a comme doctrine que de confier au marché le soin de régler (réguler, disent-ils) les inégalités déstabilisatrices des sociétés urbaines qui regrouperont, sous peu, plus des quatre cinquièmes de la population mondiale.

OÙ IL FAUT S'ÉLOIGNER LE TEMPS DE QUELQUES PARAGRAPHE DE LA SEULE RÉFLEXION URBANISTIQUE

C'est bien là qu'est la question désormais. Les urbanistes connaissent leurs limites : ils savent créer, modifier ou aménager le cadre dans lequel s'exprime et s'accomplit la vie urbaine, mais ils ne peuvent en maîtriser l'usage. Celui-ci ne dépend que des acteurs et actants qui pratiquent la ville. Ces urbains, de leur côté, ne peuvent vraiment s'approprier l'usage de leur cadre de vie que s'ils disposent d'un minimum de moyens d'échanges dont on sait qu'encore, pour le moment et probablement pour longtemps, ils se fondent sur un pouvoir d'achat lui-même nourri par une quelconque forme de production de biens ou de services. Or, de cette possibilité sont évincés les sans emploi et, même, ceux qui n'ont que des emplois assurant à peine la reproduction de la force de travail qu'ils assurent. Un cycle s'achève, nous voilà repartis pour un tour, un grand tour : un kondratief.

En effet, il a fallu plus de 150 ans entre l'arrivée de la mécanisation par la force de la vapeur qui a enclenché la première révolution industrielle provocatrice d'un exode rural et de migrations internationales alors sans précédent, et le moment où la société a enfin pu régler à peu près complètement son fonctionnement dans les pays qui promurent cette révolution. Les « trente glorieuses » de l'après deuxième guerre mondiale en furent la dernière expression sociétale de référence. Il aura fallu, en Europe occidentale, trois guerres dont deux dites mondiales, une conquête coloniale aussi violente que civilisatrice (deux aspects de la même histoire!), des luttes sociales meurtrières suivies de guerre de décolonisation, après un temps de paix et d'échanges profitables à chacun, des formes nouvelles d'asservissement moult fois dénoncées, un aménagement des temps de travail, la reconnaissance des droits des gens, l'élaboration de systèmes de gouvernement appropriés et, fruit lent à mûrir et aux multiples apparences, un corpus de lois non seulement édictées mais également respectées. Et puis, la révolution cybernétique vient tout bouleverser, mondialiser, globaliser, « libéraliser », c'est-à-dire tout remettre en question au nom de la productivité et de lois du marché, soi-disant inévitables et indiscutables. Voilà le retour au XVIII^e siècle européen. Comme si les citoyens n'avaient pas établi des règles pour déléguer à l'État et aux collectivités régionales, locales et autres le soin de gérer en leur nom ce qu'aucun ne peut gérer seul ! On dérégule en parlant de trop d'État, mais on entend en fait trop de pouvoir collectif émanation des citoyens assemblés, donc contrôlé par eux et pouvant s'opposer à la liberté individuelle quand celle-ci va gravement et significativement à l'encontre de l'intérêt général. Au nom d'un libéralisme apparemment tolérant, mais très sélectif et perversement liberticide en ses argumentations, il faut à nouveau que chacun lutte selon ses seules forces face aux tenanciers circonstanciels des

moyens de production sources de ce pouvoir d'achat si nécessaire à l'exercice de citoyenneté et, sans tant de grands mots, à la vie quotidienne décente des citoyens.

À ce point de l'histoire de la société, l'urbaniste peut continuer, dans la mesure où on le lui demande, à proposer des aménagements de l'espace urbain, à imaginer des règles adaptées au mieux à la gouvernance autant des petites et moyennes villes que des très grandes que nous appelons depuis peu des mégapoles. Il ne peut rien de plus. Ce n'est pas vers lui qu'il faut se tourner pour régler les problèmes d'intégration et d'insertion des urbains marginalisés, sans emploi, sans domicile fixe et finalement sans capacité d'exercer des droits qui leur sont pourtant assez souvent reconnus officiellement sur le papier.

UNE REMISE EN QUESTION FONDAMENTALE DE L'ORGANISATION POLITIQUE DES ESPACES URBANISÉS ET DES RÉGIONS DÉPENDANT ÉTROITEMENT DE LEUR COMMANDEMENT

On en revient aux commencements : les urbanistes, désormais, connaissent bien leur affaire, les techniques d'aménagement sont au point, mais, corollaire de cette situation, la technocratie a pris le pas sur le politique. Il faut redonner sa place au *politikön* et retrouver les vertus de la *civitas* pour que les citoyens, qui n'auraient jamais dû l'abandonner, reprennent le pouvoir. Ils doivent pour cela remettre en cause le confort de leurs institutions ainsi que l'organisation géographique et sociologique qu'elles cautionnent.

Prenons le cas français : le problème majeur des villes, si tant est que ce fut réellement de savoir quel urbanisme adopté, ce qu'ont cru la plupart des maires depuis bien longtemps, s'est déplacé. Les urbanistes — architectes, ingénieurs, géographes, juristes, sociologues et d'autres travaillant en équipe, ce qui nous fait dire que l'urbaniste n'est qu'un être virtuel composé de tous ceux-là — savent organiser l'espace en réponse aux besoins exprimés par les politiques qui en ont la charge et avec l'appui d'enquêtes touchant à tous les thèmes qui doivent être pris en compte dans l'expression de leurs projets. Il fut un temps où, d'eux, on attendait toutes les réponses. Ils les ont fournies et mises en œuvre. Les populations que ces réalisations devaient servir s'en trouvent globalement satisfaites. Pourtant, il y a de plus en plus de personnes (1 %?, 2 %?, 10 %?, difficile à dire !) qui s'en sentent plus ou moins dépossédées ou, dès le départ, exclues.

C'est qu'il ne s'est jamais uniquement agi d'une question technique. Seulement, tant que les villes furent assez petites et les points forts de régions culturellement homogènes, avec une grande capacité autarcique, la dimension humaine de leurs problèmes se résolvait dans l'exercice même de leur vie courante. Ce schéma, qui fut toujours peu ou prou contredit dans les grandes villes, se trouve aujourd'hui définitivement obsolète pour toutes. Une quelconque société urbaine ne génère plus ses us mais, sous la pression économique entretenue par la recherche obsessionnelle de la productivité et orchestrée par les médias, les remplace par des mo-

des proposées comme des marchandises changeantes qu'elle ne peut ni refuser, ni maîtriser. Elle se soumet ainsi au pouvoir discrétionnaire du marché, soit à travers les exigences de l'autorité politique instituée qui ne peut en faire l'impasse, soit directement, par simple et facile commodité ressentie comme une obligation. L'opinion publique commune, manipulée par la publicité, caisse de résonance de la rentabilité, génère de ce fait l'a-culture. Car la culture, denrée de peu de valeur marchande et à grand pouvoir de nuisance pour l'enrichissement fondé sur des oligopoles qui ont besoin d'une pensée unique pour se maintenir, n'est ni quantifiable, ni prévisible dans ses effets, et encore moins maîtrisable. Elle est donc délibérément exclue du discours orchestré par ceux qui se sont approprié le marché de l'information. Celui-ci vante plutôt l'individualisme et la possibilité de le satisfaire pour qui a des revenus accessibles, et néanmoins suffisants, et n'a d'autres ambitions que sa villa «Sam Suffit» augmentée de moyens raisonnables de paraître auprès de ses semblables au sein de cet enfermement social confortable accepté par eux et considéré comme le bien être suprême.

Mais déjà la jouissance de cet hédonisme de la médiocrité satisfaite se trouve confrontée aux risques qui se lèvent de le voir fortement ébranlé, au point de devenir moralement insupportable car, curieusement, l'individualisme prôné est nourri de grandes déclarations généreuses qui portent leur perversion : la mauvaise conscience. En effet, ceux que les circonstances n'ont pas mis en situation d'accéder à ce nirvâna de la «repaissance»⁹, parce que la société en marge de laquelle ils se trouvent ou dont ils s'estiment de plus en plus délibérément (de leur point de vue) rejetés, se font entendre : ils revendiquent leurs droits, et de ceux-ci le premier, celui d'appartenance, qui conditionne la reconnaissance de la valeur de leur existence, qu'on pourrait aussi appeler la reconnaissance de leur dignité. Cependant, à cause de l'amoindrissement des références communautaires qui étaient pour eux, souvent à leur insu et comme allant de soi, une sorte de sécurité minimale, ils ont peu d'espoir d'être reconnus.

Un propos de Benjamin R. Barber exprime assez bien cela en quelques phrases : «Les marchés sont contractuels plutôt que communautaires. Ils flattent notre ego individuel mais laissent insatisfaite notre aspiration au bien commun. Ils offrent des produits durables et des rêves éphémères, mais ne créent pas d'identité ou d'adhésion collective. C'est ainsi qu'ils ouvrent la voie à des formes identitaires et non démocratiques comme le tribalisme. Si nous ne pouvons garantir aux communautés démocratique l'expression de leur besoin d'appartenance, des communautés non démocratiques rempliront le vide ainsi créé, au détriment de la liberté et de l'égalité (...).

Le marché assure à ceux qui en ont les moyens les biens qu'ils désirent, mais pas les vies auxquelles ils aspirent; la prospérité pour quelques-uns, le désespoir pour beaucoup, et la dignité pour personne.»¹⁰

Nous mettrons une nuance de taille à cette dernière assertion. Dans nos sociétés, nord-américaine (USA, Canada) ou ouest-européenne, la prospérité est distribuée à plus que «quelques-uns», le désespoir n'est partagé qu'entre les gens les plus informés lorsqu'ils sont aussi les plus intrinsèquement généreux parmi les prospères

et les exclus de cette prospérité, la dignité n'est que la revendication de ceux qui sont envahis par le désespoir, amenés à cet état par leur science et leur conscience ou par leur misère, pour les autres, la satisfaction de leur réussite individuelle, voire sociale parmi leurs pairs, les dispense du désir de la dignité.

Cette situation, où l'exclusion est devenue un état dont on disserte chaque jour dans la presse et sur les écrans, va de pair avec la démission des pouvoirs institués qui, progressivement, gomme quasi un siècle et demi de luttes sociales dures dont les justes causes ne sont pas remises en question pour autant, mais seulement négligées. Car les transformations des sociétés prises dans le mouvement de la mondialisation des échanges ont, par la restructuration du capitalisme et l'ouverture des frontières, affaibli le rôle des pouvoirs institués. Par une formidable démission des nations, représentées par leurs élus ou leurs despotes, rien ne semble pour l'instant pouvoir s'opposer à ce mouvement. Ce constat est clairement exposé par de nombreux auteurs, notamment des économistes dont on sait que ce sont ceux de leur confrérie qui ont le plus agi pour théoriser, et ainsi établir en la justifiant, la conquête planétaire de ce marché aux innombrables facettes, mais à l'unique pensée. Promouvoir partout une productivité à fort rendement, sans autres règles que d'assurer l'efficacité exclusive des échanges financièrement rentables, constitue désormais la totalité de la philosophie politique de ceux qui actionnent le mouvement des échanges planétaires. Si on admet la réalité de ce pouvoir contraignant, extrêmement difficile à contrebalancer, pour que sur le territoire que chaque nation est en droit de gouverner selon ses mœurs, ses us et ses lois, il n'interfère qu'avec l'assentiment et en harmonie avec la culture des citoyens qui se réclament de cette nation, c'est sur cette puissance qu'il faut agir pour que les pouvoirs institutionnels mis en situation par les citoyens de ces nations puissent retrouver une capacité de contrôle et de régulation pour le profit de tous.

Or, les effets de cette nouvelle situation, déjà plus triomphante que seulement émergente, se manifestent d'abord dans les villes importantes (agglomérations, conurbations, métropoles, mégapoles, gigapoles, métapoles, mégapoles, etc.) et sur les possibilités d'action de leur gouvernement. La déstabilisation qui en résulte a des répercussions économiques et politiques qui rendent nécessaire que l'on reconsidère les ordres urbains et territoriaux.

Dès lors, comment faire face à cette nouvelle donne planétaire? C'est en cet endroit de la réflexion géopolitique qu'une analyse claire de la recomposition de l'urbain et des territoires qui en dépendent se justifie pour aboutir à une re-formulation des significations politiques, économiques, sociales et sociétales de l'urbanisation.

B.J. Barber, dans la logique de sa réflexion, en vient à observer que «les quelques vingt-six mille organisations internationales ne sont pas de taille à lutter contre les cinq cents premières firmes multinationales de Mc World recensées par le magazine américain *Fortune*». C'est dire que si l'ensemble des multinationales qui ont une implantation mondiale, quoiqu'en concurrence totale, installent par leur stratégie une pratique convergente de mépris des pouvoirs nationaux institués, ce qui semble le cas si l'on en juge par la tentative avortée du projet de création de l'Ac-

cord multilatéral sur l'investissement (AMI), il deviendra de plus en plus impossible d'échapper à ce nouvel ordre qui, sous la dénomination de mondialisation, ou une autre encore plus explicite, « libéralisme absolu » (qui signifie, en fait et très paradoxalement, « libéralisme totalitaire »), par exemple, marquera alors l'histoire comme le firent la féodalité, les monarchies absolues ou le communisme totalitaire.

Garder un contrôle démocratique impose de prendre en compte l'exercice des forces de civilité en présence, celles omniprésentes et conflictuelles des pouvoirs établis et institutionnalisés face aux jeux des échanges internationaux et des marchés financiers, et celles, minorées, voire ignorées, des pouvoirs locaux et de la société civile. Ce qui revient à renforcer les institutions les plus en phase avec les citoyens et à accorder davantage d'importance aux entités sociales suscitées par les populations, surtout citadines, elles-mêmes. Cela implique la transformation des pouvoirs et des territoires, l'émergence d'autres formes d'organisation territoriale pensées, elles aussi, à l'échelle internationale, voire mondiale.

Il faut rechercher auprès des municipalités qui le pratiquent au quotidien, cet exercice, à ce jour non remis en question, de la démocratie directe. En effet, le pouvoir municipal est l'émanation la plus directe de la démocratie. Il n'existe que pour et par les populations rassemblées au sein d'une commune. La situation peut se résumer ainsi : une population et un territoire, une entité administrative simple, une municipalité et un conseil municipal, un pouvoir politique, des capacités d'action ; pas de population, un territoire à l'abandon, donc revendiqué par d'autres, disparition de l'entité administrative, pas de pouvoir politique, pas de capacité d'action. En conséquence, l'existence d'une très grande ville signifie un vaste territoire, une municipalité importante, un conseil municipal puissant. Et une région en périphérie et en complémentarité de cette ville.

Il n'en est pas de même des États, qui abritent certes des grandes villes, mais n'appliquent que très imparfaitement leur politique et n'ont guère le pouvoir de les gérer. En charge de la gestion globale d'un territoire national, le rôle assigné à leur gouvernement le contraint à sans cesse négocier, avec d'autres puissances de même type, leurs droits et devoirs réciproques. Ce qui s'est plutôt bien passé pendant des générations. Seulement, voilà que maintenant un pouvoir insaisissable, car non contrôlé par les nations sur lesquelles pèsent ses décisions et l'exercice de ses actions financières et mercantiles, vient superviser le mouvement des échanges internationaux sans qu'aucun pouvoir démocratique puisse lui imposer des règles de bonne conduite. Et s'il est officiellement contrôlé par les nations, comme la Commission Européenne de Bruxelles, qui a reçu un blanc-seing des gouvernements des pays de l'Union, il peut normaliser et réglementer à tout va, sans qu'une assemblée d'élus, pour l'UE l'Assemblée Européenne, puisse lui demander des comptes. Il peut donc altérer, et à l'extrême sacrifier, les conditions décentes d'existence d'une partie de plus en plus conséquente des citoyens au prétexte d'assurer le bien-être des autres, à condition qu'ils se soumettent aux manières de faire de ce pouvoir qui n'a, le plus souvent, de comptes à rendre qu'à lui-même. Les États, et les citoyens de ce fait, perdent ainsi une part de leur liberté d'agir sans es-

poir à terme de la retrouver. À moins que le rôle des gouvernements centraux soit reconsidéré et les responsabilités nationales redistribuées.

C'est là, en France tout au moins, qu'après que des siècles de centralisme monarchique et/ou jacobin les aient réduites à des rôles subalternes, les métropoles, souvent des mégapoles, réapparaissent. En effet, tandis que le pouvoir des États, échappant à leurs gouvernants, s'amointrit avec, d'une part, l'avènement d'une Europe Unie extrêmement normative, d'autre part, une mondialisation ultra-libérale et dérégulatrice, c'est-à-dire a-normative, celui des très grandes villes, ou mieux des communautés urbaines qui régissent de plus en plus des agrégats « conurbés » de villes de toutes les tailles, se renforce. Il y a certainement à cela une quantité de bonnes raisons fondamentales et conjoncturelles. Nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion de les recenser et de les étudier précisément. Mais deux séries d'arguments y tiennent de toutes façons leur place : elles sont généralement capitale de région, leur poids économique, culturel, social, sur l'organisation et la gestion des ressources géographiquement proches est immédiat ; ceux qui les gèrent, que ce soit la ville, la communauté urbaine ou la région, sont élus pour assurer cette fonction de gestion et, proches physiquement, culturellement, politiquement, de leurs électeurs, elles sont soumises à une démocratie très directe, ayant peu d'intermédiaires entre citoyens concitoyens, et gouvernants. De ce fait, leur contrôle en est plus étroit, les excès de la mondialisation moins périlleux. Car si l'on peut délocaliser une entreprise, « internetiser » à outrance un service, on ne peut aussi aisément délocaliser une population de producteurs, de fournisseurs de services et de consommateurs d'une région et de ses villes, dont sa métropole. Il y aura toujours, sur place, un potentiel opérationnel connu, considérable et bien identifié, ainsi qu'un volant d'activités lucratives dérivées de celui-ci et rattachées à celles-là. En outre, les besoins et les moyens pour les atteindre sont mieux connus et maîtrisables à l'échelle citadine ou régionale, donc moins faciles à déstabiliser. Ce qui veut dire que l'exclusion d'une partie de la population doit y être moins vive.

C'est du moins une réflexion que l'on peut se faire *a priori*. Mais ce serait tomber dans l'angélisme que de la prendre pour argent comptant, en croyant ou feignant de croire que les maux nationaux ou internationaux cessent d'exister dès lors qu'on songe à les traiter à l'échelon local ou régional. Aussi, ce n'est pas ce que nous disons. Nous pensons, cependant, que c'est à l'échelle des grandes villes et de leur région qu'il faut désormais penser le gouvernement du territoire et de ses ressortissants. Ce qui veut dire que le poids politique des villes, indissociables de leur région, devrait être renforcé, la gestion de leur territoire soumis à un nouvel ordre démocratique. Notamment, des accords d'échanges, avec une réglementation appropriée édictée pour les favoriser, pourraient être passés à l'intérieur de chaque ville (ou région dépendante de cette ville) ou entre elles (et leur région), que celles-ci soient sur le même territoire national ou sur un autre, européen par exemple, mais pas nécessairement. C'est bien ce qui se fait déjà, mais sans que ces accords soient considérés au même titre et avec les mêmes obligations que des accords étatiques bilatéraux et internationaux.

C'est dans le même sens, sinon dans le même esprit, que P. Haeringer écrit que «dans le même temps, les villes de l'Europe occidentale luttent pour conserver un rôle dans l'économie mondialisée : une petite part du commandement et des bénéfices, mais surtout, coûte que coûte, une masse salariale significative. Malgré cette détermination et en dépit d'une relative félicité due à un *a priori* plutôt favorable des investisseurs, l'Europe assiste à une lente érosion du salariat industriel, mal compensée par l'hégémonie grandissante du secteur des services. Le secteur public, aussi, se rétrécit. Pourtant, ni les vallées urbanisées de la moyenne Angleterre, ni les plaines rhénanes, ni le delta rhodanien ne perdent leurs citoyens.»¹¹ Ce qui signifie clairement que, si les États acceptent *volens nolens* de s'allier en de super-puissances économiques et interétatiques (Union Européenne, Accord de Libre Échange d'Amérique du Nord, Mercosur, par exemple), paradoxalement, les grandes villes et parfois leur arrière-pays s'en trouvent fortement dynamisées, le principe de subsidiarité étant en parfaite cohérence avec la réalité quotidienne d'un pouvoir urbain, municipal ou d'une communauté urbaine et contrebalancé par les forces de civilité que représentent les émanations culturelles, sociales et politiques des mouvements citoyens. Ainsi, leur puissance politique tend à s'en trouver renforcée.

Le même auteur ajoute : «Appliquée aux "multitudes" du Sud, la réflexion sur l'économie informelle conduit à identifier au minimum une "autre" logique économique — inféodée ou non à l'économie dominante —, ou plus largement un autre monde urbain. Appliquée aux sociétés occidentales, cette réflexion renvoie à la fin du salariat, voire à la fin du travail, donc aussi à un autre monde non pas exotique, mais futuriste.»

Notre réflexion va dans le même sens, mais par une inclination qui incite à rechercher quelques pistes concrètes pour répondre aux pressions impérieuses, déjà très perceptibles, qu'elle suscite, plutôt qu'à théoriser sur cette nouvelle donne mondiale (quoique non globale) dont l'attitude de plus de trois milliards d'humains qui organisent leur philosophie et leur vie hors de ces circuits, dénonce l'escroquerie.

Ainsi, on peut sans peine imaginer que soit dynamisé un réseau européen tel, à la Renaissance, celui des villes hanséatiques qui était d'ailleurs déjà supra-étatique, en ne le confiant plus aux banquiers et aux marchands cette fois-ci, mais aux citoyens, la plupart du temps également citoyens, qui ainsi assureront un contrôle démocratique sur les banquiers et marchands (qui ne peuvent, bien évidemment, être négligés) car un pouvoir de coercition est plus aisé à exercer à cette échelle géographique (la ville et la région) et au cœur de ce système d'échanges (le réseau de villes métropoles douées d'une forte autonomie politique et d'action), face aux excès des pouvoirs du marché dénoncés, entre autres, par Benjamin R. Barber.

Nous ne voulons, ici, qu'émettre une autre manière de voir qui ne sera utopique que dans la mesure où les pouvoirs installés, si défailants soient-ils, refuseront de se convertir à cette nouvelle donne du siècle finissant : l'érosion du pouvoir des États, le renforcement de celui des villes, surtout si ce sont des métropoles...

C'est d'ailleurs une opinion que d'autres chercheurs émettent également sans que les options et, finalement, les propositions conséquentes soient de même nature, ni de même ordre. Voici ce qu'en dit Pierre Veltz, économiste et chercheur : « Et les relations traditionnelles entre les pôles urbains et leurs périphéries voient leur importance décliner au profit d'un fonctionnement en réseau horizontal entre les pôles. Dans cette "économie d'archipel", il n'est pas rare de trouver des capitales régionales ou nationales en pleine expansion au sein de régions ou de pays en récession. (...) La tentation est grande, pour les zones urbaines les plus développées, de faire bande à part, dès lors qu'elles perçoivent leurs périphéries comme une charge et non plus comme un complément utile... »¹². On ne peut que reconnaître la vérité de ce propos. Cependant, l'article cité ne prend en compte que l'unique dimension d'une certaine économie fondée sur le marché. Il y est question de métropoles, de concurrence globalisée, de firmes, de cyberspace et de vitesse, etc. Un discours convenu très dans le vent. Mais, nulle part, il n'y est parlé de territoire, de citoyens, de citoyens, seulement de pôles urbains, de main-d'œuvre, de travailleurs, de salariés et de clients. De responsabilité, uniquement dans les mains des firmes, il n'est question que de manière détournée, dans les effets des stratégies adoptées par les firmes en question. Ceci traduit sinon une inconscience, du moins un refus, des dimensions politiques et sociales. Sans nul doute, l'auteur ne les ignore pas, cependant son article en fait une totale impasse.

Notre souhait de voir les métropoles et leur région tenir le rôle politique qui devrait être le leur n'est pas formulé dans le même esprit que l'analyse, tout à fait objective, de P. Veltz. Nous pensons qu'on ne peut continuer à ignorer que les villes ne sont pas que des « gigantesque(s) commutateur(s) », des « milieux entrepreneuriaux » et des « marchés du travail », termes mis en avant par l'auteur, mais d'abord des lieux de forte concentration de personnes contraintes de vivre en communauté, que ça leur plaise ou non. C'est cette dimension « philosophique » qui doit primer sur toute autre. Certes, l'économie ne peut être ignorée, mais doit-ce n'être que celle du marché ?

RÉPONSE IMAGINAIRE AU CHOC DU FUTUR PORTÉ PAR LES MÉGAPOLÉS EN DEVENIR

En conclusion, qui n'en est pas une, de cette longue réflexion qui nous a menés des urbanistes livrés à eux-mêmes à ceux qui s'emparèrent de la ville pour la façonner à leurs certitudes, puis à la nécessité de trouver d'autres voies démocratique pour gérer les villes en tentant de décriper certaines situations économiques et sociales intenables, nous savons qu'inéluctablement le progrès technique et relationnel, qui fait de la noosphère une réalité que Teilhard de Chardin n'aurait pu imaginer, ne peut s'accomplir sans une régression sociale gigantesque qui nous renvoie aux solutions du XVIII^e siècle, quand chaque paroisse avait ses pauvres attirés et assistés et qu'à Paris, Londres ou Liverpool, plus d'un actif sur deux était réduit à la charité publique et à la mendicité. Le problème est récurrent, si on s'en réfère à J.J. Rousseau¹³ qui a écrit beaucoup de sottises mais a su aussi, dès le siècle des Lumières, mettre l'accent sur un comportement qui n'a pas fini de com-

mettre des dégâts innommables : «Or, quand les héritages se furent accrus en nombre et en étendue au point de couvrir le sol entier et de se toucher tous, les uns ne purent plus s'agrandir qu'aux dépens des autres, et les surnuméraires que la faiblesse ou l'indolence avaient empêchés d'en acquérir à leur tour, devenus pauvres sans avoir rien perdu, parce que tout changeant autour d'eux, eux seuls n'avaient point changé, furent obligés de recevoir ou de ravir leur subsistance de la main des riches, et de là commencèrent à naître, selon les divers caractères des uns et des autres, la domination et la servitude, ou la violence et les rapines.» Ainsi, ceux qui n'ont pas pu ou su s'adapter, dépasser les anciennes techniques, se sont retrouvés sans emploi, et ceux que la ville a, plus qu'ailleurs, marginalisés, rejoignent dans le sous-développement les hordes sans visages, sans nom et sans droits, des villes des tiers mondes. N'est-il pas admirable d'entendre les ténors de la politique, un peu partout dans le monde, imbibés d'une pensée d'autant plus «unique» que leur inculture est grande, proposer pour résoudre le sous-emploi et prendre en charge la misère, fruit direct de la gestion des sociétés où nous vivons, d'avoir recours au secteur informel qui n'est autre que la façon de produire et de vendre de l'époque pré-industrielle, et conseiller de confier le social aux associations, organisations non gouvernementales et institutions religieuses de toute église, temple, mosquée et synagogue, rayant dans le même discours et les mêmes décisions, qu'ils cautionnent sans les comprendre, deux siècles de progrès techniques et de luttes sociales qui en avaient limité les débordements !

Devant de tels bouleversements qui manquent d'utopies — les dernières ayant sombré avec la liberté bureaucratique qui s'est ensevelie sous le mur de Berlin et la dictature de la compétitivité, nouveau credo de ceux qui surfent sur la vague néo-libérale —, les citadins et usagers ne sont assistés que par la routine et le stress pour retrouver un *modus vivendi* plus collectif qu'individuel en même temps qu'urbain et supportable, lorsqu'ils l'ont perdu. C'est délibérément et sans conformisme qu'il faut donc chercher ailleurs la pratique cathartique qui permet à toute société de surmonter ses faiblesses et de retrouver le chemin rassurant de la suite des jours.

Les artistes, plasticiens, sculpteurs, musiciens, théâtres, romanciers, mais surtout les auteurs de bandes dessinées se sont complus à imaginer un monde excessif à fonction cathartique. Il faut alors le saisir comme une approche ironique des peurs antiques et plus récentes que véhicule toujours tout bouleversement sociétal historiquement pressenti, prévisible et inéluctable, qui plonge l'esprit dans une expectative incertaine, emplit d'images fantasmatiques et libératrices de l'angoisse. Nous ne la présentons pas comme une vision catastrophique, mais comme un jeu de rôle dessiné pour se moquer ou exorciser de telles déraisons.

Nous avons déjà cité les BD de Schuiten et Peeters, notamment *La fièvre d'Urbicande* et *Les remparts de Samaris*. L'une évoque l'angoisse du labyrinthe des rues sans visages reconnaissables, faux-semblant et décors sans profondeur; l'autre, une «simple structure cubique totalement vide dont les arêtes ne doivent pas dépasser quinze centimètres» mais qui se met à croître sans contrôle, se répliquant indéfiniment et transformant ville et gens, faisant d'un philosophe un brin sceptique un technocrate totalitaire et, inversement, un cas rare chez les urbanistes, d'un

ingénieur confiant dans son art, un philosophe revenu de ses adorations premières. C'est une invite à se convertir à l'humanité qui ne devrait jamais se laisser déposer par la dictature des arts et des techniques.

Sur *La route d'Armilia*¹⁴, on ne rencontre plus la ville-leurre ou la ville-structure, qui reflète les angoisses des citadins du futur piégés au cœur d'un labyrinthe sans issue, mais, en une histoire quelque peu désuète où un zeppelin vagabond survole à basse altitude une Europe ponctuée de villes attendues et néanmoins surprenantes, on assiste à un sursaut de la nature qui reprend le dessus sur les constructions les plus audacieuses : «Les événements se succèdent à Brüssel à une vitesse effrayante. Moins d'un quart d'heure après avoir perdu de vue la femme suspendue dans les airs, un violent bruit d'explosion nous fait sursauter. Juste au-dessus de nous, les fenêtres d'un immeuble viennent de céder, laissant libre cours à un incroyable amas de branches et de feuilles. Tous les hommes du bord se sont précipités aux hublots. (...) Déjà, d'autres explosions se produisaient dans tous les coins de la ville, à un rythme de plus en plus rapide. Partout, la nature se mettait à sortir de ses gonds, faisant craquer fenêtres et toitures. Des arbres entiers surgissaient brusquement, grandissant à une vitesse impossible à décrire.» Bien qu'apparemment d'une toute autre inspiration, cette BD reprend les mêmes angoisses qui semblent émaner d'une névrose écolo et pourraient se résumer en la formule banale du ras-le-bol : ça ne peut plus durer. Mais, cette fois-ci, ça se passe de manière douce et nostalgique. Dans les deux histoires précédentes, la ville inquiétait jusqu'à l'horreur du piège dont on ne peut sortir, dans celle-ci la nature, puissance de vie, triomphe des excès des hommes. Chaque fois seul, l'irrationnel apparaît comme la sortie onirique vers laquelle débouche l'esprit qui se refuse à toujours plus de concentration urbaine; à moins qu'au contraire, l'aspect totalitaire et concentrationnaire de la ville lui soit la seule perspective envisageable...

Certes, «on se trouve d'autant plus troublé devant ces questions (que soulève désormais le fait de vivre en ville) qu'il est difficile de se repérer et que les points de référence passés supportent mal la comparaison; autrement dit, l'histoire ne peut servir de modèle qu'avec d'importantes réévaluations»¹⁵. Quoique cette citation soit dévoyée de son contexte, elle est explicative, en quelque sorte, et ce n'est pas trahir son auteur que de l'utiliser ici, car c'est bien au vu des grandes villes d'un univers capitalistes sans foi ni loi que les dessinateurs de BD ont imaginé leurs scénarios et leurs dessins. Or, ceux-ci, quoique leurs visions soient absolument à contre-courant de ce qu'arrivent à créer les urbanistes, qui ont permis (malgré l'urbanisation qui a fait passer en l'espace d'une vie d'homme et en quatre générations les urbains vivant dans les 40 villes françaises les plus peuplées, de 13 % de la population de tout le pays à plus de 75 %) de donner aux citadins des conditions de vie sociales, notamment économiques et culturelles, incomparablement meilleures que ce que jamais ils n'eurent auparavant, traduisent une inquiétude difficilement définissable en chacun de nous, mais qui génère une sorte de peur obsessionnelle indéfinissable que laissent transparaitre les propos des médias, quand ils n'en font pas leur fonds de commerce. Ces angoisses, illustrées en ces BD qui tirent à des centaines de milliers d'exemplaires, si elles ne sont pas vrai-

ment fondées, reflètent une interrogation non maîtrisable : où s'arrêtera la croissance des villes et leur prolifération ? Et d'abord, est-ce que ça s'arrêtera ?

Et il ne s'agit pas de cas isolés, on pourrait prendre aussi bien la série de P. Adamov et P. Cothas, *Les Eaux de Mortelune*¹⁶ où, à ce qu'annonce la quatrième de couverture du deuxième volume, « ville de rêve, ou de cauchemar, Paris est devenu un Tchernobyl du futur où des êtres échappés du néant s'affrontent sans pitié ». La référence (écologique) au risque nucléaire est explicite. Paris est en ruines, des éléments de monuments prestigieux et de grands magasins demeurent, remplissant une toute autre fonction qu'aux époques antérieures. Le temps est dérégulé, des neiges, aussi abondantes qu'actuellement sur les montagnes, tombent en hiver. La Seine est à sec, son lit entaillé de crevasses sans fond, ses ponts détruits. Il y a des riches excessifs et des pauvres, asservis, plus qu'il y en eût jamais aux pires temps de la Guerre de Trente ans, ce qui amène des échanges cyniques :

- « Pourquoi est-ce que ces gens nous regardent comme ça ? »
- « Ils sont pauvres. Ils s'ennuient. Nos fastes leur apportent un peu de distraction. »

Il y a en cet album l'expression iconoclaste et jubilatoire de l'anéantissement des villes sans horizon non construit, le prétexte de la catastrophe nucléaire n'étant que le catalyseur de cette iconoclastie. Ce texte, insignifiant en lui-même, signifie beaucoup dans l'inconscient *bédéique* et dans celui, onirique, des lecteurs, qui, tels des personnages de C. Brétécher, vautrés sur un tapis, boissons à portée de main, rêvent la désespérance en lisant des histoires illustrées, enluminures des temps modernes, qui ne proposent qu'un monde fini ne valant plus que l'on se batte pour le changer : le degré zéro de la misère culturelle en somme.

Bien d'autres bédéistes, par le scénario et le dessin, évoquent une quête interminable, soit sur une terre dévastée par un cataclysme effroyable, soit en des errances intergalactiques où tous les fantasmes de la ville, destructrice de la société qui l'a suscitée, sont suggérés en des images de décombres et de poésie terrible. Le message est toujours le même, les villes du futur engloutiront nos sociétés en n'en gardant que les perversions sociales et aucun système de valeurs ne pourra nous permettre d'en approprier sereinement l'usage désormais. La ville est la fin sans horizon et sans raison du monde où déjà nous vivons sans en avoir une conscience réelle.

Certes il ne faut pas donner plus d'importance que n'en donnent les auteurs eux-mêmes à ces fantasmes. Mais le fait que de telles œuvres plaisent et prolifèrent témoignent d'un tourment insaisissable qui ne sait trop comment s'exprimer pour être exorcisé. La longue quête de Jérémieh et de son copain Kurdy¹⁷ plus que toute autre, propose une image de cet univers sans justification, où seuls les actes supposés de survie ont un sens immédiat ne menant qu'à l'instant qui suit où il faudra à nouveau inventer le geste qui prolonge jusqu'à l'instant d'après. Et ensuite... et ensuite... jusqu'à... ?!!... Hermann, l'auteur des scénarios et du dessin, affirme : « Je n'ai jamais cherché à faire passer de message, je ne fais qu'exprimer, sans ostentation, certains regards sur ce qui m'entoure ». Il y a donc quelque abus à ce que

j'interprète ces BD, car il n'y a pas qu'Hermann qui peut assurer qu'il exprime certains regards sur ce qui l'entoure, mais justement, le fait qu'il ne s'agit que de banal indique que ce sentiment d'assister à des situations réelles, vues sous un angle bien particulier il est vrai, est justifié par l'image d'incommunicabilité que, plus que toute autre réalisation sociale, proposent nos sociétés et singulièrement les villes !

Pour en finir avec la BD, nous noterons qu'ici, comme précédemment lorsque nous avons voulu définir la ville, ce sont les situations sociales, les conflits et les stratégies de chacun face aux autres, et des autres face à chacun, qui créent l'intrigue du récit et la portent. Le décor n'est d'abord qu'un décor, et ensuite un prétexte. Mais quel décor!... et quel prétexte!... Toute histoire, même banale, qui déroule ses épisodes en une telle géographie, en devient étrange, inquiétante, parfois hallucinante ou à tout le moins déroutante, en ce qu'elle échappe à la prise que permettent les romans habituels, dont l'ambiance, si surprenante qu'elle puisse être, demeure toujours accessible à notre imaginaire et à notre compréhension.

Voilà! On doit trouver d'autres expressions culturelles pour commuer les angoisses de la grande ville, de la mégapole en des concepts de vie acceptables et acceptés. Finalement, le résident toujours s'adapte à son biotope, mais, déjà, au XVIII^e siècle, au dire de Jean-Jacques, il n'avait plus la foi face à «des murs, des rues et des crimes». Désormais, il n'a plus l'espérance et perd la charité. Il se trouve tout nu, comme le sauvage, mais enfermé comme le noble, dans un espace surchargé d'indifférence et du bric à brac sophistiqué mis en place par les tenants du *high tech* commandités par des politiques ne connaissant que le rafistolage dans l'urgence d'une course circulaire qui se poursuit dans le rond-point clos en ses sens interdits de Raymond Devos, course qu'il faut gagner, mais dont plus personne n'a retenu le nombre de tours à parcourir.

Cependant, si l'on veut bien réfléchir en historien, il est évident que les sociétés confrontées à des situations complètement nouvelles mettent très longtemps à s'adapter, puis à stabiliser les acquis sociétaux issus de cette adaptation nécessaire. Cela se fait progressivement, sur des décennies, voire de plus longues périodes. C'est ce qu'illustre très clairement le cas de la révolution industrielle commencée au XIX^e siècle, qui n'a réglé les problèmes politiques, culturels, sociaux qu'elle a générés que fort lentement, à travers des conflits sociaux et des affrontements à répétition, jusqu'à ce que les droits et devoirs de chacun des groupes constitutifs de la société, dont le poids politique est généralement plus présent en ville qu'ailleurs, soient reconnus et établis. Vient, alors, une période plus ou moins harmonieuse — ce qu'en France on a appelé les «Trente Glorieuses» — où les tensions s'apaisent et où un *modus vivendi* satisfaisant (consensuel) s'instaure, est reconnu et respecté par la loi.

Mais, aux premiers jours du XXI^e siècle s'installe la dictature de l'économie «globale» et de nouveaux types d'échanges internationaux promus par un discours paranoïaque dit de «pensée unique» et porteur d'exclusion pour une part de plus en plus conséquente des populations urbaines qui ne peuvent avoir la mobilité des in-

formations, des capitaux et des localisations successives des lieux de production des objets de la vie courante. Si bien que l'exclusion revient avec cette autre révolution, compliquée de par sa dimension non plus géographiquement circonscrite, mais planétaire. Il va falloir, à nouveau, après seulement trente années d'harmonie, que la société recherche, maintenant, à l'échelle internationale, des réponses culturelles, sociales et finalement juridiques, pour retrouver cette harmonie en perte. Cela se passera en ville. C'est le défi majeur que pose le phénomène grandissant de la mégalopolisation... Il y a tout de même beaucoup d'espoir. Des réponses sectorielles sont trouvées chaque jour et peut-être n'y aura-t-il que leur juxtaposition qui créera, par le seul poids d'une sorte d'accumulation, un changement structurel significatif. En attendant, on recommence, un peu partout dans le monde, à retrouver un semblant de raison. Comme toujours, les nantis sclérosent les sociétés dont ils s'emparent en prenant les pauvres en otages de leur confort, en servitude de leur pouvoir égoïste et suicidaire. Mais, quoi qu'il advienne, les gueux, dans leur désir de dignité et d'émancipation, finiront-ils peut-être par débloquent les situations sociétales les plus désespérées. Et peut-être arriveront-ils à le faire durant le XXI^e siècle, notamment en transgressant les préjugés économiques. C'est ce qu'entend dire Muhammad Yunus quand il écrit : « C'est l'amélioration de la qualité de vie des plus pauvres qui est, ou devrait être, l'essence du développement. Et cette qualité de vie ne peut se réduire à l'éventail des biens de consommation offerts à l'un ou à l'autre. Elle doit, pour chacun, inclure les moyens adéquats de se réaliser pleinement. »¹⁸

D'urgence, il faut restituer au citoyen le moyen de continuer ses rêves si l'on veut qu'il supporte toutes les violences et toutes les agressions à venir... Il va sans dire que, pour étudier les nouvelles entités urbaines, il faudra aussi développer une imagination créatrice très nécessaire. Un des instruments mis au point par l'homme pour exciter et ordonner cette imagination est le jeu démocratique du *politikön*.

BIBLIOGRAPHIE

- Philippe Adamov, Patrick Cothas, *Les eaux de Mortelune*, éditions Glénat, Paris ; cinq volumes parus à ce jour.
- Arnaldo Bagnasco, Patrick Le Galès, *Les villes européennes comme société et comme acteur*, introduction au collectif *Villes en Europe*, sous leur direction aux éditions La Découverte, 280 pages, Paris, 1997.
- Benjamin R. Barber, *Culture MC World contre démocratie, vers une société universelle de consommateurs*, in *Le Monde diplomatique*, août 1998, page 14 et 15. Benjamin R. Barber est directeur du Centre Walt Whitman pour la culture et la politique de la démocratie de l'université Rutgers (États-Unis).
- Michel Boscher (sous la responsabilité de), *Rapport général sur le SDAU de la région de Paris*, présenté au Conseil d'Administration du District de la Région de Paris.
- Jean Bourdichon, *Les 4 états de la société*, enluminures, vers 1505-1510, collections conservées à la Bibliothèque Nationale.
- Paul Chemetov, architecte, lors de sa participation à une émission de France Culture, en matinée, le 26 mai 1997.
- Georges Gurvitch, *La vocation actuelle de la sociologie*, PUF, 1954. L'auteur y définit ce qu'il appelle les « paliers en profondeur ».

- Philippe Haeringer, *Mega versus metro, de la confusion des concepts et des objets de la métropolisation*, in *Villes du XXI^e siècle/cities in the XXIst century*, Colloque international organisé par les ministères de l'Équipement, de la Culture, de la Ville, la DATAR, le CNRS, la Communauté européenne, sous le parrainage de l'UNESCO, Centre des congrès de La Rochelle, 19-21 octobre 1998. Atelier « Mondialisation et métropolisation ».
- Hermann, *Jérémyah*, éditions Novedi (12 volumes), puis éditions Dupuis (3 volumes).
- Hidenobu Jinnai, déjà cité, cf. note au chapitre 10.
- Marcel Roncayolo, *Vivre en ville*, appropriation, appartenance, identité; in tome 5 de *Histoire de la France urbaine* (déjà cité, cf. note 2 du chapitre 4).
- Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, 1750, Éditions Garnier-Flammarion, Paris, 1971.
- Saskia Sassen, *Services commerciaux et financiers à New York : l'internationalisation des réseaux et ses répercussions sur la ville*, in *Histoire des villes : Culture et économie politique des espaces urbains*, in *RISS* (Revue Internationale des Sciences Sociales, n° 125, co-édition UNESCO-ERES, Paris, août 1990, vol. XLII, n° 3, 1990).
- Gilles Sautter, *Parcours d'un géographe, des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*, Éditions Arguments, 2 tomes, Paris, 1993, 716 pages. Les citations sont de la page 430.
- Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme*, janvier 1968.
- François Schuiten, Bernard Peeters, *La route d'Armilia*, éditions Casterman, coll. Les cités obscures, Paris.
- Pierre Veltz, *L'archipel des villes et les entreprises*, in *Villes en développement*, n° 40, juin 1998.
- Muhammad Yunus, *Transgresser les préjugés économiques*, in *Le Monde diplomatique*, décembre 1997, p. 15 et 16.

NOTES

- ¹ Gilles Sautter, *Parcours d'un géographe, des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*, Éditions Arguments, 2 tomes, Paris, 1993, 716 pages. Les citations sont de la page 430.
- ² Jean Bourdichon, *Les 4 états de la société*, enluminures, vers 1505-1510, collections conservées à la Bibliothèque Nationale.
- ³ Cf. les salaires versés mensuellement, jusqu'à cent fois le smic (250 à 300.000 francs/mois), à ces télédiffuseurs généralement transmetteurs mais non responsables.
- ⁴ Arnaldo Bagnasco, Patrick Le Galès, *Les villes européennes comme société et comme acteur*, introduction au collectif *Villes en Europe*, sous leur direction aux éditions La Découverte, 280 pages, Paris, 1997.
- ⁵ *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme*, janvier 1968; citations pages 82, 84, 85 et 86.
- ⁶ Michel Boscher (sous la responsabilité de), *Rapport général sur le SDAU de la région de Paris*, présenté au Conseil d'Administration du District de la Région de Paris.
- ⁷ *Histoire des villes : Culture et économie politique des espaces urbains*, in *RISS* (Revue Internationale des Sciences Sociales), n° 125, coédition UNESCO-ERES; Paris, août 1990, vol. XLII, n° 3, 1990. Citations de Saskia Sassen, *Services commerciaux et financiers à New York : l'internationalisation des réseaux et ses répercussions sur la ville*, p. 324 à 327; et de Hidenobu Jinnai, cf. chap. 10, note 28, p. 424 à 428.
- ⁸ Paul Chemetov, architecte, lors de sa participation à une émission de France Culture, en matinée, le 26 mai 1997.
- ⁹ Mot que je me permets de forger sur le modèle d'appétence pour exprimer la condition d'être repu, gavé à satiété, mais pas nécessairement satisfait matériellement, intellectuellement, spirituellement, moralement sans, bien sûr, rien préjuger de ce que cachent ces adjectifs.
- ¹⁰ Benjamin R. Barber, *Culture Mc World contre démocratie, vers une société universelle de consommateurs*, in *Le Monde diplomatique*, août 1998, page 14 et 15. Benjamin R. Barber est Directeur du

Centre Walt Whitman pour la culture et la politique de la démocratie de l'université Rutgers (États-Unis).

¹¹ Philippe Haeringer, *op. cit.*, cf. note 3 du chapitre précédent.

¹² Pierre Veltz, *L'archipel des villes et les entreprises*, in *Villes en développement*, n° 40, juin 1998.

¹³ Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, 1750. La citation est tirée de la page 217 de l'édition présentée par Jacques Roger, chez Garnier-Flammarion, Paris, 1971.

¹⁴ François Schuiten, Bernard Peeters, *La route d'Armilia*, éditions Casterman, coll. Les cités obscures, Paris.

¹⁵ M. Roncayolo, *Vivre en ville, appropriation, appartenance, identité*, in t. 5 de *l'Histoire de la France urbaine* (cf. chap. 4).

¹⁶ Philippe Adamov, Patrick Cothas, *Les eaux de Mortelune*, éditions Glénat, Paris; cinq volumes parus à ce jour.

¹⁷ Hermann, *Jérémiah*, éditions Novedi (12 volumes), puis éditions Dupuis (3 volumes).

¹⁸ Muhammad Yunus, *Transgresser les préjugés économiques*, in *Le Monde diplomatique*, décembre 1997, p. 15 et 16.

BIBLIOGRAPHIE

- Philippe Adamov, Patrick Cothas, *Les eaux de Mortelune*, éditions Glénat, Paris; cinq volumes parus à ce jour.
- Robert Altman, *Short cuts*, Los Angeles, 1993. Film, d'après neuf nouvelles de Raymond Carver.
- Pierre Ansay, René Schoonbrodt, *Penser la ville*, choix de textes philosophiques, AAM éditions, Bruxelles, 1989, 480 pages.
- Christian Araud, *À Mexico, une expérience d'advocacy planing*, in *Projet*, n° 162.
- Aristote, *La politique*.
- Marc Augé, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, ed. du Seuil, Paris, 1992.
- Arnaldo Bagnasco, Patrick Le Galès, *Les villes européennes comme société et comme acteur*, introduction au collectif *Villes en Europe*, sous leur direction aux éditions La Découverte, 280 pages, Paris, 1997.
- Benjamin R. Barber, *Culture Mc World contre démocratie, vers une société universelle de consommateurs*, in *Le Monde diplomatique*, août 1998, page 14 et 15.
- Gaston Bardet, *Principes d'analyse urbaine*, cité par H. Lefebvre, voir à cet auteur.
- Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, éd. Fayard, Paris, 1989.
- Michel Beaud, *Le basculement du monde*, in *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.
- Leonardo Benevolo, *Histoire de la ville*, traduit de l'italien par Catherine Peyre, Éditions Parenthèses, Roquevaire, 1983, 512 p., titre original *Storia delle città*, Rome-Bari, 1975.
- Nicole-Lise Bernhem, *Labyrinthes de Casablanca, ville frondeuse*, in *Le Monde diplomatique*, février 1994.
- Alain Bihr, *Les nouvelles frontières de la souveraineté*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- Michel Boscher (sous la responsabilité de), *Rapport général sur le SDAU de la région de Paris*, présenté au Conseil d'Administration du District de la Région de Paris.
- Jean Bourdichon, *Les 4 états de la société*, enluminures, vers 1505-1510, collections conservées à la Bibliothèque Nationale.
- Pierre Bourdieu, *La distinction*, p. 112 et 190, éditions PUF, Paris, 1980.
- Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, xv^e-xviii^e siècle*, trois volumes, éditions Armand Colin, Paris, 1980.
- Louis Bret, *La zone nylon à Douala*, in *Projet*, p. 163-174, n° 162.
- Christian de Brie, *La religion de la banque mondiale*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- Claire Brisset, *Les plus criantes inégalités, fragile ciment de l'union indienne*, in *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.
- Luc Cambrézy, René de Maximy, éditeurs, *La cartographie en débat, représenter ou convaincre*, 198 pages, Karthala-Orstom, collection «Hommes et sociétés», Paris, sept. 1995.
- Ingrid Carlander, *Dans l'Europe des cités-banlieues : luttes urbaines contre la relégation sociale*, in *Le Monde diplomatique*, juin 1994.
- Agir au cœur des quartiers en ruines : guerriers de la paix dans l'enfer new-yorkais*, in *Le Monde diplomatique*, fév. 1992.
- Manuel Castels, *La question urbaine*, 455 p., éditions Maspéro, Paris, 1972.
- CEGET-CNRS, *La croissance périphérique des villes du tiers monde. Le rôle de la promotion foncière et immobilière*, 1980, 582 pages.

- Paul Chemetov, architecte, lors de sa participation à une émission de France Culture, en matinée, le 26 mai 1997.
- Françoise Choay, *L'urbanisme, utopies et réalités*, éditions du Seuil, 448 p., Paris, 1965.
- Paul Henry Chombart de Lauwe, *Un anthropologue dans le siècle*, éd. Descartes, Paris, 1997, 324 p.
- La vie quotidienne des familles ouvrières dans l'agglomération parisienne*, et l'ensemble de ses études d'ethnographie urbaine menées dans les villes françaises.
- Michel Chossudovski, Micheline Ladouceur, *De l'art de gérer l'exclusion au Brésil*, in *Le Monde diplomatique*, juin 1994.
- H.P. Chudacoff, *L'urbanisation à la mesure de la société*, diffusé par Hachette en 1977, 568 pages; titre original : *The evolution of american urban society*.
- Frédéric F. Clairmont, *La diabolique logique de la productivité*, in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.
- Mathew Dayomi, *La vie urbaine dans l'agglomération de Lagos*, in *Acta geographica*, revue de la Société de Géographie, 1995, II, n°102, p. 55-64.
- Jacques Decornoy, *Anonyme insécurité*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1956.
- Demain, 2,4 milliards d'Asiatiques en ville*, in *Le Monde diplomatique*, décembre 1993.
- Philippe Delis, Christian Girard (avec la collaboration de René de Maximy), *L'économie de la construction à Kinshasa*, éd. Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 1987, 152 p.
- Giuseppe Dematteis, *Représentations spatiales de l'urbanisation européenne*, in pages 67 à 96 de *Villes en Europe*, publié sous la direction de Arnaldo Bagnasco et Patrick Le Galès, aux éditions La Découverte, dans la collection Recherches, Paris, 1997.
- P. Deniau, X. Hoang, *Évaluation des politiques et programmes urbains au Sénégal*, ministère de la Coopération et du Développement, CCCE, 1992, 150 p.
- Jacques Denis, *Le phénomène urbain en Afrique centrale*, éd. Académie Royale des Sciences Coloniales, Classe des Sciences Morales et Politiques, mémoire in 8, nouvelle série, t. XIX, fasc. 1, Bruxelles, 1958.
- Le phénomène urbain en Asie orientale*, ed. Comité National de Géographie, Namur, 1988. Préface de Pierre George.
- Jacques Derrida, *Généralisations d'une ville*, in *Lettre internationale*, n° 33, été 1992, Paris.
- Georges Duby (sous la direction de), *Histoire de la France urbaine*, éd. Du Seuil, 5^e volume.
- Véronique Dupont, Françoise Dureau, *Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et le segmentement des grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi*. Publication interne Orstom, déc. 1997, 180 p.
- Alain Durand-Lasserve (sous la direction de), *L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, éd. de l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 1986.
- Marguerite Duras, *L'amant de la Chine du Nord*, roman, éd. Folio, 1993, 250 p.
- Y. Durkheim, D. Prin, B. Le Clerc de Bussy, *Économie de la construction au Caire*, éd. Harmattan, 178 p., coll. Villes et entreprises, Paris, 1987.
- Galila El Kadi, *La cité des morts au Caire*, en cours de publication.
- Agence E4 International, *Développement local urbain : Paris*, juin 1992, Ministère de la coopération et du développement, coll. Projet de quartier.
- Eschyle, *Les Euménides*, voir la traduction de Paul Claudel, éd. Gallimard, NRF, 1920.
- Yves Eudes, *Essor des chaînes hyper-locales aux États-Unis*, *Le Monde diplomatique*, février 1994.
- Didier Fassin, *L'espace féminin dans le champ politique*, in *Cahiers des sciences humaines*, p. 481-496, vol. 28, n° 3, 1992, éditions ORSTOM, Paris.
- Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, NRF, éd. Gallimard, bibl. Sces. Hum., 275 p., Paris, 1969.
- Pierre George, *La ville*, PUF, Paris, 1956.
- Ali Ghaderi, Ahita Pichvaï, *Bazar, modèle de génération urbaine en Iran*, 23 p., in *Urbanisation et socio-systèmes urbains*, bulletin n° 14 du Dépt. D, Orstom, juillet 1985.
- Cynthia Ghorra-Gobin, *Los Angeles 1992, la première émeute multi-ethnique aux États-Unis*, in la revue *Hérodote*, n° 65-66 des 2^e et 3^e trimestres 1992, éd. la Découverte, Paris.
- Multiculturalisme et marginalisation à Los Angeles*, de Watts (1965) à South Central (1992), Paris, 1993.
- Henry Godard, René de Maximy, *Indicateurs d'urbanisation*, en préparation.
- Henri Godard, *Quito, Guayaquil : croissance urbaine comparée et mécanismes d'évolution, de consolidation et d'intégration des quartiers populaires*, IFEA-Equateur, 2 vol., 1986, 250 p. et 263 p.

- Paul de Gondi, *Mémoires du Cardinal de Retz*, Amsterdam, 1718.
- Nadine Gordimer, *Autre monde*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- Jean Gottmann, *Megalopolis, the urbanized seaboard of the United States*, 1957.
- A.J. Greimas, *Sémiologie et sciences sociales*, Le Seuil éditeur, Paris, 1976, 224 pages.
- Georges Gurvitch, *La vocation actuelle de la sociologie*, PUF, 1954.
- Philippe Haeringer, *La mégapolisation du monde : du concept de ville à la réalité des mégapoles*, in *Géographie et culture* (revue), n°6, 1993, p. 3 à 14.
- La diversité des situations périurbaines dans le monde*, in *Cahiers du CREPIF*, Paris, 1993, p. 89 à 103.
- Mega versus metro, de la confusion des concepts et des objets de la métropolisation*, in *Villes du xx^e siècle/cities in the XXIst century*, Colloque international organisé par les ministères de l'Équipement de la Culture, de la Ville, la DATAR, le CNRS, la Communauté européenne, sous le parrainage de l'UNESCO, Centre des congrès de La Rochelle, 19-21 octobre 1998. Atelier «Mondialisation et métropolisation».
- Serge Halimi, *La tranquillité perturbée de Jean Jaures à Carmaux*, *Le Monde diplomatique*, n° 486, septembre 1994, cite Louis Marcellin, *Voyage autour de la chambre*, ed. Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1925, p. 199.
- Concurrences*, in *Le Monde diplomatique*, mai 1997.
- Ahmadou Hampaté Ba, Amkoullel, *L'enfant peul*, coédition Actes Sud-Labor-l'Aire, Arles, 1991-92, Babel coll. Livre de poche, 544 pages.
- Jacques Heers, *La ville au moyen âge*, coll. Pluriel, ed. Fayard, Paris, 1990, 550 pages.
- Hermann, *Jérémyah*, éditions Novedi (12 volumes), puis éditions Dupuis (3 volumes).
- Hidenobu Jinnai, *Peut-on redonner un front de mer à Tôkyô?*, in *Histoire des villes : Culture et économie politique des espaces urbains*, in *RISS* (Revue Internationale des Sciences Sociales), n° 125, coédition UNESCO-ERES, Paris, août 1990, vol. XLII, n°3, 1990.
- IAURIF, *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme* de janvier 1968.
- Planification urbaine? Réponses de Métropolis*, n° 104-105, *Cahiers de l'IAURIF*, août 1993.
- Ilustre Municipio de Quito, *Plan distrito metropolitano, atlas del distrito metropolitano (Quito actual, fase primera)*, 165 pages. Coédition IMQ-ORSTOM, Quito, 1992.
- Claude Julien, *Le citoyen, la République et le marché*, in *Le Monde diplomatique*, avril 1995.
- Jacques Julliard, *La ville lieu politique*, p. 575-639 du tome 5, *La ville aujourd'hui, croissance urbaine et crise du citoyen*, de l'*Histoire de la France urbaine*.
- Cheikh Hamidou Kane, *L'aventure ambiguë*, ed. du Seuil.
- Mathieu Kassovitz, *La haine*, film français primé au Festival de Cannes de 1995.
- Yves Lacoste, *Débat, chorématique et géopolitique*, in *Hérodote*, n° 69-70, *Démocratie et géopolitique en France*, éd. La Découverte, Paris, 1993.
- Pierre Lavedan, *Histoire de l'urbanisme*, Paris, 1926.
- Jean-Claude Lavigne et Maria Dufresne, *Économie de la construction à Hyderabad*, l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, 150 p., Paris, 1988.
- Le Corbusier, *Charte d'Athènes*, éditions de Minuit, Paris, 1957.
- Raymond Ledrut, *Sociologie urbaine*, 226 p., coll. SUP, PUF, Paris, 1968.
- Henry Lefebvre, *Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire*, in N. Haumont, M.G. Raymond, H. Raymond, *L'habitat pavillonnaire*, éditions CRU, Paris, 1967.
- Le droit à la ville*, 2 volumes, Société et Urbanisme, éditions Anthropos, Paris, 1971-72.
- Quartier et vie de quartier*, in revue *Cahiers de l'IAURP*, n° 7, Paris, mars 1967, repris in revue *PHI*, n° 75, SMUH, Paris, novembre 1973.
- Jacques Lévy, *L'espace légitime*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1994, 442 pages.
- Oscar Lewis, *Les enfants de Sanchez*, traduit par Céline Zins, ed. Gallimard, Paris, 1963, réédition 1986, 640 p.; titre original : *The children of Sanchez*, ed. Oscar Lewis.
- Robert Lopez, *Délires d'autodéfense à Los Angeles*, in *Le Monde diplomatique*, mai 1994.
- Pierre Louys, *Chansons de Bilitis*, éditions Albin Michel.
- Nicolas Machiavel, *Le Prince* (1513), suivi de *Discours sur la première décade de Tite Live* et de *La mandragore*, éditions Rencontre, Lausanne, 1968, 548 pages.
- Sous-commandant Marcos, *La quatrième guerre mondiale a commencé*, in *Le Monde diplomatique*, août 1997.

Karl Marx, *La guerre civile en France en 1871*.

Douglas Massey, *Regards sur l'apartheid américain*, in *Le Monde diplomatique*, février 1995.

René de Maximy, *Densité de la population*, in *Atlas de Kinshasa*, ed. IGZ au Zaïre, diffusion IGN en France, 42 planches, Paris, 1975.

Le site de Yaoundé, carte, Yaoundé, 1978, SES du MINUH éditeur.

Kinshasa ville en suspens, dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique, Éditions de l'Orstom, coll. Travaux et documents, Paris, 1984, 476 pages plus 120 pages d'annexes microfilmées.

Les forces sociales à l'œuvre, 16 pages in *Projet*, n° 162, *L'explosion urbaine dans les villes du tiers monde*, Paris, 1982.

Les longues marches, in *Capitales de la couleur*, revue *Autrement*, hors série n° 9 d'octobre 1984, 5 pages.

Regard sur une politique institutionnelle, in *Politique et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, premier volume, p. 145-163, éditions Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 1985.

Évaluation socio-économique, 30 p., in *Bilan critique du programme REXCOOP*, t. 2 : *L'amélioration des connaissances*, éditions Plan Construction, Paris, 1987.

Tous les chemins ne mènent pas à Tombouctou, in *Processus d'urbanisation en Afrique*, p. 11 à 26 du premier tome, ouvrage publié à Paris, en 1988, sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, éditions Harmattan, coll. Villes et entreprises, 2 volumes, 303 pages.

Nanning, une ville capitale de la Chine méridionale, article écrit en 1988 pour la revue *Hérodote*, non publié suite aux événements de Tian An Men, archives de l'auteur.

Les villes chinoises du second cercle, non publié, archives de l'auteur.

La ville et ses acteurs, 8 pages, in *Projet*, n° 219, *Acteurs d'un autre développement*, Paris, 1989.

Population et appropriation de l'espace, pl. 13 de *l'Atlas infographique de Quito*, op. cit.

Hiéarchisation socio-économique de l'espace quiténien, pl. 38, *A.I.Q.*, op. cit.

La ville, enveloppe et produit des sociétés mutantes, in *L'espace géographique*, n° 1, 1993 (tome XXI, n° 1, 1993).

La rue, lieu de pouvoir et pouvoirs des lieux, 6 p. (pages 91 à 96 du volume 3), in *Lieux de pouvoir et pouvoirs du lieu dans les Amériques*, GRAL/CNRS/Univ. Toulouse-Le Mirail, 1994, 3 vol., 590 p.

Le poids des métropoles en Amérique latine, participation au colloque sur les Mutations sociales et articulation des espaces ruraux et urbains organisé à Paris les 15 et 16 mars 1995 par le GEMDEV.

En collaboration avec Benoît Mougoué, *Typologie de l'habitat de Yaoundé*, éditions SES-MINUH-BE-CAT (Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat), Yaoundé, 1978.

En collaboration (direction scientifique) avec H. Godard (secrétariat scientifique), M. Souris (direction informatique) et al., *Atlas infographique de Quito, socio-dynamique de l'espace et politique urbaine*, format 27,7 X 42, 297 pages, 41 planches bilingues (français/espagnol), 28 cartes couleur format A3, 85 cartes couleur petit format, 90 cartes en noir et blanc, graphiques et tableaux ; co-édition IGM-IPGH-ORSTOM, Quito, 1992.

Gruppe Mégapoles, *La diversité citadine, appel pour l'après-Rio*, 1992.

Alain Minc, *La France de l'an 2000. Rapport au premier Ministre*, Commissariat au plan, éd. Odile Jacob, 322 p., Doc. frse., Paris, 1994.

François Misser, *Merci Mobutu!*, in *Croissance*, n° 384, juillet-août 1995.

Rohinton Mistry, *L'équilibre du monde*, roman, 695 p., citation p. 177 et sq., éditions Albin Michel, Paris, 1998.

Véronique Mortaigne, *Une alchimie culturelle, baroque et anthropophage*, in *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.

Lewis Mumford, *La cité à travers l'histoire*, New York, 1961.

J. NÉMO, *Quelle formation pour les cadres du Sud?*, in la revue *Villes en développement*, n° 17, septembre 1992.

J.L. Nancy, *Au loin, Los Angeles*, cité dans *Penser la ville*.

Doré Ogrizek, *Paris tel qu'on l'aime*, éditions Odé, Paris, 1949, 512 p.

Thierry Paquot, *Ouverture sur la civilisation urbaine*, in *Projet*, n° 243, 131 p., numéro spécial *Pour la ville, Mégapolis, dedans/dehors, des villes à vivre*, Paris, 1995.

Jean-Jacques Pèrennes, *Villes du Nord, villes du Sud : regard sur la relation ville-campagne*, in n° 85, 1994, de *Mondes en développement*.

- J.C. Perrot, *Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle*, Paris, 1975.
- Philippe II, *Lois des Indes*, 1573.
- Roland Pourtier, *Zaire : l'unité compromise d'un « sous-continent » à la dérive*, p. 264-288, in *Afriques noires, Afriques blanches*, revue *Hérodote*, n° 65-66, 1992.
- Ignacio Ramonet, *Le Venezuela vers la guerre sociale?*, in *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.
- Daniel Roche, *Le peuple de Paris, essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*, édi. Aubier Montaigne, coll. historique, Paris, 1981, 288 p.
- Marcel Roncayolo, *Vivre en ville, appropriation, appartenance, identité*; in tome 5 de *l'Histoire de la France urbaine*.
- Norbert Rouland, *La France s'interroge sur la meilleure manière d'intégrer les étrangers*, in *Le Monde diplomatique*, octobre 1993.
- Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, 1750.
- Les confessions et écrits autobiographiques*, 1.208 pages, Club français du Livre, 1964.
- Christian Rudel, *Mexique, l'effet Marcos*, in *Croissance*, n° 384, juillet-août 1995.
- Léon de Saint-Moulin, *Les anciens villages des environs de Kinshasa*, in *Études d'histoire africaine*, tome 2, 1971, p. 83 à 119.
- André Salomon, architecte, *Plan d'urbanisme directeur de Yaoundé*, 1958.
- Saskia Sassen, *Services commerciaux et financiers à New York : l'internationalisation des réseaux et ses répercussions sur la ville*, in *Histoire des villes : Culture et économie politique des espaces urbains*, in *RIS* (Revue Internationale des Sciences Sociales), n° 125, coédition UNESCO-ERES, Paris, août 1990, vol. XLII, n° 3, 1990.
- Interview de Sandrine Tolotti, n° 405 de *Croissance*, juin 1997, p. 10 et 11.
- Gilles Sautter, *Parcours d'un géographe, des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*, éd. Arguments, 2 tomes, Paris, 1993, 716 p.
- François Schuiten et Bernard Peeters, *Les remparts de Samaris*, éd. Casterman, coll. Les cités obscures, Paris.
- La fièvre d'Urbicande*, éd. Casterman, coll. Les cités obscures, Paris.
- La route d'Armilia*, éd. Casterman, coll. Les cités obscures, Paris.
- Germain Solinis, *Actes des journées ADP de septembre 1993*, ADP-Villes en développement, ISTD, Paris, 1993.
- Gilles de Staal, *Forces armées contre « favelas »*, in *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.
- Henry Morton Stanley, *Cinq années au Congo, 1879-1884*, Bruxelles, INGB, s.d.
- Pierre Teilhard de Chardin, *La formation de la noosphère*, in *Revue des questions scientifiques*, janvier 1947.
- Le groupe zoologique humain*, éd. Albin Michel, Paris, 1956, 172 p.
- J. Temple et S. Grandjean, *Le retour au pays*, in *Croissance*, novembre 1992.
- Tzvetan Todorov, *La conquête de l'Amérique*, éd. le Seuil, 344 p., Paris, 1982.
- A. Toynbee, *Les villes dans l'histoire*, éd. Payot, Paris, 1972.
- Jean-François Tribillon, *Les facilités d'investissements et de profits*, in *La croissance périphérique des villes*, *op. cit.*
- Pierre Veltz, *L'archipel des villes et les entreprises*, in *Villes en développement*, n° 40, juin 1998.
- Suahir Venkatesh, *Les gangs de rue sur la sellette*, in *Le Monde diplomatique*, mai 1994.
- Muhammad Yunus, *Transgresser les préjugés économiques*, in *Le Monde diplomatique*, décembre 1997, p. 15 et 16.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule en forme d'avertissement.....	7
---	---

PREMIERE PARTIE

LA VILLE

Chapitre 1	
Vers une approche dialoguée de la question urbaine.....	17
Chapitre 2	
Peut-on définir la ville?.....	27
Chapitre 3	
La ville africaine.....	47
Chapitre 4	
La ville, enveloppe et produit de la société, objet des stratégies de pouvoir.....	61
Chapitre 5	
Étude de cas : Quito, Yaoundé.....	69

DEUXIEME PARTIE

DE QUELQUES LIEUX ET RÉFÉRENTS

Chapitre 6	
Des mots très usités.....	89
Chapitre 7	
Les forces sociales.....	101
Chapitre 8	
Les acteurs, ce qu'ils font et comment ils le font.....	119
Chapitre 9	
La rue, le quartier, des lieux pas comme les autres.....	137
Chapitre 10	
Métropole, mégapole ou mégalopolisation?.....	149
Chapitre 11	
Le jeu des révolutions.....	181
Bibliographie.....	209

Extraits du catalogue

ARCHITECTURE + RECHERCHE

Norberg-Schulz : Système logique de l'architecture
Cook : Questions aux architectes
Bentmann : La villa, architecture de domination
Tzonis : Vers un environnement non-oppressif
Jencks : Mouvements modernes en architecture
Donnadiou : Habiter le désert (la maison mozabite)
Stoloff : L'Affaire Claude-Nicolas Ledoux
Venturi/Scott-Brown : L'enseignement de Las Vegas
Fishmann : Utopies urbaines
Boudon/Deshayes : Viollet-le-Duc « Dictionnaire de l'Architecture »
Watkin : Morale et Architecture
Bekaert : A la recherche de Viollet-le-Duc
Hermann : La théorie de Claude Perrault
Reps : La ville américaine (fondation et projets)
Epron : L'Architecture et la Règle
Wieczorek : Camillo Sitte
Aron : La Cambre et l'architecture
Luigi : Jacques Couëlle
Diamonstein : Architecture américaine d'aujourd'hui
Grassi : L'Architecture comme métier
Gaudin : La cabane et le labyrinthe
Wagner : Architecture moderne et autres écrits
Windsor : Peter Behrens
Guiheux : L'ordre de la brique
Frey : La ville industrielle et ses urbanistés, Le Creusot
Girard : Architecture et concepts nomades
Arnheim : Dynamique de la forme architecturale
Guibert : Réalisme et architecture
Schoonbrodt : Essai sur la destruction des villes et des campagnes
Perez-Gomez : Architecture et crise de la science moderne
Petruccioli : Dar-al-Islam
Donati : Leon Battista Alberti
Mariage : L'univers de Le Nostre
Jacobs : Déclin et survie des grandes villes américaines
Bernard : La France au logis
Soulez : L'architecte et le philosophe
Smets : Charles Buls et les principes de l'art urbain
Toussaint/Zimmermann : Projet urbain
Wiel : La transition urbaine
Pigafetta : Architecture traditionaliste
de Maximy : Le commun des lieux

ARCHITECTURE + URBANISME

Albertini/Bagnoli : Scarpa, Architecture dans le détail
Archieri/Levasseur : Prouvé, Cours du CNAM 1957-1970
Architecture du 20^e siècle, 1901-1904
Barthelemy/Mouilleseaux : Les jeunes et le patrimoine architectural
Barthelemy/Mouilleseaux : Young people and architectural heritage
Bertrand : Tadao Ando et la maison Koshino
Boulogne-Billancourt
Breitman et Krier : Amiens
Broner : New York face à son patrimoine, le Soho
Brooks-Pfeiffer : Frank Lloyd Wright et 76 projets non réalisés
Cantelli : L'illusion monumentale
Castex : Frank Lloyd Wright et le printemps de la Prairie House
Chaslin/Collectif : Adolf Loos
Coe/Reading : Berthold Lubetkin
Cohen : Le Corbusier et la mystique de l'URSS
Colin : Philippe Starck
Collectif : Arcachon - Ville d'hiver
Collectif : Biarritz et la côte basque
Collectif : Biennale de Paris 1985
Collectif : Habiter la ville (101 projets - European 2)
Collectif : Toulouse ou les délices de l'imitation
Collectif/Gagès : L'Avenir, Entreprise coopérative
Collectif/IFA : De Stijl et l'architecture en France
Collectif/IFA : Le Corbu vu par...
Collectif/IFA : Modernité et régionalisme, Bretagne 1918-1945
Colquhoun : Recueil d'essais critiques
Crippa : Scarpa, Pensées, Dessins, Projets (épuisé)
Culot et Jakovljevic : Trouville
Dangles/Guiheux : Architectures publiques
Daufresne : Le Louvre et les Tuileries - Architectures de papier
Davey : L'Architecture Arts & Crafts
Day : Louis Süe, architecte des années folles (catalogue d'exposition)
De Wit : L'école d'Amsterdam
Deluz : Urbanisme et Architecture à Alger
Demangeon/Fortier : Les vaisseaux et les villes
Divorne/Collectif : Ville, forme, symbolique, pouvoir, projets
Dumont : Le logement social à Paris
Dupire/Hamburger *et al.* : Deux essais sur la construction
Duval : Restauration et réutilisation des monuments anciens
Eleb *et al.* : L'habitation en projets
Eleb-Vidal/Châtelet/Mandoul : Penser l'habité
Epron/IFA : La culture architecturale tomes 1, 2 et 3
Fenz : Koloman Moser
Fichet : La théorie architecturale à l'âge classique
Forsyth : Architecture et musique
Fortier : La métropole imaginaire - Un atlas de Paris
Foucault/Barret-Kriegel *et al.* : Les machines à guérir
Froidevaux : Techniques de l'architecture ancienne
Gagès/Roz/Charre : Lyon-Europe
Gagès : Les chemins de la modernité
Geist : Le passage
Geretsegger/Peintner : Otto Wagner, La Grande Ville
Girard/Hourcade : Rencontres avec Le Corbusier
Guidoni : La ville européenne
Guinzbourg : Le style et l'époque
Guyon : Architecture et publicité
Hamburger : L'architecture de la maison
Hamburger/Thiebaut : Ornement, architecture et industrie
Henon/Thiebaut : Levallois
Hitchcock : Architectures des 19^e et 20^e siècles
Ikonnikov : L'architecture russe de la période soviétique
Krecic : Plecnik

Kubova : L'avant-garde architecturale en Tchécoslovaquie
Langé : L'héritage roman
Lasus : Villes-Paysages - Couleurs en Lorraine
Linters : Industria
Lorent/Paoli : Du projet au chantier
Marrey : Louis Bonnier
Marseille
Minguet *et al.* : Baroque et rococo en Belgique
Minnaert/Foucart : Pierre Barbe
Moley : L'immeuble en formation
Nacher : Architecture et images d'entreprises
Norberg-Schulz : La signification dans l'architecture occidentale
Norberg-Schulz : Genius Loci
Oechslin/Buschow : Architecture de fête
Olbrich : Architecture
Opus Incertum : Architectures à Porto
Outre-Mer
Pare : Photographie et architecture
Pinchon : Niermans
Pirson : La structure et l'objet
Plunz : Habiter New York
Rouillard : Le site balnéaire
Rukschcio/Schachel : La vie et l'œuvre d'Adolf Loos
Schweiger : Wiener Werstätte (Art et Artisanat Viennois)
Sekler : L'œuvre architectural de Josef Hoffmann
Smets : Avènement de la cité-jardin en Belgique
Smets : De ontwikkeling van de tuinwijkgedachte in België
Stynen : Urbanisme et société - Louis Van der Swaelmen
Stynen : Stedebouw en gemeenschap - Louis Van der Swaelmen
Sullivan : Trait d'ornementation architecturale
Tafari/Collectif : Vienne la Rouge
Vitale : Le Bauhaus de Weimar
Vitruve : Les 10 livres d'architecture
Wagner : Esquisses, projets, constructions

ARCHIVES / INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE

Breitman : Rationalisme et tradition - Tunisie 1943-1947
Collectif : Archives du 20^e siècle de l'IFA
Culot/Collectif IFA : Places et monuments
Culot/Collectif IFA : Toulouse 1810-1860
Day : Louis Süe, Architectures
Gournay/Collectif IFA : Le Nouveau Trocadéro
Guéné/Loyer : Henri Sauvage et les immeubles à gradins
Lemoine : La statue de la Liberté
Pinchon : Les frères Niermans
Pinon : L'Hospice de Charenton
Ragot : Robert Camelot
Verry/Saddy : Henry Jacques Le Même, architecte à Megève

ARCHITECTURE RURALE DE WALLONIE

Ardenne centrale
Ardenne herbagère
Condroz
Fagne et Famenne
Hainaut central
Hesbaye brabançonne
Hesbaye liégeoise
Hesbaye namuroise
La Lorraine - Village / Paysage (Gaume et Pays d'Arlon)
Lorraine belge
Pays de Herve
Pays de Soignies et de Nivelles
Tournaisis

PATRIMOINE MONUMENTAL DE LA BELGIQUE

Louvain T1
Nivelles T2
Liège-ville T3
Mons T4
Namur T5¹/T5²
Complément Namur T5³
Tournai T6¹/T6²
Marche-en-Famenne T7
Liège-arrondissement T8¹/T8²
Philippeville T9¹/T9²
Thuin T10¹/T10²
Entité de Verviers T11
Verviers-arrondissement T12¹/T12²/T12³/T12⁴
Ath T13¹/T13²
Neufchâteau T14
Entité de Huy T15
Huy-arrondissement T16¹/T16²
Bastogne T17
Waremme T18¹/T18²
Arlon T19
Charleroi T20
Virton T21
Dinant T22¹/T22²/T22³
Soignies T23¹/T23²
Bruxelles Pentagone T1A/T1B/T1C
Brussel Binstad T1A/T1B/T1C



Collection Architecture + Recherches

Il est ici question de la ville. Tout en reconnaissant l'utilité et l'efficacité des approches sectorielles qu'en font ingénieurs et architectes urbanistes, René de Maximy aborde le phénomène «ville» d'une tout autre manière. Il sait que les villes sont des créations socio-spatiales qui évoluent et ne se réalisent que dans la durée. Certes, les impératifs président aux actions urbanistiques et justifient aux yeux des techniciens et des politiciens une sorte d'urgence. Ils ne prennent qu'incidemment en considération les forces sociales qui pourtant assurent l'insertion, l'intégration et la citoyenneté active des citoyens. Or les villes suscitées par les sociétés le sont pour les humains qui les constituent et non pour les seuls pouvoirs économiques qui prétendent les gérer. C'est pourquoi l'auteur préconise l'approche dialoguée qui doit aboutir à mieux allier «l'usuel par inadvertance au pertinent par nécessité».

Ce qui l'amène à se demander si l'on peut définir une ville ou s'il ne vaut pas mieux prendre le fait urbain sans trop argumenter sur sa définition. Pour éclairer sa réflexion, il se réfère à des exemples qu'il a pu longuement analyser, ce qui le conduit à s'opposer à des classifications commodes mais discutables. Car la ville, objet de pouvoir, est d'abord une enveloppe et un produit de société, ce qu'il rappelle à travers l'analyse de Quito et de Yaoundé.

Ayant, à son tour et après tant d'autres, posé la question urbaine, l'auteur, qui a le regard du géographe et la sensibilité d'un humaniste observateur des sociétés qu'il rencontre, entreprend de revisiter des notions et des lieux dont le commun mérite une forme d'attention trop souvent négligée. Il en est ainsi de mots très usités comme habitant, citoyen ou usager, de forces sociales qui ne sont qu'apparemment mineures, de micro-acteurs innombrables qui façonnent la plupart des villes actuelles en croissance démographique et spatiale très rapide. Puis, pénétrant à nouveau dans la ville, l'auteur s'interroge sur ce que signifient vraiment les notions de rue et de quartier, lieux pas comme les autres.

Enfin, c'est très logiquement que réfléchissant sur la ville, il en arrive à ces énormités que sont les mégapoles, concrétions spatiales et sociales de la mégalopolisation. L'affaire est planétaire et les sociétés urbaines des pays suréquipés sont en première ligne. Cependant l'exemple des vieilles métropoles porte de multiples enseignements, c'est pourquoi Paris est particulièrement regardé. Il constate alors l'insuffisance des approches sectorielles et la difficulté d'une approche globale. La réponse imaginaire proposée par les auteurs de bandes dessinées pour entériner le choc du futur que provoquent les mégapoles en devenir, lui est alors une façon de ne pas conclure.

René de Maximy est né en 1935. Géographe et sociologue, ses activités l'ont mené de la France à divers pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, du rural à l'urbain, de l'aménagement du territoire à l'analyse du fonctionnement socio-spatial des villes. Docteur d'Etat, il est directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD, ex-Orstom) où il est entré en septembre 1982. En 1984, ses travaux sur Kinshasa, «ville en suspens», lui valurent l'attribution d'une médaille de bronze du CNRS.

ISBN 2-87009-715-8



9 782870 097151